

POLOGNE FRANCE

– ENTRELACS DE
L'HISTOIRE

*Cent ans de curiosité
réciproque*



POLOGNE FRANCE

– ENTRELACS DE
L'HISTOIRE

*Cent ans de curiosité
réciproque*

TABLE DES MATIÈRES

| | | | |
|---|-----|---|-----|
| Introduction | 5 | L'affaire Robineau (1950) | 157 |
| L'Armée polonaise en France (1917) | 8 | Les réactions à l'Octobre polonais (1956) | 166 |
| Le Comité national polonais (1917) | 15 | Charles de Gaulle en Pologne (1967) | 177 |
| Le traité de Versailles (1919) | 26 | Mars polonais et Mai français (1968) | 189 |
| La Convention sur l'émigration et l'immigration (1919) | 39 | Jean-Paul II en France (1980) | 200 |
| La guerre polono-bolchevique (1920) | 51 | La France face à « Solidarność » (1980) | 211 |
| L'alliance polono-française (1921) | 62 | La réaction de la France face à la loi martiale en Pologne (1981) | 218 |
| Le prêt français (1936) | 72 | Les transports avec l'aide humanitaire (1982) | 228 |
| Les tensions d'avant-guerre (1938) | 84 | Lech Wałęsa en France (1988) | 240 |
| La guerre (1939) | 93 | La France face aux changements en Pologne (1989) | 249 |
| Les forces armées polonaises en France (1939) | 105 | Le chemin vers l'OTAN (1999) | 261 |
| La Résistance (1940) | 117 | Le dernier numéro de <i>Kultura</i> (2000) | 272 |
| La libération de la Normandie (1944) | 129 | Vers l'élargissement de l'Union européenne (2004) | 283 |
| La communauté polonaise en France et les réalités de l'après-guerre (1945) | 138 | La Pologne et la France face aux défis du XXI ^e siècle (2022) | 291 |
| L'Institut Littéraire (1946) | 146 | Le renforcement des liens (2025) | 302 |

Introduction

L'écrivain et diplomate français François-René de Chateaubriand (1768-1848), évoquant la période des guerres napoléoniennes et la création par l'Empereur des Français du Duché de Varsovie sur les terres polonaises, qualifiait les Polonais de « Français du Nord » : « braves et légers comme nous, ils parlaient notre langue ; ils nous aimaient comme des frères ; ils se faisaient tuer pour nous avec une fidélité où respirait leur aversion de la Russie. La France les avait jadis perdus ; il lui appartenait de leur rendre la vie : ne devait-on rien à ce peuple sauveur de la chrétienté? ». Lorsque Chateaubriand acheva son immense ouvrage *Mémoires d'outre-tombe* en 1841, la Pologne était déchirée par trois puissances occupantes et Varsovie demeurait sous domination russe. Après avoir réprimé l'insurrection de novembre (1830-1831), le gouvernement tsariste, dans le cadre de ses mesures de répression politique, renonça à l'idée d'ériger à Varsovie un monument à la mémoire du prince Józef Poniatowski, ministre de la Guerre du grand-duché de Varsovie et seul étranger parmi les maréchaux de France à l'époque napoléonienne. Le souhait de Chateaubriand de rembourser la dette de la France vis-à-vis de la Pologne fut, dans une certaine mesure, exaucé grâce à l'attitude bienveillante de la France envers la cause polonaise pendant et après la Première Guerre mondiale qui aboutit à l'indépendance de la Pologne. La statue équestre du Bayard polonais fut solennellement dévoilée en 1923 en présence du commandant victorieux des forces françaises pendant la Grande Guerre, le général Ferdinand Foch. C'est

à cette occasion qu'on décerna à ce dernier le titre de maréchal de Pologne – il fut le seul étranger de l'histoire polonaise du XX^e siècle à porter ce titre honorifique.

Les fascinations, les obsessions et les liens entre la Pologne et la France à différents niveaux ne sont pas nés à l'époque de Napoléon Bonaparte et du prince Józef Poniatowski, mais c'est à partir de ce moment-là que des relations plus étroites se sont tissées entre les Français et les Polonais. La présente publication retrace les événements qui ont soit uni, soit divisé les destins polonais et français depuis la Première Guerre mondiale jusqu'à nos jours. Parmi ceux-ci figurent des thèmes liés à l'histoire politique, tels que l'activité du Comité national polonais à Paris (1917), la visite du général Charles de Gaulle en Pologne (1967) ou la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne (2025) ; la participation des Polonais aux opérations militaires en France pendant les deux guerres mondiales et la coopération militaire des deux pays dans le cadre d'alliances bilatérales et de l'OTAN ont contribué à resserrer les liens des deux pays de même que des actions diplomatiques, notamment en rapport avec le traité de Versailles (1919) ou l'élargissement de l'Union européenne (2004). Des questions essentielles pour les relations mutuelles et la perception réciproque, telles que la présence et la mission de l'Institut littéraire de Maisons-Laffitte ou l'aide apportée par les Français à la société polonaise pendant la loi martiale, ne sont pas non plus négligées. Nous présentons également la communauté polonaise en France et ses réactions face à un monde en mutation. Ceux qui s'expriment dans

INTRODUCTION

cette publication sont les témoins d'un siècle tumultueux, dont nous découvrons les attitudes et les dilemmes à travers des extraits de textes sources soigneusement sélectionnés : mémoires, journaux intimes, articles de presse, documents officiels, procès-verbaux des sessions des parlements polonais et français. Grâce à cette méthode, nous obtenons une vue d'ensemble multidimensionnelle tout en permettant au lecteur de découvrir l'histoire par lui-même.

Nous achevons le travail sur cette publication à l'automne 2025, alors que la Pologne, la France et le monde entier sont confrontés à de nouveaux défis et menaces, et qu'une guerre fait rage tout près, à l'est de la frontière de l'Union européenne qu'est la frontière polonaise. Les temps

nouveaux exigent un rejet catégorique des nationalismes et des égoïsmes nationaux au profit d'une coopération renforcée, notamment dans le cadre des structures qui ont uni les Polonais et les Français au cours des 30 dernières années : l'Union européenne, l'OTAN et le Triangle de Weimar. Les Français et les Polonais, en raison de leur situation géographique et de leur expérience historique, portent aujourd'hui une responsabilité toute particulière pour le destin de l'idée européenne. Un avenir commun exige l'élaboration d'une politique commune, plus audacieuse mais en même temps moins imprudente que celle décrite par Chateaubriand il y a près de deux siècles.

Aleksiej Rogozin



L'Armée polonaise en France

Au printemps 1917, des préparatifs sont menés en France en vue de créer l'Armée polonaise, qui doit renforcer la Triple-Entente dans les combats de la Première Guerre mondiale. À la tête de cette initiative se trouvent des militants indépendantistes polonais qui voient dans les forces armées polonaises le noyau potentiel d'un futur État polonais, fondé non pas sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, mais avant tout sur la France et ses alliés de la Triple-Entente, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et la Russie. Dans ce dernier pays, le tsarisme s'effondre en mars 1917 et les forces démocratiques arrivent au pouvoir. Les efforts des milieux polonais en exil aboutissent à la signature, le 4 juin 1917, par le président français Raymond Poincaré, d'un décret portant création de l'Armée polonaise, autonome mais subordonnée au gouvernement de Paris.

Erazm Piltz, directeur de l'Agence centrale polonaise à Lausanne, dans un télégramme adressé au gouvernement russe

— Toute la nation [polonaise], face à ce qui s'est passé pendant la guerre, formule aujourd'hui plus clairement que jamais ses objectifs et ses aspirations nationales. Elle estime qu'un peuple de 26 millions d'individus, fort d'un passé millénaire glorieux, qui a donné des preuves de sa force et de ses talents dans tous les domaines de la civilisation, a le droit de réunir ses terres, de créer un État national et d'accéder à l'indépendance. Elle croit profondément

qu'elle obtiendra cela à ce moment charnière de l'histoire. Cette conviction, ces espoirs sont partagés par tous les Polonais sans exception, et en particulier par ceux qui se sont fidèlement et fermement rangés du côté des Alliés, qui croient en leur victoire définitive et qui croient aussi que c'est seulement en passant par les Alliés qu'il leur sera possible de donner corps à leurs idéaux nationaux.

LAUSANNE, 23 MARS 1917

Erazm Piltz, Fakty i dokumenty, dotyczące mej działalności społecznej i politycznej za czas od 1882 do 1924 r., 1924.

Roman Dmowski, homme politique, fondateur du parti national-démocrate, président du Comité exécutif au sein du Comité national polonais actif en Russie

— Organiser une armée polonaise à l'Ouest était une nécessité politique. Certes, la création d'une grande armée ne semblait possible qu'en Russie, vu le très grand nombre de soldats polonais dans l'armée russe. On s'employa à mettre ces soldats en formations polonaises distinctes, créant ainsi une armée polonaise. Malheureusement, les chances de l'armée polonaise de pouvoir y subsister étaient faibles, compte tenu de la débâcle générale [...].

Pour l'armée polonaise à l'Ouest, nous ne disposions alors que d'une seule source importante de ressource humaine, à savoir la jeunesse polonaise en Amérique. Il y régnait un grand enthousiasme, les jeunes étaient impatients de se battre pour la liberté de leur ancienne patrie ;

une partie d'entre eux s'étaient même déjà engagés volontairement, d'abord dans l'armée canadienne, puis, après la déclaration de guerre des États-Unis [le 6 avril 1917], dans leur armée. [...]

Mon souhait était de créer une armée polonaise en parallèle d'une coopération de toutes les puissances alliées et de lui assurer ainsi la plus grande indépendance possible. Cependant, la réalisation de cet objectif ne s'annonçait pas facile.

Entre-temps, une initiative indépendante de nous, apparue en France, a accéléré les choses. En mai 1917, j'ai reçu de la part d'Erazm Piltz une injonction à me rendre à Paris pour discuter de la création d'une armée polonaise en France, qui était déjà sérieusement avancée.

LONDRES, MAI 1917

Roman Dmowski, *Polityka polska i odbudowanie państwa*, vol. 1, Hanower 1947.

Wacław Gąsiorowski, membre du comité d'organisation de l'Armée polonaise en France, dans une lettre adressée à Teofil Starzyński, président de l'Union des Sokols polonais en Amérique

— Peut-être que la France a besoin d'une Pologne libre, ou qu'elle en aura besoin, mais pour l'heure, la France a besoin d'une armée plus que de toute autre chose. [...] La France saigne abondamment, mais elle doit continuer à se battre. La France attend donc non seulement des Sokols

de l'Amérique, mais aussi des troupes des États-Unis. Ces forces réunies seront avant tout la meilleure garantie de la victoire sur les Germains. C'est pourquoi la France est aujourd'hui prête à se battre, y compris pour une Pologne indépendante.

PARIS, 30 MAI 1917

Polonia Stanów Zjednoczonych Ameryki 1910-1918. Wybór dokumentów, sous la direction de Marian Marek Drozdowski et Eugeniusz Kusielewicz, Warszawa 1986.

Alexandre Ribot, le président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères, et Paul Painlevé, ministre de la Guerre, dans une note adressée au président de la République Raymond Poincaré

— Le nombre des Polonais qui prennent déjà part à la lutte pour le droit et la liberté des peuples, ou qui sont susceptibles de s'enrôler au service de la cause des alliés, est assez élevé pour justifier leur réunion en un corps distinct. D'autre part, les intentions des gouvernements alliés, et en particulier du gouvernement provisoire russe, au sujet de la restauration de l'État polonais, ne sauraient mieux s'affirmer qu'en permettant aux Polonais de combattre partout sous leur drapeau national. Enfin nous estimons que la France doit tenir à honneur de concourir à la formation et au développement d'une future armée polonaise. Les affinités qui unissent nos deux races et l'affection que les Polonais n'ont jamais cessé de témoigner à notre pays nous

font une obligation morale de participer à cette touchante et glorieuse mission.

PARIS, 4 JUIN 1917

Journal officiel de la République française. Lois et décrets du 5 juin 1917.

Fragments du décret du président Raymond Poincaré sur la création de l'Armée polonaise en France

— Article 1. Il est créé, en France, pour la durée de la guerre, une armée polonaise autonome, placée sous les ordres du haut commandement français et combattant sous le drapeau polonais.

Article 2. La mise sur pied et l'entretien de l'armée polonaise sont assurés par le Gouvernement français.

Article 3. Les dispositions en vigueur dans l'armée française concernant l'organisation, la hiérarchie, l'administration et la justice militaire sont applicables à l'armée polonaise.

Article 4. L'armée polonaise se recrute : 1) Parmi les Polonais servant actuellement dans l'armée française ; 2) Parmi les Polonais d'autres provenances admis à passer dans les rangs de l'armée polonaise en France ou à contracter un engagement volontaire pour la durée de la guerre au titre de l'armée polonaise.

PARIS, LE 4 JUIN 1917

Journal officiel de la République française. Lois et décrets du 5 juin 1917.

Colonel Władysław Jagniątkowski

— Cette nouvelle m'a vraiment donné le vertige ! L'armée polonaise ! Enfin. Chacun d'entre nous en rêvait depuis son plus jeune âge, imaginant les projets les plus farfelus pour conquérir l'indépendance ! Combien de fois, je m'en souviens encore, dans la Légion étrangère au Sahara, unis par le mal du pays, nous élaborions des plans fantastiques pour nos futures victoires ! Et puis... en Chine, à Madagascar, au Soudan et dans d'autres cimetières où gisaient nos compatriotes errants...

ENVIRONS DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE, JUIN 1917

Błękitny Weteran, n° 4/1937.

Erazm Piltz

— Ensemble avec Paul Labbé, directeur du *Comité L'effort de la France et de ses alliés*, nous avons organisé dans la salle principale de la Sorbonne une grande assemblée en l'honneur de la Pologne. La salle, pouvant accueillir 3 000 personnes, était très remplie, principalement par l'élite de l'intelligentsia politique. [...] Tous les discours, consacrés à une Pologne indépendante et unifiée, ont été accueillis par des applaudissements unanimes et chaleureux. La réunion s'est transformée en une magnifique manifestation en l'honneur de la Pologne.

PARIS, 5 JUILLET 1917

Erazm Piltz, Fakty i dokumenty, dotyczące mej działalności społecznej i politycznej za czas od 1882 do 1924 r., 1924.

Roman Dmowski

— Le gouvernement français a compris dès le début que parallèlement à la création d'une armée polonaise à l'Ouest, il fallait mettre en place une organisation politique polonaise qui coopérerait avec lui dans la création de cette armée et qui en porterait la responsabilité devant la Pologne. Il a également compris que nous, les dirigeants politiques polonais dans les pays alliés, étions les seuls à pouvoir

créer une telle organisation. Dès l'annonce du décret sur l'Armée polonaise, nous avons eu l'assurance du soutien du gouvernement français à la reconnaissance officielle de l'organisation politique que nous allions créer.

Roman Dmowski, *Polityka polska i odbudowanie państwa*, vol. 1, Hanower 1947.



Sillé-le-Guillaume, août 1918. Soldats polonais

CRÉDITS : SÉLINCE / ECPAD / DÉFENSE



Sillé-le-Guillaume, août 1918. Soldats polonais

CRÉDITS : EDMOND FAMECHON / ECPAD / DÉFENSE



Le Comité national polonais

Parallèlement à la mise sur pied de l'Armée polonaise, les États de la Triple-Entente acceptent la création d'une organisation politique représentant les Polonais dans les pays alliés. Le congrès inaugural du Comité national polonais (CNP) se tient le 15 août 1917 à Lausanne, en Suisse, et peu après, le Comité commence ses activités officielles à Paris. Reconnu par tous les gouvernements de la Triple-Entente, le Comité exerce non seulement des fonctions consulaires, mais également il a autorité sur l'Armée polonaise en formation et mène une campagne de recrutement. Plus important encore, il constitue la représentation diplomatique de la Pologne. En novembre 1918, un cessez-le-feu est déclaré sur le front occidental. Le pouvoir à Varsovie est pris par Józef Piłsudski, auquel le Comité national polonais et une partie de l'opinion publique française ne font pas confiance.

Konstanty Skirmunt, membre de la Société polonaise d'aide aux victimes de la guerre

— Le congrès pour la création du Comité national polonais s'est tenu à Lausanne [...]. Du discours du président [Roman] Dmowski et de la discussion qui a suivi, se sont dégagées les conclusions suivantes.

La situation sur les fronts de la guerre reste incertaine ; les Alliés occidentaux ne peuvent se targuer d'aucun succès, alors que l'été touche à sa fin et qu'un tournant plus décisif dans le cours de la guerre aurait dû se produire.

La révolution russe a amélioré les chances des puissances centrales en facilitant le renforcement de leur front à l'Ouest. [...] La situation actuelle peu claire sur le front exige des efforts encore plus grands et l'exploitation de tous les facteurs dans cette guerre. L'un de ces facteurs pourrait être une participation accrue à la guerre des nations qui se libèrent du joug étranger. Parmi celles-ci, et en premier lieu, la Pologne. D'où la possibilité et la nécessité de concentrer les forces polonaises pour lutter aux côtés des Alliés, en créant un Comité national polonais dirigeant. [...]

Le siège du Comité a été fixé à Paris, les délibérations du Comité se sont terminées le 16 août ; ses membres devaient se disperser tout de suite après et commencer leur travail. Les représentants du Comité auprès des différents gouvernements devaient recevoir dans un avenir proche, en vertu de la signature du président du Comité, des demandes de reconnaissance du Comité et de son représentant auprès du gouvernement concerné. [...]

À Paris [après mon arrivée de Rome], j'ai trouvé le Comité en phase d'organisation [...]. L'ambiance n'était pas au beau fixe, car les nouvelles de la guerre n'étaient pas bonnes, et autour du Comité, se faisaient entendre les récriminations des compatriotes mécontents et envieux, candidats déçus à nos pseudo-postes ministériels.

PARIS, DEUXIÈME QUINZAINE D'AOUT 1917

Konstanty Skirmunt, *Moje wspomnienia 1866–1945*, avant-propos et coordination Ewa Orlof, Andrzej Pasternak, Rzeszów 1997.

Ignacy Jan Paderewski, pianiste, membre du CNP

— Jusqu'à présent, tous les gouvernements en Europe considéraient le problème de la Pologne comme une affaire concernant uniquement les trois puissances occupantes, c'est-à-dire comme une affaire interne à la Russie, à la Prusse et à l'Autriche. [...] [Récemment], la question de la Pologne est devenue une question internationale. [...] La situation de la Pologne a immédiatement changé.

NEW YORK

Helena Paderewska, *Wspomnienia 1910-1920*, Warszawa 2015.

Alexandre Ribot, président du Conseil, dans une lettre adressée au CNP

— Je suis heureux [...] de vous faire connaître que le gouvernement de la République reconnaît très volontiers le Comité national polonais comme organisation officielle polonaise et donne son consentement à l'établissement du siège central du Comité à Paris.

C'est avec la plus vive satisfaction que le gouvernement de la République constate l'heureuse issue des efforts poursuivis par d'éminentes personnalités polonaises pour créer en concours avec les alliés, l'organisme qui doit, à l'encontre des vaines tentatives des puissances centrales, préparer l'organisation du futur État polonais souverain et indépendant. [...]

Elle considère que cette armée sera le symbole manifeste de la renaissance de la vie nationale et que les Polonais qui doivent momentanément subir l'épreuve de

l'occupation ennemie, trouveront dans l'action de la France et de ses alliés un nouveau motif de confiance dans la réalisation des futures destinées de la patrie.

PARIS, 20 SEPTEMBRE 1917

Joseph Blociszewski, *La restauration de la Pologne et la diplomatie européenne*, Paris 1927.

Erazm Piltz, délégué du CNP auprès du gouvernement français

— En suivant l'exemple de la France, toutes les grandes puissances de l'Occident ont reconnu le Comité national polonais et accrédité [...] [ses] délégués. La reconnaissance du Comité a été accordée dans les domaines de compétence suivants : a) représentation diplomatique officielle de la Pologne, b) autorité supérieure sur l'armée polonaise s'organisant en France, en Amérique, en Angleterre et en Italie, c) protection consulaire des Polonais résidant hors des frontières des Empires centraux.

PARIS

Erazm Piltz, *Fakty i dokumenty, dotyczące mej działalności społecznej i politycznej za czas od 1882 do 1924 r., 1924.*

Extrait de la déclaration de la Commission militaire de recrutement sur le recrutement de l'Armée polonaise en France

— La solde des officiers, sous-officiers et soldats de l'Armée polonaise sera la même que celle des grades équivalents dans l'armée française. [...]

Les officiers, aumôniers, médecins, sous-officiers et soldats démobilisés pour blessure, invalidité ou maladie causées par leur service militaire ont droit à une pension aux mêmes conditions que dans l'armée française. Les veuves et les orphelins ont droit à une pension tout comme ceux de l'armée française.

[...]

Les uniformes de l'Armée polonaise sont confectionnés sur le modèle de ceux de l'armée française, avec l'ajout de couleurs et d'insignes nationaux polonais. Les volontaires de l'Armée polonaise en France recevront les mêmes médailles et décorations pour bravoure que l'armée française [...]. Il est prévu d'introduire la plus haute distinction polonaise pour bravoure face à l'ennemi, la Croix Virtuti Militari.

NEW YORK, 6 OCTOBRE 1917

Polonia Stanów Zjednoczonych Ameryki 1910–1918. Wybór dokumentów, oprac. Marian Marek Drozdowski, Eugeniusz Kusielewicz, Warszawa 1986.

Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères, dans un discours à la Chambre des députés

— Nous avons des obligations strictes envers les nations opprimées, non seulement envers la Belgique, la Serbie, la Roumanie [...], mais aussi envers la Pologne. [...] Nous ne séparons pas sa cause de la nôtre, nous maintenons l'intégralité des engagements pris à son égard, nous voulons une Pologne unique, indépendante, indivisible, avec

toutes les garanties de son libre développement politique, économique et militaire.

PARIS, 27 DÉCEMBRE 1917

Janusz Pajewski, Wokół sprawy polskiej: Paryż–Lozanna–Londyn 1915–1918, Poznań 1970.

Roman Dmowski

— J'avais vu ce que le gouvernement français ne pouvait pas voir, à savoir qu'un recrutement imprudent introduisait dans la jeune armée des éléments soit non polonais, soit moralement incertains, susceptibles d'entraîner la décomposition de cette armée avant même qu'elle ne fût organisée. Enfin, après des difficultés qui n'étaient pas moindres, nous avons obtenu ce que nous voulions. La décision concernant les nouvelles recrues, en particulier chaque officier admis dans l'Armée polonaise, a été subordonnée à l'accord du Comité. Le Comité s'est vu accorder le droit de superviser les relations internes au sein de l'armée et nous avons obtenu la possibilité d'éliminer les éléments indésirables.

De son côté, le Comité a reconnu l'armée comme une entreprise lui revenant et a soutenu de toutes ses forces le recrutement de volontaires. À l'issue de ces efforts, au printemps 1918, un accord a été signé par le sénateur [Paul] Doumer, président de la commission des armées slaves en France, et par moi-même, régissant les rapports entre le Comité national et l'armée, ainsi que les pouvoirs de celui-ci dans ce domaine, accord dont l'exécution a été prise en

charge, au nom du gouvernement français, par le ministre des Affaires étrangères, Monsieur Pichon, et, au nom du Comité national, par moi-même. [...]

Le plus difficile a été d'expulser de l'Armée polonaise les Juifs qui y étaient entrés en tant que Polonais, mais qui n'avaient souvent rien en commun avec la Pologne.

[...]

En outre, nous devons lutter contre la propagande subversive qui tentait de pénétrer l'armée depuis l'extérieur, principalement sous la bannière des légions et de Piłsudski. Elle appelait à la désertion et semait les graines de la rébellion.

PARIS, PRINTEMPS 1918

Roman Dmowski, *Polityka polska i odbudowanie państwa*, vol. 1, Hanower 1947.

Extrait du procès-verbal de la séance plénière du CNP

— Le Comité national polonais considère comme bénéfiques les efforts visant à placer l'administration interne du pays entre les mains polonaises, mais, compte tenu de la dépendance des organes de l'État polonais à l'égard des gouvernements et des autorités d'occupation, le Comité national ne considère pas le Conseil de régence comme le détenteur de la souveraineté polonaise, ne reconnaît pas au gouvernement polonais le caractère de gouvernement national du Royaume de Pologne, et encore moins de toute la Pologne, et refuse au Conseil d'État le droit de décider

de l'avenir de la Pologne en liant son sort aux puissances centrales.

PARIS, LE 25 MAI 1918

Marian Seyda, *Polska na przełomie dziejów, fakty i dokumenty*, vol. 2, *Od zbrojnego wystąpienia Stanów Zjednoczonych do końca wojny*, Poznań 1931.

Extrait de la déclaration signée par les Premiers ministres français Georges Clemenceau, britannique David Lloyd George et italien Vittorio Emanuele Orlando lors de la conférence interalliée

— La création d'un État polonais unifié et indépendant, avec un libre accès à la mer, est l'une des conditions d'une paix durable et juste et de la primauté du droit en Europe.

PARIS, 3 JUIN 1918

Stanisław Grabski, *Pamiętniki*, vol. 2, Warszawa 1989.

Ignacy Jan Paderewski, représentant du CNP aux États-Unis, dans un discours aux soldats sur le point de rejoindre l'Armée polonaise en France

— La semaine dernière, ce que toute la Pologne désirait depuis longtemps s'est enfin produit. Les gouvernements alliés de France, d'Angleterre et d'Italie ont annoncé au monde entier que l'un des principaux objectifs de cette guerre était la reconstruction d'une Pologne unifiée, libre, s'étendant jusqu'à la mer.

Il y a quelques jours, on m'a également fait savoir qu'un tribunal militaire composé uniquement de Polonais avait été créé auprès de l'Armée polonaise pour émettre des jugements au nom du peuple polonais. Bien que cette nouvelle soit une preuve supplémentaire que notre armée est indépendante et autonome, j'avoue en toute sincérité que je souhaiterais vivement que cette cour martiale polonaise n'ait aucune affaire à juger.

[...]

Allez au combat les armes à la main, et mettez votre langue dans la poche. Surtout, ne faites pas de politique. Laissez les discussions à ceux qui sont confortablement installés chez eux, ne savent pas et ne veulent pas se battre.

NIAGARA-ON-THE-LAKE, VERS LE 9 JUIN 1918

Archiwum Polityczne Ignacego Jana Paderewskiego, vol. 1, sous la direction scientifique de Marian Marek Drozdowski, Wrocław 1973.

Le président Raymond Poincaré dans son discours lors de la remise des drapeaux à l'Armée polonaise

— Au nom de la France, je rends hommage aux drapeaux que les villes de Paris, Nancy, Belfort et Verdun ont offerts à l'Armée polonaise. [...] Pour les braves soldats ici présents et pour toute la Pologne, vous avez, ô Drapeaux, une force symbolique encore plus puissante et plus sacrée. [...] Désormais, les fils de la Pologne ne se battront plus sous un signe étranger : ils auront désormais leurs propres couleurs. Venus en masse d'outre-océan, ils formeront une armée indépendante qui combattrà aux côtés des alliés non

seulement pour un idéal commun, mais aussi pour leur propre idéal national.

BRIENNE-LE-CHÂTEAU, 22 JUIN 1918

Błękitny Weteran, n° 1/1936.

Général Józef Haller

— Le soir du 13 juillet, [au siège du CNP] avenue Kléber, j'ai été accueilli au Comité national par cette exclamation du président Dmowski : « Bienvenue, général ! C'est le ciel qui vous envoie !, Nous avons justement besoin d'un commandant en chef pour notre armée ! ». [...]

Le lendemain, 14 juillet, un défilé militaire était prévu au Bois de Boulogne devant le président et tout le gouvernement de la République française, en présence du corps diplomatique, et pour la première fois, un bataillon de l'Armée polonaise devait représenter les Forces armées polonaises.

PARIS, 13 JUILLET 1918

Józef Haller, *Pamiętniki z wyborem dokumentów i zdjęć*, Łomianki 2014.

Józef Wielowieyski, secrétaire du CNP

— La fête nationale de la France en 1918 n'a pas été uniquement une fête française : la revue du 14 juillet était celle des armées alliées, un grand acte non seulement de solidarité militaire, mais aussi de foi en la victoire, à un moment où celle-ci semblait encore sérieusement vaciller. [...] Malgré

le secret militaire strictement gardé, personne n'ignorait que nous étions à la veille d'une grande offensive [...].

Chacun d'entre nous, Polonais présents alors à Paris et participant activement, à différents postes, aux affrontements historiques en cours, avait le cœur qui battait deux fois plus fort. D'une part, parce que nous sentions que le moment décisif de l'histoire approchait, d'autre part, parce que [...], au milieu des armées alliées, une représentation de « l'armée polonaise indépendante, cobelligérante et alliée » devait participer au défilé militaire sous les plis de son propre drapeau. [...]

Baignée par le soleil matinal, l'avenue du Bois de Boulogne se remplissait lentement de monde. Pas de tribunes, pas de barrières. Le lieu du défilé avait été tenu secret jusqu'au dernier moment par crainte d'une attaque aérienne. [...]

Debout au milieu de la foule, j'entendis soudain : *Les Polonais* et, quelques secondes plus tard, je vis apparaître notre unité. En rangs serrés, avec un calme majestueux, elle a défilé sous les applaudissements.

PARIS, 14 JUILLET 1918

Błękitny Weteran, n° 2-3/1936.

Extrait du texte de l'accord entre le gouvernement français et le CNP concernant les principes et l'organisation de l'Armée polonaise

— Les forces armées polonaises, partout où elles se

trouvent et là où elles seront créées, dans le but de combattre aux côtés des Alliés contre les puissances centrales, constitueront une armée unique, autonome, alliée et cobelligérante sous un commandement polonais unique.

L'autorité politique suprême de l'Armée polonaise sera le Comité national polonais, dont le siège est à Paris.

Le commandant en chef des forces armées polonaises sera nommé par le Comité national polonais et approuvé par le gouvernement français (éventuellement aussi par d'autres gouvernements alliés).

PARIS, 28 SEPTEMBRE 1918

Jerzy Walter, *Czyn zbrojny wychodźstwa polskiego w Ameryce 1914-1920*, New York – Opole 2018.

Stanisław Kozicki, membre du CNP

— La cérémonie [d'assermentation du général Józef Haller en tant que commandant en chef de l'Armée polonaise] s'est déroulée sur les belles terres de Lorraine [...]. Le général Haller, les membres du Comité national, les représentants des armées alliées, le général [Louis] Archinard, chef de la mission militaire franco-polonaise, et de nombreux invités ont été accueillis par le préfet et le maire de Nancy. Une émouvante cérémonie d'accueil s'est déroulée aux pieds du monument au roi Stanislas [Leszczyński], sur la magnifique place baptisée de son nom. L'aigle polonais du palais royal contemplait les uniformes polonais et écoutait la langue polonaise ; une telle scène s'était produite pour la dernière fois ici en 1814, lorsque les légionnaires polonais

rendirent hommage à la dépouille royale en rentrant sur leur terre natale. [...]

Dès les premiers instants, à la gare de Nancy, lorsque nous avons entendu chanter *La Pologne n'a pas encore péri* et la *Marseillaise*, jusqu'aux adieux aux troupes, nous nous sommes sentis comme un peuple égal aux autres. [...] Nous avons senti que l'édifice de la Pologne commençait à s'élever sous nos yeux.

NANCY, 6 OCTOBRE 1918

Stanisław Kozicki, *Pamiętnik 1876-1936*, Słupsk 2009.

Witold H. Trawiński, soldat de l'Armée polonaise

— Nous apprenons qu'à 11 heures du matin, un cessez-le-feu a été déclaré ! La guerre est donc gagnée ! Victoire !!! Les bruits sourds des canons sur le front voisin, qui résonnaient sans discontinuer, se sont tus. Difficile de se remettre de l'impression de paix une fois qu'on l'a sentie. Dans la popote [cantine] du II^e bataillon, le dîner s'est transformé en un festin extraordinaire avec les hôtes et leurs trois filles. Le vin coulait à flots, comme jamais, accompagné de toasts : « Vive la Pologne indépendante ! Vive la Pologne ! Vive la France ! Vive les États-Unis ! Vive l'Angleterre ! Vive l'Italie ! Vive Paderewski ! Vive Dmowski ! Vive le général Haller ! »

RAMBERVILLERS, 11 NOVEMBRE 1918

Witold H. Trawiński, *Odyseja polskiej Armii Błękitnej*, Wrocław 1989.

Erazm Piltz dans une note adressée au ministre français des Affaires étrangères au sujet de l'Armée polonaise

— J'ai l'honneur de faire part à votre Excellence de l'avis du Comité National Polonais sur l'accueil qu'il a lieu de faire à la demande du général Piłsudski pour l'envoi en Pologne de l'Armée polonaise se trouvant en France, afin de l'incorporer dans l'armée qui est placée sous son commandement. La demande de transfert de l'Armée polonaise en Pologne avait été faite dernièrement par le général Haller qui exprimait en ceci le désir du Comité National Polonais, mais le Comité ne prévoyait pas que cette armée puisse être soumise au commandement du général Piłsudski.

Depuis que le général Haller a adressé sa demande à Monsieur le Président du Conseil, ministre de la Guerre, le gouvernement polonais a subi un changement. Un nouveau cabinet a été constitué sous la présidence de M. Moraczewski, et le général Piłsudski y est devenu ministre de la Guerre tout en assumant le commandement en chef des armées. À la suite de ces changements, le Comité national polonais considère que l'envoi de l'Armée polonaise en Pologne est impossible tant que la situation politique ne sera pas suffisamment clarifiée. Cette attitude du Comité est motivée par les considérations politiques suivantes : la situation intérieure en Pologne est actuellement très dangereuse.

PARIS, LE 26 NOVEMBRE 1918

Polskie dokumenty dyplomatyczne 1918: listopad-grudzień, sous la direction de Sławomir Dębski, collaboration Piotr Długolecki, Warszawa 2008.

Józef Piłsudski, chef de l'État, dans une conversation avec Władysław Baranowski, diplomate

— Plus que jamais, plus que pendant la guerre, nous dépendons des Alliés. Aujourd'hui, ils sont maîtres de la situation en tant que vainqueurs. Les frontières de la Pologne ne dépendent que d'eux. Nous devons non seulement compter avec eux, mais aussi, si ce n'est les flatter, au moins respecter leur prestige, en particulier celui de la France. Les Français se sont trop engagés dans le Comité parisien, ils l'ont trop soutenu, ils y ont investi beaucoup d'argent. Surtout dans l'armée de Haller. C'est pourquoi il faut le reconnaître et même montrer notre gratitude. Je suis pour. [...]

Deuxièmement : nous ne pouvons pas avoir deux délégations au congrès de paix, nous ne pouvons pas donner le spectacle d'une double représentation. Une délégation officielle, la mienne, et une autre officieuse, consultative auprès des Alliés, issue du Comité. C'est ce qui se passerait si je m'obstinais. Mais je ne m'obstinerai pas. J'ai écrit à Dmowski à ce sujet, c'est un homme ambitieux. Qu'il endosse le rôle

de représentant, l'important n'est pas celui qui représentera. Il ne s'agit pas de savoir qui le fera, mais comment il le fera. Bien sûr, si l'on met des bâtons dans les roues, ce dont je doute, je changerai de tactique, j'y serai forcé.

VARSOVIE, 26 DÉCEMBRE 1918

Władysław Baranowski, *Rozmowy z Piłsudskim 1916-1931*, Warszawa 1990.

Extrait d'un commentaire publié par *Le Figaro*

— La France ne peut accorder sa pleine confiance qu'à un gouvernement polonais qui réalisera l'œuvre de créer l'unité nationale. Il semble malheureusement que les collaborateurs du général Piłsudski aient avant tout tendance à organiser la lutte des classes. Le drapeau rouge flotte à Varsovie. [...] Il appartient au général Piłsudski de mettre fin aux querelles internes en accord avec le Comité national, reconnu par la France et composé d'hommes éprouvés, prêts à faire des concessions pour le bien de la patrie.

PARIS, 5 JANVIER 1919

Janusz Pajewski, *Wokół sprawy polskiej: Paryż-Lozanna-Londyn 1915-1918*, Poznań 1970.



*Nancy, 6 octobre 1918. Assermentation du général Józef Haller
en tant que commandant en chef de l'Armée polonaise*

CRÉDITS : V. LAVERGNE / ECPAD / DÉFENSE



*Paris, 22 mai 1919. Fête de Jeanne d'Arc, patronne de la France.
Les troupes polonaises lors du défilé Place des Pyramides*

CRÉDITS : BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE



Le traité de Versailles

Une conférence de paix s'est ouverte en janvier 1919 dans la capitale française afin d'apporter une paix juste et durable aux nations de l'Europe. La Pologne y est représentée par les membres du Comité national polonais, qui, à la suite d'un accord avec le chef de l'État Józef Piłsudski, est élargi à ses représentants. Malgré la sympathie des autorités françaises pour Roman Dmowski et la cause polonaise, toutes les revendications des Polonais ne seront pas satisfaites, notamment parce que certaines d'entre elles sont torpillées par l'Angleterre. Néanmoins, les principaux postulats de la Pologne concernant la frontière occidentale sont acceptées par les Alliés. Quant à la question de la frontière orientale, celle entre la Pologne et l'Union soviétique, elle devra être réglée ultérieurement. Les décisions qui paraissent les plus injustes aux représentants de la Pologne portent sur la création de la ville libre de Dantzig et sur l'organisation d'un référendum en Haute-Silésie afin de la diviser en deux parties, polonaise et allemande (au cours des délibérations de la commission des affaires polonaises, on s'attendait à ce que les deux territoires contestés soient transférés à la Pologne). Le traité de paix est signé à Versailles le 28 juin 1919 et, en août de la même année, le CNP cesse ses activités.

Georges Clemenceau, président du Conseil

— « La Conférence de la Paix », mot magique succédant, en coup de théâtre, aux tueries de la guerre pour précipiter les hommes, des pires excès de la violence, dans l'abîme

sans fond d'une espérance de droit universel, aussi prompt à s'annoncer qu'à s'évanouir en fumées. Trop de réalités dans la guerre, et trop d'ajournements dans la paix. Même sincérité, même ardeur aux préméditations du meurtre en masse qu'aux brouillards d'un verbalisme d'idéalités. Coutumières alternances du va-et-vient organique qui détermine les oscillations contradictoires de notre vie communément déçue.

PARIS, FIN 1918/DÉBUT 1918

Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris 1930.

Marian Seyda, membre du Comité national polonais, expert en politique auprès de la délégation polonaise à la conférence de la paix

— À partir de la fin novembre, une série de réceptions et de cérémonies ont eu lieu à Paris [...] ; des représentants du gouvernement et du parlement français ainsi que des représentants des États alliés se sont rendus en Alsace et en Lorraine, sous la conduite du président [Raymond] Poincaré, pour prendre possession des provinces récupérées. Les membres du Comité national polonais ont été invités à ces cérémonies et son président [Roman Dmowski] a participé à toutes les réceptions. Cela [leur] a fourni de nombreuses occasions de se faire de nouveaux amis dans les cercles influents de la coalition et de renforcer les anciennes sympathies.

PARIS

Marian Seyda, *Na przełomie dziejów. Fakty i dokumenty*, t. 2, Poznań-Warszawa-Wilno-Lublin 1931.

**Raymond Poincaré, président
de la République française,
dans son discours d'ouverture
de la Conférence de Versailles**

— Ces énormes sacrifices, la France les a subis sans avoir la moindre responsabilité dans l'épouvantable cataclysme qui a bouleversé l'univers ; et, au moment où s'achève ce cycle d'horreur, toutes les puissances dont les délégués sont assemblés ici peuvent se rendre elles-mêmes cette justice qu'elles n'ont aucune part dans le crime d'où est sorti un désastre sans précédent.

[...]

Pendant que, de proche en proche, la lutte engagée s'étendait sur toute la surface de la terre, résonnaient, çà et là, des bruits de chaînes secouées et des nationalités captives nous appelaient au secours, du fond de leurs geôles séculaires. Bien plus, elles s'échappaient pour venir à notre aide. La Pologne [à présent] ressuscitée nous envoyait des troupes [référence à l' Armée polonaise en France].

[...] La guerre a pris la plénitude de son sens initial et qu'elle est devenue, dans toute la force du terme, une croisade de l'humanité pour le droit; et si quelque chose peut nous consoler en partie des deuils qui nous ont frappés, c'est assurément la pensée que notre victoire aussi est la victoire du droit. Cette victoire est totale, puisque l'ennemi n'a demandé l'armistice que pour éviter un irréversible désastre militaire ; et de cette victoire totale, il

vous appartient de tirer aujourd'hui, dans l'intérêt de la justice et de la paix, les conséquences totales.

VERSAILLES, 18 JANVIER 1919

Le Petit Parisien, n° 15321, 1919.

**Joachim Stefan Bartoszewicz, membre du CNP,
secrétaire de la délégation polonaise chargée des
questions politiques à la conférence de la paix**

— Je commençais à m'inquiéter de l'argument que le président allait utiliser pour soutenir la présence de la délégation polonaise à la conférence, car l'armée polonaise n'avait été déployée sur le front occidental que ces derniers mois, faisant incontestablement preuve de courage et de combativité, mais la situation en Pologne et le fait que les légions avaient tout de même combattu aux côtés des Puissances centrales étaient bel et bien là. Ce fait avait déjà été évoqué en coulisses par certains délégués hostiles à la Pologne.

VERSAILLES, 18 JANVIER 1919

Jan Zamoyski, Powrót na mapę. Polski Komitet Narodowy w Paryżu 1914-1919, Warszawa 1991.

Roman Dmowski, président du CNP

— Les principaux objectifs que nous nous étions fixés pour notre action en Occident pendant la guerre ont été atteints. La réunification de la Pologne et la création d'un État polonais ont été annoncées par les Alliés comme l'une

des conditions de la paix. La Pologne avait déjà le statut d'État allié [...]. Ainsi, nous étions donc assurés de participer à la conférence de la paix. [...] Il aurait été impossible d'atteindre cette position sans la création de l'Armée polonaise à l'Ouest, et donc sans ce que la France a fait pour cette cause.

PARIS

Roman Dmowski, *Polityka polska i odbudowanie państwa*,
Wrocław 2009.

Extraits d'un article paru dans le quotidien conservateur *Le Temps*

— Un nouveau ministère [gouvernement présidé par Ignacy Jan Paderewski] vient de se constituer à Varsovie [16 janvier]. C'est un ministère d'union, avec prédominance des partis modérés, comme le désirait l'Entente. Peut-être les gouvernements alliés auraient-ils été mieux inspirés s'ils étaient entrés en relation, vers le milieu de novembre, avec le premier gouvernement formé par le général [Józef] Pilsudski, s'ils avaient évité toute apparence de partialité et d'immixtion dans les affaires intérieures de la Pologne, et si, pour développer là-bas leur influence, ils s'étaient appliqués plutôt à rendre des services qu'à menacer de n'en pas rendre. Mais ce débat rétrospectif est oiseux pour l'instant. Il ne redeviendrait instructif que si les alliés éprouvaient maintenant des déboires en Pologne, et nous sommes bien loin de souhaiter que les événements nous donnent raison à ce prix. Il ne s'agit donc que d'aider la Pologne, de tenir les

promesses d'indépendance et d'unité qui lui ont été faites de toutes parts, de justifier les espérances que le nouveau ministère suscite à Varsovie en se présentant comme le protégé des alliés. L'honneur de la Ligue des nations est en jeu. Son intérêt aussi. À quand les actes?

PARIS, 20 JANVIER 1919

Le Temps, n° 21017, 1919.

Franciszek Jan Pułaski, expert de la délégation polonaise à la conférence de la paix à Paris, lors d'une rencontre avec le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Pichon

— La Pologne a toujours défendu la civilisation de l'occident contre la barbarie de l'orient. De même aujourd'hui.

PARIS, 14 FÉVRIER 1919

L'Indépendance Polonaise, n° 5/1919.

La réponse de Stéphane Pichon

— La France a toujours considéré la cause polonaise comme la sienne. Tous les Alliés sont d'accord sur le fait que ce n'est qu'une Pologne grande, forte, et très forte, qui peut présenter à l'Entente des garanties sérieuses contre le danger allemand. Si l'on n'est point arrivé encore à des résultats définitifs, il faut espérer qu'on y arrivera, vu qu'il n'y a aucune différence d'opinion entre les Alliés sur le fond de la question, il n'y en a que sur les méthodes à choisir. [...]

Nous admettons entièrement les revendications polonaises concernant Gdansk. Le danger allemand menaçant la Pologne semble devoir être écarté par les nouvelles conditions de l'armistice. [...] Les Polonais peuvent avoir entière confiance dans le Congrès qui ne lésera aucunement leurs intérêts.

PARIS, 14 FÉVRIER 1919
L'Indépendance Polonaise, n° 5/1919.

Extraits de la note polonaise sur les frontières occidentales remise à Jules Cambon, président de la commission des affaires polonaises lors de la conférence de la paix

— La reconstitution de l'État polonais doit être envisagée comme:

1. Un acte de justice et une réparation du crime des partages (1772–1793–1795).
2. La résultante du développement des forces nationales polonaises malgré tous les efforts destructeurs des Puissances copartageantes et une conséquence de l'effondrement récent de l'Autriche-Hongrie, de la désagrégation de l'Empire russe et de la défaite de l'Allemagne.
3. Une nécessité d'établir entre l'Allemagne et la Russie, un État fort et réellement indépendant.

Il ressort de la première considération que le territoire de la Pologne d'avant le premier partage (1772) doit servir de point de départ pour la définition des frontières de l'État polonais reconstitué.

La deuxième considération impose certaines modifications des anciennes frontières soit en incorporant dans l'État polonais les provinces situées en dehors des frontières de 1772 où la nationalité polonaise a affirmé sa vitalité, soit en laissant en dehors de l'État polonais celles des parties du territoire de 1772 où les forces nationales polonaises ont subi une diminution sensible après les partages.

La troisième considération exige certaines rectifications des anciennes frontières, les adaptant aux besoins de la vie économique de l'État moderne et à ceux de sa sécurité.

PARIS, 28 FÉVRIER 1919

Akty i dokumenty dotyczące sprawy granic Polski na Konferencji Pokojowej w Paryżu 1918-1919, cz. 1, Program terytorialny delegacji, Paryż 1920.

Marian Seyda

— La deuxième note concernant la frontière orientale proposait un tracé qui traversait les terres polono-russo-lituanienues de l'ancienne République polonaise, laissant hors des frontières de l'État polonais la province de Kiev, la partie orientale des provinces de Podolie, Volhynie et Minsk, ainsi que les provinces de Mogilev et Vitebsk [qui faisaient partie de l'État soviétique].

PARIS, 3 MARS 1919

Marian Seyda, *Na przełomie dziejów. Fakty i dokumenty*, vol. 2, Poznań – Warszawa – Wilno – Lublin 1931.

**Extraits d'un article paru dans le journal
catholique *La Croix***

— Nous faisons les vœux les plus ardents pour que les Polonais, profitant des leçons de l'histoire vivent unis et redeviennent une grande nation. La Pologne, on le sait, est un pays catholique où les traditions de la foi et de l'honneur sont restées vivaces malgré les persécutions et le joug que ses habitants ont eu à supporter. Comme catholiques, nous nous réjouissons donc de voir sa libération consacrée par le prochain Congrès. Mais de plus, nous voyons, dans la reconstitution de la Pologne et dans son libre développement, une puissante sauvegarde de la paix dans l'Europe centrale, ce pays séparant désormais la Russie de l'Allemagne.

PARIS, 4 MARS 1919

La Croix, n° 11042, 1919.

**Stanisław Kozicki, secrétaire général
de la délégation polonaise**

— La question de la frontière polono-allemande a été réglée dans les grandes lignes par la commission des affaires polonaises entre le 1er et le 17 mars [...]. C'est alors que Dmowski a déployé tous ses efforts pour obtenir la réalisation du programme territorial de notre délégation. Il s'y était préparé pendant toute la guerre et, durant son séjour à l'Ouest, il a exercé son influence sur les gouvernements des pays en guerre contre l'Allemagne. Il a également

soigneusement tiré parti de ce qu'il avait déjà accompli dans ce domaine et de ses relations avec les politiciens de la coalition qui siégeaient au Conseil suprême et à la commission des affaires polonaises.

PARIS

Stanisław Kozicki, *Pamiętnik 1876-1939*, avant-propos et notes

Marian Mroczo, Słupsk 2009.

**Stanisław Kutrzeba, délégué et conseiller
pour les questions juridiques lors
de la conférence de la paix**

— Le résultat des décisions prises à Paris au sujet de la Pologne dépendait de l'affrontement de différentes forces et aspirations. On a souvent eu l'impression que nous étions un bateau ballotté par ces grosses vagues, que nous ne signifions rien, que tout ce qui nous concernait se passait sans nous. Il serait exagéré de prendre cette impression pour une réalité. Il est certain que ce n'est pas nous qui avons institué les conditions de la création de la Pologne et que des facteurs puissants y ont joué, sur lesquels la plupart du temps nous ne pouvions pas influencer – nous, dotés soi-disant d'un État, mais sans frontières de quelque côté que ce fût et presque sans forces armées.

PARIS

Stanisław Kutrzeba, *Kongres, traktat i Polska*, Warszawa 1919.

Extraits de la lettre adressée par le CNP à Ignacy Jan Paderewski, premier ministre et ministre des affaires étrangères

— Un accord unanime a été donné [au sein de la commission des affaires polonaises] sur toute la frontière occidentale de la Pologne incluant [...] la côte de Gdańsk avec Puck, la région de Poznań sans sa partie occidentale et toute la Haute-Silésie. [...] Ainsi, la question de la frontière occidentale de la Pologne est définitivement tranchée, du moins en ce qui concerne les décisions des Alliés ; il faut bien sûr penser aux négociations qui nous attendent encore avec les Allemands.

PARIS, 20 MARS 1919

Polskie dokumenty dyplomatyczne: 1919 styczeń–maj, sous la direction de Sławomir Dębski, Warszawa 2016.

Daniel Renoult, politicien et journaliste, dans le quotidien socialiste *L'Humanité*

— Le Conseil suprême interallié s'est occupé aujourd'hui du problème polonais. Ce problème, comme tous ceux que la Conférence évoque les uns après les autres, sans aucune méthode, et au milieu d'un désordre qui s'aggrave [...], est compliqué au plus haut point par l'abominable politique de réaction des dirigeants de l'Entente.

L'indépendance de la Pologne ! Cette revendication traditionnelle des républicains et des démocrates au cours du XIX^e siècle, a été déformée et dénaturée par cette politique. Il ne s'agit pas, pour nos diplomates officiels, de

donner vraiment au peuple polonais le droit de disposer librement de son sort, c'est-à-dire non seulement de revendiquer une indépendance nationale légitime entre toutes, mais aussi de fixer, selon sa volonté, son statut politique et social. Il s'agit de créer par la force, pour le bon plaisir des oligarchies capitalistes d'Occident, une Pologne militariste, bastion de la réaction européenne, contre la Russie soviétique et l'Allemagne révolutionnaire.

PARIS, 22 MARS 1919

L'Humanité, n° 5452, 1919.

Kazimierz Dłuski, délégué plénipotentiaire à la conférence de la paix à Paris

— Notre rôle vis-à-vis des politiciens français était difficile. En nous appuyant sur le programme du chef de l'État, c'est-à-dire celui de l'intégralité de notre pays, nous ne pouvions pas trop nous rapprocher de la gauche française, car celle-ci était en opposition ouverte vis-à-vis de son gouvernement et, en l'espace de quelques mois, elle s'est mise à sympathiser de plus en plus clairement avec le bolchevisme. C'est également de cette gauche que sont venues, à plusieurs reprises, sous l'influence de la position hostile à la Pologne des « éléments neutres », des accusations totalement injustifiées d'impérialisme et de réactionnisme.

PARYŻ

Kazimierz Dłuski, *Wspomnienia z Paryża, od 4 stycznia do 10 lipca 1919 r.*, Warszawa 1920.

Extraits du procès-verbal d'une réunion du Comité national polonais

— Le président [Roman Dmowski] fait savoir que la question des frontières occidentales de l'État polonais a été tranchée lors du Conseil des Quatre [France, Grande-Bretagne, États-Unis et Italie] ; la ligne frontalière initiale n'a pas été modifiée, mais la ville de Gdańsk et son district deviendront une ville libre, sous l'autorité de la Pologne et le contrôle de la Société des Nations.

Le président informe les personnes présentes que les conférences qui se sont tenues ces derniers jours avec le président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères, M. [Ignacy] Paderewski, en visite à Paris, ont convaincu la présidence du Comité national que la cessation de l'activité de ce dernier devenait à présent nécessaire.

PARIS, 15 AVRIL 1919

O niepodległą i granice. Komitet Narodowy Polski, protokoły posiedzeń 1917-1919, sous la direction de Marek Jabłonowski et Dorota Cisowska-Hydzik, Warszawa 2007.

Emile Joseph Dillon, correspondant de la presse anglaise à la conférence de la paix

— Dmowski estime [dans une conversation privée] que tous les conflits territoriaux, en particulier en Europe de l'Est, se termineront avec la guerre. [...] Il considère aussi que les gens n'accepteront pas cet assemblage produit lors de la conférence et qui sera renversé par une révolution.

« Les grandes puissances, affirme-t-il, sont des voleuses de grande ampleur. Elles ont les yeux rivés sur des sacs remplis d'argent ». Lui-même n'en n'est ni surpris ni scandalisé. Il n'en a jamais été autrement. Ce qui l'irrite cependant, c'est le parfum d'altruisme et de philanthropie dont cette corruption est imprégnée. Il trouve cela répugnant. [...]

Dmowski est resté très abattu pendant toute la conversation.

PARIS, 29 AVRIL 1919

Emile Joseph Dillon, *Konferencja pokojowa w Paryżu 1919. Notatki, spotkania, rozmowy i korespondencja z Romanem Dmowskim (1917-1922)*, avant-propos et coordination Tomasz Sikorski, Adam Wątor, Kraków 2020.

Stanisław Kutrzeba

— Nous avons [en la France] une fervente amie, une alliée fiable. La France s'est non seulement prononcée en faveur de la Pologne, mais aussi en faveur d'une Pologne « grande et forte, très forte », comme nous l'a dit M. Pichon [...]. Et pourtant, la France nous a abandonnés à plusieurs reprises, elle a permis que des résolutions défavorables à notre égard soient adoptées à Paris : que ce soit au sujet de Gdańsk, même si la France comprend parfaitement son importance pour la Pologne, ou au sujet de la Haute-Silésie, etc. [...]

La Pologne peut se substituer à la Russie, au moins partiellement. Elle peut jouer le rôle de la France à l'Est de

l'Allemagne – d'après un orateur lors d'un dîner politique [...]. Cette Pologne nouerait des liens solides avec la France contre l'Allemagne. Après tout, les intérêts des deux pays seront communs, identiques ; les Allemands n'oublieront pas plus Poznań, la Prusse occidentale et la Haute-Silésie que l'Alsace et la Lorraine. Dans ces conditions, la revendication d'une Pologne indépendante ne pouvait que gagner le soutien de la France. [...]

Sur la base d'intérêts politiques communs, un sentiment de sympathie a pu se développer, ou plutôt renaître, car elle existait au plus profond de la France, seulement elle était étouffée par la mauvaise herbe de l'amitié russe [au XIX^e et au début du XX^e siècles].

PARIS, FIN MAI 1919

Stanisław Kutrzeba, *Kongres, traktat i Polska*, Warszawa 1919.

Roman Dmowski dans sa lettre à Stanisław Grabski, député de l'Union populaire nationale à la Diète

— Il semble que la question de notre frontière orientale ne sera pas tranchée avant assez longtemps. Les arguments avancés par les Alliés sont les suivants :

- 1) on ne peut pas tracer la frontière russe sans la Russie, c'est-à-dire avant la mise en place d'un gouvernement légal [antibolchevique] et d'une représentation russe ;
- 2) il n'existe aucune statistique fiable sur les territoires contestés entre la Pologne et la Russie, on ne sait

rien de l'état d'esprit de la population : « Laissons cette question attendre pendant deux ou trois ans, m'a-t-on dit du côté anglais, cela laissera le temps de l'examiner et de la régler d'une manière juste ». [...]

Je suis très inquiet au sujet de la frontière avec l'Allemagne. Il est vrai qu'il y a quelques jours, Pichon m'a assuré qu'aucune discussion avec la délégation allemande sur les questions territoriales ne serait autorisée ; néanmoins, l'Angleterre travaille aussi contre nous et milite en faveur de concessions. Je crains qu'elle ne nous propose, pour arriver à une entente agréable, de laisser la Haute-Silésie à l'Allemagne ou du moins d'accepter le plébiscite. [...]

D'autre part, je me démène pour nous assurer de l'aide en cas d'attaque allemande. [Le président du Conseil supérieur de la guerre, Ferdinand] Foch m'a assuré hier qu'il s'occupait très sérieusement de cette question.

PARIS, 30 MAI 1919

Mariusz Kułakowski, *Roman Dmowski w świetle listów i wspomnień*, vol. 2, Londyn 1972.

Stanisław Kozicki

— La délégation polonaise a appris que le Premier ministre anglais [David Lloyd George] insistait sur la nécessité de faire des concessions à l'Allemagne au détriment de la Pologne. Dmowski s'est alors rendu chez Clemenceau (le 4 juin), puis lui a adressé une lettre exigeant que les délégués polonais soient entendus avant que la réponse ne soit donnée à l'Allemagne. [...] Le lendemain matin, on

a appris que le Conseil suprême avait décidé d'apporter des modifications au projet de traité au détriment de la Pologne. [...]

Ces dispositions portaient préjudice à la Pologne, principalement en raison de la question de la Haute-Silésie. Elles constituaient une violation du principe du président [américain Woodrow] Wilson au détriment de la Pologne. Elles donnaient aux Allemands l'espoir de sauver la Haute-Silésie par des abus lors du plébiscite et par une action politique après la conclusion de la paix. [...] La politique anglaise a vaincu non seulement la résistance française, motivée par des considérations politiques, mais aussi la résistance américaine, motivée par des considérations de principe.

PARIS

Stanisław Kozicki, *Pamiętnik 1876-1939*, avant-propos et notes
Marian Mroczko, Słupsk 2009.

Emile Joseph Dillon

— Dmowski a dit [lors d'un dîner privé]: « J'ai entendu un homme dire [...] que l'un des membres du Conseil des Quatre lui avait confié : "Je ne comprends pas ces petits pays et leurs porte-parole. Ils semblent parfois complètement fous. Prenez les Polonais, par exemple, qui veulent la Silésie. Les Allemands aussi demandent la Silésie. Et il en va de même pour les Arméniens. Mais je n'aurai pas assez d'une vie pour comprendre sur quoi les Arméniens fondent leurs prétentions". (Il a bien sûr confondu la Silésie

avec la Cilicie arménienne) ». Un autre délégué, discutant au sujet des revendications de la Pologne, a demandé pourquoi les Polonais réclamaient certaines régions habitées par des Allemands. La réponse fut que ces régions étaient à l'origine polonaises, mais qu'elles avaient été colonisées par les Allemands depuis le règne de Frédéric le Grand. Le délégué demanda alors quel était le rapport entre Frédéric le Grand et les partages de la Pologne. [...]

Dmowski a poursuivi : « Actuellement, le Conseil des Quatre redessine la carte de l'Europe centrale et orientale sans tenir compte de nos revendications, de nos besoins ou de nos droits. Eh bien, la création de cette carte leur procure une certaine satisfaction. Mais ce n'est qu'un bout de papier couvert d'encre. Les frontières réelles seront tracées par le sang ».

PARIS, 8 JUIN 1919

Emile Joseph Dillon, *Konferencja pokojowa w Paryżu 1919. Notatki, spotkania, rozmowy i korespondencja z Romanem Dmowskim (1917-1922)*, avant-propos et notes Tomasz Sikorski, Adam Wątor, Kraków 2020.

Stanisław Stroński, membre du CNP

— Au milieu de la salle, les représentants des Alliés ont déjà pris place autour des tables. Clemenceau, Lloyd George, Wilson, Dmowski et Paderewski sont présents. On entend un bruit feutré de salutations et de conversations. [...] Après les grandes puissances, c'est au tour des autres pays [de signer le traité de paix] par ordre alphabétique. [...]

Enfin arrive la Pologne. Paderewski et Dmowski s'approchent de la table. Au moment où Paderewski appose sa signature, un coup de canon retentit soudainement et de manière inattendue. [...] Tout le monde est en émoi. Que s'est-il passé ? Le coup de canon devait annoncer non seulement à Versailles, mais aussi à Paris et aux environs la signature du traité de Versailles. Cela devait se produire après la fin de la signature, mais à la suite d'un malentendu, les canons ont retenti alors que Paderewski et Dmowski signaient. Cette erreur était magnifique.

VERSAILLES, 28 JUIN 1919

Wypowiedź prof. Stanisława Strońskiego – świadka podpisania traktatu wersalskiego w Paryżu – z okazji 35-tej rocznicy podpisania traktatu, www.polskieradio.pl

Stanisław Głabiński, député de l'Union populaire nationale

— Le traité de Versailles, ou plutôt les deux traités conclus et signés le 28 juin 1919 à Versailles, ont scellé l'indépendance de la Pologne par un accord international officiel et ont partiellement fixé les frontières occidentales de la Pologne, mais ils n'ont enthousiasmé ni la société polonaise ni la Diète. Deux raisons à cela : premièrement, la Pologne était déjà indépendante dans les faits depuis novembre 1918 [...] et était certaine de conserver cette indépendance, quel

que fût le moment de sa reconnaissance officielle ; deuxièmement, le traité de Versailles n'a pas donné corps à toutes les attentes des Polonais et a même imposé à la Pologne des obligations lourdes envers les minorités nationales et religieuses, qui limitaient la souveraineté de l'État polonais et heurtaient notre fierté nationale.

[...]

Nous avons regardé ces tractations avec inquiétude et avons accueilli la conclusion définitive du traité avec un sentiment de soulagement, car enfin prenaient fin ces marchandages qui nous effrayaient et compromettaient les vainqueurs.

VARSOVIE

Stanisław Głabiński, *Wspomnienia polityczne*, Pelplin 1939.

Georges Clemenceau

— L'Europe de droit, au lieu de l'Europe démembrée, c'était le plus beau coup de théâtre. [...] Dans toute l'Europe, enfin, les mots droit, liberté, justice, auraient un sens. Déjà, venaient à nous les députés des villes et des campagnes suppliciées, redressant la tête et demandant réparation. Cela, nous l'avons promis. Cela, nous l'avons fait.

PARIS

Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris 1930.

LE TRAITÉ DE VERSAILLES



*Versailles, 28 juin 1919. La foule rassemblée à proximité
du palais le jour de la signature du traité de paix*

CRÉDITS : BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE



Versailles, 1919. Ignacy Jan Paderewski à la Conférence de la paix

CRÉDITS : UPPA / PHOTOSHOT / PAP



La Convention sur l'émigration et l'immigration

A la fin de la Première Guerre mondiale, la France et la Pologne doivent faire face aux conséquences du conflit. La France a perdu près de 1,5 million de personnes et plus de 4 millions de ses vétérans sont inaptes au travail. La jeune République de Pologne est confrontée au chômage, conséquence de la surpopulation rurale et d'une industrie peu développée. En septembre 1919, la *Convention franco-polonaise relative à l'émigration et à l'immigration* est signée, ouvrant le marché du travail français aux nouveaux arrivants polonais à la recherche d'un emploi. La France a surtout besoin de mineurs hautement qualifiés, mais aussi de travailleurs dans les secteurs industriel et agricole. La *Convention* met – en théorie – sur un pied d'égalité les travailleurs polonais et français en matière de rémunération, d'assurance et de protection sociale, mais dans la pratique, les travailleurs polonais sont souvent moins bien traités. Néanmoins, dès la seconde moitié des années 1920, l'émigration polonaise vers la France compte plus d'un demi-million de personnes et, dans certaines régions minières, les Polonais représentent jusqu'à la moitié de la population. La crise des années 1930 contraindra à rentrer au pays bon nombre de ceux qui ont déjà fait venir leur famille en France dans le dessein d'y rester définitivement.

Extrait de la *Convention relative à l'émigration et à l'immigration, conclue entre la République de Pologne et la République française*

— Le Chef de l'État Polonais [Józef Piłsudski], au nom de la République Polonaise et le Président de la République Française [Raymond Poincaré], désirant régler dans le plus grand esprit d'entente amicale les mouvements d'émigration entre les deux pays et assurer à leurs nationaux respectifs la réciprocité des bénéfices de la protection du travail, ainsi que de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure, à cet effet, une *Convention* [...].

Article II. Les travailleurs immigrés recevront, à travail égal, une rémunération égale à celle des ouvriers nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise ou, à défaut d'ouvriers nationaux de même catégorie, employés dans la même entreprise, une rémunération basée sur le taux de salaire normal et courant de la région.

Article III. Ils jouiront de la protection accordée aux travailleurs par la législation intérieure des Hautes Parties contractantes, ainsi que de la protection que les Parties contractantes pourraient leur assurer en vertu de conventions spéciales, conclues soit entre elles, soit avec d'autres Puissances.

PARIS, 3 SEPTEMBRE 1919

Convention relative à l'émigration et l'immigration, Journal officiel, n° 41/1920, texte 246.

Extrait d'un commentaire publié par *Le Phare de la Loire*

— C'est ainsi que ni le contingent des ouvriers polonais à envoyer en France, ni la quotité des salaires ne sont fixés. [...] En outre, il est évident que la migration de la main-d'œuvre dépendra des conditions économiques de la Pologne et principalement du chômage. Le Ministère polonais est très réservé au sujet de l'ampleur de l'émigration vers la France, mais on note une certaine résistance de la part des organisations ouvrières polonaises. Le premier envoi en France aura lieu dès le règlement des questions mandataires. Il comprendra douze cents mineurs des bassins de la Silésie et de la Galicie, qui seront acheminés par voie de mer.

NANTES, 22 SEPTEMBRE 1919

Le Phare de la Loire, n° 32683, 1919.

Michał Bojanowski, député de l'Union populaire nationale, dans le rapport de la Commission de la protection du travail concernant la ratification de la Convention

— Compte tenu de l'impossibilité, dans un avenir immédiat, de donner de l'occupation à ces masses de chômeurs [en Pologne], en raison des carences de l'État en matière de préparation technique et aussi suite à ses difficultés financières, nous devons nous résoudre à ce mal nécessaire qu'est l'émigration et accepter l'offre que nous fait la France en matière de demande d'ouvriers. [...]

Je pense que dans un avenir pas trop lointain, la situation s'améliorera chez nous, nous n'aurons plus de mains laborieuses à céder et nous leur trouverons de l'occupation chez nous, au pays. Pour cette raison, je considère qu'il est d'autant plus avantageux d'envoyer des ouvriers en France. La France a besoin d'ouvriers pour reconstruire le pays détruit par la guerre. Ce besoin ne durera pas longtemps, à l'avenir ces travailleurs pourront donc regagner leur pays où les choses se seront améliorées de manière à ce qu'ils trouvent du travail dans leur patrie.

VARSOVIE, 30 OCTOBRE 1919

Sprawozdanie stenograficzne z 93. posiedzenia Sejmu Ustawodawczego z dnia 30 października 1919, Biblioteka Sejmowa.

Extrait d'un article paru dans *Kurier Warszawski*

— Le ministère du Travail et de la Protection sociale, après avoir reçu du gouvernement français une première demande de 28 000 travailleurs pour des travaux dans les départements détruits par la guerre, a immédiatement entrepris une action collective d'entremise pour le compte des ouvriers polonais sans travail, en vue d'un départ pour la France. Le ministère a lancé cette action par l'intermédiaire de la Section de l'émigration et du placement, principalement à Varsovie, tout en restant en contact permanent avec la mission française en Pologne qui recrute des ouvriers.

VARSOVIE, 14 DÉCEMBRE 1919

Kurier Warszawski, n° 345/1919.

Albert de Gobart, journaliste, dans le quotidien

L'Intransigeant

— Sur la place, face à la gare, des groupes de pauvres diables vêtus d'anciennes capotes de soldats allemands, autrichiens ou russes, attendaient, causant entre eux en mauvais français. Ils étaient là plusieurs centaines, sous la pluie; et leur nombre débordait dans les rues avoisinantes. C'est le motif de leur présence: j'appris que 800 d'entre eux étaient arrivés la nuit. On les avait conduits, le matin venu, à un camp où des tentes en toile étaient dressées. Mais il y avait de l'eau dans le camp, et sous les tentes une note nous dit que ces pauvres gens avaient refusé d'endosser la couchette dont l'État leur offrait l'usage gratuitement. En effet, quelques-uns d'entre eux avaient pu voir comment étaient logés les prisonniers ennemis et ils faisaient observer, avec juste raison, qu'il n'y avait pas de motif pour loger mieux des prisonniers que des travailleurs libres venus des confins de la Pologne pour gagner leur vie. [...] Ces Polonais, qui viennent travailler honnêtement et durement, méritaient sans doute de meilleures conditions pour venir exercer leur bonne volonté. Ce qu'il fallait, c'était s'assurer s'il y avait un endroit suffisant et à l'abri pour les loger.

ARRAS, 2 JANVIER 1920

L'Intransigeant, n° 14397, 1920.

Extrait du journal d'un ouvrier polonais venu en France

— Je suis parti avec le huitième convoi [...] aux frais de l'État français [...]. Nous avons traversé la Tchécoslovaquie et la Bavière pour rejoindre la France, en passant par Strasbourg, Toul et Reims, puis Arras. À Toul, nous avons été mis en une sorte de quarantaine. Je ne peux pas dire que nous avons subi un mauvais traitement pendant le voyage ou que la vie était dure. Compte tenu des conditions de vie en Pologne à l'époque, nous vivions bien. [...] À Arras, on nous a logés dans des baraques avec des fenêtres en papier et sans plancher, mais la population locale ne vivait pas mieux. Cependant, les couchages étaient très bons : matelas en laine, draps, bonnes couvertures en laine épaisse. J'ai commencé à travailler le 1^{er} avril, conformément au contrat, pour 1,5 franc de l'heure.

DÉPARTEMENT PAS-DE-CALAIS, AVRIL 1920

Pamiętniki emigrantów: Francja, Warszawa 1939.

Michał Olszański, ancien mineur, militant de la Confédération générale du travail

— L'émigration massive depuis la Pologne a commencé à la fin de l'année 1922. Des masses d'ouvriers émaciés, en haillons et intimidés arrivaient dans les mines françaises. Ils ne possédaient aucun meuble ni autre bien ménager, à l'exception de simples petites malles de voyage. Pour cette émigration, les directions des mines, des usines

sidérurgiques et des fabriques ont appliqué la règle suivante : là où vivait habituellement une famille d'ouvriers français, on entassait deux ou trois familles polonaises. Alors on construisait dans la pièce une petite cuisinière en briques avec un réchaud sur le dessus, deux ou trois couchettes faites de planches et de paillasses, une table en planches posée sur des pieds simples et deux ou trois bancs ou tabourets à trois pieds, quelques casseroles en fer, et c'était tout. Et pour tout cela, le travailleur devait payer cher, car les frais étaient déduits de son salaire en plusieurs fois ; pour la nourriture, les magasins accordaient un crédit d'un mois sur la garantie de l'entreprise.

Au cours des premières années de l'émigration massive des Polonais vers la France, on pouvait observer un phénomène d'alcoolisme assez répandu. [...] Mais de mois en mois, la vie domestique du mineur et de son entourage devenait de plus en plus normale. En rentrant chez lui, le mineur trouvait le dîner prêt sur la table ; prenant peu à peu l'exemple des Français, il achetait généralement un fût de bière que les brasseurs livraient dans le quartier ouvrier, et à ceux qui n'aimaient pas la bière, leurs femmes achetaient au magasin du vin de table bon marché. Ainsi, peu à peu, à mesure que la vie devenait plus civilisée, l'ivrognerie a commencé à disparaître d'elle-même ; après quelques années, on ne rencontrait presque plus d'hommes ivres parmi l'émigration ouvrière polonaise.

PREMIÈRE MOITIÉ DES ANNÉES 1920.

Michał Olszański, *Życie tułaczów*, Warszawa 1957.

Władysław Herz, député du Parti national ouvrier, membre de la Société du Conseil national pour l'émigration, dans des rapports publiés par le journal *Wiarus Polski*

— Trois navires, Le Kentucky, Le Pologne et Le Virginia, assurent une liaison régulière entre la Pologne et la France pour transporter les émigrants vers la France. Les émigrants sont transportés à Gdynia par un train spécial depuis le centre de rassemblement de la Mission française à Poznań. Une fois les émigrants et leurs bagages embarqués sur le navire et les formalités douanières accomplies, les convoyeurs du centre de rassemblement [...] quittent le navire, le transport est pris en charge par les convoyeurs de l'Union des mines et de [l'Union] agricole en France, et le navire quitte le port. [...] Le prix du transport des émigrants, qui se fait aux frais de l'Union des mines, s'élève à environ 100 francs par personne, mais 300 francs ou plus sont ensuite prélevés sur le salaire hebdomadaire des ouvriers.

POZNAŃ, 15 JUILLET 1924

Wiarus Polski, n° 161/1924.

Extrait d'un article paru dans *Robotnik*, organe du Parti socialiste polonais

— De plus en plus nombreux, les émigrants se rendent en France, où se forment des colonies polonaises de plus en plus importantes. Dans certaines régions minières, les

Polonais représentent jusqu'à 50 % et plus de l'ensemble des ouvriers employés là-bas. [...] D'une part, le gouvernement polonais doit veiller à préserver l'identité polonaise de ces ouvriers, afin qu'ils puissent satisfaire leurs besoins nationaux et culturels sur une terre étrangère, et d'autre part, ces ouvriers doivent former une masse solidaire avec les ouvriers français sur le plan social et ne pas se mettre en travers de leur chemin lors des luttes économiques. [...] Or, les différends entre ouvriers polonais et français se multiplient, prenant parfois un caractère sanglant. Les entrepreneurs français prennent volontiers la défense des briseurs de grève polonais et embauchent volontiers des ouvriers polonais qui leur coûtent moins cher. Inutile de préciser qu'ils ne considèrent pas ces ouvriers comme leurs « alliés ».

VARSOVIE, 26 AOÛT 1924

Robotnik, n° 234/1924.

**Paul Carnot, médecin, dans son discours à la réunion
du Comité national d'études sociales et politiques**

— Les Polonais représentent en France 40% de l'effectif d'ouvriers mineurs. Nous sommes encore en présence d'un grand danger. Si le gouvernement polonais enjoignait à ses mineurs de cesser le travail et de rentrer dans leur pays la production minière de la France serait énormément diminuée.

PARIS, 22 JUIN 1925

Archiwum Akt Nowych, Consulat de la République de Pologne
à Marseille, cote 320.

**Michał Pankiewicz, vice-président de la Société
polonaise d'émigration, dans un exposé lors du
I Congrès de Polonais vivant à l'étranger**

— En France [...], l'émigré a un emploi assuré à l'avance et, en principe, aux mêmes conditions que les Français. En réalité, ce n'est qu'au prix de grands efforts et après de nombreuses années de peines et de combats qu'il obtient l'égalité en matière de salaire et de conditions de travail. Même dans les mines de charbon, qui fondent leur existence et leur développement sur le travail des ouvriers polonais, dans certaines mines, par exemple à Ostricourt où les ouvriers polonais représentent jusqu'à 80 % de la main-d'œuvre, le pourcentage de Polonais parmi les mineurs de la dixième catégorie, la plus élevée, est infime. De plus, les travaux les plus pénibles, les plus difficiles et les moins productifs sont généralement confiés aux Polonais.

D'une manière générale, le Polonais est traité en France comme un citoyens de seconde classe et n'a pas réussi à se mettre sur un pied d'égalité même au sein des organisations professionnelles françaises. Les sections dites « polonaises » auprès de la CGT ne disposent toujours pas des mêmes droits que les sections françaises et les représentants des sections polonaises n'ont aucune voix au sein des instances dirigeantes de la Confédération générale du travail. Ils ne bénéficient pas non plus de la sécurité sociale française ni des autres caisses d'assurance maladie et assimilés.

WARSZAWA, 14 LIPCA 1929

*Pamiętnik Pierwszego Zjazdu Polaków z Zagranicy, Warszawa–
Poznań–Kraków, 14-21 juillet 1929.*

Extrait du journal d'un ouvrier polonais en France

— Par hasard, j'ai jeté un œil à travers la porte ouverte d'un atelier où l'on fondait du fer. Une vision horrible s'est alors présentée à mes yeux. Au début, je ne savais plus où je me trouvais, sur terre ou en enfer parmi les démons. [...] Quelques jours plus tard, je me suis moi-même retrouvé dans cet enfer, car j'ai remplacé un Marocain qui avait été brûlé par le fer, terminant ainsi sa misérable existence quelques jours plus tard. Il ne se passait pas un jour sans que quelqu'un ne soit victime du fer en fusion. Ce fer a également une autre caractéristique : lorsqu'une goutte tombe sur la peau, elle la transperce, la brûle et s'enfonce au plus profond, de sorte que les blessures causées par les brûlures au fer ne guérissent pas rapidement.

[...] Après quelques semaines, nous avons remplacé tous les travailleurs habitués au climats chauds, car nos chefs ne cessaient de se répéter que *le Polonais est bon travailleur*. C'est aussi pour cette raison que, au moment de la paie, on nous donnait un peu plus que ce qui était prévu dans nos contrats. Nous ne nous doutions pas que cette augmentation nous était donnée par ruse. Ils voulaient seulement nous encourager encore plus, tout en nous poussant à donner nos dernières forces. Cela ne nous a pas réussi, car nous avons effectivement mis la barre très haut, tandis qu'eux continuaient à nous demander toujours plus, et ils ont réduit peu à peu nos salaires, de peur que nous ne nous enrichissions en gagnant 20 à 25 francs par jour pour dix heures de travail.

FIRMINY

Pamiętniki emigrantów: Francja, Warszawa 1939.

Ewelina Jełowicka, organisatrice d'une action d'aide aux chômeurs polonais à Paris

— 1932, année de crise pour toute l'Europe. [...] Les émigrés polonais ont été les premières victimes du chômage. La France a toujours aimé les touristes qui lui apportaient des roubles et des dollars [...], mais elle détestait ceux qui voulaient y gagner de l'argent et repartir avec. Elle ne faisait que tolérer l'émigration polonaise et italienne, dans les mines et dans l'agriculture, car elle manquait de main-d'œuvre pour les travaux des champs. Elle espérait que ces émigrants s'assimileraient rapidement au peuple français en déclin et viendraient grossir la population rurale.

Mais aujourd'hui [...], les Polonais sont devenus inutiles et les institutions les unes après les autres se sont mises à licencier leurs employés étrangers. Pas de quelconques prestations sociales ni médicales. Les entrepreneurs, petits ou grands, les directeurs ou les « patrons » ruraux avaient le droit de licencier n'importe quel employé du jour au lendemain, sans même attendre la fin du mois. Le salaire était payé scrupuleusement jusqu'au dernier jour de labeur et on renvoyait l'ouvrier dans la nature.

PARIS, DÉBUT JANVIER 1932

Ewelina Jełowicka, *Wspomnienia: pomoc polskim bezrobotnym w Paryżu od 1932 r.*, Warszawa 1964–1965, Biblioteka Narodowa, Zakład Rękopisów, manuscrit 8286.

Extrait du journal d'une ouvrière polonaise en France

— Nous vivons misérablement au jour le jour et, en plus, nous nous attendons à être expulsés de France, car mon mari a changé de profession, et ici, c'est un motif d'expulsion. [...] Je lis chaque jour le quotidien *Wiarus Polski* et je regarde sans cesse s'il y est fait mention des émigrés et s'ils ne vont pas être renvoyés en Pologne aux frais du gouvernement. Car il y en a des milliers comme nous ici, et tous attendent d'être renvoyés gratuitement, car ils n'ont pas de quoi payer leurs billets, mais apparemment notre gouvernement nous a oubliés, nous les pauvres en exil. Nous ne sommes pas venus ici pour le plaisir mais pour gagner notre pain, et maintenant, alors qu'on nous fait un tel tort, qu'on nous jette comme des chiens galeux, nos autorités ne lèvent pas le petit doigt pour nous aider.

DÉPARTEMENT NORD

Pamiętniki emigrantów: Francja, Warszawa 1939.

Extrait d'un reportage publié dans le magazine *Światowid*

— À côté de chaque mine et usine, on voit pousser une rangée de petites maisons. Ce sont les logements des mineurs. L'endroit est animé et bruyant à cause des bandes d'enfants qui jouent dans les rues. Ces enfants, sains, forts, aux joues roses sont convoités par la France. Ils sont censés combler le déficit démographique de notre alliée. Une lutte silencieuse mais implacable se livre pour ces enfants. Chaque

émigrant a en effet le choix entre retourner dans son pays ou rester en France et se faire naturaliser, c'est-à-dire obtenir la nationalité française.

Mais les mineurs ne se laissent pas déraciner facilement. Beaucoup d'entre eux n'ont pas vu la Pologne depuis des décennies, ils ont oublié leur langue maternelle, ils parlent un jargon bizarre, mélange d'allemand, de français et de polonais, mais tous rêvent d'une seule chose...

« Que comptez-vous faire une fois que vous aurez ramassé un pécule ? » – j'interroge un vieux mineur tout juste rentré du travail qui penche son visage fatigué au-dessus d'une assiette de soupe.

« Que faire ? Retourner en Pologne. Vous savez, monsieur, je ne me plais pas ici. J'aimerais avoir un bout de terre, une petite maison et un jardin, peu importe où, même dans les Kresy. »

« Et vos enfants ? »

« Euh... les enfants. Ma fille a épousé un Français, et mon fils restera sûrement ici, il est chauffeur. »

J'invite le mineur à une collation, en l'entraînant vers le premier estaminet venu, c'est-à-dire un bar à vin ou un restaurant, dont le lieu regorge. Mais le mineur n'est pas pressé.

« Allons chez les nôtres, monsieur. »

Quelques instants plus tard, je suis assis dans l'auberge de Poznańczyk [...] et je bois la wyborowa, vodka polonaise, en grignotant du saucisson.

LILLE, AOÛT 1933

A.B., *Wśród Baraków i Małków we Francji*, in *Światowid*, n° 34/1933.

Jean Bassac, journaliste, dans le quotidien centre-droit *L'Homme libre*

— Depuis des années, la France est devenue le refuge de tous les mauvais garçons du monde. La chronique des tribunaux démontre que plus de la moitié des crimes et délits sont commis par des « importés ». De même dans les manifestations extrémistes, on les retrouve toujours prêts à quelques méchants coups. Enfin, ils perpétuent chez nous un chômage épuisant pour notre économie nationale et pour les finances publiques. Car il est malheureusement à constater que, [...] de nombreux mineurs français sont sans travail parce que, à leur lieu et place, on utilise des Polonais, des Tchécoslovaques ou des Allemands. [...]

Qu'on nous entende bien. Il n'est pas question de se livrer à une xénophobie outrancière et ridicule. Mais avant de penser aux autres, il faut d'abord songer à donner du travail à nos nationaux. De plus, nous avons le devoir de maintenir l'ordre sur notre territoire et pour y parvenir, d'expulser ou d'interdire de séjour ceux qui tenteraient de le troubler, 'charbonnier est maître chez lui', c'est le cas ou jamais d'user de cette formule. Il importe donc que, sans aucun retard, une très sérieuse et très ample épuration soit faite dans les milieux étrangers installés en France.

PARIS, 9 AOÛT 1934

L'Homme libre, n° 6591, 1934.

Ladislas Szczepaniak, fils d'émigrés polonais

— Pour les Polonais, le retour en Pologne signifiait un retour à la misère. Ma mère pleurait en apprenant que les familles qu'elle connaissait devaient partir avec seulement quelques valises. Le prix du voyage avait augmenté et personne ne disposait de moyens de payer le transport des meubles. Heureusement, la société minière où travaillait mon père a gardé ses employés, sauf ceux qui étaient vraiment mauvais travailleurs. [...]

La crise économique avait atteint son point culminant. Mon père n'avait travaillé que six jours en deux semaines. C'était du chômage partiel. Tout le monde devait donc se taire, aussi bien l'ouvrier français qui risquait d'être licencié, que l'étranger craignant la déportation.

DÉPARTEMENT NORD, 1934

Ladislas Szczepaniak, Anne-Marie Wisniewski-Szczepaniak, *Wladek ou la trépidante jeunesse d'un Polonais. Les mémoires de mon père de 1922 à 1945*, Bouvignies 2015.

Antoine de Saint-Exupéry, pilote et écrivain

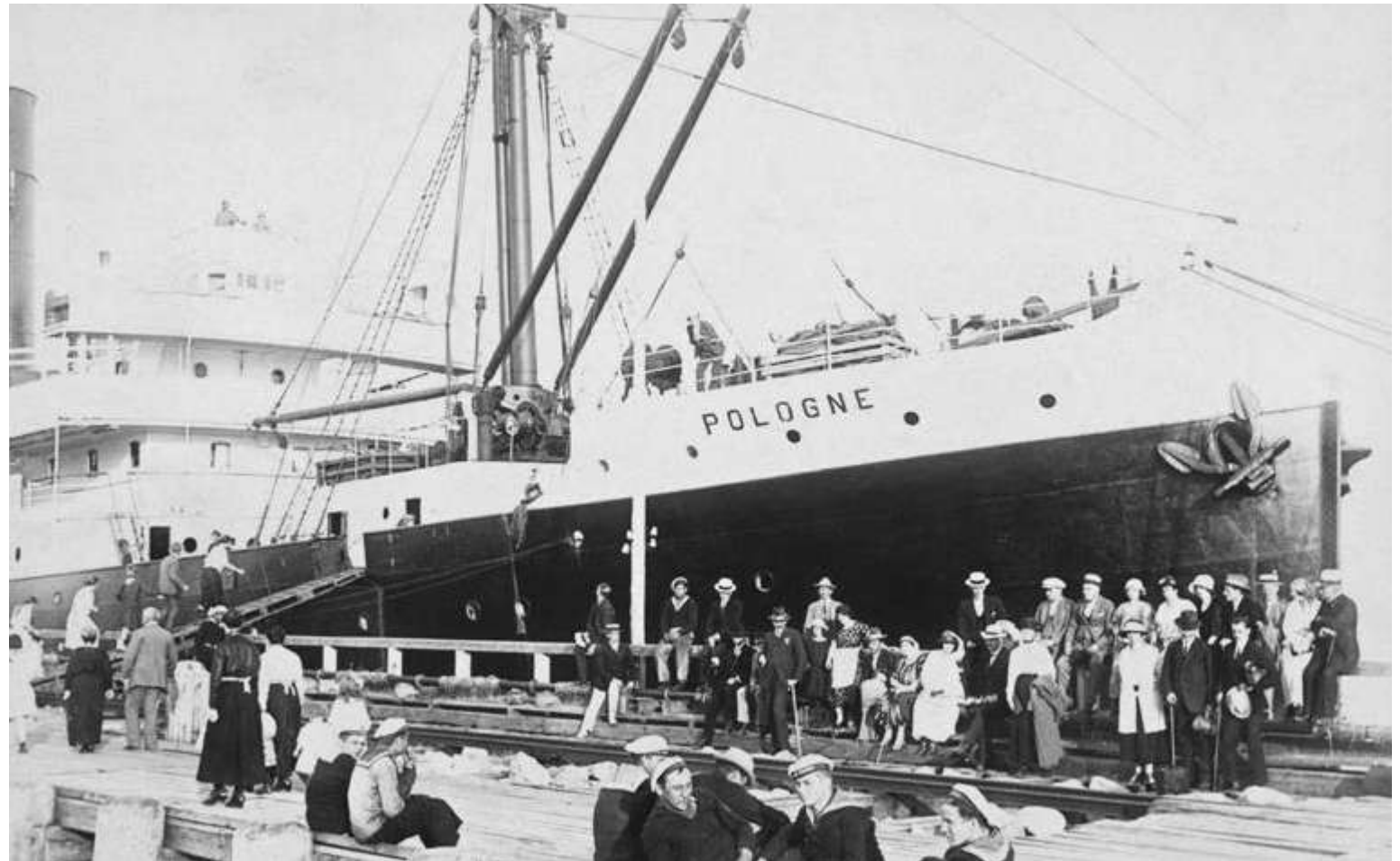
— Au cours d'un long voyage en chemin de fer, j'ai voulu visiter la patrie en marche où je m'enfermais pour trois jours, prisonnier pour trois jours de ce bruit de galets roulés par la mer, et je me suis levé. J'ai traversé vers une heure du matin le train dans toute sa longueur. Les *sleepings* étaient vides. Les voitures de première étaient vides.

Mais les voitures de troisième abritaient des centaines d'ouvriers polonais congédiés de France et qui regagnaient leur Pologne. Et je remontais les couloirs en enjambant des corps. Je m'arrêtai pour regarder. Debout sous les veilleuses, j'apercevais dans ce wagon sans divisions, et qui ressemblait à une chambrée, qui sentait la caserne ou le commissariat, toute une population confuse et barattée par les mouvements du rapide. Tout un peuple enfoncé dans les mauvais songes et qui regagnait sa misère. De grosses têtes rasées roulaient sur le bois des banquettes. Hommes, femmes, enfants, tous se retournaient de droite à gauche, comme attaqués par tous ces bruits, toutes ces secousses qui les menaçaient dans leur oubli. Ils n'avaient point trouvé l'hospitalité d'un bon sommeil.

Et voici qu'ils me semblaient avoir à demi perdu qualité humaine, ballotés d'un bout de l'Europe à l'autre par les courants économiques, arrachés à la petite maison du Nord, au minuscule jardin, aux trois pots de géranium que j'avais remarqués autrefois à la fenêtre des mineurs polonais. Ils n'avaient rassemblé que les ustensiles de cuisine, les couvertures et les rideaux, dans des paquets mal ficelés et crevés de hernies. Mais tout ce qu'ils avaient caressé ou charmé, tout ce qu'ils avaient réussi à apprivoiser en quatre ou cinq années de séjour en France, le chat, le chien et le géranium, ils avaient dû les sacrifier et ils n'emportaient avec eux que ces batteries de cuisine.

DEUXIÈME MOITIÉ DES ANNÉES 1930.

Antoine de Saint-Exupéry, *Terre des hommes*, Paris 1939.



*Années 1920. Le navire Pologne transportant
des émigrants entre Gdynia et Le Havre*

CRÉDITS : NAC



*Département Pas-de-Calais, 1936.
Baptême dans une famille de mineurs polonais*

CRÉDITS : KASIMIR ZGORECKI / ADAGP

La guerre polono- bolchevique



Face à la menace que représente la Russie soviétique pour la Pologne, la France devient le principal allié de Varsovie en Europe occidentale. En été 1920, alors que les troupes soviétiques sont aux portes de Varsovie, des officiers français opèrent auprès de l'armée polonaise, parmi lesquels le général Maxime Weygand, membre de la Mission interalliée en Pologne, et le capitaine Charles de Gaulle, instructeur à la Mission militaire française. L'aide matérielle, organisationnelle et tactique apportée par la France en août 1920 se révèle décisive pour le sort de la Pologne et de l'Europe.

**Tadeusz Kutrzeba, chef d'état-major
de la 1^{re} division d'infanterie des Légions**

— Sur le plan militaire, l'aide apportée par la France dans notre lutte contre les Soviets a été totale. Elle s'est principalement traduite par la fourniture d'équipements et de matériel de guerre. [...] Au cours de l'hiver 1919-1920, les efforts organisationnels de la Pologne ont été considérables. Nous voulions mettre sur pied des troupes aussi fortes que possible, mais nous nous heurtions à de grandes difficultés matérielles. Il manquait tout simplement du matériel, des uniformes, des armes et des munitions. [...] La Pologne combattait les Soviétiques dans son propre intérêt, mais indirectement, par son action, elle freinait la progression vers l'Ouest de la révolution communiste. [...] Étant donné la situation, la Pologne n'aurait pas dû rencontrer de

difficultés pour se procurer du matériel de guerre. Mais il n'en fut rien. Nous avons rencontré une forte résistance. Seule la France soutenait activement la Pologne, car elle était alors la plus intéressée par l'existence d'une Pologne forte en tant que future alliée, en raison de sa situation géographique, et aussi la plus intéressée par la poursuite de la lutte contre les Soviétiques, au nom des intérêts de la Russie future.

VARSOVIE

Tadeusz Kutrzeba, *Wyprawa kijowska 1920 roku*, Warszawa 1937.

**Józef Piłsudski, Chef de l'État, dans un entretien
avec *Le Journal de Pologne***

— Nous avons encore deux fronts. Nous sommes menacés de deux côtés [par l'Allemagne et la Russie]. [...]

Notre nouveau ministre des affaires étrangères, Monsieur [Stanisław] Patek, disait dernièrement [...] quelles étaient actuellement les relations franco-polonaises. Il vous a dit l'exacte vérité quand il les a comparées à un beau mariage. On n'y parle plus d'amour, car l'amour est devenu une réalité de tous les instants. On s'aime sans avoir besoin de se le dire tant la chose est naturelle.

Les relations entre la France et l'Pologne sont si excellentes qu'elles sont devenues des relations familiales. Entre parents on peut même se permettre des divergences de vues et des querelles de famille, cela n'a plus d'importance. Nous sommes arrivés, comme Monsieur Patek vous l'a très

bien expliqué, à un stade où l'on n'a plus besoin de chercher des moyens de consolider cette amitié, car elle est toute naturelle. Et j'ai la certitude que cette entente résistera à l'épreuve du temps car la situation de la France et de la Pologne est telle que leurs intérêts sont identiques.

VARSOVIE, 3 JANVIER 1920

Le Journal de Pologne, n° 4/1920.

Extraits d'un article paru dans le quotidien *Le Temps*

— La Pologne ne peut pas se désintéresser de l'Ukraine, et les faits comme le séjour de Petlioura à Varsovie ou l'occupation par les soldats de Pilsudski de territoires ukrainiens prouvent que l'Ukraine indépendante a de très énergiques artisans parmi de nombreux Polonais.

L'activité de l'armée polonaise sur ses deux ailes marque nettement l'intention du chef de l'État d'avoir la haute main sur le règlement du sort de petits États qui se sont arrachés de la Russie, mais qui n'ont pas encore pu se donner une organisation indépendante définitive.

PARIS, 20 JANVIER 1920

Le Temps, n° 21358, 1920.

Tadeusz Kutrzeba, chef d'état-major de la 3^e Armée

— La prise de Kiev [le 7 mai 1920] fut un épisode inhabituel dans la vie de la ville en temps de guerre. C'est aussi, disons, la « curiosité militaire » qui attira à Kiev, le

9 mai, plusieurs invités qui nous étaient chers [...]. Tout à fait accidentellement, ils ont été témoins de cette sorte de parade militaire qui se déroulait comme par hasard, sans prétention aucune, sur le Khreschatyk de Kiev. Le général Julian Stachiewicz, membre de l'état-major du Commandant en chef, est donc arrivé à Kiev, accompagné du colonel de l'armée française [Charles] Hanotte [...], alors affecté au Commandement suprême à Varsovie. [...] Les invités ont assisté, en tant que spectateurs, au défilé des troupes. Derrière le général [Edward] Rydz-Śmigły, qui recevait le défilé, se tenait le chef d'état-major avec ses adjutants, à côté duquel se trouvait le colonel ukrainien [Marko] Bezruczko, commandant de la 6^e division ukrainienne, puis les invités : le colonel Stachiewicz, le Français Hanotte et le Japonais Masataka Yamawaki [attaché militaire japonais].

Que se disait la foule, que se disaient ces masses grises du peuple, voyant ces excellents militaires polonais en grand nombre et les détachements ukrainiens qui les accompagnaient, défilant devant le général polonais, à côté duquel se tenaient des officiers ukrainiens, français et japonais ? La foule voyait les effets, mais n'en connaissait pas les causes. C'est pourquoi des rumeurs ont commencé à se répandre, des conjectures à naître. On cherchait en effet un lien entre l'armée polonaise occupant l'Ukraine et les étrangers, les officiers de la France sortie victorieuse de la guerre mondiale et les Japonais, voisins de la Russie soviétique en Extrême-Orient. Un mot a été dit, qui en apparence expliquait la raison du phénomène militaro-politique se

déroulant en Ukraine : l'Entente aurait déclaré la guerre aux Soviétiques, la Pologne ne serait qu'un exécutant, auquel on a adjoint les troupes ukrainiennes, la France et le Japon étant l'âme de l'expédition de Kiev. La France, en particulier, avec le soutien qu'elle porte à [commandant en chef des Forces armées du Sud de la Russie et chef du gouvernement du Sud de la Russie, Piotr] Wrangel, opérant depuis la Crimée vers le nord, aurait tout intérêt à provoquer la chute de la Russie soviétique et à obtenir le remboursement de ses importantes créances financières.

KIEV, 9 MAI 1920

Tadeusz Kutrzeba, *Wyprawa kijowska 1920 roku*, Warszawa 1937.

Charles de Gaulle, membre de la Mission militaire française en Pologne, dans son journal

— Me voici revenu de France et, dès mes premiers pas hors de la Gare de Vienne, j'éprouve quel changement profond les graves événements de ce mois-ci ont imprimé sur tous les traits. [...]

J'avais laissé Varsovie dans l'ivresse du triomphe [au moment de l'opération de Kiev]. [...] Ce peuple, naturellement fier et dont les séculaires souffrances ont rendu la fierté malade, parut perdre d'un seul coup le sens des réalités. [...]

Et me voici de retour. Quel changement !

Sur toutes les figures n'est-ce pas l'angoisse qu'on lit ? L'angoisse, je ne l'ai jamais rencontrée chez ce peuple

placide ; mais c'est la résignation, pire. [...] Aux murs, des affiches innombrables devant lesquelles la foule s'arrête longuement. Il y a des proclamations du chef de l'État, des partis politiques, des adjurations de courir aux armes ou de souscrire à l'emprunt. Il y a aussi, plus sombres, plus longues que jamais, les files de femmes et d'enfants devant les magasins d'alimentation.

VARSOVIE, 1 JUILLET 1920

La Bataille de la Vistule – Carnet de campagne d'un officier français, Revue de Paris, vol. 6, novembre-décembre 1920.

Maxime Weygand, secrétaire du Conseil militaire français, dans une lettre à sa femme

— Les affaires de Pologne ne sont pas brillantes et certaines inquiétudes peuvent être justifiées. Les Polonais ne veulent rien entendre, allant à leur guise, amassant les haines autour d'eux. Comment leurs quelques amis peuvent-ils éclairer et diriger ces Pégases aveugles qui ne supportent aucune rêne ? Tel est le problème que je me pose chaque jour sans le résoudre.

SPA (BELGIQUE), 7 JUILLET 1920

Jacques Weygand, *Weygand, mon père*, Paris 1970

Francesco Tommasini, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie en Pologne

— Au cours des événements guerriers du printemps et de l'été 1920, l'action de la France fut très changeante et

l'attitude de l'opinion publique polonaise à son égard a subi des métamorphoses stupéfiantes. [...] Depuis l'évacuation de Kiev [10–13 juin] jusqu'à l'échec de l'entremise [des pays occidentaux dans les négociations avec les bolcheviks] à Spa [5–16 juillet], le cabinet parisien s'est tenu et le prestige de la France en Pologne en a considérablement souffert. On avait l'impression que l'expédition en Ukraine, si mal terminée, avait été soutenue par la France pour des motifs égoïstes et que le général [Paul Prosper] Henrys [chef de la Mission militaire française en Pologne] l'avait défendue ouvertement et implacablement. D'autre part, il a été remarqué que l'armée polonaise, qui s'était révélée si peu résistante, était organisée par des officiers français, dont le nombre atteignait un millier, et dont les salaires pesaient lourdement sur le trésor polonais. [...]

La situation a toutefois complètement changé au cours de la deuxième période, qui s'est étendue depuis le début de l'invasion [soviétique des territoires] de la Pologne ethnographique [...]. À cette époque, le gouvernement français considérait la cause de la Pologne comme la sienne et fit tout ce qui était en son pouvoir pour la sauver. Le prince [Eustachy] Sapieha [ministre des Affaires étrangères] m'a dit à plusieurs reprises au cours de ces jours remplis d'angoisse que si les Allemands n'attaquaient pas son pays par l'arrière, c'était grâce à la France.

VARSOVIE, MILIEU DE JUILLET 1920

Francesco Tommasini, *Odrodzenie Polski*, Warszawa 1928.

Charles de Gaulle dans son journal

— Voici venu l'ordre tant attendu: le Gouvernement français autorise ses officiers à prêter leur concours direct pour la défense du territoire polonais. Le général Henrys ne se le fait pas dire deux fois. La nuit même, il part pour le front et il détache un certain nombre d'entre nous auprès de chaque unité importante. Je fais partie de ces favorisés, j'accompagne le général B. qui doit donner ses conseils au front du Sud.

CHELM, 15 JUILLET 1920

La Bataille de la Vistule – Carnet de campagne d'un officier français, Revue de Paris, vol. 6, novembre-décembre 1920.

Maxime Weygand dans une lettre adressée à Ferdinand Foch, président du Conseil supérieur de la guerre de France

— Le jour de mon arrivée, après les visites en corps de l'après-midi, j'ai été mandé au Belvédère et j'ai eu, de dix heures du soir à une heure un quart du matin, un entretien avec le maréchal Pilsudski. Il a parlé pendant trois heures de lui, de ses victoires, de ses difficultés militaires, de l'aide qu'on pourrait lui apporter. Il ne m'a pas paru s'être mis dans la peau d'un chef dont la patrie est menacée et qui est décidé à vouloir, à ordonner, à exiger. Il accuse les alliés, les liaisons, l'arrière; il voit le salut dans l'intervention de troupes alliées.

[...]

Quand j'ai pu parler, sans qu'il m'y ait invité d'ailleurs, je l'ai salué de votre part, ce qu'il a reçu avec dignité, et je lui ai exposé ce que vous lui auriez dit, je crois, si vous aviez été là. [...] Cela l'a visiblement peu intéressé. Enfermé dans son Belvédère, très gardé, il paraît peu aux armées en ce moment. Il est très jaloux de son rôle militaire et ne consentira jamais à s'en dessaisir.

VARSOVIE, 28 JUILLET 1920

Jacques Weygand, *Weygand, mon père*, Paris 1970

Stanisław Głąbiński, chef du groupe parlementaire de l'Union populaire nationale

— Au plus fort de la crise, durant la seconde moitié de juillet et en août, la Diète se dispersa pour rejoindre les rangs de l'armée et recruter des volontaires qui affluaient en masse, issus notamment des cercles de jeunes et de l'intelligentsia urbaine, mais aussi des paysans et des ouvriers. L'armée formée de volontaires et commandée par Józef Haller et le moral élevé et confiant de la population polonaise ont largement contribué à vaincre la panique et les humeurs défaitistes dans l'armée [...]. Le défaitisme a également gagné certains de nos généraux.

WARSZAWA, FIN JUILLET-DÉBUT AOÛT 1920

Stanisław Głąbiński, *Wspomnienia polityczne*, Pelplin 1939.

Maxime Weygand

— Pour le moment l'armée polonaise retraite sans se battre. A continuer ainsi, les rouges, bien que n'avançant qu'à petites journées, seront bientôt à Varsovie. Les déserteurs sont nombreux, la capitale en est remplie ; des affiches demandent aux habitants de ne pas leur donner asile, des unités armées composées de femmes les pourchassent et les font rougir de leur conduite. J'allais d'ailleurs apprécier à maintes reprises la valeur de la femme polonaise dont le patriotisme, la vaillance, l'esprit de solidarité feront merveille au cours de cette crise.

VARSOVIE

Maxime Weygand, *Mémoires. 2, Mirages et réalité*, Paris 1957.

Charles de Gaulle dans son journal

— Je reviens de Varsovie [...]; la noble ville est muette cette fois. En dépit de son insouciance, elle sent les Russes à ses portes. Mais il ne s'agit plus de se résigner: il faut vaincre. Le martyre a ses gloires, elles ne valent pas celles du triomphe. Un plan de défense a été dressé auquel nos officiers ont collaboré.

Sous leur direction, des tranchées ont été construites, des liaisons établies. Les troupes remaniées par une discipline nouvelle sont capables à présent de s'accrocher au terrain. Des corps nombreux de volontaires les renforcent. Quel prodige ! [...] Je sens les regards suivre dans la rue mon uniforme. Une vieille dame m'a abordé pour me dire :

« Tant que les Français seront là, nous pouvons espérer. Mais ne partez pas ».

« Eh non, nous ne partirons pas ».

VARSOVIE, 5 AOÛT 1920

Un Officier Français, *La Bataille de la Vistule, Revue de Paris*, vol. 6, novembre-décembre 1920.

Maxime Weygand dans sa lettre à Ferdinand Foch, président du Conseil supérieur de la guerre

— Les mœurs de commandement sont si dissemblables des nôtres, l'attelage se mène si différemment qu'il est impossible à un étranger de prendre les rênes dans ce tournant.

VARSOVIE, 11 AOÛT 1920

Jacques Weygand, *Weygand, mon père*, Paris 1970

Charles de Gaulle dans son journal

— L'offensive a commencé brillamment. Le groupe de manœuvre, que commande le chef de l'État, Piłsudski, [...] avance rapidement vers le Nord. L'ennemi, complètement surpris de voir tomber dans son flanc gauche les Polonais qu'il croyait désespérés, ne résiste sérieusement nulle part, fuit en désordre de tous côtés, ou capitule par régiments entiers. En même temps d'ailleurs l'effort des Russes sur Varsovie s'est brisé [...].

Ah ! La belle manœuvre que nous avons vue là ! Nos Polonais ont des ailes pour l'exécuter, et ces mêmes soldats, épuisés physiquement et moralement voici une semaine,

courent en avant, abattant des étapes de quarante kilomètres par jour. Les routes s'encombrent de troupes lamentables de prisonniers et des files de *podwody* prises aux bolchevistes.

SIEDLCE, 17 AOÛT 1920

Un Officier Français, *La Bataille de la Vistule, Revue de Paris*, vol. 6, novembre-décembre 1920.

Juliusz Zdanowski, militant de l'Union populaire nationale

— Hier, toutes les évacuations ont été suspendues. Il semble qu'il y ait un tournant ! L'armée du Sud a pris Terespol. De lourds combats durent encore près de Ciechanów, mais l'issue semble déjà certaine. Nous avons l'impression de sortir d'une longue maladie. Un sentiment de soulagement accompagné d'un épuisement nerveux. Les bolcheviks ont subi une grande défaite. Les officiers français disent qu'on n'a jamais vu autant de morts après les plus grandes batailles de l'Ouest. L'armée du Sud, depuis le Wieprz jusqu'à la ligne Varsovie-Brest-Litovsk, a avancé à toute vitesse, laissant derrière elle des groupes épars de bolcheviks qui, ayant perdu les liaisons, se rendent ou sont massacrés et capturés par la population.

VARSOVIE, 18 AOÛT 1920

Dziennik Juliusza Zdanowskiego, vol. 3, Szczecin 2013.

**Maxime Weygand dans un entretien avec
le quotidien *L'Information***

— La magnifique victoire polonaise entraînera des conséquences d'une portée incalculable sur la situation internationale. Elle consolide l'État polonais dont l'existence est indispensable à la sécurité de la France. L'Allemagne, qui espérait déjà reprendre des relations directes avec les soviets, pour lancer les armées rouges contre l'ennemi d'outre-Rhin [la France], devra renoncer, du moins pour le moment, à obtenir par ce moyen l'annulation du traité de Versailles. [...]

Cette victoire, qui met Varsovie en fête, est une victoire polonaise. Les opérations militaires préalables furent exécutées par les généraux polonais, suivant un plan polonais. [...] C'est l'héroïque nation polonaise qui s'est sauvée elle-même.

VARSOVIE, 21 AOÛT 1920

L'Information, n° 232/1920.

**Maurycy Zamoyski, légat polonais à Paris,
dans un rapport adressé au ministre
des Affaires étrangères Eustachy Sapieha**

— Notre victoire près de Varsovie a eu des conséquences incalculables tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. À l'intérieur, parce qu'elle nous a évité d'avoir à accepter les conditions soviétiques, sanctionnées par [le Premier ministre britannique] David Lloyd George [établissement

de la frontière orientale de la Pologne sur la ligne des rivières Zbroutch et Boug], qui équivalaient à renoncer *de facto* aux fondements de notre indépendance au profit des Soviets et des Allemands. À l'extérieur, parce que, premièrement, la puissance du bolchevisme et son expansion mondiale ont été remises en question et, deuxièmement, l'initiative politique en Europe centrale et orientale a été confiée à la France, ce qui a renforcé sa politique de bloc central européen.

PARYŻ, 23 AOÛT 1920

Dokumenty i materiały do historii stosunków polsko-radzieckich, vol. 3, Warszawa 1964.

**Ignacy Jan Paderewski, pianiste et homme
politique, dans un télégramme adressé
à Maxime Weygand**

— À l'illustre vainqueur de la bataille de Varsovie, honneur et reconnaissance. Vous avez mené nos soldats à la victoire. Vous avez sauvé l'intégrité et l'indépendance de notre pays. La Pologne n'oubliera jamais l'œuvre que vous venez d'accomplir. Elle est grandiose et les efforts de votre modestie ne parviendront pas à l'amoindrir. Aux milliers de voix qui vous acclamaient chez nous, je tiens à joindre comme un faible écho ces simples paroles : mes félicitations enthousiastes et ma gratitude infinie.

27 AOÛT 1920

Jacques Weygand, *Weygand, mon père*, Paris 1970.

Stanisław Głębiński

— Nous avons sauvé à la fois l'Europe et la civilisation d'un déferlement bolchevique. Cet argument est partiellement accepté par nos amis politiques en France. Mais nos ennemis le réfutent en affirmant que l'armée bolchevique, mal armée et mal approvisionnée, composée de hordes indisciplinées, n'était pas à la hauteur de l'Europe et ne représentait pas une menace pour l'Allemagne et l'Europe occidentale. Évidemment, ils ne réalisent pas que la prise de contrôle de la Pologne par le gouvernement et le régime bolcheviques aurait signifié la pénétration de ce système au cœur de l'Europe centrale et lui aurait donné une ampleur et une efficacité bien plus grandes que ce qui est possible depuis Moscou.

VARSOVIE

Stanisław Głębiński, *Wspomnienia polityczne*, Pelplin 1939.

Józef Piłsudski dans un entretien avec le quotidien *Le Temps*

— De même que votre pays désire une Pologne indépendante, nous voulons, nous Polonais, une France forte et libre de ses décisions. Les deux pays ont des intérêts si communs qu'ils doivent, dans le présent et dans l'avenir, continuer de nourrir, l'un vis-à-vis de l'autre, les sentiments d'amitié qui les lièrent dans le passé. Le cœur et la raison l'exigent.

VARSOVIE, 15 SEPTEMBRE 1920

Le Temps, n° 21595, 1920.



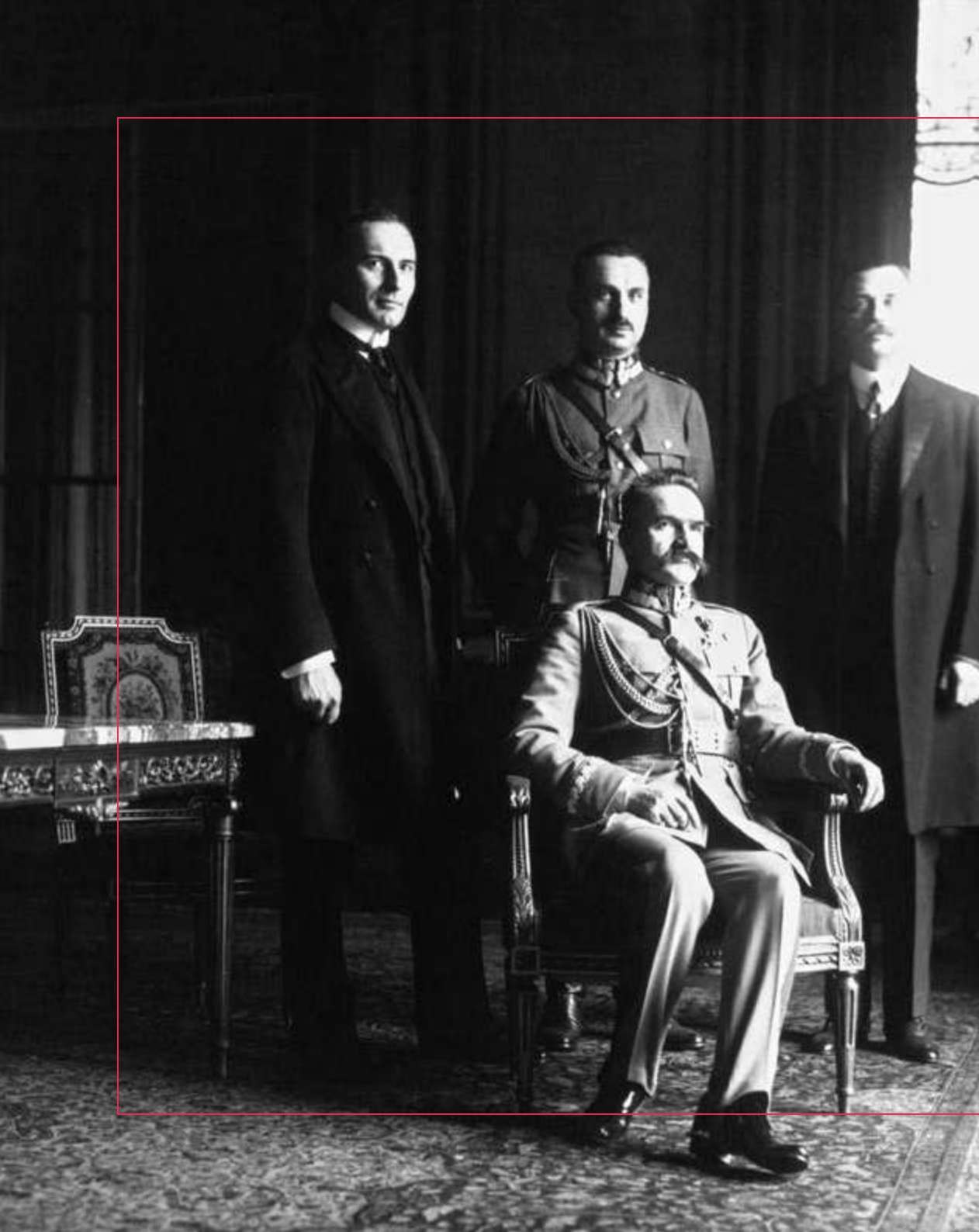
*Varsovie, 1920. Rencontre devant le Belvédère avec des représentants de la Mission militaire française.
Derrière Józef Piłsudski : le général Kazimierz Sosnkowski, le ministre des Affaires étrangères Eustachy Sapieha,
l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire français Hector André de Panafieu, le chef du protocole
Stefan Przeździecki, le colonel Bolesław Wieniawa-Długoszowski, le lieutenant Andrzej Nałęcz-Korzeniowski*

CRÉDITS : INSTITUT JÓZEF PIŁSUDSKI À LONDRES / FONDATION DU CENTRE KARTA



Paris, 1920. Le général Maxime Weygand à la gare de l'Est à son retour de Pologne

CRÉDITS : BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE



L'alliance polono- française

Le 3 février 1921 arrive à Paris, sur l'invitation du gouvernement français, le chef d'État polonais Józef Piłsudski accompagné du ministre des Affaires étrangères Eustachy Sapieha et du ministre des Affaires militaires, le général Kazimierz Sosnkowski. Les discussions qui se déroulent pendant trois jours dans la capitale française portent principalement sur l'alliance politique, militaire et économique entre les deux pays. La visite de Piłsudski s'avère être un succès, malgré les efforts des milieux (français et polonais) qui lui sont hostiles, et elle aboutit à la signature, le 19 février à Paris, d'un accord d'alliance entre la Pologne et la France.

**Extrait du mémorandum préparé
par la légation polonaise à Paris
pour Józef Piłsudski**

— Il découle logiquement [des questions abordées dans le document] la proposition d'une solidarité approfondie dans l'ensemble de la politique polono-française. Elle consisterait en une concertation préalable sur toutes les initiatives politiques, les engagements de la France s'étendant à l'ensemble des questions qui touchent directement ou indirectement à nos intérêts. Il convient notamment de souligner, à cet égard, [...] la nécessité d'une concertation étroite sur le programme politique à mener en Europe centrale, dans le but de la protéger contre les influences du germanisme et la décomposition

bolchevique, et dans un esprit de reconstruction économique rationnelle.

PARIS, 15 JANVIER 1921

Tadeusz Romer, *U kolebki pewnego sojuszu, Zeszyty Historyczne*, n° 13, 1968.

Władysław Baranowski, diplomate

— Une quinzaine de jours avant la visite officielle de Piłsudski en France, je suis arrivé à Paris avec un petit groupe de collaborateurs afin de créer une atmosphère propice dans la presse et les milieux politiques. [...] Dès mon arrivée, j'ai constaté que les suppositions de Piłsudski concernant les intrigues et les obstacles qui l'attendaient à Paris de la part des Polonais étaient fondées. Bien sûr, ni l'ambassadeur de la République [Maurycy Zamoyski], ni son entourage officiel n'ont tenté d'empêcher la conclusion d'une alliance entre les deux pays. Cependant, il y avait de ce côté-là une sorte de « sabotage » ou de « résistance passive », consistant principalement en une négligence totale de la propagande au moment opportun pour préparer l'opinion publique à cette visite, et une tendance manifeste à affaiblir les retombées extérieures de la venue de Piłsudski en France.

Cela s'est traduit par l'absence à la gare du président de la République française [Alexandre Millerand] pour accueillir un chef d'État ami. Cette négligence ne saurait être attribuée uniquement à un formalisme tatillon et injustifié du protocole diplomatique français, et il faut y voir quelque chose de plus qu'une action maladroite du représentant de la Pologne

en France. Deux semaines avant l'arrivée du chef de l'État, sa visite était encore tenue secrète pour le grand public français. Dans les cercles politiques, des rumeurs étranges circulaient, notamment celle selon laquelle la visite ne pourrait pas avoir lieu pour diverses raisons [...]. La visite elle-même était considérée comme une invasion non sollicitée d'un prince sur le territoire d'un État féodal indépendant. Bref, l'atmosphère n'était ni solennelle ni festive, contrairement à celle qu'auraient dû créer les représentants officiels polonais autour d'un événement historique pour la Pologne.

PARIS, FIN JANVIER 1921

Władysław Baranowski, *Rozmowy z Piłsudskim 1916-1931*,
Warszawa 1990.

Extrait d'une lettre anonyme envoyée au Conseil municipal de Paris et à tous les ambassadeurs accrédités auprès du gouvernement français au nom des Juifs polonais et russes

— Vous êtes dans l'erreur en pensant que vous allez accueillir le Maréchal de Pologne ! Qui a nommé maréchal cet aventurier de Piłsudski ? Est-il au moins général ? Ce n'est qu'un bon à rien et un mercenaire ! Il se dit patriote ! Soit ! Mais sans aucun doute c'est un aventurier ! Un homme plein de défauts ! [...] Je ne comprends pas, tout comme mes coreligionnaires, comment la France peut accueillir officiellement cet exécrationnable aventurier !

PARIS, JANVIER 1921

Stefan Meller, *Naczelnik Państwa pod nadzorem francuskiej policji. Józef Piłsudski w Paryżu w 1921 r.* in *Przegląd Historyczny*, n° 3/1992.

Extrait d'un article du correspondant parisien du journal socialiste *Robotnik*

— L'arrivée du Chef de l'État suscite ici d'immenses espoirs de toute sorte. Dans le concert européen, la voix du peuple [polonais] doit faire entendre haut et fort par la bouche de Piłsudski que notre objectif principal est la paix ! La paix et encore la paix !

PARIS, JANVIER 1921

Robotnik, n° 34/1921.

Extrait d'une note de protestation des fonctionnaires socialistes

— Les conseillers généraux de la Seine et conseillers municipaux de Paris, membres du groupe socialiste (Section Française de l'Internationale Communiste) à l'Hôtel de Ville s'abstiendront de prendre part à la réception du maréchal Piłsudski à la Maison communale. Rappelant qu'ils ont été parmi les défenseurs les plus ardents, les plus passionnés de la reconstitution et de l'indépendance de la Pologne, ils adressent leur salut fraternel au prolétariat de Varsovie et de l'ensemble de la nation polonaise.

Mais ils protestent contre la présence à Paris du maréchal Piłsudski dont il n'est que trop certain que, sous le couvert d'une solennelle visite de courtoisie, il vient pour préparer avec les gouvernements impérialistes de l'Entente des tractations politiques, financières et militaires dont

les classes ouvrières polonaises, françaises, allemandes et russes feront en fin de compte les frais.

PARIS, JANVIER 1921

L'Humanité, n° 6162, 1921.

**Extrait d'un commentaire publié dans
le journal *Gazeta Poranna 2 Grosze*, organe
de la Démocratie nationale**

— Il sera sans aucun doute accompagné tout au long ce voyage par les vœux de l'ensemble de la nation polonaise qui saisit l'immense importance historique du premier voyage politique du Chef de l'État polonais à l'étranger. À l'heure actuelle, nous ne voyons pas dans le Chef de l'État une personnalité dont la politique est susceptible de faire l'objet de nos critiques, nous voyons avant tout en lui l'incarnation de la République polonaise, de ses intérêts, de sa dignité et de sa majesté.

Le voyage du chef de l'État à Paris signifie que la République de Pologne, après deux ans d'une existence indépendante, se hisse au rang des puissances européennes et jouit de l'égalité des droits maintenant que sa position politique est enfin clarifiée et consolidée.

VARSOVIE, 2 FÉVRIER 1921

Gazeta Poranna 2 Grosze, n° 32/1921.

Jacques Roujon, journaliste au *Figaro*

— À l'heure actuelle, la Pologne ne connaît pas toutes ses frontières : le plébiscite, en Haute-Silésie, n'est pas encore réglé ; le régime de Dantzig reste incertain ; les pourparlers russo-polonais de Riga s'éternisent ; l'affaire polono-lituanienne de Wilna peut réserver de tristes surprises. À l'intérieur du pays, la lutte des partis reste acharnée ; la constitution n'est toujours pas votée, et les gauches et les droites se rendent réciproquement responsables des désordres dus à ce retard ; les finances publiques sont en mauvais état ; le mark tombe, non seulement à cause des émissions excessives de papier, mais par suite des manœuvres des financiers allemands.

PARIS, 3 FÉVRIER 1921

Le Figaro, n° 34/1921.

**Le président Alexandre Millerand dans son
discours prononcé lors du diner donné en
l'honneur de Józef Piłsudski au palais de l'Élysée**

— La cause de la Pologne est toujours celle de la France et, aux heures mêmes où les nécessités de la politique imposèrent à nos gouvernements l'abstention, notre opinion n'en manifesta qu'avec plus de chaleur et d'enthousiasme ses sympathies. Le traité de Versailles, en effaçant le traité de Francfort [1871], a fait disparaître une autre iniquité plus ancienne et non moins atroce. Il a réuni les tronçons

de la Pologne rayée depuis plus d'un siècle du nombre des États...

PARIS, 3 FÉVRIER 1921

Le Matin, n° 13470, 1921.

Józef Piłsudski en réponse au discours du président français

— La Pologne est consciente de sa mission pacifique et civilisatrice qui lui incombe à l'est de l'Europe et qui correspond à la mission de la France à l'ouest. La Pologne remplira sa mission avec persévérance et en liaison toujours plus étroite avec la France, en restant fidèle aux grands principes qui ont conduit les alliés à la victoire. Je suis convaincu qu'à l'avenir, comme par le passé, nous pourrions compter sur votre précieuse collaboration, Monsieur le Président. Je vois dans la coopération fructueuse de nos patries la garantie la plus précieuse de leur bonheur, de leur sécurité et de l'établissement de la primauté du droit en Europe.

PARIS, 3 FÉVRIER 1921

Józef Piłsudski, *Pisma zbiorowe. Wydanie prac dotychczas drukiem ogłoszonych*, vol. V, Warszawa 1937.

Józef Piłsudski, fragments d'un entretien avec ses collaborateurs

— C'est avec Millerand que j'ai pu communiquer le plus facilement, et c'est lui qui comprend le mieux la situation

de la Pologne. Il connaît la problématique polonaise en détail, il a de la compréhension pour presque tous nos maux. C'est un homme libéré des formules toutes faites et guéri de la prétention de rendre toute l'humanité heureuse au moyen de théories préétablies ou de recettes exclusivement françaises. Dans les affaires de la France, il représente un nationalisme sain, conscient de dangers éventuels qui pourraient la menacer à l'avenir. Pour ces raisons, il comprend l'importance de la Pologne en tant qu'alliée. Il évalue parfaitement le rôle de l'armée, comprend ma sollicitude vis-à-vis d'elle et souhaite que nous soyons aussi forts que possible sur le plan militaire. Il comprend le danger allemand qui nous menace et, par conséquent, qui menace la France. Il comprend également notre situation par rapport à la Russie. [...] En un mot, c'est un ami sérieux, qui ne se perd pas en verbiage.

PARIS

Władysław Baranowski, *Rozmowy z Piłsudskim 1916-1931*, Warszawa 1990.

Président Alexandre Millerand

— Piłsudski m'a fait une forte impression. [...] J'ai rencontré un grand Polonais, véritable patriote. Un homme d'État doté d'un sens élevé des responsabilités et d'un amour-propre particulièrement défaillant. Je l'ai écouté avec une réelle attention et curiosité. Nous avons clarifié de nombreux points et j'ai pleinement compris son attitude héroïque et sa politique réfléchie, dont nous

avons eu des informations assez ambiguës et finalement erronées.

Ainsi, je me souviens parfaitement de notre brève conversation dans la loge de la Comédie Française pendant une représentation de gala, lorsqu'il m'a dit à l'entracte : « Nous, les Polonais, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de vivre en mauvais termes avec nos deux grands voisins. Nous devons gagner l'amitié d'au moins l'un d'entre eux, et en aucun cas nous permettre de combattre les deux à la fois ».

PARIS

Władysław Baranowski, *Rozmowy z Piłsudskim 1916-1931*,
Warszawa 1990.

Wojciech Trąpczyński, maréchal de la Diète, dans un discours devant la Diète

— Une liaison étroite entre nos armées permettra à la Pologne et à la France de travailler sereinement à la reconstruction des deux pays et contribuera sans aucun doute à ce que le poids militaire dans les deux pays n'atteigne pas le niveau écrasant qui fit gémir l'Europe avant la guerre mondiale. Nous ne doutons pas non plus que la fraternité d'armes, eu égard à l'expérience de la guerre mondiale, suscitera chez les deux nations la conviction de la nécessité d'une bienveillance mutuelle également dans le domaine économique.

VARSOVIE, 3 FÉVRIER 1921

*Compte rendu sténographique de la 205e séance de la Diète législative
du 3 février 1921, Biblioteka Sejmowa.*

Jacques Pierre Bainville, historien, dans le journal monarchiste *L'Action française*

— Pour que l'alliance polonaise soit utile à la France, pour qu'elle nous soit une aide et non une charge, il faut que la Pologne commence par devenir un État digne de ce nom. Voilà les choses qu'il importe de dire franchement au maréchal Pilsudski.

PARIS, 4 FÉVRIER 1921

L'Action française, n° 35/1921.

Extrait de la déclaration commune franco-polonaise

— Les gouvernements de la France et de la Pologne, soucieux au même point de consolider leur sécurité et la paix en Europe, ont réaffirmé la communauté d'intérêts qui unit leurs deux pays amis, tout en partageant la volonté de coordonner leurs efforts et, à cette fin, de maintenir les contacts les plus étroits pour la défense de leurs intérêts supérieurs.

PARIS, 6 FÉVRIER 1921

Monitor Polski, n° 29/1921.

Tadeusz Romer, secrétaire de première classe de la légation polonaise à Paris

— La visite à Paris s'est avérée un grand succès, tant sur le plan émotionnel que sur le fond. Cela est sans aucun

doute dû au rôle actif du Président Millerand, qui a personnellement convaincu le ministre des Affaires étrangères, [Aristide] Briand, de la nécessité d'une alliance polono-française. Il fut également le premier à prévenir la partie polonaise de la décision prise par la France dans cette affaire. Celle-ci fut entérinée par une déclaration commune [...]. Le gouvernement français notifia immédiatement cette déclaration aux gouvernements de la Grande Bretagne, de l'Italie et du Japon.

Sur cette base, les deux membres du gouvernement polonais restés à Paris après le départ du Chef de l'État devaient entamer des négociations avec le gouvernement français. Je me souviens comment, dans la soirée du 7 février, le légat Zamoyski, très soucieux, fit irruption dans mon bureau pour me convoquer à un travail nocturne chez lui. Comme il me l'a expliqué, lors d'un entretien avec le président de la République, le vice-directeur [du département] Europe, [Jules] Laroche, a demandé sur un ton un tantinet provocateur au ministre Sapieha si la partie polonaise se chargerait de rédiger un projet d'accord politique pour la matinée du 8 février et a reçu une réponse affirmative. Le ministre a esquissé ses exigences sur ce sujet dans une note manuscrite et a chargé la légation de leur donner la forme appropriée.

La situation était difficile, car à cette heure-là, il était impossible d'obtenir les documents nécessaires dans les bibliothèques publiques, et notre jeune institution ne disposait pas encore de son propre fonds de livres.

Heureusement, ayant obtenu quatre ans auparavant à Lausanne ma maîtrise en droit et sciences politiques, j'avais encore à portée de main mes propres manuels contenant les textes de la Triple Entente et de la Triple Alliance. C'est dans cette atmosphère d'associations pour le moins étranges que nous avons entrepris, dans l'appartement de l'ambassadeur, de longues heures de travail rédactionnel, qui aboutirent [...] à un projet polonais d'alliance, approuvé par le ministre Sapieha et présenté sans retard par le député au Quai d'Orsay.

PARIS, 8 FÉVRIER 1921

Tadeusz Romer, *U kolebki pewnego sojuszu in Zeszyty Historyczne*, n° 13, 1968.

Extrait de l'accord d'alliance franco-polonais

— Le Gouvernement polonais et le Gouvernement français, également soucieux de sauvegarder, par le maintien des traités qui ont été signés en commun ou qui seront ultérieurement respectivement reconnus, l'état de paix en Europe, la sécurité et la défense de leur territoire ainsi que leurs intérêts mutuels politiques et économiques, ont convenu ce qui suit:

1) Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux Gouvernements s'engagent à se concerter sur toutes les questions de politique extérieure intéressant les deux États et relatives au règlement des relations internationales dans l'esprit des traités et conformément au Pacte de la Société des Nations;

2) Le relèvement économique étant la condition primordiale du rétablissement de l'ordre international et de la paix en Europe, les deux Gouvernements s'entendront à cet égard en vue d'une action solidaire et d'un mutuel appui [...];

3) Si, contrairement aux prévisions et aux intentions sincèrement pacifiques des deux États contractants, ceux-ci ou l'un des deux se voyaient attaqués sans provocation de leur part, les deux Gouvernements se concerteraient en

vue de la défense de leur territoire et de la sauvegarde de leurs intérêts légitimes, dans les limites précisées dans le préambule ;

4) Les deux Gouvernements s'engagent à se consulter avant de conclure de nouveaux accords intéressant leur politique en Europe Centrale et Orientale.

PARIS, 19 FÉVRIER 1921

Dziennik Ustaw, n° 63/1922, texte 563.



*Paris, 3 février 1921. Visite de Józef Piłsudski en France.
Accueil devant le palais de l'Élysée*

CRÉDITS : BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE



Paris, février 1921. Les membres de la délégation polonaise à l'hôtel de Crillon. Debout : le ministre des Affaires étrangères Eustachy Sapieha, le général Kazimierz Sosnkowski et le légat Maurycy Klemens Zamoyski. Le maréchal Józef Piłsudski est assis dans le fauteuil

CRÉDITS : BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE



Le prêt
français

Les tensions croissantes en Europe durant la seconde moitié des années 1930 donnent une impulsion au rapprochement franco-polonais. Depuis 1925, date à laquelle les puissances occidentales, dont la France, ont confirmé à la conférence de Locarno l'inviolabilité de la frontière occidentale de l'Allemagne, sans mentionner la frontière orientale de ce pays avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, les relations entre Varsovie et Paris connaissent un refroidissement progressif. La signature par la Pologne et l'Allemagne d'un *Pacte de non-agression* en 1934 est considérée par les Français comme un coup porté à l'alliance. Cependant, lorsque l'Allemagne remilitarise la Rhénanie en mars 1936, le chef de la diplomatie polonaise, Józef Beck, assure à l'ambassadeur français Léon Noël que la Pologne viendra secourir son alliée en cas de guerre entre l'Allemagne et la France. Afin de soutenir l'armement et la modernisation de l'armée polonaise, la France accepte, après de longues négociations, d'accorder à la Pologne un prêt de 2,6 milliards de francs à des conditions extrêmement avantageuses.

Antoni Jaroszewicz, industriel et financier

— La politique envers le Troisième Reich, initiée du vivant de Piłsudski, a créé autour de la Pologne une atmosphère pleine de suspicion. Quoi qu'on puisse penser de la décision de Piłsudski de signer [le 26 janvier 1934] un pacte de non-agression avec l'Allemagne hitlérienne, cette initiative eut pour conséquence indéniable de renforcer, sur

la scène internationale, les doutes sérieux et divers qui entouraient la question polonaise. [...] Cette situation inquiéta particulièrement les alliés français de la Pologne qui, bien qu'ils ne fussent pas sans reproche non plus, voyaient d'un mauvais œil le rapprochement polono-allemand, ce qui, au fil du temps, prit la forme d'une obsession anti-polonaise.

La France a commencé à considérer son allié polonais comme un partenaire de l'Allemagne hitlérienne, à l'égard duquel il fallait faire preuve de la plus grande prudence.

WARSZAWA

Antoni Jaroszewicz, *Libretto finansisty: wspomnienia 1881-1947*, Warszawa 1968.

Léon Noël, ambassadeur de France à Varsovie

— Lorsque je suis arrivé en Pologne fin mai 1935, [...] l'intérêt pour la mission qui m'était confiée l'emportait sur les difficultés inévitables qui y étaient liées. [...] La mort de Piłsudski a fait du colonel [Józef] Beck [ministre des Affaires étrangères], en tout cas à ce moment-là, le maître absolu de la politique étrangère polonaise. À Paris, on était enclin à penser que, du vivant du Maréchal, Józef Beck était allé [dans le rapprochement avec l'Allemagne] plus loin que ne le prévoyait la *Déclaration* du 26 janvier 1934. [...]

Je quittais Paris sans aucune instruction. [...] Je savais seulement, comme tout le monde, que le gouvernement français et l'état-major général souhaitaient maintenir notre alliance avec la Pologne, attachant une grande importance à la participation éventuelle de l'armée polonaise

à la guerre franco-allemande si la France venait à subir une nouvelle agression.

[...] Le représentant de la France à Varsovie ne devait négliger aucun élément susceptible de contribuer au maintien de la paix et du *statu quo* européen. Il fallait en outre, tant que l'alliance franco-polonaise existait, m'efforcer de rétablir un peu plus de confiance mutuelle entre les deux gouvernements, pour que cette alliance pût atteindre son double objectif : en temps de paix, être un facteur de stabilité et de consolidation des traités, et si par malheur une guerre devait éclater, apporter aux deux pays le maximum d'avantages militaires et politiques.

[...] Depuis mon arrivée, je me suis efforcé de souligner que la France officielle n'avait aucun préjugé à l'égard des personnes au pouvoir et qu'elle gérait ses relations avec la Pologne tout à fait indépendamment de la politique intérieure polonaise et de la sienne propre. Dans la politique polonaise, seules comptaient pour nous son attitude affichée à l'extérieur, son comportement à notre égard et le degré de confiance que nous pouvions accorder à ses dirigeants.

VARSOVIE, MILIEU DE L'ANNÉE 1935

Leon Noël, *Agresja niemiecka na Polskę*, Warszawa 1966.

Antoni Jaroszewicz

— À l'automne 1935 [...], je me suis rendu de ma propre initiative à Paris afin d'y sonder l'opinion publique à l'égard

de la Pologne. [...] Je savais que les relations franco-polonaises n'étaient pas au beau fixe, mais je ne pensais pas qu'elles étaient à ce point désastreuses. Dès mes premiers entretiens à Paris, j'ai constaté une totale méfiance des Français à l'égard de la Pologne. [...] Lorsque [dans une conversation avec Léo-Abel Gaboriaud, propriétaire du journal *L'Ère nouvelle*, organe du ministère français des Affaires étrangères], j'ai suggéré que la France accorde à la Pologne un prêt [...] pour se réarmer, Gaboriaud est entré dans une telle rage qu'il s'est mis à frapper du poing sur la table et à crier que les Polonais étaient des canailles, des traîtres et des escrocs auxquels on ne pouvait pas du tout faire confiance, car ils avaient conclu un accord avec Hitler.

J'ai tenté en vain de calmer mon interlocuteur, lui expliquant que l'accord avec le Troisième Reich ne signifiait pas une alliance et que, en cas de danger, la Pologne se battrait aux côtés de la France contre l'Allemagne. [...] Comme il était presque 13 heures, [...] j'ai remarqué que c'était l'heure de manger. Je me suis excusé auprès de Gaboriaud de l'avoir tant irrité et je lui ai proposé de déjeuner avec moi, en tant que mon invité bien sûr. [...]

Après le déjeuner, j'ai commandé un café et une charreuse, la boisson préférée de Gaboriaud, et c'est seulement alors que j'ai attaqué mon invité français. Je me suis mis à le convaincre que le peuple polonais était travailleur et bon, et que le fait qu'il ne fût pas toujours gouverné par les bonnes personnes mais par des fauteurs de troubles, n'était pas la faute de ce peuple. Je l'ai exhorté de reconsidérer ma

suggestion et en discuter avec ses amis français. [...] Cette fois-ci Gaboriaud m'a écouté calmement et, alors que mon discours touchait à sa fin, il a parlé en sirotant son verre de chartreuse : « Je dois vous dire que si j'accepte de parler de cette affaire avec mes amis, je le ferai uniquement pour vous, car je sens que vous êtes un homme honnête et un bon Polonais ».

Avant de nous quitter, nous avons convenu de nous revoir la semaine suivante [...]. Le délai fut tenu et, après un excellent dîner que j'avais organisé, Gaboriaud déclara à un moment donné : « J'ai parlé à qui il fallait et j'ai reçu une réponse favorable. Nous sommes prêts à aider la Pologne, mais à condition que le ministre Beck quitte son poste, car nous n'avons pas confiance en lui ».

Je me suis rendu immédiatement à Varsovie et j'ai pris contact avec [...] [l'inspecteur général des forces armées Edward] Rydz-Śmigły, à qui j'ai fait part de la possibilité d'obtenir un prêt français à long terme [...]. Śmigły-Rydz [...] a demandé un délai d'une semaine. Lorsque j'ai téléphoné une semaine plus tard en sollicitant d'être reçu à nouveau, [son] adjudant [...] a pris le téléphone et m'a dit que le général n'était pas intéressé par cette affaire [...].

Je suis allé chez le ministre [du Trésor Eugeniusz] Kwiatkowski chez qui j'ai trouvé le vice-ministre [Tadeusz] Lechnicki. Après avoir écouté mon récit, Lechnicki a déclaré :

« Vous voulez sans doute décrocher une étoile du ciel ou bien accomplir un deuxième miracle sur la Vistule.

Nous savons très bien que les Français ne veulent pas discuter avec nous. »

« Messieurs, vous n'avez rien à perdre, ai-je répondu. Vous voyez bien que jusqu'à présent j'ai fait tout cela à mes frais. J'espère bien décrocher cette étoile du ciel, mais pour l'instant, il s'agit d'obtenir l'approbation du gouvernement pour mon initiative. En outre, j'exige la plus grande discrétion dans cette affaire. Ni l'ambassadeur [Juliusz] Łukasiewicz à Paris, ni aucun autre fonctionnaire ne doivent en avoir connaissance. » [...]

Le ministre [trois jours plus tard] m'a informé personnellement que, en accord avec le président [de la République polonaise Ignacy] Mościcki, il me donnait sa bénédiction pour la poursuite de mes efforts et me promettait une discrétion totale.

VARSOVIE, 21 DÉCEMBRE 1935

Antoni Jaroszewicz, *Libretto finansisty: wspomnienia 1881-1947*, Warszawa 1968.

Gustaw Łowczowski, adjoint de l'attaché militaire polonais à Paris

— En janvier 1936, le général [Kazimierz] Sosnkowski arriva à Paris [...]. Le général [Maurice] Gamelin [chef d'état-major] invita le général Sosnkowski dans un restaurant calme et raffiné. [...] Après quelques minutes de conversation superficielle, le général Sosnkowski aborda la question des armements allemands. Il demanda sans détour : « Comment pouvez-vous laisser les Allemands

violer impunément le traité de Versailles ? ». Gamelin expliqua longuement que tel était le sort de tous les traités imposés aux vaincus. « Mais jamais à ce rythme », coupa le général Sosnkowski.

PARIS, JANVIER 1936

Gustaw Łowczowski, *Ambasada w Paryżu 1935-1938* in *Więź*, n° 7-8/1972.

Józef Beck, ministre des Affaires étrangères, dans un entretien avec Jacques Davignon, ambassadeur de Belgique à Berlin, et Tytus Chłapowski, délégué permanent de la Pologne auprès de la Société des Nations

— Les Français déclarent qu'ils ne permettront pas la militarisation de la rive gauche du Rhin. Les Anglais, j'en suis sûr, accepteront de discuter sur ce sujet. Nous avons déjà fait l'expérience de ce que signifie réellement la résistance de la France. Pourquoi les Allemands se gêneraient-ils maintenant ? N'est-ce pas la politique de concessions constantes de la France qui nous a amenés à rechercher un accord avec les Allemands ? La France nous a abandonnés lors de la signature du traité de Locarno [en 1925]. Lorsque [le sénateur Louis] Barthou est arrivé à Varsovie [en avril 1934] [...], il déclara au Maréchal Piłsudski : « Nous n'accepterons jamais le réarmement de l'Allemagne ». Le Maréchal lui répondit amicalement : « Monsieur le Premier ministre [Barthou a été Premier ministre de la France en 1913], vous protestez, mais vous vous accommoderez du fait accompli ».

Les événements donnèrent raison à Piłsudski, pourquoi n'en serait-il pas de même pour la remilitarisation de la rive gauche du Rhin ?

BERLIN, PREMIÈRE QUINZAINES DE FÉVRIER 1936

Henryk Bułhak, *Polska–Francja. Z dziejów sojuszu 1933-1936*, Warszawa 2000.

Alexis Léger, secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, dans une lettre adressée au ministre de la Défense nationale Louis Maurin

— L'aide [le prêt] sollicitée par la Pologne [...] ne pourra être envisagée qu'à condition que nous soyons certains des intentions politiques du pays dont l'équipement militaire serait renforcé avec nos ressources.

PARIS, 28 FÉVRIER 1936

Wojciech Mazur, *Droga do Rambouillet: zabiegi o francuski kredyt zbrojeniowy na modernizację Wojska Polskiego (1935–jesień 1936)* in *Przegląd Historyczno-Wojskowy*, n° 14, 2013.

Leon Noël

— Le samedi 7 mars 1936, le chancelier [du Troisième Reich Adolf Hitler] a déclaré au Reichstag que l'Allemagne n'honorait plus les dispositions du traité de Versailles imposant la démilitarisation de la zone rhénane (la rive gauche du Rhin et une bande de 50 km le long de la rive droite) [...], annonçant en même temps que les troupes allemandes occupaient désormais la Rhénanie.

Immédiatement après la transmission radiophonique du discours de Hitler, Beck m'a demandé de le rejoindre [...]. « Cette fois, l'affaire est sérieuse », m'a dit le ministre en m'accueillant [...]. Beck m'a parlé en termes solennels, me demandant de communiquer à mon gouvernement, en son nom et au nom des plus hautes autorités polonaises, ce qui suit : compte tenu de ce qui s'est passé, la Pologne tient à assurer la France qu'elle restera fidèle à ses engagements alliés dans le cas présent.

VARSOVIE, 7 MARS 1936

Leon Noël, *Agresja niemiecka na Polskę*, Warszawa 1966.

Gustaw Łowczowski

— La Rhénanie démilitarisée obligeait les Allemands à céder sans combat la rive gauche du Rhin, protégeait la France contre une attaque inattendue et permettait aux Français d'entrer rapidement sur le territoire allemand et d'occuper la Sarre sans rencontrer de résistance organisée. En cas d'invasion allemande, elle garantissait à la Pologne et à la Tchécoslovaquie une intervention française rapide et efficace, qui retiendrait d'importantes forces allemandes.

PARIS

Gustaw Łowczowski, *Ambasada w Paryżu 1935-1938* in *Więź*, n° 7-8/1972.

Antoni Jaroszewicz

— J'ai été reçu par le ministre Kwiatkowski auquel j'ai remis un mémorandum définissant la finalité et les

conditions d'octroi du prêt français [...]. Cette finalité, selon les termes du mémorandum, « consiste à parvenir à un rapprochement total entre la Pologne et la France, afin d'éliminer une fois pour toutes les non-dits et les contradictions existants ou susceptibles de surgir dans le cadre de la politique internationale ». [...]

Quelques jours plus tard, le ministre Kwiatkowski m'a convoqué et m'a dit que le gouvernement accepterait volontiers le prêt et viserait un accord plus étroit avec la France. [...] En remettant le mémorandum, j'ai ajouté oralement que la partie française posait comme condition à l'octroi du prêt la démission du ministre Beck. Quelques jours plus tard, Kwiatkowski m'a encore convoqué et m'a informé que le gouvernement polonais acceptait les principales conditions du prêt français, mais qu'il demandait un report de l'affaire Beck, qui nécessitait du temps et de la réflexion. Il m'a toutefois confié tout à fait confidentiellement qu'il me donnait sa parole que Beck démissionnerait, mais qu'il était en ce moment inopportun de marchander sa personne.

VARSOVIE, DÉBUT JUIN 1936

Antoni Jaroszewicz, *Libretto finansisty: wspomnienia 1881-1947*, Warszawa 1968.

Leon Noël

— Début juin, on m'a convoqué à Paris [...]. [Le Premier ministre] Léon Blum [...] et le ministre de la Défense nationale [Édouard] Daladier [...] m'ont spécifié très clairement

[...] que, pour des raisons militaires, le gouvernement tenait beaucoup à maintenir notre alliance avec la Pologne. Ce à quoi j'ai répondu [...] que [...] nous devions faire tout ce qui était en notre pouvoir pour répondre à l'appel de l'état-major polonais et aider la Pologne à compléter son armement dans les plus brefs délais.

[...] L'expérience acquise au cours de l'année passée en Pologne m'a incité à proposer au gouvernement de soumettre cette aide à deux conditions : l'une de nature technique, l'autre de nature politique. Je savais que le gouvernement polonais prévoyait d'utiliser la majeure partie des crédits demandés non pas pour commander ou acheter du matériel de guerre à l'étranger, mais pour construire des usines pour le fabriquer sur place. L'horizon était déjà si menaçant qu'il fallait inciter les milieux gouvernementaux polonais à choisir une autre méthode, plus rapide et plus efficace.

La deuxième garantie, dont j'ai souligné l'absolue nécessité, était encore plus fondamentale : elle concernait le colonel Beck. Après toutes les déconvenues auxquelles nous avait exposé son comportement et compte tenu de l'inquiétude que suscitait sa sympathie pour l'Allemagne, il me semblait impossible d'aider la Pologne à développer son potentiel militaire tant que Beck serait le maître absolu de sa politique étrangère.

PARIS, JUIN 1936

Leon Noël, *Agresja niemiecka na Polskę*, Warszawa 1966.

Extrait d'un article paru dans le journal gouvernemental *Gazeta Polska*

— Le général Maurice Gamelin, chef d'état-major général et, en cas de guerre, commandant en chef de l'armée française, arrive aujourd'hui à Varsovie.

L'alliance défensive polono-française, l'un des accords bilatéraux les plus durables en Europe, rend tout à fait compréhensible, normale et, bien sûr, hautement souhaitable la coopération entre les autorités militaires. Les contacts entre les états-majors des deux armées sont également constants. Il est donc difficile de ne pas s'étonner que la visite du général Gamelin ait donné lieu, dans certains organes de la presse européenne, à des spéculations politiques qui, de plus, dépassent le cadre strictement bilatéral de notre alliance avec la France. C'est simple : dans cet enchevêtrement de rumeurs [...], il n'y a pas une once de vérité. Il n'est pas question et il ne saurait être question d'un quelconque changement dans les orientations de la politique polonaise, et l'alliance avec la France a toujours occupé et continue d'occuper une place à la hauteur de son importance pour les deux parties.

VARSOVIE, 12 AOÛT 1936

Gazeta Polska, n° 224/1936.

**Extrait d'un article paru dans *Le Temps*,
organe non officiel du ministère français
des Affaires étrangères**

— Rien n'est plus loin de l'action politique de la France et de la Pologne que l'idée de troubler l'atmosphère internationale et d'entreprendre quoi que ce soit qui ne puisse se concilier en toute sincérité avec la ferme volonté de paix dont sont animés les gouvernements des deux pays. Mais il va de soi que les cabinets de Paris et de Varsovie ne sauraient négliger aucune occasion de resserrer les liens qui existent entre les deux peuples et de veiller au maintien de l'efficacité de leurs accords dans l'esprit même où ceux-ci ont été conclus. [...]

L'opinion française ne peut qu'être sensible à l'accueil chaleureux fait hier à Varsovie au général Gamelin, tant par les hautes personnalités militaires polonaises que par le peuple de la capitale du pays ami, lequel a acclamé en la personne du chef de l'état-major général la France et l'armée française. Il a pu y avoir à certaines heures et sur certains points de la politique européenne des flottements entre Paris et Varsovie quant à la manière de pratiquer une politique de solidarité et d'alliance, mais à aucun moment les sentiments de sincère amitié et de confiance réciproque qui animent les deux nations l'une à l'égard de l'autre n'en ont été affectés.

PARIS, 14 AOÛT 1936

Le Temps, n° 27371, 1936.

Leon Noël

— Le général Gamelin est arrivé à Varsovie muni d'instructions qui, avant l'octroi des crédits demandés par la Pologne, exigeaient des négociations prolongées, une clarification de nos relations mutuelles et une explication de la situation entre nos alliés, la Pologne et la Tchécoslovaquie. En réalité, le général Gamelin s'est contenté [...] d'un échange d'idées très vague avec le général Rydz-Śmigły, et après avoir assisté à quelques exercices, visité divers sites militaires et participé à quelques réceptions, il est retourné à Paris sans avoir entamé les nécessaires entretiens techniques d'envergure. Juste avant son départ, le général m'a fait savoir que l'armée polonaise lui avait fait une excellente impression, bien meilleure qu'il ne s'y attendait. [...] À la fin du mois d'août, le général Rydz-Śmigły s'est rendu en France.

VARSOVIE

Leon Noël, *Agresja niemiecka na Polskę*, Warszawa 1966.

**Extrait d'une note du 2^e Bureau de l'État-major
français destinée au ministre français
de la Défense**

— Il est indispensable que le général Rydz-Śmigły revienne en Pologne après avoir précisé les modalités de l'aide financière française, faute de quoi les adversaires du rapprochement franco-polonais auraient trop de marge de manœuvre en démontrant la stérilité de cette politique et

en éloignant définitivement la Pologne de la France, qu'ils considèrent comme incapable de concrétiser une politique qui ne se manifeste que dans le domaine des sentiments.

PARIS, 2 SEPTEMBRE 1936

Wojciech Mazur, *Droga do Rambouillet: zabiegi o francuski kredyt zbrojeniowy na modernizację Wojska Polskiego (jesień 1935–jesień 1936)* in *Przegląd Historyczno-Wojskowy*, n° 14, 2013.

Zygmunt Karpiński, secrétaire du conseil de surveillance et directeur du département des devises de la Banque de Pologne

— L'accord en cette affaire a été signé [le 6 septembre] à Rambouillet et ce nom désignait le prêt dans le cadre duquel la Pologne recevait du matériel militaire et une importante tranche en espèces.

Le montant total du prêt s'élevait à 2,6 milliards de francs français (environ 700 millions de zlotys) et se composait d'une partie destinée aux fournitures d'un montant de 1,25 milliards de francs, d'une partie en espèces de 810 millions et d'un montant de 540 millions destiné à la deuxième émission d'obligations de la Compagnie franco-polonaise des chemins de fer Silésie-Gdynia. Il s'agissait donc de la plus importante opération financière conclue par le gouvernement, qui plus est avec des taux d'intérêt inférieurs à ceux des emprunts étrangers précédents.

VARSOVIE

Zygmunt Karpiński, *Bank Polski 1924-1939. Przyczynek do historii gospodarczej okresu międzywojennego*, Warszawa 1958.

Roger Massip, journaliste, dans l'hebdomadaire *L'Europe nouvelle*

— Le général Rydz-Śmigły a été salué par la France comme le chef politique aussi bien que militaire de la Pologne. Cette consécration qui renforce singulièrement sa position intérieure, le généralissime polonais n'est pas allé la chercher en Allemagne, mais bien en France. Les manifestations populaires qui vont saluer son retour à Varsovie donneront l'exacte mesure de la satisfaction que son geste et que son attitude à l'égard de l'alliance franco-polonaise a provoquée dans les rangs de l'opinion polonaise. Elles sanctionneront publiquement l'œuvre politique entreprise par le général Rydz-Śmigły et le nouvel esprit de l'alliance n'en pourra qu'être consolidé.

PARIS, 12 SEPTEMBRE 1936

Roger Massip, *Après le voyage à Paris du général Rydz-Śmigły* in *L'Europe nouvelle*, n° 970, 1936.

Leon Noël

— Pourtant, l'accord de Rambouillet a profité principalement au colonel Beck. Lorsqu'il a appris que le gouvernement français avait accepté d'accorder les crédits et les fournitures demandés, sans poser aucune condition, sans exiger aucune contrepartie politique, sans même formuler la demande d'un changement d'attitude de la diplomatie polonaise à notre égard, Beck a ressenti un véritable soulagement. Les principes qui guidaient le ministre polonais des Affaires étrangères et ses méthodes ont été pardonnées,

justifiées et en quelque sorte légalisées dès qu'il s'est avéré que la France ne reprochait pas à la Pologne sa politique, et que les faits ont prouvé que, bien que désagréable et gênante pour la politique française, celle-ci n'était toutefois

pas incompatible avec l'amitié de notre pays, avec notre aide et notre alliance.

VARSOVIE

Leon Noël, *Agresja niemiecka na Polskę*, Warszawa 1966.



Paris, août 1936. Le général Edward Rydz-Śmigły (quatrième à droite au premier rang) en compagnie du ministre français de la Défense nationale Édouard Daladier (troisième à droite au premier rang), de l'ambassadeur de Pologne à Paris Juliusz Łukasiewicz (deuxième à droite au premier rang), du chef d'état-major français Maurice Gustave Gamelin (premier à gauche au premier rang) et de personnalités politiques et militaires sur le quai de la gare de l'Est à Paris, juste après son arrivée

CRÉDITS : NAC



Nancy, septembre 1936. Visite en France du général Edward Rydz-Śmigły, inspecteur général des forces armées polonaises. Défilé des troupes françaises sur la place portant le nom du roi Stanislas Leszczyński

CRÉDITS : NAC

Les tensions d'avant-guerre



En 1938, l'Europe est au bord de la guerre. En septembre, le Troisième Reich revendique la région des Sudètes faisant partie de la Tchécoslovaquie. La France et la Grande-Bretagne annoncent la mobilisation mais elle est interrompue : les 29 et 30 septembre, les dirigeants allemands, italiens, français et britanniques se réunissent à Munich. Décidant ensemble du sort de la Tchécoslovaquie, la France et la Grande-Bretagne font une fois de plus des concessions à Hitler. Les tensions internationales croissantes rendent la situation de la minorité polonaise en France extrêmement difficile.

Vincent (Wincenty) Bystrzanowski, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Polak we Francji*

— À l'heure actuelle, il faut avoir une forte volonté et beaucoup de sang-froid, et toute la société polonaise doit se rallier en pensée et en esprit au ministre polonais des Affaires étrangères afin que la transmission de cette volonté et de ces pensées positives de tous et de toute la nation puisse l'aider dans la difficile tâche qu'il doit accomplir.

[...] Dans les agissements de Hitler il y a une grosse part de bluff et de chantage, car se sentant forte et bien armée, l'Allemagne hitlérienne veut arracher par la menace à ses voisins tous les avantages possibles.

[...] Un dictateur comme Hitler doit constamment offrir de nouvelles victoires à son peuple, si ce n'est sur le champ de bataille, alors sur le champ de la diplomatie [...].

Une attaque contre la Tchécoslovaquie, la Pologne ou la France susciterait une réaction en Europe et aux États-Unis, et pourrait donc se solder par un désastre, comme en 1918. Déjà il y a quelques années, Hitler a déclaré que si on ne lui restituait pas ses colonies, il devrait coloniser la Russie. Mais pour que cela soit possible, Hitler estime qu'il faut que la France soit brouillée avec l'Angleterre, comme c'est le cas avec l'Italie, afin de la rendre faible à l'intérieur comme à l'extérieur. La France doit donc être forte et unie, tout comme la Pologne.

PARIS, 19 JUIN 1938

Polak we Francji, n° 25/1938.

Extrait d'un article paru dans le journal d'extrême droite *L'Action française*

— Des rumeurs à caractère très grave et sur lesquelles les milieux officiels se montrent d'une rare discrétion, courent en ce moment dans le Nord et dans la région de Valenciennes en particulier. [...] Dimanche dernier, au début de l'après-midi, une réunion des mineurs polonais a eu lieu à Fresnes-sur-Escaut.

Un étonnement considérable s'est emparé des témoins qui ont assisté à la sortie des étrangers. En effet, en quittant leur local, les Polonais ont jugé bon d'accrocher à leur bras gauche leur passeport ou leur carte d'identité. Certains même ont poussé l'audace jusqu'à épingler, au-dessous, l'insigne des travailleurs allemands. Quoi qu'il en

soit, une cinquantaine de Polonais habitant Vicq se sont formés en cortège pour regagner cette commune. Tout le long de la route, ils criaient « Heil Hitler », « Nous demandons l'autonomie comme nos frères de Tchécoslovaquie ». D'autres manifestations d'un caractère plus grave encore se sont déroulées dans la cité polonaise de Vicq où un groupe d'hommes très excités auraient organisé un défilé; des manifestants auraient un drapeau et des brassards à croix gammée.

Ces manifestations, d'après les éléments de l'enquête, auraient été ordonnées par le comité central siégeant à Paris et qui est chargé d'opérer la liaison entre tous les éléments polonais résidant sur le territoire français.

LILLE, 23 SEPTEMBRE 1938

L'Action française, n° 267/1938.

Extraits d'un article paru dans le journal régional *L'Écho du Nord*

— Au début de l'après-midi de vendredi, une nouvelle à laquelle les enquêteurs se refusent à donner soit une confirmation, soit un démenti, s'est répandue. Les investigations menées dans le coron de la fosse Cuvinot, à Onnaing, auraient permis de découvrir un Polonais allemand, dont le nom n'est pas divulgué, en possession d'une carte d'identité du front du travail allemand portant un cachet et des timbres datés. Cette carte serait en tous points semblable à celle que possédaient les membres de la même

organisation des régions sudètes [...]. Elle serait rédigée en allemand et délivrée contre versement d'une cotisation mensuelle de douze francs. Les porteurs de ce document constitueraient en France une société clandestine [...].

Nous tenons à souligner que tout [...] a été révélé par des personnes habituellement bien renseignées, mais qu'officiellement on assure tout ignorer de la question. Espérons que l'enquête indispensable permettra de mettre toutes choses au point et que des mesures énergiques empêcheront le retour de pareils incidents.

LILLE, 24 SEPTEMBRE 1938

L'Écho du Nord, n° 267/1938.

Extraits d'un communiqué de l'ambassade de Pologne

— Le consulat général de Pologne à Lille a procédé à une enquête au sein des organisations ouvrières polonaises à Vicq, Onnaing et Fresnes (Nord) au sujet d'une information selon laquelle des ouvriers polonais se seraient livrés dans ces localités à des manifestations politiques inadmissibles. L'enquête a établi qu'aucun incident de ce genre ne s'est produit dans ces localités et que l'information en question ne peut reposer que sur une erreur ou une indication malveillante.

PARYŻ, 24 SEPTEMBRE 1938

Le Grand écho du Nord de la France, n° 268/1938.

Extraits d'un communiqué du consulat polonais à Lille

— A la suite des bruits qui ont couru, d'ailleurs sans aucune confirmation officielle, les 23 et 24 septembre dans la région du Nord et à Paris, et d'après lesquels des groupes de mineurs polonais de Vicq, Onnaing et Fresnes, auraient participé ces jours derniers dans les manifestations de caractère politique philoallemand, une enquête immédiate a été ouverte à ce sujet du côté polonais. Cette enquête, très précise, a permis de constater que les nouvelles répandues étaient purement fantaisistes.

Il a été constaté d'ailleurs qu'un groupe d'environ 16 mineurs polonais de Vicq et Onnaing, ayant pris à sa réunion de dimanche dernier la décision de faire un jour supplémentaire de travail, le lundi 19 septembre, et ayant effectué avec un groupe d'environ 30 mineurs français une descente prévue dans les mines et ce malgré une propagande contraire menée par certaines personnalités, se sont trouvés ainsi en opposition avec les éléments extrémistes de leur localité.

Il est bien certain que dans les circonstances actuelles la diffusion des bruits et incriminations portant un caractère nettement tendancieux, ne pourrait que compromettre les excellentes relations existant jusqu'à présent entre l'émigration polonaise et la population de notre région.

LILLE, 24 SEPTEMBRE 1938

Narodowiec, n° 225/1938.

Extrait d'une déclaration commune des organisations polonaises et de la presse polonaise en France

— Désireux de préserver l'amitié et de maintenir une confiance totale dans les rapports entre la société française et l'émigration polonaise, les représentants autorisés des organisations et de la presse polonaise déclarent :

Que l'émigration polonaise en France, ayant prouvé par son attitude et par son travail laborieux sa loyauté entière à la République française et le peuple français, dont ils apprécient la cordiale hospitalité, apprend avec douleur les incriminations dont un certain groupe de ses compatriotes ait pu être l'objet;

Mettre en garde l'opinion française devant les agissements de certains éléments anti-polonais et anti-français qui, dans un but inavoué, sèment de la méfiance entre la France et l'émigration polonaise;

Faire un pressant appel à tous nos compatriotes à continuer leur travail dans l'atmosphère de confiance et d'amitié pour le grand peuple de France;

Interpréter fidèlement le sentiment de toute l'émigration polonaise en affirmant qu'en cas de danger la France pourra toujours compter sur nous.

PARIS, 24 SEPTEMBRE 1938

Narodowiec, n° 225/1938.

**Extrait de l'Appel aux émigrés polonais
de l'abbé Julian Unszlicht**

— Nous rappelant les grandes traditions de nos aïeux en France, qui prirent toujours les armes quand elle était en danger, nous aussi, soyons dignes de leur héroïsme, en nous enrôlant dans les rangs français en cas de guerre. De cette façon nous soutiendrons efficacement en France la sympathie et la compréhension des revendications justes que la Pologne présente actuellement (retour à la Patrie de la Silésie de Cieszyn).

Le Polonais a une âme prête aux plus grands sacrifices pour la cause polonaise: nous avons maintenant l'occasion de le manifester en défendant la France, amie et alliée de la Pologne.

MEAUX, FIN SEPTEMBRE 1938

Narodowiec, n° 230/1938.

**Walter Żabczyk, secrétaire du syndicat des
mineurs de la Confédération générale du travail
(CGT) dans le département du Nord, dans
le bihebdomadaire de la CGT *Le Droit ouvrier***

— Nous avons récemment traversé des moments très difficiles. Nous continuons à les vivre, même si la situation s'est quelque peu clarifiée. Le point culminant a été atteint le samedi 24 septembre 1938, lorsqu'un immense émoi s'est soudainement déclaré à la suite de la mobilisation d'une partie des réservistes. C'est précisément à ce moment le

plus dangereux, alors que tous les citoyens français ont vu se profiler le spectre d'une guerre avec l'Allemagne, que la presse française a publié [...] une information selon laquelle des manifestations pro-allemandes avaient eu lieu dans certaines communautés polonaises [...]. À la lecture de cette nouvelle, notre sang se glaçait dans nos veines. Tout Polonais sensé refusait de croire que de tels événements aient pu se produire parmi les mineurs polonais.

Mais l'opinion publique française a réagi différemment et une chasse aux émigrés polonais pacifiques fut aussitôt organisée. Comment la population locale aurait-elle pu ne pas s'indigner face à de telles provocations ? Des incidents regrettables se sont produits. À Dorignies, par exemple, on a menacé les Polonais de leur couper la tête avec des haches etc. Il y a eu des passages à tabac. Certains Polonais avaient peur de sortir dans la rue. [...]

Toutes ces rumeurs et ces ragots avaient un parfum de provocation monstrueuse, avec des conséquences incalculables pour l'ensemble des émigrés polonais. [...] La cause de ces sentiments réside dans la position ambiguë du gouvernement polonais. Les Français s'imaginent que le gouvernement polonais suit aveuglément l'Allemagne contre la France. Un citoyen lambda, soi-disant bien informé de ces questions de politique internationales, se plaît à rendre tous les Polonais responsables de la position du gouvernement polonais.

De plus, ce bavardage en langue allemande par quelques idiots dans ces communautés, dont on nous

a même rapporté qu'ils chantaient des chansons allemandes, contribue à persuader les Français qu'il existe parmi les mineurs polonais des sympathisants de la germanité. [...]

Il n'y a pas de nazis parmi les émigrés polonais en France. Quiconque traite un compatriote d'hitlérien devrait être immédiatement dénoncé. On ne peut tolérer d'excès qui peuvent conduire à des pogroms et à l'effusion de sang. Les autorités françaises elles-mêmes s'opposent énergiquement à tout ce qui contribue à créer des troubles.

LENS, 1^{ER} OCTOBRE 1938

Narodowiec, n° 230/1938.

Jacques Delebecque, historien, dans *L'Action française*

— Après la semaine terrible qu'a vécu l'Europe, la première impression de tous, devant le tour inespéré qu'ont pris les événements, a été celle d'un soulagement immense. Voilà qui explique la réaction générale et les acclamations qui ont accueilli, à leur retour de Munich, chacun des hommes d'État qui ont participé à la fameuse conférence. [...] Nul doute pourtant, selon nous, qu'en France du moins l'enthousiasme ne soit de courte durée. [...]

On a évité la guerre et, encore une fois, on a fort bien fait. Il n'en reste pas moins que l'Allemagne remporte, sans tirer l'épée, une nouvelle et éclatante victoire, qu'à sa force déjà formidable, s'ajoute un surcroît de force et que la Mitteleuropa est pratiquement faite. Il en résultera pour elle,

outre un accroissement de prestige considérable, des possibilités d'expansion que nous ne tarderons vraisemblablement pas à voir se développer. Tout cela est écrit sur le mur.

PARIS, 5 OCTOBRE 1938

L'Action française, n° 278/1938.

Un commentaire paru dans *Le Temps*

— Le ministre des affaires étrangères du Reich [Joachim von Ribbentrop] arrivera demain matin à Paris, et la signature de la déclaration commune franco-allemande aura lieu demain après-midi. A cette occasion Monsieur von Ribbentrop et les ministres français auront des conversations devant leur permettre de faire le point des relations actuelles des deux pays, et ils feront sans doute le tour d'horizon qui s'impose maintenant qu'une politique nouvelle, en conséquence de la conférence de Munich, est envisagée entre les quatre principales puissances. C'est par là, plus encore que par la formalité de la signature de la déclaration commune franco-allemande, que la visite de Monsieur von Ribbentrop prend la valeur d'un événement international d'une réelle importance. [...]

S'il est vrai que les bouleversements en Europe centrale et dont on ne perçoit pas encore toutes les conséquences ont modifié au profit du Reich allemand l'équilibre dans cette partie du continent, il n'en reste pas moins que la France tout comme l'Angleterre, y possède toujours des intérêts considérables à la sauvegarde desquels elle a le

devoir de veiller et dont la politique d'expansion allemande se doit de tenir compte. Rien ne s'oppose, pensons-nous, à ce que les légitimes intérêts des deux nations puissent se concilier dans tous les domaines si l'on admet sincèrement à Berlin le principe fondamental qu'il ne peut être question pour la France de renoncer à son rôle de grande puissance qui ne saurait demeurer indifférente à l'évolution de la situation générale en Europe plus encore que partout ailleurs dans le monde.

PARIS, 5 DÉCEMBRE 1938

Le Temps, n° 28209, 1938.

**Extrait d'un commentaire publié dans
l'hebdomadaire *Świat i Polska***

— M. Joachim von Ribbentrop, ministre allemand des Affaires étrangères, et M. Georges Bonnet, ministre français des Affaires étrangères, ont signé [le 6 décembre 1938] dans la célèbre salle de l'Horloge du palais du Quai d'Orsay une déclaration d'amitié entre la France et l'Allemagne. [...]

Nous, Polonais, qui tout au long de notre histoire [...] avons eu l'occasion de connaître les secrets de la politique des sphères dirigeantes allemandes, savons parfaitement

que les Allemands [...] n'apprécieront que la force et uniquement la force. La dent du loup et la griffe du lion resteront toujours le symbole de la politique allemande, même si cette griffe est momentanément recouverte d'un gant de velours...

[...]

La déclaration franco-allemande est un maillon logique dans une chaîne dont le maillon précédent était Munich. Munich n'aurait pas eu lieu si la politique de certains États, et surtout la politique étrangère de la Pologne, dirigée par M. Beck, n'avait pas été vague, confuse, voire carrément germanophile et anti-française. Si Beck n'avait pas livré la Pologne aux mains de l'Allemagne, s'il n'avait pas torpillé le projet de pacte oriental, s'il n'avait pas constamment et systématiquement mis des bâtons dans les roues de la France, s'il n'avait pas sapé le système de sécurité collective, Hitler n'aurait pas pris autant d'ampleur [...]. Si Adolf Hitler avait su que deux millions de baïonnettes polonaises se trouvaient près de Königsberg et de Wrocław, il n'y aurait peut-être pas eu Munich ni la déclaration franco-allemande qui en a logiquement découlé.

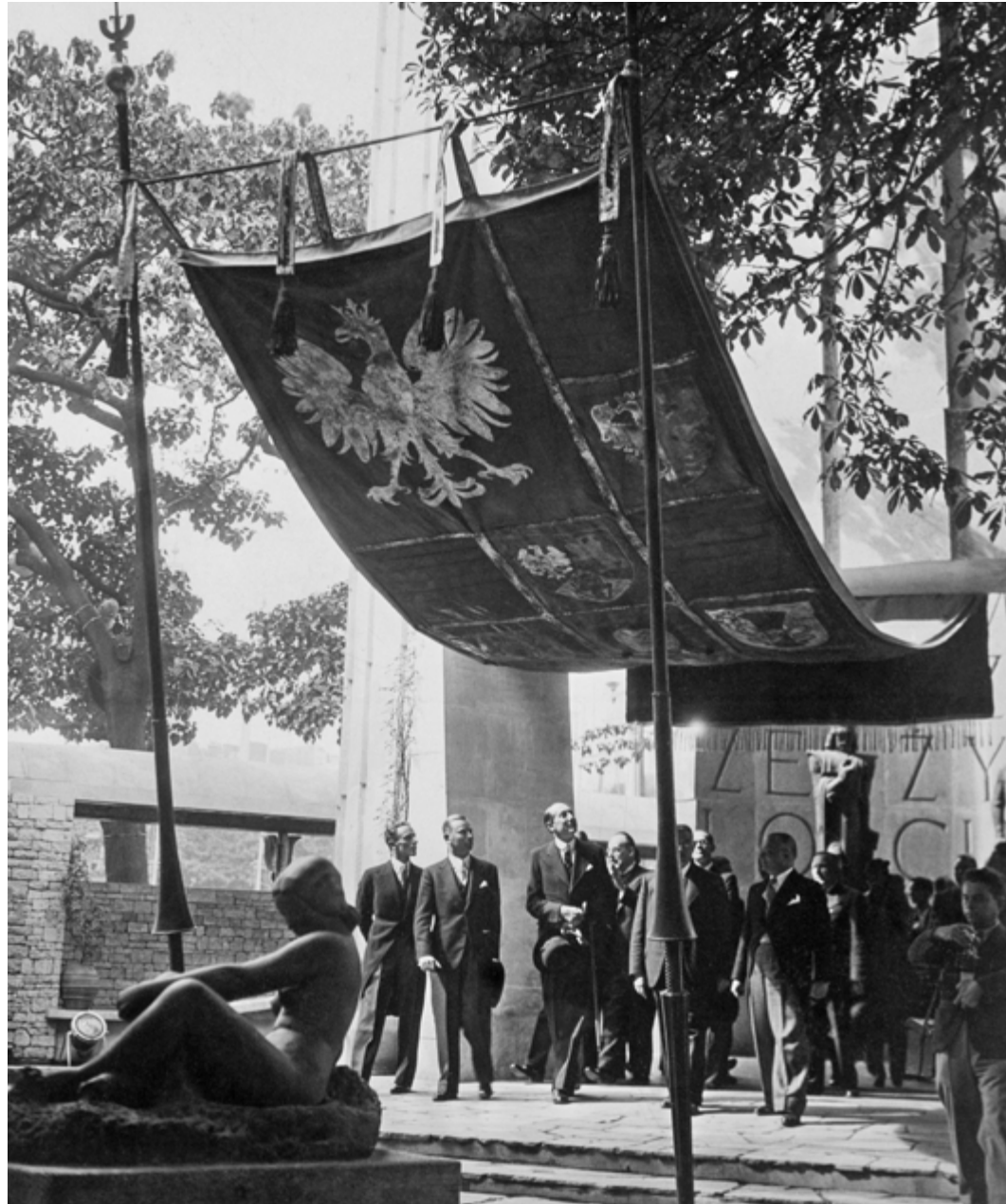
PARIS, 18 DÉCEMBRE 1938

Świat i Polska, n° 3/1938.



Leforest, 11 août 1934. Expulsion des mineurs polonais et de leurs familles après une vague de grèves dans les mines appartenant à la compagnie de l'Escarpelle

CRÉDITS : GAMMA-KEYSTONE / GETTY IMAGES



*Paris, 1937. L'ambassadeur de Pologne
Juliusz Łukasiewicz inaugure le pavillon
polonais à l'Exposition universelle*

CRÉDITS : KEYSTONE-FRANCE / GAMMA-RAPHO /
GETTY IMAGES



La guerre

L'attaque allemande contre la Pologne dans la matinée du 1^{er} septembre 1939 marque le début de la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement et la population espèrent que la France tout comme l'Angleterre respecteront leurs engagements et interviendront militairement contre l'Allemagne. Bien que les alliés occidentaux déclarent la guerre le 3 septembre, aucune action militaire effective n'aura lieu sur le front de l'ouest : la lente offensive française sera arrêtée le 12 septembre et, le 21 septembre, les troupes françaises se retireront du petit territoire du Troisième Reich qu'elles auront brièvement occupé. La Pologne, isolée, est condamnée à la défaite.

Zygmunt Nagórski, juriste

— Mes conversations occasionnelles avec les Français que je rencontrais tournaient autour de leurs inquiétudes sur ce que ferait la Pologne en cas de conflit avec l'Allemagne et de mes réponses leur assurant qu'aucun gouvernement polonais ne pourrait faire autre chose que se défendre jusqu'au bout. J'avais l'impression qu'ils étaient incrédules, qu'ils craignaient en fait qu'en cas d'inaction de la Pologne, le poids de la guerre avec l'Allemagne ne retombe sur la France. Quant à moi, je comptais sur l'efficacité de l'alliance polono-française. Lorsqu'en février de cette année-là le général Tadeusz Kasprzycki [ministre des Affaires militaires] m'a révélé au cours d'une conversation fortuite que son récent séjour en France l'avait convaincu

que nous ne pouvions pas compter sur la France, car elle n'était ni prête ni disposée à se battre, j'ai considéré cela comme un défaitisme dangereux et une suspicion à l'égard de la France.

PARIS, MI-JUIN 1939

Zygmunt Nagórski, *Wojna w Londynie*, Kraków 1985.

Leon Noël, ambassadeur de France en Pologne

— Durant mon bref séjour à Paris [en juillet], je fis encore un effort pour obtenir que la Pologne reçût, sans plus tarder, de la France et de la Grande-Bretagne, le maximum de crédits. Comme je l'avais écrit, dans une lettre personnelle à M. [le ministre des affaires étrangères Georges] Bonnet : ce que nous dépenserons ainsi sera autant d'épargné sur le sang de nos soldats. Il importait, d'autre part, de mettre fin aux pratiques que la nécessité imposait à la Pologne pour se procurer des devises étrangères à la fin de juillet 1939 – et peut-être même au début d'août – elle fournit encore dans ce but, à la Bulgarie, des avions militaires dont elle était elle-même si démunie. Mes instances furent vaines [...].

Les préparatifs militaires de l'Allemagne se poursuivaient à un rythme progressivement accéléré. Dès le milieu de juillet, il était clair que l'armée du Reich serait prête à toute éventualité dans le courant du mois d'août.

VARSOVIE

Leon Noël, *L'Agression allemande contre la Pologne*, Paris 1946.

**Lucien Bourguès, journaliste, dans le quotidien
*Le Petit Parisien***

— La situation [en Europe] s'est sensiblement aggravée au cours de la journée d'hier. Le pacte germano-soviétique [...] a fourni au chancelier Hitler des motifs d'encouragement [...]. Loin d'être un simple pacte de non-agression entre les deux pays, il affecte tout le système de l'équilibre européen.

[...] L'Allemagne se prépare comme si la guerre devait avoir lieu et concentre avec rapidité ses troupes autour de la Pologne, ainsi que sur le Rhin. Quant à la Pologne, dans un élan unanime de son peuple, elle se tient prête à riposter. [...]

Au milieu de ces événements qui se précipitent d'heure en heure la France et l'Angleterre se préparent avec le plus grand sang-froid à remplir intégralement leurs engagements envers la Pologne et à faire face à l'agression avec toutes leurs forces.

PARIS, 25 AOÛT 1939

Le Petit Parisien, n° 22822, 1939.

**Adam Pragier, politicien PPS
(Parti socialiste polonais)**

— À Paris [...], on ne croyait pas à la guerre. Le « corridor polonais » était considéré comme un phénomène irritant et l'on estimait que les concessions polonaises dans cette région étaient indispensables, mais aussi entièrement

suffisantes pour assurer la paix. Personne ne voulait entendre que la France pouvait être entraînée dans la guerre.

PARIS

Adam Pragier, *Czas przeszły dokonany*, part II, Warszawa 2018.

**Stanisław Zabiello, adjoint au vice-directeur
du département politique du ministère
des Affaires étrangères**

— J'ai été réveillé d'un sommeil profond [...] par des bruits de coups de feu et d'explosions à proximité. Je n'ai pas eu le moindre doute que la guerre avait commencé. [...]

Sur la route [vers le ministère], voyant des avions passer, j'ai dit au chauffeur de taxi : « Et voilà ! Les Allemands sont au-dessus de Varsovie ». Il ne voulait pas y croire, affirmant que les vols et les salves d'artillerie n'étaient que des exercices de défense aérienne. Lorsque j'ai invoqué le communiqué, déjà officiel, sur le début des hostilités, il a répondu : « Tant mieux, les choses vont enfin être clarifiées. Nous leur apprendrons une fois pour toutes à ne pas nous menacer ». Tel était alors la *vox populi* [la voix du peuple]. La surestimation de ses propres forces et la confiance dans l'efficacité des alliés occidentaux étaient largement partagées par le public général et par l'intelligentsia.

Au ministère des Affaires étrangères, nous étions moins optimistes. Nous étions conscients de l'énorme disparité des forces et nous nous demandions anxieusement si la France et la Grande-Bretagne allaient respecter

leurs engagements à notre égard. Nous savions que les Français exigeaient que nous résistions à la pression de la quasi-totalité des forces allemandes pendant au moins six semaines, car ce délai leur était nécessaire pour mener à bien leur mobilisation et leur concentration avant de lancer une offensive de grande envergure contre les lignes de défense du Reich, comme ils s'y étaient engagés dans le protocole de mai [interprétatif de la convention militaire] Gamelin-Kasprzycki. Les cercles de l'état-major nous ont informés que le Commandement suprême polonais assurait qu'il était possible de maintenir le front pendant six mois.

VARSOVIE, 1^{ER} SEPTEMBRE 1939

Stanisław Zabiełło, *Na posterunku we Francji*, Warszawa 1967.

Juliusz Łukasiewicz, ambassadeur de Pologne en France

— Avant 9 heures du matin, j'étais chez le ministre Bonnet pour l'informer que l'agression allemande était une réalité et pour exprimer ma certitude que la France respecterait immédiatement ses engagements d'alliée. Le ministre Bonnet m'a confirmé que nous pouvions compter pleinement sur l'exécution loyale, par la France, de ses engagements en tant qu'alliée [...].

Immédiatement après la réunion du Conseil des ministres [...], le ministre Bonnet m'a convoqué [...]. Le ministre Bonnet n'avait pas le moindre doute que

les opérations de guerre ne pourraient être arrêtées et que la France et l'Angleterre déclareraient la guerre à l'Allemagne, mais il n'était pas en mesure de m'informer précisément quand et sous quelle forme cela se ferait. Il a déclaré qu'il était en train de consulter le gouvernement anglais et a souligné qu'il s'agissait en fait uniquement de savoir quelle forme prendrait l'entrée de l'Angleterre et de la France en guerre [...].

Au cours de cet entretien, je n'avais encore aucune raison de m'inquiéter de la date à laquelle l'Angleterre et la France déclareraient la guerre à l'Allemagne. Au contraire, le ton catégorique sur lequel le ministre Bonnet affirmait qu'il ne s'agissait que de choisir la forme, car les opérations de guerre ne pourraient être arrêtés, semblait indiquer qu'il n'y aurait aucun retard.

PARIS, 1^{ER} SEPTEMBRE 1939

Julian Łukasiewicz, *Dyplomata w Paryżu 1936-1939*, Warszawa 1995.

Extraits d'un commentaire du quotidien *Le Temps*

— Notre pays, en tout cas, quoi qu'il arrive, n'a pas à craindre le jugement de l'histoire. Jusqu'au dernier moment, nous pouvons le dire, la France s'est acharnée à maintenir la paix. Elle a accueilli toutes les suggestions, elle a recherché toutes les conciliations possibles pour que fût éloigné du monde l'abominable fléau. Tout en restant décidée à remplir ses engagements, elle a pris toutes les initiatives qui pouvaient assurer pour les pays

d'Europe une vie aisée dans la dignité et dans l'honneur. [...] La France a le cœur pur et l'âme tranquille.

Subsiste-t-il, après une attaque brutale sur la Pologne, et non pas seulement sur Dantzig, un espoir d'arrangement pacifique? Nous ne savons. Mais nous sommes sûrs que le gouvernement fera tous ses efforts pour éviter, s'il est possible, la catastrophe.

PARIS, 2 SEPTEMBRE 1939

Le Temps, n° 28477, 1939.

Józef Beck, ministre des Affaires étrangères polonais

— Les gouvernements alliés ont accepté notre *démarche* [en français dans le texte], sans laisser planer le moindre doute sur l'occurrence d'un *casus foederis* [cas d'alliance], mais les décisions essentielles relatives à la guerre ont été retardées par le recours à une ancienne procédure des conseils des ministres, des résolutions des Chambres, etc. La France a ordonné la mobilisation générale, fixant le 2 septembre comme premier jour de mobilisation. Cette date était particulièrement importante pour nous, car les accords militaires franco-polonais prévoyaient une offensive massive sur le front occidental le 15^e jour de la mobilisation française.

VARSOVIE, 2 SEPTEMBRE 1939

Józef Beck, Ostatni raport, Warszawa 1987.

Juliusz Łukasiewicz dans sa lettre au Président du Conseil des ministres français Édouard Daladier

— Le ministre des Affaires étrangères [Georges Bonnet] a répondu que le délai de l'ultimatum [français à l'Allemagne] serait probablement de 48 heures. Je lui ai fait remarquer que, conformément aux engagements solennels pris par la France, en cas d'agression, l'aide devait être fournie immédiatement. Le ministre des Affaires étrangères a répondu qu'il s'entretiendrait avec vous, Monsieur le Président, et que le délai de l'ultimatum pourrait peut-être être ramené à 24 heures.

Vous comprenez, Monsieur le Président, que j'ai immédiatement informé mon gouvernement de cet échange. En vous communiquant ce qui précède, je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que j'ai toute confiance dans le fait que la France apportera une aide efficace sur le champ de bataille à son alliée, la Pologne.

PARIS, 2 SEPTEMBRE 1939

Julian Łukasiewicz, Dyplomata w Paryżu 1936-1939, Warszawa 1995.

Leon Noël

— Lorsque je vins entretenir le ministre des Affaires étrangères [Józef Beck] du projet italien de conférence, il me répondit [...] qu'en présence de l'agression non provoquée dont son pays était l'objet, la question qui se posait était celle de l'action « commune qui doit être menée par

les Alliés pour y résister ». Et les ambassadeurs de Pologne à Paris et à Londres avaient été chargés de déclarer aux Gouvernements français et britannique que leur pays, décidé à défendre jusqu'au bout son indépendance et son honneur, comptait, conformément aux alliances existantes, qu'il bénéficierait, dans cette lutte de l'aide immédiate des alliés.

Les Gouvernements français et britannique n'en étaient pas là. Ils n'envisageaient pas encore une intervention militaire immédiate.

VARSOVIE, 2 SEPTEMBRE 1939

Leon Noël, *L'Agression allemande contre la Pologne*, Paris 1946.

Stanisław Zabiello

— Nous ne pouvions imaginer que la France et la Grande-Bretagne puissent entrer en guerre sans venir, dans le même temps, à notre aide. Leur intérêt à maintenir deux fronts contre l'Allemagne semblait incontestable. C'est pourquoi nous ne perdions pas l'espoir que, dès que nos alliés déclareraient la guerre au Troisième Reich, son issue nous serait favorable, améliorant même notre situation internationale, même si les premiers mois en particulier devaient être extrêmement difficiles. Il n'est donc pas étonnant que pendant les trois premiers jours de la guerre, alors que nous attendions le pas décisif de l'Angleterre et de la France, la nervosité au ministère des Affaires étrangères et dans nos missions diplomatiques était immense [...].

Ce n'est que le soir du 3 septembre que nous avons poussé un soupir de soulagement, même si nous avions déjà appris que la situation sur le front commençait à être tragique.

VARSOVIE, 3 SEPTEMBRE 1939

Stanisław Zabiello, *Na posterunku we Francji*, Warszawa 1967.

Édouard Daladier, Président du Conseil des ministres français, dans un discours radiophonique

— La Pologne est victime de la plus brutale et de la plus cynique des agressions. Ses frontières ont été violées. Ses villes sont bombardées. Son armée résiste héroïquement à l'envahisseur. La responsabilité du sang répandu retombe entièrement sur le gouvernement hitlérien. Le sort de la paix était dans les mains de Hitler. Il a voulu la guerre. La France et l'Angleterre ont multiplié leurs efforts pour sauver la paix. [...] En nous dressant contre la plus effroyable des tyrannies, en faisant honneur à notre parole, nous luttons pour défendre notre terre, nos foyers, nos libertés. J'ai conscience d'avoir travaillé sans trêve ni répit contre la guerre jusqu'à la dernière minute. Je salue avec émotion et avec tendresse nos jeunes soldats qui vont accomplir maintenant le devoir sacré que nous avons nous-mêmes accompli.

PARIS, 3 SEPTEMBRE 1939

Le Temps, n° 28480, 1939.

Jean Devau, correspondance pour le quotidien***Paris-soir***

— Personne en Pologne ne doutait de notre loyauté, cependant l'heure où la France et l'Angleterre devaient jeter leurs forces et leur foi dans le plateau de la guerre était attendu, on s'en doute, avec une impatience mêlée d'angoisse. [...]

La nouvelle courut sur les ondes. L'hymne polonais fut aussitôt suivi de l'hymne anglais et de la Marseillaise. La foule se rua hors des maisons, des boutiques, sans se soucier de la menace permanente du ciel.

Par milliers, des hommes, des enfants, des femmes accouraient à l'ambassade d'Angleterre et à l'ambassade de France. Devant l'ambassade de France [...] ce fut magnifique. La cohorte des Polonais joyeux arrivait par vagues, criant « Vive la France », chantant la Marseillaise que chacun sait par cœur, ponctuant chaque strophe de l'hymne polonais. Ils réclamaient notre ambassadeur Monsieur Noël, qui parut discrètement à la fenêtre, avec nos attachés militaires. Les hommes, les femmes s'écrasaient contre les grilles, se haussant pour saisir les mains des Français accourus. Les femmes pleuraient, « Vengeance! » criait la foule.

VARSOVIE, 3 SEPTEMBRE 1939

Paris-soir, n° 5835, 1939.

Leon Noël

— Avant même que soit officielle l'entrée en guerre de la France, les Varsoviens se portent en grand nombre

devant notre Ambassade. La circulation devient impossible dans tout le quartier, tant est grande l'affluence. Toutes les classes de la société, tous les âges, sont mêlés ; des étudiants, des vieillards, des ouvriers, des bourgeois, des intellectuels, des femmes se succèdent par milliers sous les fenêtres du Palais Frascati. Des amis, mais aussi des inconnus, des anonymes, apportent à l'Ambassade des fleurs accompagnées de lettres, de petits mots souvent bien émouvants. On acclame la France et son représentant; on chante des couplets de La Marseillaise.

[...] La foule est si grande qu'il faut se résoudre à fermer les grilles du Palais pour éviter son envahissement [...]. Les manifestants réclament l'ambassadeur ; je parais un instant à une fenêtre pour les remercier d'un geste et d'un mot je n'ai pas encore reçu la nouvelle de notre entrée en guerre, et ce que je sais de la gravité de la situation sur les fronts de bataille de Pologne ne me permet pas d'adresser à cette foule ardente et pénétrée encore de toutes les illusions, les paroles que, sans doute, elle voudrait entendre.

Enfin, me parvient l'information à la fois tant attendue et tant redoutée : la guerre franco-allemande commence. C'est un soulagement pour la conscience, mais quelle angoisse pour le cœur ! La nuit tombe, le défilé continue. Mais voici une voiture qui franchit avec peine les rangs toujours plus pressés des manifestants : c'est le colonel Beck qui vient officiellement apporter à l'ambassadeur de France les remerciements de la Pologne. [...] Les cris de

« Vive Beck » se mêlent pour la première et aussi pour la dernière fois à ceux de « Vive la France! ». [...]

Au moment où la Grande-Bretagne, puis la France entrent en guerre, il n'y a pas beaucoup plus de deux fois vingt-quatre heures que la campagne de Pologne est commencée, et déjà les armées polonaises sont rompues, les divisions tournées et coupées les unes des autres, tandis que les Panzerdivisionen poursuivent sans arrêt leur avance.

VARSOVIE, 3 SEPTEMBRE 1939

Leon Noël, *L'Agression allemande contre la Pologne*, Paris 1946.

Józef Beck dans un discours radiophonique

— Aux côtés de notre alliée de longue date, la République française, nous avons rencontré le peuple anglais, profondément attaché à ses principes et à sa morale. À mesure que se profilait le danger, qui menaçait non seulement notre patrie mais le monde entier – le danger du triomphe de la violence – les liens qui nous unissaient à ces deux grandes nations se resserraient, et notre coopération avec elles prenait une forme de plus en plus concrète.

Nous croyions que les obligations mutuelles qui nous liaient à ces nations résisteraient à l'épreuve de la réalité. Ces nations étaient sans doute convaincues que nous aussi, en proclamant certains principes, nous ne parlions pas en vain, que nous étions déterminés à assumer les conséquences des idées auxquelles nous

adhérions. Ils nous ont fait confiance, nous leur avons fait confiance.

Ces prévisions, ou plutôt cette conviction, étaient justifiées.

VARSOVIE, 3 SEPTEMBRE 1939

Kurier Warszawski, n° 244/1939.

Albert Lebrun, président de la République française, dans son discours à la nation

— L'Allemagne a brutalement attaqué la Pologne, créant ainsi un état de guerre que rien ne pouvait justifier. L'Angleterre et la France, résolument attachées à une politique de prudence, de sagesse et de modération, ont fait tout ce qui était humainement possible pour éloigner cette crise. [...] Avec un grand calme, une froide résolution et un ordre parfait, la France a pris les dispositions que commandent sa sécurité et la fidélité de ses engagements.

Depuis quelques jours déjà les jeunes hommes montent la garde aux frontières. Aujourd'hui, la mobilisation appelle toutes les forces à la défense de la patrie.

PARIS, 3 SEPTEMBRE 1939

Paris-soir, n° 5834, 1939.

**Witold Józef Leitgeber, journaliste, volontaire
dans l'armée polonaise en formation en France,
dans son journal**

— Jan Kiepusza [chanteur et acteur polonais] est prêt à se porter volontaire dans l'armée polonaise et lui a fait un don de plusieurs milliers de francs pour pourvoir à ses besoins. Pendant ce temps moi, comme tous les jours, je suis à la PAT [Agence télégraphique polonaise] jusque tard dans la nuit. Les appels téléphoniques, [l'écoute de] la radio, la lecture des dernières dépêches [de l'agence de presse française] Havas, les informations [destinées] aux journalistes français et à notre ambassade sur la situation en Pologne remplissent ma journée.

[...]

Outre le travail journalistique, mes pensées sont occupées par la question de l'armée. Quand cette Armée sera-t-elle mise sur pied, quand serons-nous appelés ? Pourvu que ce soit le plus vite possible. Mais ici, les jours passent sans date précise. Inquiétude, rumeurs. On dit que c'est pour dans quelques jours. Rien n'est encore sûr. Beaucoup se sont procurés des uniformes fantaisistes, franco-polonais. Ils paradedent avec.

PARIS, 7 SEPTEMBRE 1939

Witold Leitgeber, *W kwaterze prasowej. Dziennik z lat wojny 1939-1945. Od Coëtquidan do „Rubensa”*, Londyn 1972.

**Anatol Mühlstein, diplomate, ancien conseiller
à l'ambassade de Pologne à Paris**

— Les opérations sur le front français doivent démarrer demain ou après-demain. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun affrontement. Les Allemands n'ont pas tiré sur les patrouilles françaises. Hier, à 11 heures, il n'y avait aucun blessé. Mais les opérations ne font que commencer et elles seront vraiment sérieuses.

PARIS, 8 SEPTEMBRE 1939

Anatol Mühlstein, *Dziennik. Wrzesień 1939-listopad 1940*, traduction Dorota Zamojska, Warszawa 1999.

Józef Beck

— Le général [Louis] Fauray [chef de la mission militaire française en Pologne] est venu me voir sur ordre de l'ambassadeur français pour m'annoncer [...] que la campagne était perdue [...].

Le général Fauray a fait référence à sa conversation avec le maréchal [Edward] Śmigły [-Rydz] et a conclu : « *L'Ambassadeur de France et moi-même, votre ancien collègue de la guerre de 1920, nous vous supplions de transférer à la frontière d'un pays ami tous les éléments précieux du Gouvernement polonais pour pouvoir continuer la lutte en collaboration avec les alliés, même en cas où, faute de munitions et vu la majorité écrasante des forces ennemies ils seraient forcés de quitter le territoire national polonais* » [en français dans le texte].

J'ai répondu au général Faury que j'appréciais beaucoup cette idée et la manière dont il s'était adressé à moi, mais que justement *en tant qu'ancien combattant* [en français dans le texte], je ne reculerais que sur ordre. Si je recevais un tel ordre du chef du gouvernement, je l'exécuterais loyalement. En cas contraire, je ferais mon devoir jusqu'au bout, quelles qu'en soient les conséquences.

KRZEMIENIEC, 14 SEPTEMBRE 1939

Józef Beck, *Ostatni raport*, Warszawa 1987.

Charles de Gaulle, commandant du 507^e régiment blindé

— Quand, en septembre 1939, le gouvernement français, à l'exemple du cabinet anglais, accepta d'entrer dans le conflit déjà commencé en Pologne, je n'eus pas le moindre doute qu'il le faisait avec l'illusion qu'en dépit de l'état de guerre on ne se battrait pas à fond. [...] C'est sans aucun étonnement que je vis nos forces mobilisées s'établir dans

la stagnation, tandis que la Pologne était foudroyée en deux semaines par les Panzerdivisions et les escadres aériennes.

METZ

Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre. L'Appel, 1940-1942*, Paris 1954.

Leon Noël

— En cette heure où leur patrie, vingt et un ans après sa résurrection, était, de nouveau, entièrement submergée par les armées étrangères, les Polonais, toujours grands dans le malheur, ne perdaient ni leur courage, ni leur invincible espérance : les hommes politiques, les fonctionnaires, les militaires, n'avaient d'autre pensée que de se rendre au plus vite en France, pour y organiser une nouvelle armée polonaise qui, aux côtés des Alliés, délivrerait leur pays et lui rouvrirait la voie de l'avenir.

KUTY, 17 SEPTEMBRE 1939

Leon Noël, *L'Agression allemande contre la Pologne*, Paris 1946.



Lens, mai 1939. Rassemblement de la jeunesse polonaise
CRÉDITS : NAC



Paris, septembre 1939. Les Parisiens lisent une affiche annonçant la mobilisation décrétée après l'attaque allemande contre la Pologne

CRÉDITS : TOPICAL PRESS AGENCY / HULTON ARCHIVE / GETTY IMAGES

Les forces armées polonaises en France



Après la défaite de septembre, afin d'assurer la continuité de l'État polonais, un gouvernement polonais en exil est formé avec le soutien des autorités françaises. Le général Władysław Sikorski, ancien élève de l'École supérieure de guerre à Paris, parlant couramment le français, connu et apprécié des cercles gouvernementaux français, est nommé Premier ministre et commandant en chef des forces armées polonaises en France. Initialement, le gouvernement exerçait ses fonctions à Paris, mais il est rapidement transféré à Angers, à 300 kilomètres à l'ouest de Paris. Outre la restauration des structures étatiques, la création des forces armées polonaises progresse également : en janvier 1940, un traité militaire polono-français est signé, permettant la création d'une armée polonaise, à laquelle s'engagent à la fois les rescapés de la campagne de Pologne et les émigrés polonais travaillant en France. Lorsque, en mai 1940, l'attaque allemande contre la France met fin à la « drôle de guerre » qui dure depuis septembre 1939, les troupes polonaises prennent part aux combats, non seulement en Europe mais aussi au Proche-Orient.

Władysław Sikorski, Premier ministre et ministre des Affaires militaires, dans un ordre adressé aux aviateurs polonais

— Après les épreuves tragiques qui ont frappé notre Patrie, vous êtes arrivés par des chemins détournés sur le territoire de notre alliée, la France, afin de vous organiser de

nouveau avec l'aide de l'aviation franco-anglaise amie, et, une fois organisés, de continuer à combattre dans des escadrons polonais, aux côtés des soldats des escadrons franco-anglais contre notre ennemi commun. [...]

Vous êtes actuellement les hôtes des soldats de la France et de l'Angleterre qui vous traitent avec la plus grande cordialité et bienveillance. N'oubliez cependant pas que la guerre continue et que, par conséquent, ils n'ont rien d'autre à vous offrir que des conditions de guerre. [...] L'organisation de l'aviation polonaise en France et en Angleterre a déjà commencé. Sa force et sa qualité dépendront de vous seuls. Vous devez mettre toutes vos forces en œuvre pour que l'aviation polonaise soit organisée le plus rapidement et le mieux possible.

PARIS, 11 NOVEMBRE 1939

Rzeczpospolita Polska czasu wojny. Rozkazy Naczelnego Wodza do żołnierzy 1939-1945, Warszawa 1997.

Ksawery Pruszyński, correspondant de guerre

— Un flot immense d'officiers, prenant toujours plus d'ampleur, a enfin quitté la Roumanie. Cette vague humaine, qui entre-temps, au cours des mois de septembre, octobre et dans les premiers jours de novembre, avait encore grossi avec l'afflux populaire d'eaux souillées provenant des mines du nord de la France, des fermes du sud, parfois d'anciens combattants d'Espagne sortis de leurs camps, et toujours de toute la misère, pauvreté et détresse qui trimait depuis des années en France, se déversait à présent comme une eau tout à fait autre. Au milieu de vieux uniformes français tout

droit venus de 1918, étaient apparus dans le camp de Coëtquidan des uniformes flambant neufs, impeccables et encore immaculés, si ce n'est pendant l'attente à l'étape roumaine.

[...] Il y avait là des voyous de Lvov et des aristocrates apparentés à la cour italienne, des juifs et des prêtres, des orthodoxes, un Ukrainien, des Silésiens germanisés et des Allemands polonisés, des partisans de la réforme agraire et des sympathisants de l'ONR, nés à Poznań, Charlottenburg, Vladivostok, Kaboul, Małkinia, Rio de Janeiro ; des peintres, des alpinistes, des caissiers, des écrivains, des musicologues, des propriétaires terriens (avec ou sans terres), des professeurs, des espérantistes, des maigres, des gros, des myopes, des presbytes, des gens qui ne parlaient que le polonais ou plusieurs langues excepté le polonais. [...]

Les relations avec la population locale sont devenues un modèle de relations pacifiques entre l'armée et les civils, les hôtes et les invités, un allié malheureux et celui qui était sur le point de le devenir.

COËTQUIDAN

Ksawery Pruszyński, *Trzynaście opowieści*, Warszawa 1957.

Général Stanisław Maczek, commandant du camp de Coëtquidan

— Outre une administration française pléthorique, le camp débordait d'instructeurs français, qui étaient de bons instructeurs en temps de paix. On voulait absolument nous apprendre à combattre, nous qui étions déjà, en partie, des

vétérans du premier affrontement avec les Allemands, forts d'une expérience récente de la guerre que nous avions hâte de partager avec nos alliés.

COËTQUIDAN

Stanisław Maczek, *Od podwody do czołga. Wspomnienia wojenne 1918-1945*, Warszawa 1990.

Victor Bernier, maire d'Angers, dans une déclaration radiodiffusée

— L'Anjou, traditionnelle terre d'accueil, a ressenti l'honneur d'abriter le gouvernement polonais, âme de la résistance de l'héroïque Pologne... Les Angevins veulent que les Polonais ne se sentent pas chez nous en terre d'exil, mais bien en pays d'accueil.

ANGERS, 6 DÉCEMBRE 1939

Jacek Rewerski, *Angers Capitale de la Pologne et Władysław Sikorski*, www.parolesdhommesetdefemmes.fr

Stefan Kazimierczak, ancien soldat de l'armée polonaise

— Nous sommes entrés [avec un ami] dans un petit restaurant situé au rez-de-chaussée d'un hôtel assez modeste. Il n'y avait personne dans la salle. Le serveur, qui était également le propriétaire de l'hôtel, nous a observés après nous avoir servi le déjeuner, a examiné nos vêtements civils usés, a réfléchi à quelque chose, puis a entamé une conversation à propos de la situation en Europe, provoquée par l'agression de Hitler contre la Pologne.

Il est ressorti de notre discussion que la plupart des Français ordinaires ne voulaient pas du tout la guerre, et encore moins une guerre pour une ville comme Gdańsk... Le raisonnement de ce Français était logique, car il affirmait que depuis l'époque de Napoléon, la guerre n'avait rien apporté de bon aux petites gens. Les Polonais ne devaient donc pas s'étonner de voir des slogans tels que « Nous ne mourrons pas pour Gdańsk » gribouillés sur des clôtures et parfois même sur des trottoirs.

Nous avons compris que la propagande allemande cherchait à démoraliser le peuple français [...]. Ce jour-là, en France, nous n'avions pas trouvé de réconfort. Nous nous disions toutefois qu'« une hirondelle ne fait pas le printemps » et nous continuions de croire en la puissance militaire de la France et de l'Angleterre.

PARIS, FIN DÉCEMBRE 1939

Stefan Kazimierzczak, *Żołnierz losu nie wybierał*, Warszawa 1982.

Karol Popiel, sous-secrétaire d'État au ministère du Travail et des Affaires sociales du gouvernement polonais en exil

— Les cercles militaires français ont radicalement révisé leur opinion sur la valeur de la Pologne en tant qu'alliée. Au vu d'une catastrophe sans précédent, ils ont immédiatement considéré que cette alliée était sans valeur. Ils ne voulaient pas croire possible la création à l'étranger d'un centre militaire polonais de taille, qui serait en mesure

de prendre part rapidement à la guerre. D'ailleurs, une telle entreprise portait indirectement atteinte à l'effort de guerre de la France. Il s'agissait en effet de près de 120 000 travailleurs polonais employés en France, principalement dans les industries minière et sidérurgique. Dans un climat de confiance excessive en ses propres forces et surtout en l'inviolabilité de la ligne Maginot, la demande de Sikorski de détacher quelques classes de conscrits [travaillant dans l'industrie] fut accueillie avec réticence.

Dans le même temps, on sous-estimait la force de l'ennemi. Le succès fulgurant des troupes hitlériennes en Pologne était attribué uniquement à notre manque de préparation et à l'incompétence du commandement polonais, et non à la supériorité technique écrasante de l'armée allemande. De plus, on n'était pas pressé d'étudier les rapports approfondis présentés par l'état-major polonais sur le déroulement de la campagne de septembre et les raisons du succès fulgurant des troupes hitlériennes.

C'est dans ce climat que Sikorski commença à travailler à la formation d'une armée polonaise en France. À l'issue de pénibles négociations, il obtint des autorités françaises la libération de 50 000 conscrits polonais employés dans l'industrie. Il surmonta les difficultés opposées par les officiers de l'état-major français [...] qui estimaient qu'il ne fallait pas créer de grandes unités militaires polonaises, mais tout au plus des régiments, et les affecter rapidement aux formations françaises correspondantes.

À l'issue de ces tractations compliquées, éprouvantes et ignorées des milieux polonais en dehors du cercle de personnes directement impliquées, Sikorski a mené à bien son projet d'organisation d'une armée polonaise qui, dans de très courts délais, pouvait prendre une part active aux combats sur le front occidental. La meilleure preuve que les négociations avec les Français sur ce sujet ont trainé en longueur est que l'accord militaire officiel sur la reconstruction de l'armée polonaise n'a pu être signé que le 4 janvier 1940, et l'accord sur l'aviation encore plus tard, le 17 février.

PARIS

Karol Popiel, *Generał Sikorski w mojej pamięci*, Warszawa 1985.

Witold Józef Leitgeber, engagé volontaire dans l'armée polonaise en France

— Le matin, au petit-déjeuner, je trouve mes camarades excités par la nouvelle de l'invasion du Danemark par les Allemands. [...] Les Allemands ont également attaqué la Norvège. De nouveaux espoirs naissent parmi nous. Peut-être que maintenant la guerre va vraiment commencer et que la *drôle de guerre* va prendre fin. Puis, des nouvelles d'une grande bataille navale nous parviennent. Des navires polonais y participent. Nous passons chaque instant libre près des haut-parleurs, avides de nouvelles.

COËTQUIDAN, 9 AVRIL 1940

Witold Leitgeber, *W kwaterze prasowej. Dziennik z lat wojny 1939-1945. Od Coëtquidan do „Rubensa”*, Londyn 1972.

Adam Pragier, conseiller juridique au ministère du Trésor

— Lorsque la *drôle de guerre* prit fin le 10 mai 1940, nous avons peu à peu appris beaucoup de choses encourageantes. La doctrine militaire de l'état-major français, qui correspondait à l'état d'esprit de la population, consistait à attendre à l'abri de la ligne Maginot que la tempête passe. Lorsque les formations blindées allemandes attaquèrent la Belgique, les Pays-Bas et les territoires français limitrophes, les gens furent stupéfaits que la ligne Maginot n'ait pas résisté à la poussée ennemie. L'état-major dû avouer la vérité : la ligne Maginot ne couvrait pas toute la zone menacée.

PARIS, 10 MAI 1940

Adam Pragier, *Czas przeszły dokonany*, part II, avant-propos et coordination Andrzej Friszke, Ewa Pejaś, Warszawa 2018.

Général Stanisław Kopański, commandant de la Brigade indépendante de fusiliers des Carpates, formée en Syrie aux côtés de l'armée française

— Le premier convoi de plusieurs centaines de soldats destinés à la Brigade est arrivé [à Homs] le 27 avril.

Le 30 avril, nous avons participé à la fête de la Légion étrangère [...]. Très vite, d'excellentes relations ont commencé à se nouer entre les Polonais de la Légion et nos soldats.

Le 3 mai, nous avons célébré pour la première fois notre fête nationale en exil. Nous avons solennellement hissé le drapeau national sur un grand mât, en présence d'une compagnie d'honneur. Ce jour-là, la *Rota* [chant patriotique

polonais] chantée par les premiers soldats de la Brigade résonnait loin dans le désert.

Le 15 mai, un transport d'environ 600 officiers, sous-officiers et soldats en provenance de Beyrouth a rejoint la Brigade. Ils sont arrivés à bord du navire polonais « Warszawa ». Ce navire effectuait des liaisons régulières entre Split en Yougoslavie et Beyrouth, transportant les soldats vers la Brigade. De même, le navire grec « Patris », affrété par les autorités polonaises, transportait à Beyrouth depuis Le Pirée nos soldats qui avaient transité par la Grèce.

HOMS (SYRIE)

Stanisław Kopański, *Wspomnienia wojenne 1939-1946*, Warszawa 1990.

Zygmunt Nagórski, juriste

— Les institutions françaises faisaient preuve d'une grande courtoisie à notre égard. [...] Mais au-delà de cette hospitalité, au-delà des petits espoirs ou des grands inconvénients de cette capitale provisoire du gouvernement, planait un nuage lourd de menaces de guerre imminente. La prise de la Belgique et la pénétration des Allemands sur les territoires du nord-est de la France ont poussé des masses de population vers le sud-ouest. Dès notre arrivée à Angers, nous avons découvert un spectacle qui nous a tragiquement rappelé l'évacuation de la Pologne que nous venions de vivre. Les rues d'Angers étaient traversées jour et nuit par des milliers de voitures individuelles, de camions, de motos et d'autres véhicules chargés au-delà de leur capacité de personnes et

de leurs biens. Les Belges et les Français fuyaient comme nous l'avions fait neuf mois plus tôt. Le spectacle était bouleversant et accablant. Alors la France aussi ? Non seulement elle ne nous avait pas aidés, mais elle tombait elle-même ?

Le choc était de nature personnelle et politique. On commençait à voir la défaite de la Pologne sous un jour légèrement différent. La conscience de la relativité des choses apparaissait clairement dans les raisonnements. Un profond pessimisme s'emparait de moi à l'idée de ce qu'allaient devenir la France, l'Europe et de l'issue finale de la guerre.

ANGERS, DEUXIÈME QUINZAINE DE MAI 1940

Zygmunt Nagórski, *Wojna w Londynie*, Warszawa 1985.

Andrzej Bobkowski, ouvrier dans une usine de munitions française, dans son journal

— Silence et canicule. Paris s'est dépeuplé, et il se dépeuple chaque jour davantage mais comme en cachette. Les gens partent en catimini, affirmant jusqu'au dernier moment à leurs amis: « Nous ne bougeons pas ». N'empêche qu'on voit de plus en plus de voitures avec de gros bagages sur le toit se faufiler dans les rues et foncer vers le sud. Il faut faire comme si on ne les voyait pas. L'incertitude et le mystère planent sur la ville. Dans la rue, je me surprénais sans arrêt à trouver mystérieux les phénomènes les plus naturels de la vie quotidienne. Les voitures me donnaient l'impression de rouler bizarrement, plus silencieusement et plus rapidement que d'habitude, et dans le métro, je n'attendais

pas seulement une rame mais encore autre chose. L'atmosphère était chargée de mensonges et de sous-entendus.

La boule que tout le monde avait dans l'estomac a enfin disparu ce matin. [Le Commandant en chef des armées françaises, le général Maxime] Weygand a été nommé généralissime à la place de [général Maurice] Gamelin, et [Philippe] Pétain au gouvernement [en tant que vice-président du Conseil]. Weygand a pris immédiatement son commandement et il est parti au front. Comme il se doit, des rumeurs de trahison commencent à circuler, selon lesquelles Gamelin se serait suicidé, on aurait des preuves que... On croit en Weygand, on croit qu'il va réparer et arranger les choses. En attendant, les Français ont bel et bien perdu la première phase de la bataille.

Les Allemands sont déjà à Arras et à Amiens. Ils cherchent à encercler l'armée belge.

PARIS, 20 MAI 1940

Andrzej Bobkowski, *En guerre et en paix. Journal 1940-1944*, traduit du polonais par Laurence Dyèvre, Paris 1991.

Général Stanisław Maczek, commandant de la 10^e brigade blindée en cours de formation en France

— L'offensive allemande [...] a brisé le front français au nord, amenant les divisions blindées allemandes sur la Somme, et en même temps elle a brisé dans le sud, près d'Avignon, le front de l'ignorance et de l'hostilité françaises à l'égard de la division blindée polonaise. Du jour au lendemain, la création de cette division est devenue presque une

question de salut pour la France, et l'envoi d'une brigade blindée, même pas tout à fait prête, sur le front de la Marne une question de « vie ou de mort » pour le front septentrional en France. C'est du moins ainsi que les Français se sont mis à voir les choses [...]. On voulait maintenant une division blindée polonaise de toute urgence.

Dès la seconde moitié du mois de mai, nous avons reçu l'ordre d'accélérer sa formation. Nous avons eu du mal à combattre une autre idée pernicieuse de l'état-major français, qui était celle de créer, à partir de la totalité du centre situé près d'Avignon, une douzaine de compagnies antichars et de les répartir sur presque tout le front français. Finalement, on en revint à l'idée initiale de former en urgence une division blindée. Afin d'en accélérer l'organisation, notre troupe hétéroclite fut transférée dans sa totalité vers le nord fin mai, dans la région de Paris, Versailles et Arpajon, ce qui nous rapprocha des principaux dépôts d'armes et de véhicules blindés motorisés.

[...] Lorsque, ayant passé deux semaines à lutter contre ce chaos tant dans le domaine de l'organisation que celui de la formation, j'ai reçu l'ordre de détacher immédiatement une division légère mécanique pour former une brigade blindée motorisée à la disposition du commandant du front, j'ai tout simplement eu du mal de croire qu'il s'agissait d'un ordre sérieux. [...]

Après m'être présenté au général [Charles] Huntziger, commandant du [4^e] Groupe d'armées, et au général [Édouard] Réquin, commandant de la 4^e Armée française

qui se battait pour Reims, j'ai reçu ma première mission de combat. Une mission « de choix » et typique pour une grande unité blindée motorisée : couvrir l'aile de l'armée, étant donné qu'une grande brèche s'était formée entre celle-ci et l'armée qui défendait la direction de Paris. [...]. La mission opérationnelle de couverture de l'aile de l'armée s'étendait déjà à la protection de ses arrières et de ses lignes de communication, car il n'y avait personne pour empêcher les Allemands d'effectuer une manœuvre d'encerclement depuis l'ouest. Et nous n'avions absolument pas les forces adaptées pour cela. Nous ne pouvions assurer que la couverture tactique de l'aile et de l'arrière de la 20^e division d'infanterie de droite. C'est ce que nous avons fait. Au moment critique du repli de cette division à travers les marais de Saint-Gond, nous lui avons évité d'être encerclée par une incursion de forces allemandes [...].

La bataille elle-même fut un bref affrontement entre notre bataillon de chars et les chars allemands, et un combat pour couvrir cette manœuvre depuis le nord par le lieutenant-colonel [Władysław] Zgorzelski avec deux escadrons de cavalerie motorisée. Ce sont les raids aériens allemands des Stukas qui nous ont le plus donné du fil à retordre [...]. Notre batterie antiaérienne a abattu un appareil allemand et n'a pas cessé le feu un seul instant, malgré les attaques acharnées des Stukas.

APRÈS LE 10 JUIN 1940

Stanisław Maczek, *Od podwoły do czołga. Wspomnienia wojenne 1918-1945*, Warszawa 1990.

Colonel Józef Jaklicz, commandant de la 3^e Division d'infanterie de l'Armée polonaise en France

— Nous savions que les Allemands avaient traversé la Seine à Vernon et que Paris était évacué. Néanmoins, le général [Louis] Faury était convaincu qu'une contre-attaque française permettrait de rétablir la situation dans la Basse-Seine. Le raisonnement du général Faury était que même en cas de catastrophe au milieu du front français, la Bretagne serait défendue comme un grand avant-poste, afin de maintenir les liaisons et la communication avec la Grande-Bretagne. Face à l'ordre de maintenir la 3^e division dans la région de Guer-Coëtquidan, cette division participerait à la défense de la Bretagne. C'est pourquoi il m'a demandé d'assurer une formation de la division aussi intensive que possible, soulignant la nécessité de supprimer tout le poids de la formation [reçue] en temps de paix et d'accorder une attention particulière au tir et à l'entraînement au combat [...].

J'ai fait remarquer au général que la Division, dans l'état où elle se trouvait, était sans défense et que, pour pouvoir s'entraîner au tir, les soldats devaient se prêter leurs fusils, dont le nombre ne suffisait qu'à une seule compagnie de chaque régiment. Les régiments manquaient de mitrailleuses légères, de mortiers et de lance-grenades, ils manquaient d'armes antichars, d'équipements de communication, ce qui rendait la formation insuffisante. Le général a promis de : *Faire le nécessaire* [en français dans le texte]. [...]

Cet échange m'a convaincu que la Bretagne serait défendue et que la 3^e Division, bien que composée de recrues, sans uniforme et sans armes, avait été mise à la disposition du commandement opérationnel français à cette fin.

COËTQUIDAN, 13 JUIN 1940

Józef Jaklicz, *Historia ostatnich dni 3-ej Dywizji Piechoty in Zeszyty Historyczne*, cahier 42, 1977.

Stefan Kazimierzczak

— Le 14 juin, à l'aube, la terre trembla. Une longue canonnade quelque part à l'avant de la première ligne, latérale par rapport à notre position, nous fit nous lever d'un bond. Plusieurs centaines de canons tiraient. Quelques instants plus tard, sur ordre du commandement, notre artillerie se joignit à cette canonnade. Il se passait des choses ! Au bout d'une trentaine de minutes, le silence retomba. Une heure plus tard, nous apprîmes que les Allemands avaient repoussé les défenses françaises sur cet axe.

Quatre heures après cet assaut, apparaissent des bombardiers allemands. Ils survolent nos positions à basse altitude et commencent à tourner au-dessus de la forêt, où sont installés les postes d'artillerie. Les artilleurs sont bien camouflés, mais les avions cherchent leur cible, l'un d'eux plonge en piqué au-dessus de la forêt. Soudain, se fait entendre un son strident [s'amplifiant en] un rugissement à vous glacer les sangs et déchirer les poumons. C'est une puissante sirène aérienne qui terrorise les chevaux des artilleurs dissimulés et sème la panique, dévoilant les cibles.

Mon messenger enfonce ses ongles dans mon coude en hurlant comme un fou. Je ne lui en veux pas. Il y a de quoi perdre son sang-froid. Le massacre a commencé ! Les bombardiers larguent leurs bombes au-dessus de la forêt, les bêtes affolées s'enfuient en brisant leurs attelages et vont se fracasser contre les arbres. Les pertes sont énormes !

Le lendemain, samedi. Il s'est produit ce que nous avions pressenti : nous sommes en première ligne ! À 9 heures du matin, une patrouille allemande forte d'une vingtaine d'hommes apparaît soudainement dans l'avant-champ. Après avoir essuyé une rafale de nos mitrailleuses légères, elle s'enfuit, étonnée sans doute que nous ne nous soyons pas encore retirés derrière les Français. [...]

Avant 8 heures [le 15 juin], nous avons réussi à creuser des abris, à empiler de grosses branches sur la route et à installer des armes automatiques lourdes. Mais nous n'avons pas eu le temps de faire des tranchées, car nous n'avons trouvé que trop peu de pelles. Et à ce moment-là, dans cette situation-là, des coups de feu retentissent dans l'avant-poste ! Un observateur camouflé dans l'un des pins signale que notre couverture, après avoir tiré sur l'avant-garde ennemie qui a surgi, se replie sur notre aile droite. En parallèle de notre escouade en plein repli, apparaît sur la chaussée une pointe motorisée allemande : des motocyclistes et des véhicules blindés !

Nous ouvrons un feu très nourri.

ENVIRONS DE DIEUZE, 14-15 JUIN 1940

Stefan Kazimierzczak, *Żołnierz losu nie wybierał*, Warszawa 1982.

**Kazimierz Koszyca, soldat de la Brigade
de fusiliers des Carpates**

— Ce fut vraiment bouleversant lorsque, rassemblés pour l'appel du soir, nous avons appris la défaite et la capitulation [de la France]. On nous a également fait part de la décision de notre commandant, le colonel Kopański, selon laquelle notre brigade malgré les circonstances ne déposerait pas les armes et continuerait à combattre les Allemands...

[...] La situation nous paraissait des plus sombres. Nous n'étions qu'une petite poignée de Polonais (moins de 4 000), soldats depuis à peine quelques semaines. Loin de tout, perdus quelque part au milieu du désert syrien, dans un camp isolé près de la ville de garnison de Homs. Nous étions à la merci des autorités françaises. Les Français étaient eux aussi accablés par les événements qui leur tombaient dessus tous les jours. Ils étaient abattus par ce qui arrivait à leur pays. [...]

En écoutant Radio Ankara, la radio turque, nous avons appris que le général Sikorski et le gouvernement polonais auraient réussi à atteindre l'Angleterre et que l'armée polonaise avait reçu l'ordre de tenter de rejoindre les Anglais. [...]

Les Français se montrèrent à la hauteur de la tâche. [...] Ils nous équipèrent pour la route, afin de poursuivre la guerre et rejoindre les Anglais et la Palestine, avec ce qu'ils avaient : des armes, de la nourriture, des uniformes, tout ce qu'ils pouvaient même si ce n'était pas grand-chose. Ils ont généreusement rétribué les officiers et les sous-officiers professionnels, tandis que nous, simples soldats et réservistes, avons reçu une maigre solde. Ils ont organisé les transports par train et par camion. Ils ont convenu avec les Anglais où et quand ils devaient nous accueillir.

HOMS, FIN JUIN 1940

Kazimierz Koszyca, *Opowieści o turystach i żołnierzach. Gen. Władysława Sikorskiego Brygada Strzelców Karpachich (1940–1942)*, Chicago 1993.



*Brest, Bretagne, 20 avril 1940. Chargement de mules sur un navire
à destination de l'Écosse, transportant équipements et matériel
pour la Brigade indépendante des fusiliers de Podhale*

CRÉDITS : JAMMARON / ECPAD / DÉFENSE



Environs de Nancy, 3 mai 1940. La 1^{re} division des grenadiers de l'armée polonaise en France lors des célébrations de la fête de la Constitution du 3 mai organisées près de la route Autreville-Martigny. Le général Władysław Sikorski et le président Władysław Raczkiewicz se tiennent sur la tribune. Derrière le président, les ambassadeurs : Howard William Kennard et Léon Noël

CRÉDITS : INSTITUT POLONAIS ET MUSÉE SIKORSKI À LONDRES / FONDATION DU CENTRE KARTA



La Résistance

Peu après la défaite de la France, deux centres du mouvement de résistance polonais commencent à se former sur son territoire. Les membres du premier se recrutent principalement parmi les immigrés polonais venus ici avant la guerre pour gagner leur vie, ayant des convictions de gauche ou communistes. Le second groupe est soumis au gouvernement polonais de Londres, par l'intermédiaire duquel il établit des contacts avec des représentants de la Résistance française et du mouvement de la France libre dirigé par le général Charles de Gaulle. Son organisation la plus importante est Polska Organizacja Walki o Niepodległość (Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance), nom de code « Monika », fondée dans la seconde moitié de 1941. Au total, environ 40 000 Polonais seront engagés dans la Résistance française pendant toute la durée de la guerre. En août et septembre 1944, les Polonais, aussi bien les membres du Comité polonais de libération nationale (PKWN), organisme pro-communiste fondé au printemps de cette même année, que les militants de l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN), participent à la libération de Paris et de la France.

Maria Niemczycka, ouvrière polonaise

— Lorsque les Allemands ont envahi la France, mon mari m'a dit : « Tu sais quoi ? Je ne vais pas rester ici à attendre, je dois rejoindre l'armée polonaise, m'engager et me battre dans ses rangs ». Je me suis alors dit que si lui il

partait, pourquoi moi je resterais à l'attendre ? Après tout, je pouvais aussi me rendre utile. Je me suis donc tournée vers ma voisine, une personne de confiance :

— Il y a des gens qui viennent chez vous, vous organisez des collectes, qu'est-ce que vous faites ?

Elle m'a répondu :

— Je voudrais bien vous le dire, mais c'est passible de la peine de mort, car une armée clandestine est en train de se former ici.

— C'est formidable ! Engagez-moi aussi, lui ai-je répondu.

Elle est allée voir une de ses connaissances qui organisait tout cela. J'avais peur qu'elles ne m'acceptent pas, mais elles m'ont prise. C'est ainsi qu'a commencé notre collaboration.

DENAIN (DÉPARTEMENT NORD)

„Londyńczycy” i komuniści. Polski ruch oporu we Francji podczas II wojny światowej, www.polskieradio24.pl

Mieczysław Grudzień, mineur

— Nous avons ressenti très durement la défaite de la France [...]. Elle a anéanti [...] nos espoirs de vaincre rapidement l'agresseur et de retrouver la liberté pour les nations conquises. [...] Une capitulation humiliante et l'amertume de la défaite ont profondément marqué nos consciences. Mais en même temps, une volonté inébranlable de lutter, le besoin de résister à l'occupant dans tous les domaines de la vie ont commencé à se manifester de plus en plus fortement dans nos cœurs et nos esprits.

Lorsque, dans les jours de juin 1940, avec quelques camarades nous rentrions chez nous par la route qui traverse la forêt de Vicoigne, nous avons été bouleversés par le spectacle d'un champ de bataille qui semblait anéantir tout espoir. Quelques jours plus tard, comme si nous pressentions que l'heure du combat était proche, nous sommes allés ramasser les armes, les munitions et les grenades abandonnées et les avons soigneusement cachées.

[...] Le régime du maréchal Pétain, maintenu par les Allemands dans la zone « non occupée », a longtemps exercé une influence négative sur le moral et l'attitude des Français, tandis que dans la zone occupée – « interdite » – les nazis régnaient directement. Le régime autocratique du maréchal Pétain à Vichy, soumettant l'économie du pays à une exploitation allemande sans limites, ne pouvait que susciter un mécontentement croissant et réduire l'acceptation de la société de la politique de collaboration avec les Allemands. Bien sûr, dissiper les illusions sur la personne du maréchal, héros de la Première Guerre mondiale, était un processus complexe qui ne pouvait se faire du jour au lendemain.

Mais le régime de Vichy [...] n'était pas le seul centre politique prétendant représenter officiellement la France. Le 18 juin 1940, [...] le général Charles de Gaulle s'est exprimé à la radio britannique pour déclarer que la France avait perdu la bataille, mais pas la guerre, qui se poursuivrait aux côtés de l'Angleterre. [...]

À partir de l'été 1940, les communistes polonais [en France] se sont largement engagés dans la clandestinité.

Leurs activités étaient diverses. Ils diffusaient des journaux clandestins [...]. La jeunesse communiste distribuait des tracts et peignait des slogans sur les murs. L'organe de la Confédération générale du travail, *La Vie Ouvrière*, distribué à l'époque, encourageait la création de comités pour l'unité syndicale et l'action dans les mines et les usines. Des comités populaires de solidarité et d'aide aux démobilisés, aux blessés et aux malades étaient créés. Une aide était organisée pour les *dąbrowszczacy* [Polonais ayant combattu dans la guerre civile espagnole aux côtés de la République] internés dans des camps dans le Sud de la France : Gurs et Vernet.

BASSIN MINIER DU NORD-PAS DE CALAIS, 1940

Mieczysław Grudzień, *Wspomnienia z działalności we francuskiej
Résistance in Wojskowy Przegląd Historyczny*, n° 1-2/1975.

Général Charles de Gaulle, chef de la France Libre

— L'accord du 7 août [1940, conclu avec la Grande-Bretagne] eut, pour la France Libre, une importance considérable, non seulement parce que, dans l'immédiat, il la tirait matériellement d'embarras, mais encore pour cette raison que les autorités britanniques, ayant maintenant une base officielle pour leurs rapports avec nous, n'hésitèrent plus à nous faciliter les choses. [...] Mais aussi, d'autres États, voyant procéder par la Grande-Bretagne à un début de reconnaissance, firent quelques pas dans le même chemin. Ce fut le cas, en premier lieu, pour les gouvernements réfugiés en Angleterre, dont sans doute les forces étaient faibles,

mais dont la représentation et l'influence internationales subsistaient. [...]

A mesure des désastres de juin, la Grande-Bretagne avait vu arriver sur son sol les souverains et les ministres de Norvège, de Hollande, du Luxembourg, puis le Président de la République et les ministres polonais et, après quelque retard, le Cabinet belge. [...] C'est sous une inspiration à la fois généreuse et calculée que l'Angleterre offrait l'hospitalité à ces États réfugiés. Si dépouillés qu'ils fussent, il leur restait toujours quelque chose. Plusieurs d'entre eux apportaient l'or et les devises de leur banque. Les Hollandais avaient l'Indonésie et une flotte non négligeable, les Belges le Congo, les Polonais une petite armée, les Norvégiens de nombreux navires de commerce, les Tchèques [...] des réseaux d'information au centre et à l'est de l'Europe et d'actives relations américaines. Au surplus, il n'était pas indifférent au prestige de l'Angleterre d'apparaître comme le suprême rempart de l'ancien monde en perdition.

Pour ces exilés, la France Libre, qui, elle, n'avait rien, était une intéressante expérience. Mais elle attirait surtout les plus inquiets et les plus malheureux, tels les Polonais et les Tchèques. A leurs yeux, nous qui restions fidèles à la tradition de la France, représentions, par là même, une espérance et un pôle d'attraction. En particulier, [Premier ministre en exil et commandant en chef des forces armées polonaises, Władysław] Sikorski et [président tchécoslovaque en exil, Edvard] Benès, tout ombrageux qu'ils fussent au milieu des intrigues et des susceptibilités

qui compliquaient pour eux le malheur, établirent avec moi des rapports constants et suivis. Jamais peut-être, mieux qu'au fond de ce gouffre, je n'ai senti ce qu'était, pour le monde, la vocation de la France.

CHEQUERS, 7 AOÛT 1940

Charles de Gaulle, *Pamiętniki wojenne. Apel 1940-1942*, Warszawa 1962.

Marian Czarnecki, soldat de la 10^e brigade blindée, participant de la campagne de France

— Quatre organisations différentes du mouvement de résistance polonais, soumises aux autorités polonaises à Londres, opéraient en France. [...] La première était l'Organisation militaire, [...] opérant secrètement dans le cadre de l'Armée polonaise officiellement existante dans le Sud de la France, composée de soldats démobilisés après la défaite de la France et regroupés par les autorités françaises dans certaines formes d'organisation, principalement compagnies de travail et centres pour officiers et sous-officiers. Elle [Organisation militaire] a reçu deux missions du Chef des forces armées : l'évacuation secrète des soldats vers les forces en cours de reconstitution en Grande-Bretagne et la préparation des autres à prendre les armes au moment de la libération de la France.

Ensuite, il y avait l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance [...], également connue sous le nom de code « Monika ».

[...] Immédiatement après la défaite de la France [...], un réseau de renseignement polonais s'est spontanément

constitué, finalement baptisé réseau F2. Il était composé majoritairement de Français. À la fin de la guerre, les Polonais ne représentaient plus qu'un faible pourcentage de ses effectifs. Cependant, ils en conservèrent jusqu'à la fin la direction et le réseau était directement subordonné à la II^e Division de l'état-major du Chef des forces armées. C'était l'un des réseaux de renseignement alliés les plus importants de toute l'Europe occidentale. [...]

Pendant un an, jusqu'en août 1942, une organisation polonaise de diversion et de sabotage appelée « Nurmi », du nom du pseudonyme de son fondateur [le lieutenant Teodor Dzierzowski], a opéré en France. Elle comptait environ 250 membres au moment de sa liquidation par la police française.

SUD DE LA FRANCE

*Polski ruch oporu we Francji w czasie II wojny światowej (1^{re} partie),
émission de Radio Free Europe du 6 mai 1973, www.polskieradio.pl*

Józef Bartosik, mineur, membre du Parti communiste français

— L'activité [de la Résistance après l'attaque du III^e Reich contre l'URSS en juin 1941] s'est encore intensifiée, même s'il ne s'agissait que d'individus, mais cela signifiait beaucoup : se procurer des explosifs et faire dérailler des trains [...]. Nos gars courageux, [...] après avoir obtenu 40 kilos de dynamite, ont décidé de se réunir chez moi [...]. J'ai été dénoncé et convoqué à la gendarmerie allemande ; pendant deux semaines, ils ont gardé mes papiers et tous

les jours on me soumettait à un interrogatoire. Il se trouve qu'ils m'ont rendu mes papiers mais m'ont menacé de mort si quelque chose venait encore à se savoir. Je devais être très prudent, mais je n'ai pas cessé mon travail : tracts, collectes, versements au syndicat, imposition volontaire et propagande [...]. Je faisais tout ce que je pouvais pour nuire à l'agresseur.

VALENCIENNES

AAN, Redakcja i administracja pisma *Gazeta Polska*"
[„Niepodległość”] we Francji, cote 399/I-1.

Myriam Tropper-Cymbalista, fille d'ouvriers polonais

— Nos parents avaient décidé [en juillet 1942] de nous placer à la campagne, à quatre kilomètres de Lens. Une paysanne polonaise non juive – il y avait à cette époque beaucoup de Polonais dans cette région minière – prenait des Juifs en pension. Son mari travaillait à la mine, « au charbon » comme on disait, et ils avaient un fils et deux filles déjà adolescents.

Je me souviens de notre départ, au milieu de la nuit, en charrette. On y avait chargé toutes nos affaires, y compris nos lits : en bois bleu pour mon frère de trois ans, en bois rose pour moi. Nous avons retrouvé à la ferme deux autres enfants, que nous connaissions un peu.

Un jour, les Allemands sont arrivés. La mère de l'un des enfants était avec eux, et ils l'ont emmenée. Un peu plus tard, nos parents ont été arrêtés, puis relâchés après une nuit au commissariat. C'était un contrôle de police. Naïfs,

ils ont pensé que puisqu'on les avait libérés, tout était en règle et qu'ils n'avaient rien à craindre. Ils sont venus nous rendre visite le lendemain – ils venaient de temps à autre – et nous ont raconté ce qui s'était passé.

C'est un ou deux jours après, semble-t-il, qu'eut lieu la grande rafle. Beaucoup de Juifs s'étaient échappés, mais mes parents – c'est l'histoire banale – ne croyaient pas une telle chose possible. Nos paysans ont très vite pris une décision : ils nous ont annoncé qu'ils allaient nous cacher, et ont fait répandre le bruit que la veille de l'arrestation de nos parents, les Allemands étaient venus nous chercher. Ils nous ont expliqué que nous devions nous cacher dans un réduit attendant à la maison, et à moindre alerte, c'est-à-dire sitôt que le chien aboyait, nous réfugier dans la porcherie. Ils nous ont exercés à grimper par l'échelle, à l'espèce de grenier surmontant les cochons, et à nous dissimuler parmi les ballots de paille. Je devais aussi hisser mon petit frère, et l'empêcher de parler, de pleurer, d'éternuer. Avec tout ça, j'avais affreusement peur des cochons, la terreur de tomber sur eux à travers les planches disjointes.

Il faut signaler que cette famille était spéciale: la ferme était le quartier général de la Résistance polonaise de la région, beaucoup de Polonais des environs s'étaient organisés en réseau de résistance. J'en ai vu des choses dans cette maison! Les jeunes filles avaient des nattes, et y dissimulaient, entrelacés dans leurs cheveux, des messages qu'elles allaient transmettre à vélo. Je me souviens aussi d'une cache d'armes dans le jardin, on les déterrait

la nuit pour les remettre aux maquisards. Et de grandes réunions de la Résistance se tenaient dans la cuisine. Non, ce n'était pas une famille ordinaire.

Je ne me souviens pas d'avoir souffert de la faim. On était à la campagne. Ce qui me tourmentait, c'était la nécessité de fuir sans arrêt, de se cacher. Pourquoi ? Qu'avions-nous fait de mal? Évidemment, je ne pouvais pas aller à l'école. Je lisais beaucoup, et je m'occupais de mon petit frère, ce qui était une lourde tâche pour une petite fille de huit-neuf ans.

Mais le pire, c'était la peur : j'avais toujours peur que le chien aboie – le signal que nous devions fuir et nous cacher. Cela a duré deux ans, deux longues années ! Jour après jour !

Un jour, nous avons frôlé la catastrophe. C'était, me semble-t-il, en 1944. J'entends une voiture s'arrêter près de la maison. Il est déjà trop tard pour courir à la porcherie, et les pas des Nazis résonnent dans la cour. Quelqu'un entre dans notre petite pièce, nous dit :

« Cachez-vous sous le lit et tirez le couvre-lit jusqu'à terre ».

J'entends les Allemands pénétrer dans la maison. La fermière et son mari m'ont raconté la suite des événements. Un dénonciateur avait averti la Gestapo qu'ils cachaient deux enfants juifs. « Où étaient-ils? ».

Nos Polonais, qui avaient vécu un certain temps en Allemagne avant de gagner la France, ont aussitôt répondu en allemand, expliqué qu'en effet, ils avaient hébergé deux

petits juifs au début de la guerre, mais qu'on était venu les chercher voici déjà longtemps. Ils ont raconté avec force de détails quand et comment on nous avait emmenés, puis ils ont évoqué leur séjour en Allemagne, bavardé de choses et d'autres. Bref, ils ont engagé une grande conversation avec les Allemands... qui, miracle, en oublient de procéder à une fouille et s'en vont.

Moi, pendant ce temps, je n'arrêtais pas de trembler, cachée sous le lit. Quand on est venu nous rassurer, je ne parvenais pas à y croire, je demeurais muette, pétrifiée. À dater de ce jour, nous n'avons plus bougé de la porcherie, sauf pour dormir.

ENVIRONS DE LENS, ÉTÉ 1944

Fonds de documents concernant l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) en France, en Belgique et aux Pays-Bas, dans les collections de Polonijna Biblioteka Cyfrowa

Mieczysław Bargiel, « Roger », ancien mineur, commandant d'une unité de partisans

— Le 6 juin 1944, les troupes alliées débarquèrent en Normandie. Ce jour marqua le début de la libération de la France. Afin d'unir les forces contre l'occupant, le Comité polonais de libération nationale à Paris publie un appel à la mobilisation des Polonais en France : « À partir d'aujourd'hui, tous les Polonais sont mobilisés pour servir la Patrie. Rejoignez sans tarder les groupes polonais de la Milice patriotique [subordonnée à cette époque aux Forces françaises de l'intérieur (FFI) – une organisation française

qui, depuis le 1^{er} février 1944, réunit tous les groupes de la Résistance, dont les Polonais]. Ensemble avec les Français, organisez des grèves locales qui déboucheront sur une grève générale. Multipliez les actes de sabotage ».

L'appel s'adressait également à la jeunesse : « Rejoignez tous les FTPF [Francs-Tireurs et Partisans] ! Ne vous laissez pas déporter en Allemagne, formez des détachements et des bataillons de la Milice patriotique polonaise avec la jeunesse française ! Lancez le combat final pour la libération de la Pologne et de la France ! »

NORD-EST DE LA FRANCE, JUIN 1944

Mieczysław Bargiel, *Nasz batalion*, Warszawa 1963.

Extrait d'un communiqué des Forces armées polonaises en France et de la Milice patriotique polonaise, distribué à Paris

— Compatriotes ! Paris est encerclé par les Anglo-Américains, l'Armée rouge encercle Varsovie. [...] Une division blindée polonaise [commandée par le général Stanisław Maczek] marche vers Paris, aux côtés des troupes de la République française. L'heure sacrée de la liberté a sonné, l'heure de la vengeance pour le sang et les larmes de nos frères, de nos mères et de nos sœurs, pour le martyre de notre nation.

Polonais ! Le peuple de Varsovie est en lutte. Le peuple de Paris a juré de ne pas laisser les Allemands sortir vivants de ses murs. [...] Paris a juré de leur barrer la

route. Paris se couvre d'un réseau de barricades. Polonais ! Au combat ensemble avec le peuple de Paris !

Le Comité [polonais] de libération nationale à Paris, représentant le gouvernement de la République française, vous appelle à vous soulever. Abattez les arbres, brisez les pavés, construisez des barricades, creusez des fossés profonds, larges et escarpés contre les chars. Regroupez-vous partout en détachements de Milice patriotique et frappez, frappez sans pitié, afin que les Allemands renoncent à jamais à la terre et aux richesses d'autrui.

PARIS, PREMIÈRE QUINZAINE D'AOÛT 1944

Mieczysław Bargiel, *Nasz batalion*, Warszawa 1963.

Karol Koryciński, mineur

— Le 28 août 1944, nous étions en état d'alerte maximale, mon fils Konstanty ne rentrait plus à la maison. Les Allemands battaient en retraite. Le 1^{er} septembre 1944, à Bruay-en-Artois, où nous avons été affectés, un combat à mort s'est engagé contre les Allemands [...]. Une enseignante Volksdeutsch a trahi la cachette des patriotes [...]. Un bataillon bien armé des SS a lancé l'attaque contre les trahis. Nos garçons se sont battus jusqu'à la dernière cartouche, les Allemands ont achevé nos patriotes sans pitié, mon fils Konstanty [...] n'a pas abandonné ses compagnons d'armes. Dans un dernier élan désespéré, il a saisi à la gorge l'un des sbires nazis pour l'étrangler, mais un deuxième sbire s'est approché et a pointé son arme automatique sur la tête de

Konstanty [...]. Mon fils n'est plus jamais rentré à la maison.

Le 5 septembre 1944, a eu lieu un enterrement collectif de 38 patriotes.

COMMUNE BRUAY-EN-ARTOIS

AAN, Redakcja i administracja pisma „Gazeta Polska”
[„Niepodległość”] we Francji, cote 399/I-4.

Mieczysław Grudzień

— Nous avons commencé la grève générale durant la dernière dizaine du mois d'août. Les premier et deux septembre, les unités armées françaises et polonaises, qui opéraient depuis le début de 1944 dans le cadre des Forces françaises de l'intérieur intégrées, ont lancé une attaque générale contre les casernes allemandes et les colonnes de forces hitlériennes en retraite. Dans le même temps, les formations de la Milice patriotique sécurisaient les mines, les usines, les centrales électriques et les bâtiments administratifs français contre d'éventuelles destructions par les nazis ou leurs agents. Après le passage des troupes régulières alliées, parmi lesquelles combattait la 1^{re} Division blindée commandée par le général [Stanisław] Maczek, qui poursuivaient les unités hitlériennes dispersées, nous avons commencé à nettoyer le terrain de ce qui restait des troupes allemandes. [...]

En septembre 1944, nous avons formé les premières unités régulières polonaises composées de partisans. Initialement, nous avons arrangé nos casernes dans un petit palais que nous avons pris à une unité SS dans la ville

d'Onnaing. Nous gardions sur nous toutes les armes saisies pendant les combats. Nous portions des vêtements civils et étions approvisionnés en nourriture par les membres de l'Union des femmes Maria Konopnicka et de l'Union de la jeunesse polonaise Grunwald, qui parrainaient les soldats cantonnés.

Après quelques semaines, nous avons occupé les casernes de Hérin. 400 soldats étaient groupés ici, 350 de nos soldats se trouvaient à Guesnain et 500 au fort de Seclin. En attendant notre départ au front [en Pologne], nous avons suivi un entraînement militaire intensif, ainsi que des cours de polonais, des activités récréatives, etc. Mais surtout, nous discussions avec acharnement de questions politiques.

HÉRIN, DÉBUT SEPTEMBRE 1944

Mieczysław Grudzień, *Wspomnienia z działalności we francuskiej
Résistance in Wojskowy Przegląd Historyczny*, n° 1-2/1975.

Mieczysław Bargiel, commandant du 9e bataillon de partisans Adam Mickiewicz

— Lorsque les compagnies parvinrent aux premiers bâtiments de la ville, les rues étaient presque désertes. Seuls quelques passants apparaissaient ici et là. Parfois, un chat traversait la rue ou un chien aboyait derrière une clôture. Conformément à leur mission, les sous-unités avancèrent vers les principaux points de résistance des nazis. Lorsqu'elles se trouvèrent à proximité de la caserne de l'école de cavalerie et du bâtiment de la gendarmerie, les nazis les

repérèrent et les attaquèrent avec des tirs de mitrailleuses devant les principaux points de résistance.

Une bataille de rue typique s'engagea, dont nous n'avions encore aucune expérience. [...] Les partisans avançaient de maison en maison, se couvrant et faisant feu sur les cibles respectives dans les positions de l'ennemi qui avait pris les bâtiments situés à un carrefour. Les nazis commencèrent à tirer sur les rues avec des mortiers. Quelques partisans furent blessés ; on les retira rapidement du combat et on leur porta les premiers soins. Même si les obus sifflaient et vrombissaient juste au-dessus de nos têtes, nos troupes brisaient la résistance des nazis et continuaient à avancer. On menait une lutte acharnée pour chaque carrefour important, nous approchant péniblement mais sans relâche des principaux points de résistance nazie.

Sur plusieurs tronçons, les Polonais ont rejoint les troupes du camarade « Charlot » [Charles Bousseint]. Je me suis approché de lui pour discuter de la situation. On se battit pour chaque rue et chaque maison jusqu'en début d'après-midi. Nous convînmes de nous retirer de la ville avant la tombée de la nuit et de reprendre les combats le lendemain. Je donnai à mes troupes l'ordre de se retirer. Nous emmenâmes nos blessés avec nous. [...] La nuit commençait déjà à tomber lorsque nous regagnâmes nos positions de départ. [...]

Il était quatre heures [du matin]. La ville semblait encore endormie lorsque les sous-unités du bataillon Adam Mickiewicz lancèrent l'assaut. Les partisans tirèrent une

série de coups de feu en direction des positions ennemies de la veille dans le centre-ville. Mais, ô surprise ! L'ennemi ne réagit pas. Aurait-il changé de position ? Nous craignîmes une embuscade. Des éclaireurs furent envoyés. Ils constatèrent que les Allemands n'étaient plus en ville ! Les partisans cessèrent le feu. Il s'avéra que pendant la nuit, les troupes hitlériennes avaient quitté la ville.

Quel triomphe ! Combien de victimes avons-nous évitées ! Malgré l'heure matinale, les habitants de la ville se sont précipités dans les rues et ont accueilli avec enthousiasme les partisans polonais.

AUTUN, 9 SEPTEMBRE 1944

Mieczysław Bargiel, *Nasz batalion*, Warszawa 1963.

**Aleksander Kawałkowski, commandant
de l'Organisation polonaise de lutte pour
l'indépendance (POWN), dans un discours
radiophonique**

— Aujourd'hui, après quatre années d'occupation et de lutte acharnée contre l'envahisseur allemand, je viens vers vous en tant que délégué du gouvernement polonais

[à Londres] et commandant en chef de la POWN, afin de vous assurer de la solidarité de l'émigration polonaise avec le peuple français contre notre ennemi commun de toujours. [...] Notre organisation [créée en 1941], en accord avec le gouvernement polonais et le gouvernement français sous la direction du général de Gaulle et en étroite collaboration avec le commandement suprême des FFI [la POWN s'y intégra en mai 1944], est passée à la lutte ouverte. Plus de 12 000 Polonais ont pris part à cette lutte dans le sud, à Paris et dans le Nord. Nous avons accompli une série de missions qui nous ont été confiées par le Commandement suprême des Forces alliées. Nous pouvons affirmer avec fierté que nous avons servi utilement la Pologne, la cause commune des alliés et l'idée de l'amitié polono-française. Désormais, les Polonais se sentiront liés à la France non seulement par des liens du travail, mais aussi par des liens du sang. Aujourd'hui, nous clôturons une période longue et épuisante, mais héroïque et riche en expériences inoubliables de service clandestin. [...] Vive la Pologne libre et indépendante !

LILLE, 10 SEPTEMBRE 1944

Głos Katolicki, n° 36/1990.



*19 août 1944. Combattants des Forces françaises
de l'intérieur durant les combats pour Paris*

CRÉDITS : IMANGO / VOTAVA / FORUM



*Les participants polonais de la Résistance française. Le peloton
du lieutenant Zadniej (« Nowina », au milieu en casquette)*

CRÉDITS : MINISTÈRE DES ARMÉES, SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE



La libération de la Normandie

Le matin du 6 juin 1944, les troupes américaines, britanniques et canadiennes débarquent en Normandie, ouvrant ainsi un second front en Europe occidentale. Après le succès de l'opération Neptune, qui avait pour but de transporter les hommes et du matériel à travers la Manche, l'opération Overlord commence. Elle durera jusqu'au 31 août 1944 et aboutira à la jonction avec la Seine et la libération de Paris par les troupes françaises et américaines. Des forces polonaises stationnées en Angleterre – marine de guerre et escadrilles d'avions – participent à l'opération. Fin juillet, début août, la 1^{re} Division blindée polonaise, commandée par le général Stanisław Maczek, arrive en Normandie et commence son parcours militaire aux côtés des Alliés sur le sol français.

Général Kazimierz Sosnkowski, commandant en chef des forces armées polonaises, dans un ordre destiné aux marins du contre-torpilleur l'ORP *Błyskawica*

— Je suis extrêmement satisfait d'avoir pu passer deux jours avec vous [lors de l'inspection des 26 et 27 juin] et de découvrir votre travail en mer. La sortie à bord du *Błyskawica* vers les côtes normandes, dans la zone de l'offensive britannique restera pour moi un souvenir impérissable. Je me suis davantage rapproché de vous grâce au travail [commun], j'ai appris à mieux vous comprendre. [...]

Vous venez de remporter la bataille contre une flottille de torpilleurs allemands [lors de la bataille de l'île

d'Ouessant dans l'océan Atlantique dans la nuit du 8 au 9 juin 1944], au cours de laquelle, aux côtés de l'ORP *Piorun* et des torpilleurs britanniques et canadiens, votre navire et votre chef, le commandant [Konrad] Namieśniowski ont joué un rôle important. Seul un quart de la flottille allemande a réussi à s'en sortir indemne, et la moitié repose au fond de la mer. Je suis convaincu que le *Błyskawica* brillera encore par de nombreux exploits au combat [le nom du navire signifie « Éclair » en polonais].

LONDRES, 28 JUIN 1944

Rzeczpospolita Polska czasu wojny. Rozkazy Naczelnego Wodza do żołnierzy 1939–1945, Warszawa 1997.

Général Stanisław Maczek, commandant de la 1^{re} Division blindée

— À chaque instant, sur le navire [transportant les soldats de Grande-Bretagne vers la Normandie], j'avais l'impression que quelqu'un allait vérifier mon billet et demander si j'avais « une couchette » ou bien, de manière désarmante, comme sur les affiches alors à la mode dans toute la Grande-Bretagne : « Is your journey really necessary ? » Votre voyage est-il vraiment nécessaire ?

Une traversée silencieuse, calme, qui dura toute la nuit, depuis l'embouchure de la Tamise [...] jusqu'aux « ports » en acier improvisés sur les plages de Normandie près d'Arromanches. Puis le déchargement systématique avec conduite et prise en charge jusqu'aux lieux de stationnement, qui étaient des parcelles de champs, saccagées par

les chenilles des véhicules des unités précédentes, dépourvues de la moindre verdure, entourées de haies et d'arbres couverts de poussière calcaire.

C'était le 1^{er} août 1944. [...] Tout a commencé au quartier général, comme dans une garnison, par l'étude de cartes et de centaines d'ordres, de règlements et d'addenda. Seules les nuits étaient plus romantiques, éclairées par les « feux de Bengale » des avions allemands et les guirlandes de missiles antiaériens lumineux, car les Allemands n'osaient des raids que la nuit.

ENVIRONS DE CAEN, 1^{ER} AOÛT 1944

Stanisław Maczek, *Od podwody do czołga. Wspomnienia wojenne 1918–1945*, Wrocław 1990.

Stefan Kazimierzczak, soldat du Bataillon de chasseurs de Podhale rattaché à la 1^{re} Division blindée

— Le 1^{er} août au matin, nous avons aperçu au loin les contours de la côte française. Tout au long de la journée, les côtes normandes se sont tantôt éloignées, tantôt rapprochées. Le lendemain, nous nous sommes réveillés assez tôt. Notre navire se trouvait au milieu d'une immense zone pleine à craquer [de toutes sortes d'embarcations] – chalands, vedettes-torpilleurs, bateaux à moteur. Loin de cette agitation, le prince de la flotte de guerre, silencieux mais menaçant avec ses nombreux canons, montait la garde : le cuirassé de Sa Majesté.

Nous avons attendu longtemps pour débarquer. Plus d'un kilomètre nous séparait de la côte française. Des

vagues agitées secouaient les côtés de notre *William Phips*. À 10 heures, un large chaland de débarquement à proue coupée s'approcha du *Phips*. [...] Le chaland emmena les hommes et une partie du matériel, [puis] d'autres ont déchargé le navire les uns après les autres. [...] Il fallut beaucoup de temps aux chalands pour transporter à terre les hommes et le matériel du convoi tout entier, et aux forces opérationnelles des unités, dispersées lors de l'embarquement en Angleterre, pour se regrouper. Peu avant la tombée de la nuit, les unités se mirent en marche vers l'intérieur des terres afin d'organiser un campement pour la nuit. [...]

Dans la nuit du 7 au 8 août, la division se leva d'un bond pour atteindre les terrains au sud de Caen [...]. Le 8 août, tôt dans la matinée, nous traversâmes péniblement la ville de Caen en ruines. Des bulldozers avaient frayé un chemin à travers les décombres. Quelques jours avant l'invasion, la population de Caen avait été avertie par les Alliés au moyen de tracts largués par l'aviation du bombardement prévu de leur ville. Les tracts n'ont pas mentionné la véritable cible du bombardement, au contraire on a dit que celui-ci visait à détruire l'industrie de guerre travaillant pour l'Allemagne. Les Allemands ne pouvaient pas se douter que l'ennemi, en révélant la cible du bombardement, pouvait dévoiler la direction de l'invasion. C'est pourquoi ils ont eux-mêmes veillé à l'évacuation de Caen. Le bluff a fonctionné et la population n'a pas souffert. Très peu de gens sont restés en ville, cachés dans des caves ou à proximité de la ville.

La destruction de Caen était nécessaire, car la ville se trouvait sur la ligne d'invasion et, avec ses infrastructures civiles et économiques intactes, elle aurait constitué un très fort centre de résistance aux divisions britanniques qui débarquaient ici.

CAEN, 8 AOÛT 1944

Stefan Kazimierzak, *Żołnierz losu nie wybierał*, Warszawa 1982.

Maciej Feldhuzen, correspondant de guerre

— Les routes et les chemins encombrés de soldats, des entrepôts dans chaque jardin, dans chaque pré. Travail intense, agitation, rythme effréné, vacarme. Des colonnes interminables de véhicules foncent vers l'intérieur pour prendre leurs positions, jour et nuit. On construit des ponts à toute vitesse, des routes sont tracées, les existantes sont réparées et élargies. Quel progrès extraordinaire fut alors réalisé dans le domaine de la construction routière ! [...]

Aux carrefours, les sapeurs démolissent les maisons abandonnées, les rouleaux compresseurs écrasent jardins et vergers et, comme dans un dessin animé, une petite place, un *roundabout*, apparaît immédiatement [...]. Sur les routes et dans les fossés, des équipes de pionniers travaillent dans des nuages de poussière ou sous une pluie battante.

Puis, à mesure que nous approchons de Caen, nous entrons dans la France la plus durement touchée par la guerre. Ruines et décombres nous accompagneront désormais pendant de longues semaines, sur de longs kilomètres.

La population subit de lourdes épreuves, les enfants sont amaigris et effrayés, la situation alimentaire est désespérée. Chaque geste amical, chaque sourire, chaque signe de la main envoyé dans notre direction depuis le seuil de ces maisons en ruines nous impressionne et nous touche d'autant plus. Chaque cigarette offerte en ces moments est acceptée avec ferveur et gratitude. Chaque morceau de chocolat suscitait un ravissement indescriptible sur les visages des enfants.

C'est ainsi que nous avons avancé à travers la Normandie, chaque village pris n'étant qu'un tas de ruines. Les bombardiers alliés et l'artillerie allemande balayaient de la surface tout ce qui pouvait avoir une quelconque valeur militaire pour les deux camps.

PREMIÈRE MOITIÉ D'AOÛT 1944

Maciej Feldhuzen, *Wojna skończyła się wczoraj*, Bruxelles 1947.

Ksawery Pruszyński, soldat du 10^e Régiment de fusiliers à cheval rattaché à la 1^{re} Division blindée

— Sur la route de Falaise, une longue chaussée bordée d'arbres, des *fellow* Canadiens avançaient déjà ; l'infanterie polonaise de la Division venait de parvenir, en combattant, à la lisière d'une forêt. Mais au-delà de cette lisière, à l'ouest, à gauche de la route de Falaise, un nouveau monde commençait. Des champs. Ils descendaient en pente légère, formant une large vallée pleine de douceur, dont le fond était recouvert de prairies verdoyantes, [contrastant]

avec la blondeur des blés poussant sur ses bords. Le blé normand était beau cette année-là et les conducteurs de chars disaient qu'il était temps de moissonner, car les épis répandaient leurs grains et c'était dommage. Mais il était évident que les moissonneurs faisaient défaut. On voyait des fermes dispersées, isolées, cachées dans les arbres, sans aucun signe de vie. Sur la colline, une petite ville blanche scintillait de l'éclat de son église en ruine. Il n'y avait pas signe de vie à des kilomètres à la ronde.

ENVIRONS DE FALAISE, VERS LE 12 AOÛT 1944

Ksawery Pruszyński, *Wyzwalamy Francję* in *Życie Literackie*,
n° 34/1964.

Général Stanisław Maczek

— Nous avons commencé sur une petite tête de pont en Normandie, étroite et étouffante, un cauchemar qui a duré 14 jours, nous frayant pas à pas un chemin vers la liberté, vers la manœuvre tant attendue. Nos pertes étaient peut-être minimales mais irritantes par rapport aux kilomètres, voire aux mètres gagnés. 1 kilomètre, 3 kilomètres, 500 mètres, et ainsi de suite, tandis que devant nous et sur les côtés, les Allemands étaient retranchés jusqu'aux yeux, avec leurs mines et leurs tirs précis de tous calibres. Nous perdions des hommes ici et là, à l'avant, à l'arrière, au milieu. Le tireur dans le char de tête était tout aussi exposé que son collègue qui réparait l'équipement loin derrière. [...]

Le commandant du [II] Corps canadien [le général Guy] Simonds, qui avait sous ses ordres la division blindée

polonaise, avait l'intention de lancer une attaque frontale avec les deux divisions blindées, polonaise et canadienne, côte à côte, le long de la rive ouest du fleuve Dives, afin de percer les lignes de communication de la 7^e Armée allemande derrière Falaise. Tout en moi s'opposait à une telle utilisation de nos forces, car j'entrevois déjà de longues journées de marche éprouvante à petits pas. Je présentais un autre plan : transférer la division polonaise sur la rive est de la Dives pour effectuer une large manœuvre en terrain montagneux. Un plan risqué, car il exigeait la séparation de nos forces sur le terrain, mais offrant une chance de surprise et de succès total. Il fut immédiatement approuvé, et une action audacieuse du 10^e Régiment de fusiliers à cheval permit, le jour même, de prendre le contrôle des traversées de la Dives près de la ville de Jort. Ce fut la porte d'entrée pour notre manœuvre.

JORT, 15 AOÛT 1944

Przywódcy na wygnaniu przemawiają do Kraju, part 17, émission
de Radio Free Europe du 30 août 1952, www.polskieradio.pl

Ksawery Pruszyński

— Nous devons aller sur Trun, en direction du sud-est, pour couper la retraite aux Allemands, mais n'y sommes jamais arrivés. [...] Nous sommes donc restés sur place. [...] Nous sommes allés enterrer nos morts. Alors, des gens ont accouru des maisonnettes éparpillées aux alentours, apportant des fleurs et des feuillages ; ils se sont agenouillés, les femmes ont prié. « Ne vous inquiétez pas pour eux ici,

disaient-ils, laissez-les-nous et soyez tranquilles. Nous n'oublierons pas leurs tombes, n'ayez pas peur. Ils sont tombés sur notre terre, pour nous. La Normandie se souviendra. »

Après une journée de repos, le régiment se remet en marche, les chars passent devant les tombes laissées au bord de la route, recouvertes de fleurs. Oui, la Normandie se souvient.

Le but sur la carte c'est Chambois, déjà une vraie ville, plus loin, beaucoup plus à l'est. [...] Dans les chars, on vérifie le terrain et les cartes, on mesure les distances. Le régiment fonce à travers champs. Des champs, des vergers, des haies. Des villages déserts comme ceux d'avant, mais parfois, quelques habitants se montrent. Ils n'ont pas tous été expulsés, comme près de Caen. On n'a pas eu le temps. Ils sont restés. Ils observent attentivement et, lorsqu'ils reconnaissent les Alliés, ils les saluent de la main. Mais ces gestes sont encore timides et hésitants. On sent la proximité des Allemands. En effet, les chars qui vont en tête ou qui couvrent les flancs ouvrent le feu à plusieurs reprises. Mais le terrain est tellement masqué que les voisins ne voient pas sur quoi leurs camarades tirent. Ça n'a pas d'importance. Il n'y a pas de véritable résistance. [...]

Il ne faisait plus aussi chaud dans les chars, et c'était important. Ils contournèrent Chambois et commencèrent à arriver de l'est, d'où on les attendait le moins. Les chars roulaient en rangs larges, se resserrant à mesure qu'ils approchaient de leur cible. Soudain, une petite forêt peu dense apparut sur la route. Une forêt. À travers ses arbres,

on apercevait la tour pointue de l'église et les toits gris de Chambois !

ENVIRONS DE CHAMBOIS, 18 AOÛT 1944

Ksawery Pruszyński, *Wyzwalamy Francję*, in *Życie Literackie*, n° 34/1964.

Général Stanisław Maczek

— Pendant trois longues journées et nuits [...], les soldats de la 1^{re} Division blindée polonaise se battirent héroïquement et, malgré leur isolement total, malgré le fait que les munitions devaient être larguées depuis les airs [...] et que la supériorité numérique des Allemands était doublée par leur volonté désespérée de s'accrocher, malgré tout cela, la 7^e Armée [allemande] ne passa pas. Elle dut capituler, laissant derrière elle un champ jonché de cadavres d'hommes et de chevaux, et de matériel.

CHAMBOIS, 20 AOÛT 1944

Przywódcy na wygnaniu przemawiają do Kraju, part 17, émission de Radio Free Europe du 30 août 1952, www.polskieradio.pl

Ryszard Kiersnowski, correspondant de guerre de l'Agence télégraphique polonaise auprès de la 1^{re} Division blindée

— Notre Division mène à nouveau des combats acharnés et sanglants, maintenant une position clé sur la retraite des Allemands. Les restes des divisions allemandes encerclées font des efforts désespérés pour sortir du cul-de-sac. Les Allemands se battent avec l'énergie du désespoir, sans se

préoccuper des pertes. [...] Dans la région de Chambois, les Polonais combattent côte à côte avec les Américains.

En deux jours, nous avons fait 1 270 prisonniers, dont un général, un colonel, deux officiers d'état-major et 22 officiers. Comme nous n'avions pas la possibilité de transporter un nombre aussi important de prisonniers vers l'arrière de nos lignes, nous les avons remis aux Américains contre récépissé.

Chaque Polonais devrait aujourd'hui s'incliner en hommage aux héros de la 1^{re} Division, comme il le fait en hommage aux défenseurs de Varsovie.

CHAMBOIS, 21 AOÛT 1944

Dziennik Polski i Dziennik Żołnierza, n° 199/1944.

Maciej Feldhuzen

— Les Allemands battent en retraite. Les Alliés prennent le contrôle de toute la France à une vitesse record. Alors que les troupes débarquées dans le sud s'emparent rapidement de Grenoble et progressent dans la vallée du Rhône et qu'une grande partie des départements du centre et de l'est sont déjà entre les mains de l'armée nationale française, la retraite allemande dans le nord prend des allures de catastrophe.

Ce qui reste de la 7^e Armée allemande défaite en Normandie se disperse vers l'aval de la Seine. Nos aviateurs signalent des manifestations de panique et d'affolement parmi leurs colonnes sur les routes. Les troupes britanniques, canadiennes, polonaises, belges et néerlandaises avancent vers l'est sur le front allant de la côte jusqu'à L'Aigle, tandis

que les troupes américaines attaquent en direction du nord-ouest le long des rives de la Seine. Il s'agit donc d'une attaque concentrique de plusieurs armées.

Le 1^{er} septembre, jour du cinquième anniversaire du début de la guerre, la retraite allemande se transforme en fuite désordonnée. L'ennemi n'est plus en mesure d'opposer une résistance organisée en France. La poursuite est si rapide qu'à de nombreux endroits, les Allemands semblent complètement pris au dépourvu.

Les Polonais ont traversé la Seine en construisant leur propre pont. Nos sapeurs ont accompli cette tâche en un temps record. À cette époque, on circulait en France et en Belgique sur les ponts « Varsovie », « Lvov », « Vilnius »... Le pont « Varsovie » sur la Seine mesurait 520 pieds de long et a été construit en quelques heures. Le pont « Lvov » sur la Somme mesurait 140 pieds de long. En quelques heures, le pont « Vilnius » a été construit sur le canal de la Lys près de Gand.

Le rythme s'accélère chaque jour. Nous passons par Neufchâtel, pas encore entièrement reconstruite après la guerre, et nous dirigeons vers Abbeville. La division franchit la Somme sur des bateaux, la ville est tombée. Debout au coin de la rue principale d'Abbeville, j'assiste à l'accueil enthousiaste de la première compagnie polonaise par la population, qui lui offre des fruits et du vin. Des drapeaux sont hissés en toute hâte sur les bâtiments.

ABBEVILLE, DÉBUT SEPTEMBRE 1944

Maciej Feldhuzen, Wojna skończyła się wczoraj, Bruxelles 1947.



*Scarborough (Royaume-Uni), deuxième quinzaine de juillet 1944.
Le général Stanisław Maczek (à gauche) et le capitaine T. Wysocki
dans un char Cromwell VII pendant les exercices de la 1re Division
blindée avant le débarquement sur le continent*

CRÉDITS : CZESŁAW DATKA / NAC



Août/septembre 1944. Officiers du génie de la 1^{re} Division blindée près d'un pont flottant construit par leur unité pendant les combats sur le front occidental en France. Une colonne de transporteurs à chenilles britanniques Universal Carrier traverse le pont

CRÉDITS : ARCHIVES IPN



La communauté polonaise en France et les réalités de l'après-guerre

La fin de la Seconde Guerre mondiale n'apporta pas le soulagement tant attendu à la communauté polonaise en France, mais ouvrit au contraire un nouveau chapitre d'incertitudes et la nécessité d'opérer des choix politiques. La question de savoir quelle attitude adopter envers la Pologne gouvernée par les communistes devint essentielle. La France reconnut officiellement le gouvernement de Varsovie dès juillet 1945. De nombreux membres de la minorité polonaise en France, issus des milieux ouvriers et socialistes, ont accueilli les changements d'après-guerre en Pologne avec un optimisme prudent. D'autres, principalement issus de l'intelligentsia, des milieux catholiques et des sympathisants du gouvernement polonais à Londres, ont gardé leurs distances vis-à-vis du nouveau régime. Des tensions et des divisions sont apparues au sein de la communauté polonaise, dont les membres se trouvaient confrontés à la nécessité de prendre des décisions d'une importance cruciale pour leur vie : rester en France ou retourner en Pologne.

Bronisław Szneliński, ouvrier

— Les salaires [à la sortie de la guerre] étaient maigres, au début, c'était difficile de survivre avec ça, et tout était rationné. Je devais faire huit kilomètres à pied pour aller au boulot, alors tout ça m'a lassé et j'ai voulu partir en Pologne illico. Mais ils ont commencé à diffuser des propagandes, disant que si tu allais en Pologne, le Russe t'enverrait en Sibérie comme prisonnier – alors je me suis senti stupide

et je ne savais plus quoi faire ni qui écouter. Mon pays et ma famille me manquaient beaucoup. Plus d'une fois je me suis assis et j'ai chialé comme un môme : à quoi bon je souffre autant dans ce monde, la guerre est finie et je ne peux pas rentrer chez moi. À cause de tout cela, de ce désespoir, je me suis mis à boire. Je ne pouvais pas me faire comprendre en français, et ça rendait les choses encore plus difficiles pour moi.

LORRAINE, MILIEU DE L'ANNÉE 1945

Pamiętniki emigrantów 1878–1958, Warszawa 1960.

Marcin Bugzel, mineur

— La guerre nous avait épuisés physiquement et matériellement. Malgré nos efforts, les enfants souffraient de malnutrition. Leurs sous-vêtements, leurs vêtements et leurs chaussures étaient dans un état pitoyable. Ceux qui avaient un peu d'argent avant la guerre, qu'ils avaient économisé en prévision d'une maladie ou pour s'assurer une vieillesse plus confortable, se retrouvaient sans le sou à la fin de la guerre. C'est dans cette situation que je me suis retrouvé avec ma famille. Je suis revenu à la case départ, à la différence près que j'étais désormais un homme âgé, malade, sans la force physique nécessaire pour tout recommencer à zéro. [...]

Immédiatement après la fin des hostilités, la mine dans notre localité a commencé à fonctionner à plein régime. Malgré mes cinquante ans et quelques, j'ai encore

joué des coudes pour être mineur de fond et gagner quelques sous, car la vieillesse me talonnait. Cependant, je n'étais plus capable de supporter le rythme du travail à la tâche. Abattre du charbon exigeait beaucoup d'efforts musculaires et un bon souffle. Je ne produisais plus beaucoup et je gagnais donc peu. Je n'avais pas d'autre choix, je devais me retirer du front de taille et dire adieu à la perspective d'une vieillesse plus facile. [...] Je suis passé au travail de nuit [...].

Nous avons souffert de la faim pendant l'occupation et nous avons souffert de la faim après. Mais maintenant, il n'était même plus possible de chaparder. [...] Avant, on travaillait pour la guerre. À présent, on travaillait pour effacer ses conséquences. L'objectif a changé, mais on exigeait toujours la même chose de nous, toujours plus vite et toujours plus. Et pourtant, nous avons gagné la guerre ! [...]

Immédiatement après la guerre, toutes les nouvelles en provenance de Pologne étaient accueillies avec beaucoup de curiosité et d'intérêt. On se réjouissait que la Pologne soit à nouveau libre et indépendante, mais encore plus qu'un gouvernement d'ouvriers et de paysans ait été formé. [...] Les anciens rêvaient secrètement de retourner dans leur village natal et de finir leur vie tranquillement, en profitant de leur pension étrangère. [...]

Des réunions et des rassemblements étaient organisés, on discutait, on se disputait et, parfois, ce qui était plus tragique, on en venait aux mains. Trois attitudes se sont clairement dégagées. L'une était résolument en faveur

de la Pologne et des changements qui s'y étaient produits. [...] La deuxième tentait de sous-estimer les changements dans le pays et se servait de l'argument de la dix-septième république comme repoussoir [cette attitude traduit la crainte que la Pologne ne soit annexée par l'URSS comme une nouvelle république soviétique]. Une partie des mineurs venait aux réunions pour écouter, réfléchir aux arguments, se faire une opinion sur les orateurs et sur la situation réelle au pays. Spirituellement, elle était favorable à la nouvelle Pologne, mais, forte de son expérience, elle hésitait et attendait de voir la suite. [...] Une division s'est opérée dans ma famille. Une partie des enfants poussait pour partir, les autres voulaient rester. Ma femme nous exhortait à attendre.

BASSIN MINIER DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Pamiętniki emigrantów 1878–1958, Warszawa 1960.

Antoś Cielak, journaliste, dans l'hebdomadaire de la diaspora polonaise *Polska Wierna*

— Cher frère ! [...] Pour vivre, j'ai besoin de la terre polonaise, plus que du pain, et des forêts polonaises et du murmure des rivières polonaises. [...]

Tu vois, toutes les nations qui ont combattu ensemble contre un même ennemi se gouvernent aujourd'hui elles-mêmes, personne ne les occupe, personne ne modifie leurs frontières, personne ne leur prend leurs terres, personne ne leur impose de gouvernement. Ils disent : « Nous avons

gagné la guerre ». Et alors nous, François, mon gars, nous l'avons perdue ? Nous, les Polonais, nous étions pourtant dans le même camp, les mêmes bombes allemandes ont détruit nos maisons, nos églises, nos usines et ont incendié nos villages et nos villes. Les mêmes balles allemandes ont fait tomber par milliers nos soldats polonais. [...]

Pourquoi notre pays est aujourd'hui occupé par une armée étrangère ? François, mon gars, pour l'amour de Dieu, pourquoi ils nous prennent aujourd'hui nos biens, pourquoi les troupes étrangères arrêtent nos hommes, violent nos sœurs, nos femmes et nos mères ? François, l'amertume ne te remonte pas dans la gorge, tu n'as pas envie de maudire le monde entier pour ce crime commis sur le corps vivant de notre Patrie, ton poing ne serre pas pour frapper à la tête tous ceux qui te disent que les libérateurs sont entrés dans le pays ?

PARIS, 6 JANVIER 1946

Polska Wierna, n° 1/1946.

Antoni Taront, mineur

— Dans les hameaux, ça bougeait beaucoup, car un parti appelé les Lublinowcy [faction de l'émigration polonaise reconnaissant le gouvernement communiste de Varsovie] a émergé, avec à son service des propagandistes assez malins. Naturellement, ils avaient un terrain d'action favorable. Le gouvernement de Londres était accablé par toutes les erreurs de l'avant-guerre. Ils savaient peindre

l'avenir en couleurs vives grâce à la terminologie communiste. [...]

L'heure du départ pour la Pologne était venue. Une partie des émigrants s'était inscrite pour rentrer. On chargeait tous leurs biens sur des camions et on les emmenait à la gare, d'où un transport était organisé. L'ambiance était mitigée : certains portaient sereinement, d'autres, influencés par la propagande, exprimaient certains regrets pour le non-respect des droits, l'exploitation, etc. [...] Personne dans notre famille n'avait l'intention de partir.

NORD DE LA FRANCE

Antoni Taront, *Wspomnienia polskiego emigranta z północnej Francji*, Wrocław–Warszawa–Kraków 1994.

Extrait d'un article paru dans l'hebdomadaire *Sztandar Polski* destiné aux émigrés polonais

— Beaucoup parmi ceux qui partent se retrouveront pour la première fois de leur vie sur le sol polonais. L'environnement dans lequel ils s'installeront leur sera souvent étranger. De même, leurs intérêts ne seront pas toujours compris [...]. C'est pourquoi, avant leur départ, alors qu'ils sont encore en France, ils doivent savoir dans quelles localités ils se rendront et sous quelles conditions. Il faut leur remettre une attestation écrite certifiant que la question de leur pension de vieillesse et d'invalidité a été réglée de manière équitable.

PARIS, 17 MARS 1946

Sztandar Polski, n° 11/1946.

Jan Leja, ouvrier

— J'ai été le premier à oser écrire quelques mots à mes parents en Pologne, et j'ai immédiatement reçu une réponse. D'autres ont suivi mon exemple, mais pas tous. Depuis, l'envie de regagner le pays a commencé à naître chez certains. Trois d'entre eux sont tout de suite allés voir les autorités consulaires polonaises à Lyon, d'où ils ont été immédiatement rapatriés en Pologne. Ceux qui sont restés ont pensé que c'était suicidaire, sans comprendre qu'il s'agissait plutôt du contraire, mais tout le monde était d'accord que rester à Saint-Jean-de-Maurienne n'avait aucun sens.

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, AVRIL 1946

Pamiętniki emigrantów 1878–1958, Warszawa 1960.

Marian Naszkowski, attaché militaire de la Pologne à Paris

— Après de longs efforts, un accord a finalement été négocié avec le gouvernement français, en vertu duquel des transports massifs de mineurs du nord de la France vers la Pologne devaient être organisés. [...] Les mineurs polonais en France ne vivaient pas si mal. Avec leurs camarades français, ils avaient obtenu toute une série d'avancées sociales et bénéficiaient d'une législation du travail leur accordant nombre de garanties et d'avantages. Cependant, certaines formes de discrimination, bien que peu spectaculaires, étaient pratiquées. Les Polonais, malgré tout,

gagnaient souvent moins que les Français pour un travail de valeur égale. Et surtout, ils étaient affectés aux tâches les plus pénibles. [...] La communauté des mineurs se sentait, dans une large partie, fortement attachée à son ancien pays. [...]

Les mineurs en partance étaient visiblement émus. Ils avaient accroché des banderoles sur les parois des wagons : « Nous retournons dans notre patrie, que nous avons quittée en exilés », « Nous retournons aider notre pays ». Les drapeaux blanc et rouge flottaient harmonieusement aux côtés des drapeaux tricolores français. Bien sûr, l'opération de rapatriement a ensuite commencé pour de bon. De nombreux convois de rapatriés, pas seulement de mineurs, quittaient la France pour la Pologne.

PARIS

Marian Naszkowski, *Paryż–Moskwa. Wspomnienia dyplomaty (1945–1950)*, Warszawa 1986.

Marian Bugzel

— En 1946, un convoi a été organisé pour ramener au pays les premiers rapatriés. Des lettres ont commencé à arriver. Elles décrivaient les conditions de logement et de travail. Le problème le plus grave concernait les salaires, qui étaient inférieurs à ceux pratiqués en France, mais on se consolait en se disant que cette question serait bientôt réglée. Dans leurs lettres, les mineurs de la génération intermédiaire et la plus ancienne exprimaient leur satisfaction d'être enfin sur le sol polonais, de se sentir chez

eux, de ne plus avoir à produire une carte d'identité, de ne plus voir leur affaires réglées par les administrations sur la base de leur statut d'autochtones ou d'étrangers.

La jeune génération de mineurs [après son départ pour la Pologne] soit trouvait un emploi dans les mines, soit était affectée à des tâches administratives. [...]

Toutes ces nouvelles, plus ou moins positives, faisaient rapidement le tour de notre quartier. Elles suscitaient toutes sortes de commentaires. Certains affirmaient que créer de telles opportunités pour la jeune génération d'émigrés rapatriés n'était qu'une manœuvre tactique visant à attirer un plus grand nombre dans le pays. Mais plus tard, « ils en auront tellement pris pour leur grade qu'ils reviendront à genoux en France. Mais il sera déjà trop tard ». C'était un argument sérieux, même s'il reposait uniquement sur des suppositions. Dans le milieu des mineurs émigrés, qui n'avaient jamais rien reçu de bon de leur patrie, il était difficile de le contredire. Un deuxième argument venait renforcer le premier : « Si tu n'es pas satisfait, ils feront de toi un gardien d'ours blancs » [pour dire : être envoyé de force en Sibérie ou dans le Nord de l'URSS].

L'habitude jouait également un rôle important dans la décision de ne pas partir. Les gens disaient qu'ils n'auraient pas la force de commencer une nouvelle vie, de s'habituer à de nouvelles conditions qui pourraient ne pas être meilleures.

BASSIN MINIER DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Pamiętniki emigrantów 1878–1958, Warszawa 1960.

Extraits d'un article paru dans *Sztandar Polski*

— Les autorités varsoviennes actuelles, en décidant d'enregistrer un demi-million d'émigrés en France, ont dû se baser non pas sur des besoins administratifs, mais sur des considérations politiques. [...] Il n'est pas difficile de deviner qu'une telle procédure sera réalisée à l'aide d'un marquage imperceptible des certificats d'enregistrement. Les simples mortels ne seront pas en mesure de le remarquer, mais les consuls initiés verront d'un seul coup d'œil si c'est un Polonais docile et bien-pensant, c'est-à-dire un citoyen de première classe, qui se présente au consul pour une affaire, ou si c'est un « ennemi du peuple » voire même un « fasciste » qui se glisse dans la file et qui sera traité, lors du traitement de son dossier, en fonction de ses « mérites » et de sa catégorie. [...]

Personne ne peut être dupe de l'enregistrement en cours et de ses subtilités de marquage, que de petits employés du régime provisoire de Varsovie tentent d'imposer aux émigrés polonais en France. La liberté d'un exilé en France ne peut être garantie que par le refus de se présenter à l'enregistrement, qui n'est utile à aucun citoyen polonais et qui sert uniquement à l'administration de M. [le président du Conseil national du Peuple Bolesław] Bierut pour classer secrètement les Polonais dans différentes catégories policières.

PARIS, 10 JUILLET 1946

Sztandar Polski, n° 41/1946.



Villard-de-Lans, juin 1945. Défilé des élèves du lycée polonais Cyprian Norwid avant la messe dominicale, à l'occasion de la visite des représentants de l'ambassade de Pologne et de la section parisienne de la Croix-Rouge polonaise

CRÉDITS : ARCHIVES DE L'HISTOIRE ORALE DE LA MAISON DES RENCONTRES AVEC L'HISTOIRE



*France, 1950. Mineurs lisant
un journal syndical publié en
Pologne. Le titre proclame :
« L'unité, condition essentielle
de notre victoire »*

CRÉDITS : EYEDea / WILLY RONIS / RAPHO



L'Institut Littéraire

La maison d'édition Instytut Literacki est fondée en 1946 à Rome par Jerzy Giedroyc et ses collaborateurs. Dès le début, sa mission consiste à maintenir la continuité de la culture nationale et un lien vivant avec la culture européenne.

En 1947, l'Institut littéraire vend son imprimerie à Rome et s'installe dans la région parisienne afin d'être plus proche du centre de l'émigration polonaise. Ainsi, malgré les nombreuses difficultés que cela implique, commence son existence autonome qui sera celle du plus important centre de pensée indépendante pour la Pologne de la seconde moitié du XX^e siècle. Cela se fera au moyen de livres imprimés et traduits par les soins de l'Institut, mais surtout grâce à la publication – sans interruption, pendant plus de 50 ans – du mensuel *Kultura* qui deviendra une plateforme de dialogue, lieu où la culture polonaise contemporaine sera formée et d'où elle sera relayée. Le titre de la revue sera d'ailleurs à jamais associé à l'Institut lui-même.

Au moment du transfert vers la France, sera définie la composition en cercle restreint du personnel de l'Institut littéraire qui changera très peu au cours des années de fonctionnement de celui-ci. En 1947, elle est la suivante : Jerzy Giedroyc, Zofia Hertz, Gustaw Herling-Grudziński et Zygmunt Hertz.

Gustaw Herling-Grudziński, écrivain, éditorialiste, cofondateur de l'Institut Littéraire

— L'Institut était une grande chose – j'étais pleinement conscient de l'ampleur de la tâche dont Giedroyc s'était

chargée. Lorsque nous avons décidé de ne pas retourner en Pologne, le problème « que faire ? » s'était posé à nous. L'Institut Littéraire était une réponse pratique. *Kultura*, la revue que j'avais proposée (y compris le nom), était aussi une réponse. Au début, Giedroyc n'était pas emballé par mon idée, mais il s'est finalement laissé convaincre et a même signé avec moi, en tant que corédacteur, le premier numéro de *Kultura* publié à Rome. Bien sûr, cela ne change rien au fait que cette entreprise, qui s'est développée de manière remarquable, doit être considérée comme son œuvre presque exclusive.

ROME, 1946

Gustaw Herling-Grudziński, *Najkrótszy przewodnik po sobie samym*,
Kraków 2000.

Jerzy Giedroyc, rédacteur, juriste, éditeur, journaliste, homme politique et militant de l'émigration, fondateur de l'Institut Littéraire

— L'Institut n'a pas été fondé en tant qu'entreprise privée, mais en tant qu'organisme militaire. Il était alors composé de Zofia et Zygmunt Hertz, Gustaw Herling-Grudziński, Władysław Wąchała, Tadeusz Siuta, professeur agrégé, scientifique extrêmement intéressant et fantasque ; ces deux derniers nous ont quittés en cours de route. [...]

Le projet de création d'une revue est né de discussions entre Gustaw, Zosia et moi. Je crois que c'est moi qui en ai trouvé le nom. À l'origine, *Kultura* devait être une

carte de visite, une fleur à la boutonnière, et était conçue en conséquence comme un trimestriel plutôt purement littéraire. Nous avons préparé le premier numéro avec Gustaw. Mais ce qui nous importait vraiment, c'étaient les livres. J'avais moi-même dressé la liste de nos premières publications, avec une aide conséquente de Zosia. Les deux premières positions de cette liste avaient un caractère de programme : *Le Livre de la nation polonaise et des pèlerins polonais* de Mickiewicz, qui, en raison du ton péremptoire de l'introduction [écrite] par Gustaw, sont devenus notre manifeste, et *Prometeusze* de Stanisław Szpotański, un livre qui montrait que la vie en exil est extrêmement difficile et a souvent une fin tragique.

1946

Jerzy Giedroyc, *Autobiografia na cztery ręce*, sous la direction de Krzysztof Pomian, Warszawa 1994.

Gustaw Herling-Grudziński dans l'avant-propos au *Livre de la nation polonaise et des pèlerins polonais*, une publication de l'Institut Littéraire

— L'actualité du *Livre de la nation polonaise et des pèlerins polonais* est par instants terrifiante. Cette petite « brochure », comme l'a appelée Mickiewicz dans sa lettre à Garczyński, qui dans sa première version était intitulée *Le catéchisme des pèlerins polonais*, lue, 114 ans après avoir été rédigée, par la nouvelle émigration, inquiète au premier abord par son acuité douloureuse, difficile et toujours insurmontable. Est-ce qu'à nouveau les mots exprimant la

plus extrême réprobation à l'adresse « des gouvernements et des cuistres français et anglais », « des marchands et commerçants des deux peuples, assoiffés d'or et de papier, envoyant de l'argent pour accabler la liberté », allaient nous rester en travers de la gorge ? Faudrait-il à nouveau, après plus d'un siècle de sujétion et de liberté, dans le passage de la *Litanie des Pèlerins*, « Par le martyr des soldats soumis au knut par les Ruskoffs à Kronstadt » remplacer « Kronstadt » par « Katyń » et « soumis au knut » par « assassinés d'une balle dans la nuque » ?

L'actualité du *Livre* est cependant non seulement effrayante, elle est aussi – et peut-être même dans une mesure incomparablement plus grande – instructive. Le temps qui sépare la première édition parisienne de ce petit livre de la présente édition romaine n'a pas été qu'un passage indifférent et insignifiant de faits, d'événements et d'expériences. Aujourd'hui, alors que nous contemplons avec crainte l'irréversibilité de la roue de l'histoire, nous sentons bien que si le principe même du « pèlerinage pour la liberté » n'a pas changé, nous le remplissons désormais d'un contenu tout différent. Plus riches que nos 10 000 prédécesseurs de l'époque du *Livre*, car nous avons connu le phénomène sans précédent de pèlerinage contemporain de masse, il nous faut veiller à ce qu'il ne soit pas seulement l'expression de « l'orgueil militaire de ne pas se rendre à l'ennemi » (Pigoń), mais qu'il se transforme en un mouvement socio-politique au sein duquel tous les exilés européens des « zones d'influence » retrouveront leur

dignité politique et une fidélité non mensongère aux idéaux sociaux. *Le Livre de la nation polonaise et des pèlerins polonais* n'est donc plus un décalogue de préceptes et d'actions ; il est plutôt une revendication poétique visant à supprimer, dans une « Europe illégale » (Norwid), une sphère d'intérêts réels pour ces Européens qui, rêvant du murmure de leurs fleuves natals dans les camps militaires et les baraques de l'UNRRA, savent vraiment pourquoi il ne faut pas rentrer.

ROME, JUIN 1946

Gustaw Herling-Grudziński, « *Księgi narodu i pielgrzymstwa polskiego* » na nowej emigracji, in: Adam Mickiewicz, *Księgi narodu polskiego i pielgrzymstwa polskiego*, Rzym 1946.

Extrait de l'introduction au premier numéro de *Kultura*

— *Kultura* souhaite faire prendre conscience aux lecteurs polonais qui, ayant choisi l'émigration politique, se sont retrouvés hors des frontières de leur patrie, que le cercle culturel dans lequel ils vivent n'est pas un cercle éteint.

Kultura souhaite toucher les lecteurs polonais au pays et renforcer leur conviction que les valeurs qui leur sont chères ne se sont pas effondrées sous les coups de la force brutale.

Kultura veut rechercher dans le monde occidental cette « volonté de vivre sans laquelle l'Européen mourra, comme sont mortes autrefois les classes dirigeantes des anciens empires ».

ROME, JUIN 1947

Kultura, n° 1/1947.

Zofia Hertz, notaire, cofondatrice de l'Institut Littéraire et la plus proche collaboratrice de Jerzy Giedroyc

— Notre *credo*, on l'a mis dans l'article de tête. Il n'a pratiquement pas changé par la suite. Nous soulignons le fait que la culture en exil était la continuation de la culture dans le pays, que nous ne voulions pas rompre le contact avec le pays et que la culture polonaise était indissociable de la culture occidentale européenne. Dès le début, l'orientation de notre activité vers le pays a été pour nous essentielle.

Iza Chruślińska, *Była raz Kultura... Rozmowy z Zofią Hertz*, Lublin 2003.

Extrait de la note annonçant le premier numéro de *Kultura* dans le *Bulletin polonais de Rome*

— En voyant le titre, le lecteur cherche involontairement dans le trimestriel quelque chose qui a trait à la culture polonaise. Mais après avoir feuilleté en vain les pages de la revue, il revient à la préface pour y trouver l'explication de la mission de celle-ci. Il est peut-être juste que les rédacteurs se soient fixé pour objectif de trouver et de mettre en évidence dans la culture occidentale les éléments importants pour la vie de notre nation, qui est et qui se sent liée à l'Occident. Pourvu que nous ne perdions pas notre individualité et notre attachement à notre identité nationale.

Le trimestriel *Kultura*, d'un niveau littéraire uniformément élevé, offre un répit face à la propagande,

à l'actualité trop brûlante, à la politique sous toutes ses formes. Il contient des articles polonais et étrangers dans les domaines de la sociologie, de la philosophie, de la littérature, de l'art, ainsi que des œuvres littéraires originales et des traductions.

ROME, JUIN 1947

Biuletyn Polski w Rzymie, juin 1947.

Jerzy Giedroyc

— Au départ, sachant que l'armée et les émigrés étaient de grands lecteurs, nous voulions appuyer les activités de l'Institut sur la publication de livres. Mais lorsqu'il s'est avéré que dès le moment où les gens cessaient de toucher une solde relativement élevée et devaient chercher du travail, ils réduisaient avant tout leurs dépenses culturelles, nous avons dû changer complètement d'orientation. J'espérais toutefois qu'une revue remplacerait les livres, car elle serait moins chère et plus efficace. Une revue offrait également la possibilité d'influencer le Pays, ce qui m'importait beaucoup dès le début. Quoi qu'il en soit, à la fin de notre séjour à Rome, *Kultura* était devenue notre priorité absolue et par conséquent elle a changé de formule : du magazine trimestriel, elle est devenue un mensuel, et d'un magazine littéraire, un magazine généraliste consacrant une large place à la politique et aux questions sociales.

Jerzy Giedroyc, *Autobiografia na cztery ręce*, sous la direction de Krzysztof Pomian, Warszawa 1994.

General Władysław Anders, commandant du II^e Corps, commandant en chef et inspecteur général des Forces armées polonaises à l'Ouest, dans une lettre adressée à Jerzy Giedroyc

— Conformément au procès-verbal de la conférence sur l'Institut Littéraire à Rome, qui s'est tenue le 19 mai dernier, point 2, j'approuve la composition suivante du personnel de l'Institut Littéraire transféré à Paris:

Giedroyc Jerzy – chef de l'Institut,

Hertz Zofia – secrétaire,

Herling-Grudziński Gustaw – conseiller littéraire et coéditeur de *Kultura*,

Hertz Zygmunt – administrateur.

LONDRES, 27 AOÛT 1947

Lettre du général Anders du 27.08.1947 portant sur le transfert de l'IL à Paris, in : archives de l'Association IL *Kultura*

Zofia Hertz

— Les raisons [de notre déménagement à Paris] furent multiples. Tout d'abord, la concurrence commençait à devenir trop forte. Nous pensions pouvoir gagner notre vie en imprimant des livres religieux. [...] Jerzy [Giedroyc] s'était même rendu avec Tadzio Siuta, qui parlait très bien italien, chez le cardinal Montini, futur pape Paul VI, pour lui demander s'il serait possible d'obtenir un peu d'argent du Vatican pour financer ce projet. Mais il les a seulement bénis, sans leur donner d'argent.

De plus, nous étions déjà en 1947 [...]. La solde de l'armée avait pris fin, la plupart d'entre eux [les soldats] se sont trouvés dans une situation financière difficile. L'achat de livres était donc souvent impossible pour eux. Les livres ne se vendaient plus. La question de la suite s'est posée à nous.

Il y avait encore un troisième aspect à toute cette affaire : Rome c'était la province. Tout ce qui concernait la Pologne se passait à Londres et à Paris. À cette époque, de nombreux Polonais venus de Pologne ont commencé à affluer vers Paris et la ville est peu à peu devenue un centre polonais. Mais nous, c'était le pays qui nous intéressait. De plus, [Józef] Czapski se trouvait à Paris à cette époque et pouvait nous aider un peu sur place.

1947

Iza Chruślińska, *Była raz Kultura... Rozmowy z Zofią Hertz*,
Lublin 2003.

Jerzy Giedroyc dans ses lettres à Józef Czapski

— Notre situation, surtout la mienne est pratiquement désespérée. Hier, j'ai enfin réussi à joindre Kazio [Wiśniowski, chef d'état-major du II^e Corps] pour une discussion sérieuse. Il considère les procès-verbaux [relatifs au transfert de l'Institut Littéraire vers Paris] comme nuls et nonavenus et la liquidation de l'Institut comme inévitable. La motivation en est double : 1° Il faut de l'argent pour financer un journal quotidien en France. Il [Wiśniowski] dispose de 5 000 francs et voudrait y ajouter les fonds de l'Institut [...]. Mes arguments *contre* le journal l'ont impressionné,

mais de manière assez superficielle. 2° Tout le monde en France réclame de l'argent – rien ne fonctionne là-bas. [...] J'en ai retiré l'impression que c'était la crainte ressentie face à ces types réclamant de l'argent qui prévalait et que le vieux voulait un peu de répit en leur balançant les fonds de l'Institut à la figure. Tu peux imaginer comme je me suis battu avec eux. Je n'ai d'ailleurs pas avancé d'arguments personnels. Résultat : tout sera décidé lors de la conférence de lundi chez Czarus [Władysław Anders].

LONDRES, 31 AOÛT 1947

— Władek [Anders] est clairement indécis et ne sait pas trop quoi faire. [...] Kazio [Wiśniowski] déclare qu'il me traite, ainsi que l'Institut, avec toute sa bienveillance, mais qu'il n'est pas convaincu de son importance primordiale dans une situation financière aussi difficile et sans espoir d'amélioration.

J'ai expliqué finalement qu'il était inadmissible de changer constamment de décision, que des frais considérables avaient déjà été engagés, que le rôle culturel et politique de l'Institut était quand même énorme et que Czarus ne devait pas supprimer cette nuance de son répertoire, car cela le déchargeait des accusations de militarisme et de fascisme, que je n'avais finalement pas gaspillé d'argent et que j'avais travaillé pour avoir des choses à faire garanties pendant deux ans, quelle que soit la conjoncture. J'ai également souligné que je voyais le travail de l'Institut en étroite collaboration avec toi et que l'arrivée de l'Institut

[à Paris] allait te renforcer. J'ai résumé le travail politique français qui serait le nôtre. Évaluant (pense à quel point je mens) la situation générale comme étant celle d'avant-guerre (en invoquant tes relations étroites avec de Gaulle), j'ai déclaré que le plus important était désormais le travail politique, et non pas social, et j'ai alors avancé le concept des Français d'origine polonaise. [...]

En résumé : les chefs ont décidé de te remettre quand même l'argent dont ils disposent. [...] Mercredi, les deux généraux ont une conférence avec [le général Karol] Masny, je devrais avoir la décision jeudi. Voilà comment se présente la situation. [...] Je tiens simplement à te faire remarquer qu'il vaut mieux réfléchir si c'est bien la peine que tu y sois si fortement impliqué. Ta position auprès d'eux est plutôt solide et les chefs n'ont pas l'intention de vous liquider. En te battant pour l'Institut ou pour moi, tu risques d'affaiblir inutilement ta position.

LONDYN, 1^{ER} SEPTEMBRE 1947

Jerzy Giedroyc, Józef Czapski, *Listy 1943-1948*, sous la direction de Rafał Habielski, Warszawa 2023.

Zofia Hertz

— De toute notre équipe, seuls moi-même, Zygmunt et Jerzy allions déménager à Paris. [...] Comme durant la période précédant le déménagement Jerzy était à Londres, Zygmunt et moi étions seuls pour tout liquider.

Nous n'emportons aucun meuble, à l'exception du fauteuil club préféré de Zygmunt, mais nous devons

transférer toute la bibliothèque. Nous avons dès lors commencé à rassembler les livres, les caisses de papiers, les documents, les machines à écrire et les effets personnels de Jerzy. Précautionneux comme à son habitude, Zygmunt a obtenu des Anglais non seulement un wagon-lit pour nous, mais aussi un wagon spécial pour le transport des objets et des livres.

Nous sommes arrivés le jour de la plus grande grève générale de l'histoire de la France. Tout était à l'arrêt. Nous avons trouvé refuge dans un petit hôtel du Quartier Latin, rue des Deux Ponts. Mais pour peu de temps.

PARYŻ, 13 OCTOBRE 1947

Iza Chruślińska, *Była raz Kultura... Rozmowy z Zofią Hertz*, Lublin 2003, pp. 45-46.

Jerzy Giedroyc

— Nous sommes arrivés à Paris en tant que militaires. Ce n'est que bien plus tard, en 1948, probablement au dernier moment, que nous nous sommes fait démobiliser à Calais. Nous avons essayé de repousser autant que possible notre retour à la vie civile, car l'armée nous procurait non seulement une solde, mais aussi des rations alimentaires. [...]

Nous sommes arrivés à trois : Zosia, Zygmunt et moi. Wąchała et Siuta s'étaient déjà séparés de nous pour poursuivre leur vie de leur côté. Gustaw, qui était marié, a décidé de ne pas venir à Paris et il est parti en Angleterre pour rejoindre le Corps de formation [le Corps polonais de

formation et de déploiement]. Nous nous sommes quittés en très bons termes.

Jerzy Giedroyc, *Autobiografia na cztery ręce*, sous la direction de Krzysztof Pomian, Warszawa 1994.

Zofia Hertz

— Il s'est très vite avéré que l'argent que nous avions apporté ne suffirait pas pour acheter un appartement qui pourrait également nous servir de bureau, car il ne resterait alors plus assez d'argent pour notre activité. Les prix de l'immobilier étaient déjà très élevés. C'est alors que Józio Czapski nous est venu en aide.

Józio [...] était à Paris depuis 1945, envoyé là-bas par Anders en tant que directeur de la représentation polonaise du II^e Corps et du ministère de l'Information. C'est à cette époque que Józio a notamment fait la connaissance du général de Gaulle et a renoué avec André Malraux, une connaissance d'avant la guerre. Ses contacts se sont avérés utiles par la suite et ont aidé *Kultura*.

[...] Il y avait pas mal de Polonais à Paris [...]. Ils avaient loué une maison près de Paris, à Maisons-Laffitte, pour y entreposer des denrées alimentaires. Ils n'utilisaient que les caves, le reste de la maison, très endommagé, était libre. Józio lui-même vivait quelque part à Paris, dans une chambre de location.

Józio, voyant nos problèmes, nous a proposé de reprendre à son établissement le bail de la maison. C'est cette maison qui était devenue notre premier siège, nous y avons

vécu jusqu'en 1954. On l'appelait maison Kornej, c'est-à-dire située avenue Corneille. [...]

Lorsque nous y sommes venus pour la première fois, les bras nous en sont tombés à la vue de ce qu'il y avait là. [La maison] avait été terriblement endommagée par les Allemands. Encadrements des fenêtres et des portes arrachés, saleté partout, restes de feu dans le salon, une partie de la maison en ruine. Nous avons retroussé nos manches et nous nous sommes mis à nettoyer. Nous avons emménagé dès le premier jour, le 31 octobre 1947. Nous avons passé la première nuit tous les trois, moi, Zygmunt et Jerzy en maillot de bain, à récurer la maison. Nous n'avions en effet nulle part où dormir ni où poser nos affaires. Pour vous donner une idée de l'état dans lequel se trouvait la maison, sachez que ce n'est qu'au bout de quelques mois que nous avons découvert qu'il y avait une cuisine dans cette bâtisse.

Iza Chruślińska, *Była raz Kultura... Rozmowy z Zofią Hertz*, Lublin 2003.

Jerzy Giedroyc

— Au début de notre séjour, les relations en France étaient très déplaisantes. Le NKVD enlevait des gens dans la rue et il y avait un camp contrôlé par les Soviétiques près de Paris. Les autorités militaires polonaises m'ont même conseillé, lors de ma démobilisation, de falsifier moi-même mes papiers pour assurer ma sécurité, en changeant mon lieu de naissance de Minsk Lituanien contre Varsovie, ce que j'ai fait. *L'Humanité* communiste a publié une photo

de la maison où se trouvait le bureau de Czapski, en marquant d'une croix les fenêtres derrière lesquelles se cachaient, a-t-on expliqué, « les fascistes de l'armée Anders ». À Maisons-Laffitte, il n'y eut aucune manifestation. Mais la méfiance et la suspicion régnaient. Nous n'avions pas de problèmes avec la mairie. Mais la police s'intéressait à nous. Lors du nettoyage de la maison en ruine de la rue Corneille, nous avons cherché à nous faire aider. Une femme s'est présentée, qui s'est avérée très travailleuse, mais qui, ce qui a attiré notre attention, était terriblement curieuse et posait sans cesse des questions. Cela a commencé à nous déplaire, mais un jour, elle ne s'est pas présentée au travail. Nous ne savions pas ce qui lui était arrivé jusqu'à ce que Zygmunt [Hertz] la rencontre au commissariat, où il était allé régler quelque chose. Il s'est avéré qu'elle était femme de ménage là-bas et qu'on l'avait envoyée chez nous.

Mais ce fut le seul incident de ce genre. Nous n'avons pas eu à subir la malveillance ou le harcèlement de la part des autorités françaises. Nous bénéficions même d'un certain soutien. Lorsque Miłosz a choisi la liberté et s'est installé chez nous [en 1951], la police craignait qu'il ne soit enlevé et nous a accordé une protection temporaire. L'administration française ne nous a jamais reproché de violer le droit d'asile. Elle s'est toujours comportée de manière très correcte et très bienveillante à notre égard. [...]

Le deuxième numéro de *Kultura*, le premier à sortir à Paris, fut imprimé sans nous, avec l'aide de l'ingénieur Piaskowski, qui avait prétendu s'y connaître. Nous lui avons donné les textes avant notre départ de Rome et il les avait remis à l'imprimerie de Władysław Langzam. Ce numéro fut d'ailleurs une catastrophe, car, faute de correcteur, il fourmillait d'erreurs.

MAISONS-LAFFITTE, FIN 1947

Jerzy Giedroyc, *Autobiografia na cztery ręce*, sous la direction de Krzysztof Pomian, Warszawa 1994.

Jerzy Giedroyc dans une lettre à Waław Zbyszewski, journaliste et chroniqueur de l'émigration

— J'espère que tu as déjà reçu le nouveau numéro de *Kultura*. Je suis très mécontent de celui-ci, surtout sur le plan technique. Malheureusement, tout est tombé durant la période de grèves et l'imprimerie m'a soit fait un sale coup, soit elle a saboté le travail en imprimant sans faire de corrections et en me mettant devant le fait accompli. J'aurais pu refuser, mais cela aurait retardé le numéro d'un mois, et moi je souhaite sortir régulièrement à partir de janvier en tant que mensuel.

MAISONS-LAFFITTE, 17 DÉCEMBRE 1947

Jerzy Giedroyc, Waław A. Zbyszewski, *Listy 1939–1984*, sous la direction de Rafał Habielski, Warszawa 2021.



*Maisons-Laffitte, 1952. Devant la porte de la maison avenue Corneille (de gauche à droite) :
Zygmunt Hertz, Maria Czapska, Zofia Hertz, NC, Józef Czapski, NC*

CRÉDITS : INSTITUT LITTÉRAIRE KULTURA



Maisons-Laffitte, 1955. Henryk Giedroyc et Jerzy Giedroyc avec le chien Black

CRÉDITS : INSTITUT LITTÉRAIRE KULTURA



L'affaire Robineau

En novembre 1949, André Robineau, jeune employé du consulat de France à Szczecin, est arrêté à l'aéroport de Varsovie. Cela suffit pour déclencher une avalanche : notes de protestation, représailles diplomatiques, campagnes de presse des deux côtés du rideau de fer et enfin procès-spectacle à Szczecin. Les journaux français parlent d'accusations sans fondement et d'« aveux » forcés, la presse polonaise voit en Robineau le visage d'une intrigue impérialiste, les autorités en appellent à la population pour qu'elle reste vigilante face à l'ennemi. Dans la salle de la philharmonie de Szczecin transformée en salle d'audience, un spectacle politique se déroule : aux côtés du jeune diplomate, d'autres personnes comparaissent à la barre des accusés, procureurs et propagandistes désirant faire de ce procès un affrontement entre le « camp de la paix » et « l'agression impérialiste ».

Le scandale autour de Robineau devient le symbole d'une époque où tout contact avec l'Occident pouvait être suspect et où la diplomatie cessait de faire le pont entre les nations. Pour la France, c'est la preuve que la Pologne populaire agit comme un vassal de Moscou. Pour les autorités de la République populaire de Pologne, c'est l'occasion de renforcer la mobilisation interne et de montrer que la vigilance des « masses laborieuses » est la meilleure des armes. L'arrestation et le procès de Robineau aggraveront pour longtemps la méfiance entre la France et la Pologne et marqueront le début d'un refroidissement durable des relations entre les deux pays.

Extraits d'un article paru dans le *Le Monde* :

— On sait maintenant, par une note officielle remise samedi à l'ambassadeur de France à Varsovie, que M. Robineau, fonctionnaire du consulat français à Szczecin (ex-Stettin), a été arrêté à Varsovie le 18 novembre, « au moment même où il cherchait à quitter le territoire polonais par avion ».

La note déclare :

« M. Robineau a avoué son activité d'espionnage et sera traduit en jugement devant un tribunal de la République polonaise ».

Puis elle poursuit :

« Ainsi qu'il découle des documents en possession des autorités polonaises, l'activité d'espionnage est exercée également par les membres de l'ambassade française ci-après : MM. Aymar de Brossin de Mère et Ferdinand Reneaux. Ceci a été confirmé tant par les dépositions de M. Robineau que par celles d'autres personnes qui ont été entraînées dans les activités d'espionnage par les employés français. Le gouvernement polonais rappelle qu'il y a cinq mois déjà ont été arrêtés pour activité d'espionnage des employés du consulat français de Wroclaw, qui seront traduits en jugement. »

« Le gouvernement polonais exige que MM. Aymar de Brossin de Mère et Fernand Reneaux, démasqués comme s'étant livrés à des activités d'espionnage, quittent immédiatement le territoire de la République polonaise. »

Le gouvernement français s'élève contre ces accusations.

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré ce matin que le gouvernement français s'élevait

hautement contre les accusations portées par le gouvernement polonais contre M. Robineau, accusations que l'on qualifie de 'dénuées de tout fondement' ».

22 NOVEMBRE 1949

Le gouvernement polonais demande le rappel de deux membres de l'ambassade de France in Le Monde, 22 novembre 1949.

Roman Łyczywek, avocat

— En arrivant [rue] Małopolska [au siège du Service régional de sécurité publique à Szczecin], j'en ignorais complètement la raison. Là, on m'a triomphalement montré le dernier numéro du journal, avec pour titre « Robineau arrêté ». Je l'ai lu, [...] je ne sais rien de ce Robineau, je n'ai jamais entendu ce nom de ma vie. [...] Pendant 7 jours et 7 nuits, j'ai été interrogé sans interruption, sans aucune interruption.

SZCZECIN, NOVEMBRE 1949

Agata Rokicka, Rozmowy nieuczesane. Odcinek dziewiąty: Sprawa Robineau – konsekwencje, émission radiophonique, Polskie Radio Szczecin, 22 mai 2022.

Krystyna Łyczywek, romaniste, traductrice de littérature française

— [Lors d'une perquisition à mon domicile], parmi mes livres reliés en demi-cuir, ils [ont pris des volumes de] Voltaire et en ont arraché les fac-similés de ses lettres pour les utiliser comme preuve de mon espionnage.

SZCZECIN, NOVEMBRE 1949

Agata Rokicka, Rozmowy nieuczesane. Odcinek dziewiąty: Sprawa Robineau - konsekwencje, émission radiophonique, Polskie Radio Szczecin, 22 mai 2022.

Extraits d'un article paru dans Życie Olsztyńskie

— Selon les informations qui affluent depuis hier au ministère des Affaires étrangères, une vaste opération policière est menée en France contre des citoyens et des organisations démocratiques polonais qui ont apporté une contribution considérable à la libération de la France. [...] Le gouvernement polonais attend la libération immédiate des fonctionnaires et des citoyens polonais arrêtés. Dans le cas contraire, le gouvernement polonais se réserve le droit de prendre les mesures qu'il jugera justifiées et nécessaires.

26 NOVEMBRE 1949

Akt brutalnej represji za aresztowanie szpiega. Olbrzymia akcja policyjna we Francji przeciw obywatelom i organizacjom polskim. Stanowczy protest Rządu R. P., in Życie Olsztyńskie, n° 326, 26 novembre 1949.

Extraits d'un article paru dans Le Monde

— On apprenait hier soir l'expulsion de Pologne d'un auxiliaire de l'ambassade de France : M. Deleau. Ce matin le ministère français de l'intérieur annonce l'arrestation d'une cinquantaine de citoyens polonais, dont bon nombre seront sans doute reconduits à la frontière, ainsi que la dissolution de différentes organisations de Polonais émigrés favorables au gouvernement de Varsovie. On leur reproche leur ingérence dans la politique intérieure française. [...] les mesures annoncées ce matin illustrent la tension actuelle des relations franco-polonaises ;

on sait que cette tension a déjà provoqué l'interruption des négociations commerciales prévues entre les deux pays, pour ne pas parler du préjudice grave subi par nos ressortissants arrêtés en Pologne ou expulsés de ce pays. [...] D'autre part, à la suite de l'examen des documents saisis au cours des précédentes opérations dans les milieux polonais de France, un certain nombre d'organisations polonaises vont être prochainement dissoutes. [...] Toutes ces organisations, qui ont leur siège central à Paris, ont été convaincues d'avoir couvert en dehors de leurs statuts légaux des activités qui constituent une intrusion dans les affaires intérieures françaises.

13 JANVIER 1950

DISSOLUTION de plusieurs organisations polonaises. De nouvelles expulsions sont prévues, in Le Monde, 13 janvier 1950.

Zofia Piniak, habitante de Szczecin

— Les troupes du KBW [Corps de sécurité intérieure] surveillaient jour et nuit cette philharmonie [où avait lieu le procès], à l'extérieur comme à l'intérieur, et il s'est avéré que ce serait justement le tribunal militaire qui jugerait l'espion Robineau et tous ceux qui l'avaient aidé. Tout le monde était curieux de savoir comment cela se déroulait, ce qui s'était passé et pourquoi. Je travaillais alors dans la société des eaux et toutes les grandes entreprises devaient déléguer un de leurs employés pour rendre compte chaque jour de ce qui se passait lors de ce grand procès-spectacle. Et c'est moi qui ai été choisie,

je ne sais pas pourquoi. [...] [Robineau] était charmant, jeune, beau, séduisant. Szczecin le connaissait – il aimait rouler vite à moto.

SZCZECIN, FÉVRIER 1950

Jolanta Rudnik, *Zdrajca czy bohater*, émission radiophonique, Première chaîne de la Radio polonaise, 18 novembre 2016.

Extraits de l'acte d'accusation lu par Alfred Janowski, lieutenant-colonel, président du collège des juges

— Du 18 au 23 novembre 1949, les autorités chargées de la sécurité publique ont démantelé un réseau d'espionnage français composé de plus de 100 personnes, opérant dans le nord-ouest de la Pologne, suite à quoi ont été arrêtés, entre autres : Robineau André, fonctionnaire du consulat français à Szczecin, Druet Gaston, citoyen français, « Sokół » Klimczak Bronisław, Blausztejn alias Borkowski Zbigniew, Pielacki Stefan ainsi qu'un employé de l'Institut français à Szczecin, Rachtan Kazimierz. [...] Sous le couvert de l'exercice de leurs fonctions officielles, ils ont mené depuis déjà longtemps une vaste opération d'espionnage, dirigée contre la sécurité et les intérêts vitaux de l'État polonais, et réalisée pour le compte de centres préparant, contre les intérêts de toutes les nations, y compris la nation française, de nouvelles machinations criminelles de guerre. Le réseau d'espionnage français en Pologne couvrait l'ensemble du territoire national, le centre d'espionnage situé à l'ambassade

de France à Varsovie ayant des antennes régionales dans tous les consulats de Pologne.

SZCZECIN, 6 FÉVRIER 1950

Agata Rokicka, *Rozmowy nieuczesane. Odcinek dziewiąty: Sprawa Robineau – konsekwencje*, émission radiophonique, Polskie Radio Szczecin, 22 mai 2022.

Extrait d'un article paru dans *Trybuna Ludu*

— Faisant sa déposition le premier jour du procès des agents des renseignements français devant le Tribunal militaire régional de Szczecin, l'accusé André Robineau a reconnu sa culpabilité énumérant une série de représentants diplomatiques et consulaires français en Pologne qui ont mené des activités d'espionnage, obtenant notamment les plans du chantier naval d'Elbląg qui, comme on le sait, s'est trouvé victime d'un sabotage de grande envergure. Robineau a témoigné de l'échange d'informations d'espionnage effectué sur le territoire polonais entre les services de renseignements britanniques et français, et les détails sensationnels des instructions d'espionnage qu'il a révélés ont montré que le gouvernement français se préparait depuis longtemps déjà à un conflit diplomatique avec la Pologne. Ces témoignages ont réfuté les thèses avancées par la France selon lesquelles ce conflit trouvait son origine dans l'arrestation en Pologne de l'espion Robineau.

SZCZECIN, 6 FÉVRIER 1950

Szpieg André Robineau przyznaje się do winy przed Sądem Wojskowym w Szczecinie in Trybuna Ludu, n° 39, 8 février 1950.

Kazimierz Golczewski, lieutenant-colonel, procureur, représentant de l'accusation, dans son réquisitoire

— Haute Cour, le renforcement de la vigilance renforce le front de la paix et sape la formation de l'agression impérialiste. Le procès en cours contribue à démasquer les activités criminelles des impérialistes, à mobiliser les autorités et la société polonaises, à accroître la vigilance, et contribue ainsi à la lutte pour la paix. Que votre verdict soit sévère et juste, citoyens juges, car seul un tel verdict peut être la réponse de l'État populaire au crime des accusés, car seul un tel verdict est attendu par les masses laborieuses des villes et des campagnes, car seul un tel verdict sera compris par les masses laborieuses du peuple français.

SZCZECIN, 10 FÉVRIER 1950

Sprawa Robineau. Tym procesem w czasach stalinowskich żyła cała Polska i Francja, Polskie Radio, 14 février 2024.

Wanda Odolska, journaliste, dans une émission de la Radio polonaise

— Un service d'espionnage fasciste et agressif a eu besoin de personnes sûres, et celles-ci ne pouvaient être recrutées que dans un certain milieu. Dans une internationale cosmopolite [composée] de fascistes, de bandits, de gardes blancs, de renégats, de collaborateurs et de nazis. Il fallait bien trouver un endroit où placer cette bande ignoble, ces taupes à l'intérieur d'une société saine. Klimczak les a placées dans la section de l'Union polonaise des anciens

prisonniers politiques à Słupsk. Il y a introduit plus de 300 provocateurs, des Volksdeutsche [...], de la racaille pourrie, une armée de combattants du front fasciste, faciles à mobiliser pour l'espionnage et la diversion, pour des actions sous la direction atlantique de monsieur Robineau.

11 FÉVRIER 1950

Agata Rokicka, *Rozmowy nieuczesane. Odcinek dziewiąty: Sprawa Robineau – konsekwencje*, émission radiophonique, Polskie Radio Szczecin, 22 mai 2022.

Extrait d'un article paru dans *Le Monde*

— Le tribunal militaire de Szczecin a rendu ce matin son verdict dans l'affaire du « réseau d'espionnage » français en Pologne du nord-ouest. André Robineau a été condamné à douze ans de prison, peine plus sévère que celle que l'on prévoyait généralement. Gaston Druet s'est vu infliger dix ans de prison. Pielakt, condamné à la prison perpétuelle, sauve sa tête - seul Klimczak est condamné à mort. - Blaustein Borkowski et Rachtan devront faire le premier quinze ans, le second huit ans de prison.

14 FÉVRIER 1950

Douze ans de prison à Robineau, in *Le Monde*, 14 février 1950.

Zofia Piniak, une habitante de Szczecin

— Je me souviens de lui [Bronisław « Sokół » Klimczak], mais surtout de sa mère. Quand la sentence de mort a été prononcée contre cet homme, sa mère, vêtue d'un vatnik, qui

se trouvait loin, car les familles étaient placées tout au fond [de la salle], a joint les mains et s'est traînée à genoux jusqu'à la table des juges, suppliant : « Mon fils n'est pas coupable, mon fils n'est pas un ennemi ». [...] Elle sanglotait affreusement. Un grand silence s'est installé dans la salle. Cela m'a tellement marquée que je ne peux toujours pas en parler calmement. Elle a continué à crier mais on l'a relevée et fait sortir.

14 FÉVRIER 1950

Jolanta Rudnik *Zdrajca czy bohater*, reportage radiophonique pour la Première chaîne de la Radio polonaise, 18 novembre 2016.

Extraits d'un article paru dans *Ilustrowany Kurier Polski*

— Le procès de Szczecin a fait plus que démasquer et compromettre plusieurs diplomates français en Pologne qui, profitant de leurs privilèges diplomatiques pour mener des activités illégales portant atteinte aux intérêts vitaux de la Pologne populaire, organisaient et dirigeaient un réseau d'espionnage à caractère clairement agressif. Non seulement il a révélé toute l'ignominie et la perfidie de la politique du gouvernement français actuel, qui, sur ordre des impérialistes anglo-saxons, mène une vaste campagne hostile tant au peuple polonais qu'aux intérêts du peuple français, mais il a aussi démontré le lien étroit entre les faits révélés lors du procès de l'espion Robineau et les plans agressifs élaborés dans le cadre du pacte atlantique et les tentatives de démantèlement du camp de la paix, qui gagne chaque jour en puissance.

Le procès Robineau a en outre dévoilé devant les masses laborieuses de Pologne les méthodes sournoises utilisées par les espions impérialistes pour obtenir les informations dont ils ont besoin. Il a montré à quel point la vigilance dans chaque secteur de la vie professionnelle, politique et sociale est décisive pour notre indépendance, notre existence, notre développement et notre progrès.

17 FÉVRIER 1950

*Po procesie Robineau in Ilustrowany Kurier Polski, n° 48,
17 février 1950.*

**Stanisław Gajewski, diplomate, ambassadeur
de la République populaire de Pologne en France
dans les années 1954-1961**

— Depuis 1949, date du scandale absurde et amplifié à l'extrême autour du consul français arrêté à Szczecin,

accusé d'espionnage présumé, les relations polono-françaises étaient dans un état déplorable. Je ne serai pas loin de la vérité en disant qu'à l'époque les autorités de Varsovie n'avaient rien à proposer à la France en dehors d'une action [dans l'esprit] de la guerre froide. Ainsi, pour les autorités françaises de l'époque, mais aussi pour de nombreux segments de l'opinion publique de ce pays, façonnée par la presse et la radio (la télévision n'en était qu'à ses débuts), la Pologne populaire apparaissait simplement comme un vassal de l'Union soviétique, dépourvu de toute autonomie en matière de politique étrangère et totalement dépendant également dans les affaires intérieures. De toute façon, l'intérêt pour la Pologne, traditionnellement limité en France à certaines élites, était à cette époque réduit à son minimum.

Robert Jarocki, Pięć minut ambasadora. Rozmowy ze Stanisławem Gajewskim, Warszawa 1993.



*Szczecin, 7 février 1950. Procès du présumé réseau
d'espionnage français d'André Robineau*

CRÉDITS : KAŁUSZYNER / CAF / PAP



Szczecin, 10 février 1950. André Robineau sur le banc des accusés

CRÉDITS : KEYSTONE PICTURES USA / ZUMAPRESS.COM / FORUM



Les réactions à l'Octobre polonais

Le dialogue franco-polonais durant la première moitié des années 1950 reste tributaire d'un contexte plus large que constituent les relations franco-soviétiques, la réalité de la guerre froide et la confrontation entre l'Est et l'Ouest. La propagande de l'URSS mettant en avant un discours de paix fait prévaloir dans les cercles politiques français l'idée que la menace venant de Moscou s'atténue, d'autant plus que la gauche française et les gaullistes en voient une plus grande dans la RFA. Le dégel soviétique, initié par le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique Nikita Khrouchtchev, ainsi que la doctrine de la « coexistence pacifique » qu'il proclame, sont bien accueillis en France. Les changements politiques survenus en Pologne en octobre 1956 n'apportent pas de modifications sensibles aux relations franco-polonaises : malgré la sympathie d'une partie de l'opinion publique pour la nouvelle équipe au pouvoir à Varsovie, il n'est pas question d'une véritable ouverture d'un pays envers l'autre.

Stanisław Gajewski, diplomate

— On n'avait plus d'ambassadeur depuis plusieurs années déjà. En 1950, [...] Jerzy Putrament, connu pour être un passionné de bridge et dépourvu de toute ambition diplomatique, a été rappelé de Paris. Il a alors pris le poste de secrétaire général de l'Union des écrivains polonais, qui semblait à tous égards plus important que la direction

de l'ambassade en France. [...] Przemysław Ogrodziński, un excellent diplomate, était chargé d'affaires [à Paris]. [...] La situation était particulière : il occupa cette fonction pendant plusieurs années [de juillet 1952 jusqu'au printemps 1954], car pour diverses raisons, les autorités polonaises à Varsovie n'arrivaient pas à se décider sur la nomination d'un ambassadeur.

[...] Les relations franco-polonaises [après l'affaire Robineau] étaient dans un état déplorable. [...] En dehors d'agir dans l'esprit de la guerre froide, les autorités de Varsovie n'avaient rien à proposer à la France. Ainsi, pour les autorités françaises de l'époque, mais aussi pour de nombreux segments de l'opinion publique locale [...], la Pologne populaire apparaissait simplement comme un vassal de l'Union soviétique, dépourvu de toute indépendance en matière de politique étrangère et totalement dépendant également dans les affaires intérieures. De toute façon, l'intérêt pour la Pologne, traditionnellement limité en France à certaines élites, était alors réduit à son minimum. La presse communiste manifestait un certain intérêt, mais celui-ci était de nature spécifiquement idéologique. [...]

Jusqu'à la fin de 1953 environ, les autorités polonaises à Varsovie menèrent une propagande agressive à l'encontre de la France, rendant à la presse française la pareille pour ses qualificatifs traitant la Pologne de vassal de la Russie soviétique, avec des accusations du style : « les gouvernements bourgeois français sont les laquais de Wall Street »,

« la bourgeoisie française vend les intérêts du peuple français aux banquiers américains pour un plat de lentilles ».

VARSOVIE

Robert Jarocki, *Pięć minut ambasadora. Rozmowy ze Stanisławem Gajewskim*, Warszawa 1993.

**Przemysław Ogrodziński, chargé d'affaires
de la République populaire de Pologne (PRL)
à Paris, dans une note destinée au ministère
des Affaires étrangères**

— Il faut [selon l'ambassadeur de l'URSS à Paris, Sergueï Vinogradov] convaincre la France que la coopération soviéto-française en général, et en particulier le pacte d'alliance existant entre la France et l'URSS, constituent pour la France la meilleure défense contre la résurgence du militarisme allemand. [...] L'Amérique est loin, l'Union soviétique est beaucoup plus proche – l'alliance franco-soviétique constitue un rempart absolument efficace contre le danger allemand.

PARIS, 23 OCTOBRE 1953

Maria Pasztor, *Między Paryżem, Warszawą a Moskwą. Polityczne uwarunkowania stosunków polsko-francuskich w latach 1953-1956* in *Dzieje Najnowsze*, n° 2/2002.

**Édouard Daladier, président du Groupe
de la Gauche républicaine à l'Assemblée nationale,
dans un entretien avec Przemysław Ogrodziński,
après son retour de Pologne**

— La Pologne est un pont entre la France et la Russie.

Le rapprochement de la France avec la Russie est plus facile à réaliser sur fond de rapprochement franco-polonais, étant donné que joue en France le facteur psychologique de l'amitié traditionnelle avec la Pologne ; cela contribuerait à vaincre les réticences antisoviétiques. Or, le renouvellement de l'alliance avec l'URSS est actuellement ce dont la France a le plus besoin en matière de politique extérieure.

PARIS, 12 DÉCEMBRE 1953

Pierre-Frédéric Weber, *Édouard Daladier en Pologne (décembre 1953). Chronique des contacts officiels franco-polonais sur la question allemande et la CED in Allemagne d'aujourd'hui*, n° 187, 2009.

**Przemysław Ogrodziński dans une note adressée
au ministre des Affaires étrangères**

— Il faut [selon Vinogradov] exploiter toutes les voies menant à un rapprochement entre la France et l'Union soviétique, et le rapprochement franco-polonais [selon lui] est globalement utile à la politique de paix.

PARIS, 15 DÉCEMBRE 1953

Maria Pasztor, *Między Paryżem, Warszawą a Moskwą. Polityczne uwarunkowania stosunków polsko-francuskich w latach 1953-1956* in *Dzieje Najnowsze*, n° 2/2002.

**Stanisław Gajewski, ambassadeur de la RPP
en France**

— Les Français ne manifestent pas d'intérêt massif pour la culture d'autres pays et d'autres peuples, à moins qu'il ne s'agisse de la culture des plus grandes puissances

mondiales. [...] La Pologne n'avait rien pour impressionner le Français moyen. [...] Le Français moyen ne sait pas grand-chose de la Pologne.

PARIS, 1955

Robert Jarocki, *Pięć minut ambasadora. Rozmowy ze Stanisławem Gajewskim*, Warszawa 1993.

**Pierre de Leusse, ambassadeur de France
en RPP, dans son rapport destiné au ministère
des Affaires étrangères**

— Le rêve et la quête [polonaise] d'indépendance devront être mis en veilleuse ; la ligne actuelle sera sans aucun doute maintenue, mais la libéralisation du système ne progressera pas davantage.

VARSOVIE, 22 MARS 1956

Marcin Kula, *Paryż, Londyn i Waszyngton patrzą na Październik 1956 r. w Polsce*, Warszawa 1992.

**Christian Pineau, ministre français des Affaires
étrangères, en réponse à une question du
quotidien *Express Wieczorny* sur les orientations
des relations franco-polonaises**

— La coexistence, voire le rapprochement entre l'Occident et l'Orient, devraient s'exprimer à ce premier stade de deux manières : par le développement des échanges économiques et culturels entre l'Occident et l'Est, et par la recherche commune de moyens d'assurer un désarmement général, réel et contrôlé.

La France [...] attache une importance particulière au maintien d'excellentes relations avec la Pologne, aux côtés de laquelle elle a maintes fois combattu pour la liberté des peuples et des individus. Aussi différents que soient nos régimes politiques actuels, nous pouvons trouver un terrain d'entente dans le respect de la personnalité de nos deux nations.

VARSOVIE, 30 MARS 1956

Express Wieczorny, n° 78/1956.

**Józef Cyrankiewicz, Président du Conseil des
ministres, dans son discours devant la Diète**

— L'année passée a sans aucun doute été marquée par une offensive accrue des forces de la paix. [...]

Il ne faut toutefois pas sous-estimer les tendances et les efforts des cercles impérialistes les plus agressifs pour poursuivre leur politique menée « de la position de force ». Le climat qui règne aujourd'hui dans le monde n'est toutefois pas propice aux déclarations de ce genre. Il stimule en revanche ceux qui souhaitent une réelle amélioration des relations internationales et qui aspirent à ce que la coexistence devienne une réalité durable et universelle.

Parmi ces déclarations positives en faveur de l'apaisement des tensions internationales, il convient de citer celles des hommes d'État français [...]. Nous accueillons leurs paroles avec une joie particulière, d'autant plus

qu'elles ont été prononcées par des responsables politiques d'un pays avec lequel nous unissent des liens traditionnels et profonds de sympathie et une communauté de destin politique dans le passé, un pays avec lequel nous avons souhaité entretenir non seulement des relations formelles, mais aussi amicales et cordiales. Cela est conforme à la fois à la raison d'État polonaise et au sentiment national polonais.

VARSOVIE, 23 AVRIL 1956

*Sprawozdanie Stenograficzne VIII sesji Sejmu Polskiej
Rzeczypospolitej Ludowej w dniach od 23 do 28 kwietnia 1956 r.,
Biblioteka Sejmowa.*

Stanisław Gajewski dans un rapport destiné au ministère des Affaires étrangères

— Même après Suez [tensions provoquées par la nationalisation en juillet 1956 par le gouvernement égyptien du canal appartenant à la Grande-Bretagne et à la France], sa politique [celle de Christian Pineau] à l'égard de « l'Est », et de la Pologne en particulier, n'a pas subi le moindre changement. Au contraire, un rapprochement accru avec la Pologne ne peut que l'aider dans sa situation personnelle, qui devient de plus en plus difficile.

PARIS, 7 AOÛT 1956

*Maria Pasztor, Między Paryżem, Warszawą a Moskwą. Polityczne
uwarunkowania stosunków polsko-francuskich w latach 1953–1956
in Dzieje Najnowsze, n° 2/2002.*

Extraits d'un article paru dans le quotidien

L'Est éclair

— La Pologne vit des heures dramatiques. Les anti-stali-niens paraissent l'avoir emporté sur les « durs » qui avaient pourtant été soutenus par les dirigeants soviétiques venus en force du Kremlin. Les décisions prises par le Comité Central du parti communiste polonais n'ont pas encore été annoncées, mais il est certain que Monsieur [Władysław] Gomułka, le Tito polonais [en 1948, le dirigeant yougoslave Josip Broz Tito rompit les relations avec Moscou, proclamant une politique de « voie indépendante vers le socialisme »], est redevenu, après sept ans d'exclusion, de prison et de disgrâce, le numéro 1 du régime communiste polonais. En effet, après le départ de Messieurs [Nikita] Khrouchtchev, [Viatcheslav] Molotov, [Lazare] Kaganovitch et [Anastase] Mikoïan [de Varsovie, où ils ont séjourné les 19 et 20 octobre, obtenant l'assurance que le nouveau gouvernement maintiendrait les relations existantes avec Moscou], il a prononcé devant le Comité Central un discours programme de deux heures et demi, au cours duquel il a sévèrement critiqué la politique pratiquée ces dernières années par les « pro-russes ». Il a également tracé avec netteté les limites de la collaboration russo-polonaise et a affirmé, comme Tito, que les « voies du socialisme » pouvaient être différentes. [...]

Ces heures tendues, la Pologne les a vécues sous la menace d'une intervention des troupes russes et des

troupes polonaises pro-russes commandées par le maréchal Rokossovski (pro-soviétique). C'est d'ailleurs pour exiger le maintien du maréchal au Politburo que les dirigeants soviétiques ont fait le voyage express Moscou-Varsovie.

TROYES, 22 OCTOBRE 1956

L'Est éclair, n° 3403, 1956.

Extraits d'un commentaire du quotidien

Libération Champagne

— Les événements de Pologne ont été suivis, à Paris, avec un énorme intérêt et l'on prévoit, dans les milieux compétents, qu'ils pourront avoir à longue échéance des conséquences extrêmement importantes sur la situation internationale en général. On prévoit, à Paris, que Monsieur Władysław Gomułka, agissant en véritable homme d'État, devra tenir compte des réalités de la situation et reprendra les négociations avec l'URSS. On ne prévoit donc pas que la diplomatie polonaise puisse prendre des positions très divergentes de celles de l'URSS. Néanmoins, on attache à Paris une très grande importance au fait que le gouvernement d'un pays de démocratie populaire puisse affirmer son indépendance à l'intérieur même du bloc soviétique. En fin de compte, la position de l'URSS elle-même pourrait se trouver renforcée, le jour où elle possédera des alliés véritables et non des satellites.

TROYES, 23 OCTOBRE 1956

Libération Champagne, n° 3454, 1956.

Guy Monod, premier consul de l'ambassade de France à Varsovie, dans son rapport

— Aussi étroite que puisse être la marge dans laquelle les Polonais peuvent exercer leurs libertés, le fait de la reconnaître comme indispensable à la construction du socialisme est quelque chose de nouveau, voire de révolutionnaire. L'importance du changement de méthode après des années d'oppression stalinienne a été comprise par la grande majorité de la population, même par les non-communistes. Cela explique le soutien qu'elle a apporté à Gomułka au premier moment, qui fut décisif. La question reste de savoir si les Polonais seront en mesure de se contenter de ce premier pas ou s'ils tenteront bientôt d'aller plus loin, leur tempérament pouvant les inciter à choisir cette seconde option.

VARSOVIE, 30 OCTOBRE 1956

Marcin Kula, *Paryż, Londyn i Waszyngton patrzą na Październik 1956 r. w Polsce*, Warszawa 1992.

Stanisław Gajewski

— En France [après Octobre, j'ai ressenti] une grande malveillance de la part du Parti communiste français, qui m'a complètement boycotté. Ils ne me serraient pas la main. Au début, ils ont considéré Gomułka comme un traître.

En revanche, [Charles] de Gaulle [qui s'était retiré de la vie politique en 1955] était fasciné par la personnalité de Gomułka. Il disait : c'est un vrai Polonais, un homme qui s'oppose aux Russes, un homme qui a libéré [de l'internement] le cardinal [primat de Pologne Stefan] Wyszyński,

un homme qui, tout en maintenant le système et l'alliance actuels, veut de vrais changements. D'ailleurs, d'une manière générale de Gaulle disait avec beaucoup d'admiration que les Polonais s'étaient montrés si raisonnables qu'ils avaient réussi à éviter un bain de sang comme à Budapest [où l'insurrection anticomuniste avait été réprimée dans le sang par l'armée soviétique au début du mois de novembre].

PARIS

Jacek Kubiak, Iwona Kubiak-Burszta, *De Gaulle, Polska i dyplomacja epoki Października. Rozmowa ze Stanisławem Gajewskim in Zeszyty Historyczne*, cahier 92, 1990.

Extraits d'un commentaire du quotidien *La République Nouvelle*

— Après trois jours d'entretien avec les dirigeants soviétiques, les dirigeants polonais ont quitté Moscou hier soir. Messieurs Gomułka et Cyrankiewicz, au nom du parti ouvrier unifié et du gouvernement polonais, ont signé avec Monsieur Khrouchtchev et le maréchal [Nikolaï] Boulganin [président du Conseil des ministres de l'URSS], au nom du parti communiste et du gouvernement de l'URSS, une déclaration commune sur les relations entre les deux pays et l'appréciation qu'ils portent sur la situation internationale.

Les accords soulignent un très net rapprochement des deux nations. Les dettes de la Pologne à l'URSS sont éteintes et un crédit très important est ouvert à la Pologne.

Les deux parties ont examiné les questions relatives au stationnement des troupes soviétiques sur le territoire polonais.

TOURS, 19 NOVEMBRE 1956

La République Nouvelle, n° 3662, 1956.

Maurice Dejean, ambassadeur de France en URSS, dans son rapport

— La Pologne a acquis une certaine liberté dans le domaine de la politique intérieure ; elle reste toutefois fortement dépendante de l'Union soviétique, à laquelle son destin est lié de diverses manières.

MOSCOU, 23 NOVEMBRE 1956

Marcin Kula, *Paryż, Londyn i Waszyngton patrzą na Październik 1956 r. w Polsce*, Warszawa 1992.

Éric de Carbonnel, ambassadeur de France en République populaire de Pologne, dans son rapport

— Je ne pense pas que nous trouvions déjà face à une crise vraiment grave. Certes, une nouvelle détérioration de la situation économique pourrait y conduire, mais pour l'instant, des facteurs contraires sont également à l'œuvre : le sentiment d'avoir retrouvé la liberté, un accord avec l'Église, la prudence du cardinal et la grande popularité dont jouit encore M. Gomułka. Le maintien de ce dernier à la tête des masses polonaises dépend toutefois

de la mesure dans laquelle il partage leurs aspirations. Or, Gomułka est avant tout un homme du Parti, peut-être même plus orthodoxe que ne le pensent ceux qui le soutiennent. Il n'est pas exclu qu'il soit lui-même déjà suffisamment inquiet du danger que représente, à ses yeux, un libéralisme excessif du point de vue du PZPR [Parti ouvrier unifié polonais]. En dehors du Parti, Gomułka est soutenu dans l'attente des changements qu'il introduira sur la nouvelle voie vers le socialisme, mais sa popularité découle en grande partie plus de l'attente du changement que du socialisme lui-même.

La position de Gomułka pourrait finalement se trouver menacée par la situation défavorable de la Pologne au sein du camp socialiste. Les problèmes qui surgissent dans ce contexte, dont seule l'élite est pour l'instant consciente, pourraient inciter M. Gomułka à adopter à l'égard de Moscou une position défavorable à sa cote de popularité dans un pays où l'antisoviétisme restera l'un des principaux éléments du syndrome local.

VARSOVIE, 14 JANVIER 1957

Marcin Kula, *Paryż, Londyn i Waszyngton patrzą na Październik 1956 r. w Polsce*, Warszawa 1992.

Stanisław Gajewski

— Lorsque le Dégel est arrivé, l'intérêt pour notre culture a grandi [en France]. À cette époque, même si les Français ne connaissaient pas du tout, ou seulement superficiellement, l'œuvre des auteurs polonais qui [y]

venaient, ils manifestaient au moins de la bonne volonté et de la curiosité.

PARIS

Robert Jarocki, *Pięć minut ambasadora. Rozmowy ze Stanisławem Gajewskim*, Warszawa 1993.

Extrait des instructions du ministre des Affaires étrangères Christiana Pineau données à Éric de Carbonnel

— Gajewski avait déjà été informé en juin que si la visite de M. Cyrankiewicz à Paris avait lieu, elle ne pourrait porter que sur le développement des relations économiques et culturelles entre la Pologne et la France. Ce point de vue n'a pas changé. Ni les problèmes de la frontière occidentale de la Pologne, ni [...] la sécurité et le désarmement ne pourraient faire l'objet de discussions officielles. Il s'agit là de questions de politique générale qui ne sauraient être abordées [...].

[...] Le gouvernement polonais doit se rendre compte que toute tentative d'aborder officiellement ces sujets est prématurée et ne peut aboutir à des résultats positifs. Nous ne refusons toutefois pas d'entendre son opinion sur les questions qui l'intéressent. Il existe une voie appropriée pour atteindre cet objectif, à savoir des discussions diplomatiques et confidentielles. [...] Sur les questions culturelles, M. Gajewski a fait comprendre que son gouvernement avait subordonné la résolution de la plupart des problèmes litigieux à un règlement satisfaisant [...].

Il lui a été répondu qu'il existait de nombreuses institutions culturelles polonaises en France, alors que la France n'en avait aucune – proposition d'une nouvelle convention culturelle. [...]

D'une manière générale, les Français sont prêts à aider la Pologne dans les domaines économique et culturel. Mais [...] ce n'est pas eux qui le demandent.

PARIS, 28 JANVIER 1957

Maria Pasztor, *Między Paryżem, Warszawą a Moskwą. Polityczne uwarunkowania stosunków polsko-francuskich w latach 1953-1956* in *Dzieje Najnowsze*, n° 2/2002.

**Jean Meynaud, politologue et économiste,
dans la revue *Kultura***

— Sur le plan politique, [la France] ne vise pas [...] un changement de régime [en Pologne], mais sa démocratisation. Comme jusqu'à présent aucun régime communiste ne l'a jamais appliqué, il est difficile de déterminer à l'avance la nature et les limites d'une telle entreprise. Dans la mesure où les fondements du régime communiste sont aujourd'hui acceptés en Pologne – sinon à l'unanimité, du moins généralement – il faut comprendre qu'une marge de liberté assez importante y a été introduite. [...] Une fois

mis en branle, le processus de libéralisation peut-il être arrêté précisément au point où il commencerait à menacer le régime ? Personne ne sait répondre avec certitude à cette question. En outre, cela n'est pas une affaire concernant uniquement la Pologne, et la situation géographique est l'un des facteurs les plus difficiles à contourner. [...]

En politique, le gouvernement [français] peut se heurter de manière inattendue à des difficultés très graves. Et il n'est pas exclu que les questions économiques soient encore plus difficiles à résoudre. Tout le monde attend du gouvernement Gomułka une amélioration rapide et visible du niveau de vie. Sera-t-il en mesure de l'assurer ? [...] De nombreux jeunes intellectuels polonais semblaient considérer la libéralisation du système politique comme la garantie d'une amélioration fondamentale et rapide du niveau de vie. L'analyse la plus élémentaire des difficultés de la Pologne ne permet pas, hélas, un tel optimisme.

Quel que soit l'angle que l'on adopte, la position de la Pologne nous paraît pleine d'embûches et de difficultés, et la marge de manœuvre dont disposent les dirigeants pour les réduire, est particulièrement limitée.

PARIS, JANVIER 1957

Jean Meynaud, *Paryskie spotkanie* in *Kultura*, n° 1-2/1957.



*Varsovie, juillet 1956. Portail de l'immeuble situé
dans Aleje Jerozolimskie où l'Institut français avait son siège*

CRÉDITS : ROMUALD BRONIAREK / FONDATION DU CENTRE KARTA



Paris, 13 mai 1958. Le pavillon polonais à une foire internationale

CRÉDITS : KEYSTONE-FRANCE / GAMMA-RAPHO / GETTY IMAGES



Charles de Gaulle en Pologne

Au cours de la première moitié des années 1960, Varsovie et Paris entrent dans une période d'intensification de leurs relations bilatérales. Aux yeux des communistes au pouvoir en Pologne, ce regain d'intérêt est l'expression de la bonne volonté des Français et le signe d'un certain « dégel » dans leurs relations avec l'Est. Charles de Gaulle, président de la France depuis 1959, jouit de la sympathie des Polonais, non seulement en raison de ses liens anciens avec ce pays, mais aussi à cause des mesures qu'il prend en matière de politique étrangère : la distanciation de la France vis-à-vis de la politique américaine au Vietnam, la reconnaissance de la République populaire de Chine et enfin le retrait de Paris de l'OTAN en 1966. Conscient de l'isolement croissant de la France, le président de Gaulle souhaite rétablir son statut de grande puissance, notamment en s'ouvrant à l'Est. En septembre 1967, de Gaulle se rend en Pologne, où il est accueilli avec enthousiasme, et sa visite s'avère être un grand succès de propagande pour les autorités polonaises.

Jerzy Zawieyski, député du groupe parlementaire « Znak », membre de la délégation gouvernementale polonaise en France, dans son journal

— À midi, visite de l'hôtel de ville [de Paris], réception dans un salon d'apparat. Directement de l'hôtel de ville au Palais Bourbon, siège de l'Assemblée nationale, pour un déjeuner offert par le son président, [Jacques] Chaban-Delmas.

[...] Au cours de ce déjeuner, j'ai bu le meilleur vin de ma vie, provenant de la cave de notre hôte, qui est originaire de Bordeaux. À la fin du déjeuner, Chaban-Delmas a porté un toast, sympathique, assez superficiel. Kliszko [Zenon, vice-président de la Diète et secrétaire du Comité central du parti] a répondu de manière aimable, voire charmante, évoquant sur un ton personnel l'amitié franco-polonaise dans le passé – et dans le présent. Il a mis l'accent sur le rapprochement entre les deux nations, la compréhension mutuelle, les aspects économiques et culturels. Il a conclu par un toast en l'honneur de notre hôte et du plus grand fils de la France, le général de Gaulle.

Ce toast mettait en évidence le changement de politique de la Pologne à l'égard de la France. J'étais à la fois étonné et ravi. Le discours de Kliszko a beaucoup plu aux Français. Du palais Bourbon, Kliszko s'est rendu chez le Premier ministre [Georges] Pompidou, tandis que la délégation a eu une réunion de travail avec le groupe parlementaire France-Pologne, présidé par [le président du Conseil constitutionnel français Gaston] Palewski. Les discussions ont porté sur des questions budgétaires – le travail de la commission, la présentation du budget en séance plénière, en un mot, toute la mécanique parlementaire. Les députés polonais ont posé diverses questions. [...] Puis est venu le moment que je redoutais beaucoup, car le président Palewski a demandé aux députés français de poser des questions sur différents sujets qui les intéressaient. Je craignais que quelqu'un pose une question

sur les relations entre l'Église et l'État. Mais personne n'a abordé ce sujet.

PARIS, 10 MAI 1967

— Toute l'équipe du protocole diplomatique de Paris et la police secrète sont arrivées [en lien avec la visite prévue du président de Gaulle en Pologne]. Le programme est encore provisoire, les détails restent secrets jusqu'à la dernière minute. [...] Cette visite provoque beaucoup de confusion.

WARSZAWA, 1^{ER} JUIN 1967

Jerzy Zawieyski, *Dzienniki, Wybór z lat 1960-1969*, vol. II, Warszawa 2012.

Karol Estreicher jr, président de la Société des amis des Beaux-arts de Cracovie dans son journal

— Ces visites d'État sont une caricature de la politique. Elles n'apportent rien. Ces événements sont prétentieux et coûteux, et par-dessus le marché ils enseignent la fausseté. De Gaulle, un vieillard sénile, plein de vanité, comme une diva ou une chanteuse sur le déclin qui, n'ayant plus aucune chance sur les grandes scènes, descend en Pologne, une scène de second ordre, avide d'applaudissements.

KRAKÓW, 3 JUIN 1967

Karol Estreicher jr, *Dziennik wypadków, 1967-1972*, vol. IV, Kraków 2004.

Jerzy Zawieyski dans son journal

— Dans l'après-midi, on apprend que la visite du général de Gaulle en Pologne est reportée en raison des événements au Proche-Orient [ce jour-là, la guerre entre Israël et les pays arabes, dite « guerre des Six Jours », éclate]. La guerre se rapproche de l'Europe. [...] La situation est plus grave qu'elle ne l'était il y a quelques années à Cuba. Les magasins d'alimentation sont pris d'assaut. La ville est en effervescence. Tout le monde craint que le conflit ne s'étende. Tous ceux à qui je parle sont préoccupés par les tensions internationales.

WARSZAWA, 5 JUIN 1967

Jerzy Zawieyski, *Dzienniki, Wybór z lat 1960-1969*, vol. II, Warszawa 2012.

Extraits d'un article paru dans *Kurier Polski*

— Dans quelques jours, Varsovie accueillera le général de Gaulle qui arrive en Pologne pour une visite officielle, accompagné de son épouse et du ministre [des Affaires étrangères, Maurice] Couve de Murville. Cet événement est attendu avec grand d'intérêt, non seulement en Pologne et en France, mais aussi, sans exagération, dans le monde entier. Les préparatifs touchent à leur fin dans les deux capitales. [...] L'ambiance avant la visite dans les cercles politiques français est des meilleures.

WARSZAWA, 1^{ER} SEPTEMBRE 1967

Kurier Polski, n° 206/1967.

Jerzy Zawieyski dans son journal

— En raison de la venue de de Gaulle, les maisons et les clôtures sont rénovées à Konstancin, Madame de Gaulle visitera une clinique orthopédique. La route cahoteuse a également été réparée.

WARSZAWA, 4 SEPTEMBRE 1967

Jerzy Zawieyski, *Dzienniki*, , Wybór z lat 1960–1969, vol. II, Warszawa 2012.

Zygmunt Szymański, journaliste, dans *Trybuna Robotnicza*

— Il est rare que l'annonce de la visite d'un homme d'État étranger suscite un écho aussi vif dans notre pays [...]. Il y a sans doute une part de simple curiosité humaine, le désir de rencontrer un homme à la personnalité hors du commun, un homme dont on parle tant dans le monde depuis des années. Cependant, impossible de ne pas remarquer qu'il s'agit également d'une sympathie sincère pour le représentant, ou plutôt le bâtisseur, de la nouvelle politique étrangère française, qui présente tant de points communs avec notre propre politique et celle de nos alliés, en premier lieu l'Union soviétique.

KATOWICE, 5 SEPTEMBRE 1967

Trybuna Robotnicza, n° 211/1967.

Extraits d'un commentaire paru dans *Dziennik Bałtycki*

— Nous n'oublierons pas que c'est justement le président de Gaulle qui fut le premier à briser le mur anti-polonais érigé par les révisionnistes de Bonn en reconnaissant [lors d'une conférence de presse en mars 1959] l'inviolabilité de la frontière sur l'Oder et la Neisse. La politique du président de Gaulle, qui souhaite assurer à la France une position indépendante sur la scène internationale et qui, à cette fin, n'a pas hésité à se retirer de l'organisation militaire de l'Alliance atlantique [OTAN], jouit d'une grande estime de la société polonaise.

GDAŃSK, 6 SEPTEMBRE 1967

Dziennik Bałtycki, n° 210/1967.

Extraits d'un reportage paru dans *Kurier Polski*

— Une foule dense se pressait tout au long du parcours de plusieurs kilomètres, de l'aéroport [d'Okęcie] jusqu'à Wilanów. Des milliers de têtes aux fenêtres de toutes les maisons. [...]

À 18 h 20, le général de Gaulle déposait une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. [...] À la fin de la cérémonie, le président n'a pas immédiatement rejoint sa voiture. Il ne resta pas indifférent aux cris « Vive la France ! », « Vive le Général ! ». Le général s'est approché de la foule des Varsoviens et a commencé à leur serrer la main. À ce moment-là, il n'était plus possible de respecter ce que l'on appelle le

protocole. Le président a finalement réussi à monter dans sa voiture, retenue pendant quelques minutes par la foule des Varsoviens qui l'acclamaient et le saluaient.

Plus tard, j'ai entendu deux jeunes gens dire : « Tu as entendu ? Il a parlé en polonais... »

WARSZAWA, 6 SEPTEMBRE 1957

Kurier Polski, n° 211/1957.

Mieczysław Jastrun, poète, dans son journal

— À Teatr Wielki, lors de la représentation de gala donnée à l'occasion de la visite de de Gaulle en Pologne. [...] Tout s'est bien déroulé, avec un charme désuet et de beaux décors. Nous avons vu de Gaulle au moment de sa sortie du théâtre. [...] Mais pendant la représentation, j'ai pensé à la répétitivité de l'histoire polonaise. Ces spectacles d'opéra pour accueillir les souverains, ces ovations du public, ces espoirs qui ne se réalisent pas.

WARSZAWA, 7 SEPTEMBRE 1967

Mieczysław Jastrun, Dzienniki 1955-1981, Kraków 2002.

Extraits d'un commentaire paru dans

Kurier Polski

— Ce fut certainement le discours le plus court du président de Gaulle pendant son voyage en Pologne. Toutefois, il a inséré en une seule phrase un message politique important. Après le concert du groupe Śląsk à Zabrze, le

général de Gaulle, ému par les manifestations d'amitié des habitants de cette ville, et sans doute aussi de toute la Silésie, a déclaré : « Vive Zabrze, la plus silésienne des villes silésiennes, c'est-à-dire la plus polonaise des villes polonaises ».

Ce n'était pas la première fois au cours des dernières années que le président français exprimait sa conviction que les frontières actuelles de la Pologne ne pouvaient être remises en cause par quiconque. Cette fois-ci, il l'a fait dans une ville située sur des terres qui ont été rendues à la mère patrie à la suite à la défaite de l'Allemagne hitlérienne.

Une formulation similaire a été prononcée par le général de Gaulle dimanche à Gdańsk. Il a alors souligné que la Pologne était désormais un pays disposant d'un large accès à la mer.

La plupart des journalistes étrangers accompagnant le général ont interprété cette phrase sans ambiguïté : voici un fait de plus revêtant une importance internationale non négligeable. Elle indique en effet que la France reconnaît la réalité européenne d'après-guerre. La position de Paris, qui diffère fondamentalement de celle de Bonn, est ainsi clairement documentée. Comme en témoignent les informations provenant de la capitale de l'Allemagne de l'Ouest, les déclarations du général de Gaulle ont suscité là-bas confusion et inquiétude.

WARSZAWA, 11 SEPTEMBRE 1967

Kurier Polski, n° 214/1967.

**Janusz Zabłocki, député du groupe parlementaire
Znak, dans son journal**

— Il est rare qu'un homme d'État étranger suscite autant d'intérêt de la part des Polonais. Cela se ressent à chaque instant. Tout le monde voudrait le voir. Tout le monde écoute attentivement ce qu'il dit, et ses propos sont ensuite commentés dans le tramway et dans les files d'attente devant les magasins. On a même vu apparaître des casquettes « degaulle », inspirées du képi qu'il portait, très à la mode parmi les jeunes. Sa popularité chez nous n'est-elle pas plus grande que celle dont il jouit auprès de ses compatriotes, dans son propre pays ? Je soupçonne que c'est le cas. Mais c'est souvent le cas avec les leaders charismatiques.

Aujourd'hui, De Gaulle a effectué une visite officielle à la Diète. [...] Il était vêtu en civil. Cela a sans doute contribué à donner l'image d'un vieux monsieur distingué, pour qui prononcer un discours est déjà fatigant et lui donne des rougeurs au visage. Ensuite Władysław Gomułka a parlé, deux fois plus longtemps que lui.

WARSZAWA, 11 SEPTEMBRE 1967

Jerzy Zabłocki, *Dzienniki 1966–1975*, vol. 2, Warszawa 2011.

**Le général Charles de Gaulle dans son discours
à la Diète**

— Certes, la Pologne et la France ne se sont pas toujours accordées. Aujourd'hui même, elles ne s'identifient pas,

notamment quant à la nature de leurs pouvoirs publics. Mais c'est un fait que, jamais, elles ne se sont opposées.

C'est un fait que les succès ou les revers de l'une ont toujours pesé lourd dans ce qu'il arrivait à l'autre d'heureux ou de malheureux. [...] Aussi, malgré la distance géographique qui les sépare et malgré les conditions intérieures et extérieures diverses qui les distinguent, la Pologne et la France s'aiment et elles savent, d'instinct et d'expérience, que leurs destins sont conjugués.

C'est dire, au nom de mon pays, combien je me félicite de voir la Pologne à présent reconstruite, notamment dans sa belle et émouvante capitale. [...] Je la vois, en possession d'un territoire compact, sans éléments allogènes, dans des frontières bien justifiées et bien déterminées, frontières auxquelles d'ailleurs la France a toujours, depuis 1944, donné son entier accord (*Applaudissements*).

[...] Tout engage la Pologne et la France à concerter leurs actions respectives en faveur de la sécurité, la leur et celle des autres. Or, la sécurité véritable de chaque Etat de notre continent ne saurait évidemment résulter de l'affrontement de deux blocs, dressant l'un face à l'autre des forces en garde et des pactes opposés. Au contraire, que viennent à s'établir pour tous, de l'Atlantique à l'Oural, une politique et une pratique délibérées de détente, d'entente et de coopération.

WARSZAWA, 11 SEPTEMBRE 1967

*Sprawozdanie Stenograficzne z 15 posiedzenia Sejmu Polskiej
Rzeczypospolitej Ludowej w dniach 11 i 12 września 1957 r.,
la bibliothèque de la Diète.*

La réponse de Władysław Gomułka, 1^{er} secrétaire du KC PZPR (Comité central du parti) au général de Gaulle

— Les différences sociales et idéologiques qui existent entre les pays de notre continent ne menacent pas la paix. La menace pour la paix provient des tentatives visant à réduire à néant les résultats de la victoire commune de la coalition anti-hitlérienne sur le Troisième Reich et des revendications visant à modifier le *statu quo* territorial en Europe. [...]

Le rapprochement polono-français, qui répond à des raisons d'État historiquement justifiées pour nos deux pays, n'est pas pour nous lié à une conjoncture temporaire. Il découle à la fois de l'expérience historique et de la volonté de nos deux nations d'assurer un avenir pacifique.

VARSOVIE, 11 SEPTEMBRE 1967

*Sprawozdanie Stenograficzne z 15 posiedzenia Sejmu Polskiej
Rzeczypospolitej Ludowej w dniach 11 i 12 września 1957 r.,*
la bibliothèque de la Diète.

Jerzy Giedroyc, rédacteur en chef de *Kultura*, revue parisienne, dans sa lettre à l'essayiste Juliusz Mieroszewski

— Même si mon attitude vis-à-vis de de Gaulle est plutôt critique, je pense que Gomułka a laissé passer une chance historique. La garantie des frontières, l'accord [de de Gaulle] sur la réunification de l'Allemagne, qui aurait été alors prise en tenaille par la Pologne et la France.

Pour la première fois, l'alliance polono-française aurait pu agir réellement et nous aurions pu être plus qu'un simple *remplaçant* [en français dans le texte] de la Russie. Car aujourd'hui, c'est la France qui a le plus intérêt à empêcher l'hégémonie allemande en Europe. À cette occasion, on pourrait négocier beaucoup de choses : non seulement la garantie des frontières et la désatomisation, mais qui sait, peut-être une démilitarisation au moins partielle. La décision n'appartient certainement pas à Varsovie. Mais un geste de la part de Varsovie susciterait un écho plus que vif dans la société allemande, tant en République fédérale qu'en Allemagne de l'Est. Ce serait un pas de géant vers la normalisation entre les deux sociétés. Gomułka a manqué cette chance non seulement à cause du [rôle de] satellite de Moscou, mais aussi à cause de son dogmatisme [...]. La Pologne populaire avait pour la première fois la possibilité de mener une politique indépendante.

MAISONS-LAFFITTE, 11 SEPTEMBRE 1967

Jerzy Giedroyc, Juliusz Mieroszewski, *Listy 1957–1975, part 2*,
Warszawa 2016.

Le général Charles de Gaulle dans son discours télévisé, transmis notamment par l'Eurovision et l'Intervision

— La Pologne et la France, généreusement dotées de ressources et d'enthousiasme, ont aujourd'hui de nombreuses tâches communes à accomplir. D'autant plus que vous,

les Polonais, et nous, les Français, nous nous ressemblons tellement à tous égards. [...]

Nous devons maintenant nous unir pour la paix, une paix qui seule saura garantir à chaque nation le droit de décider de son destin, une paix qui ne pourra s'établir véritablement en Europe que grâce à la détente, à la compréhension et, enfin, à la coopération de tous les peuples de notre continent. Malgré les blessures laissées par les guerres, malgré les différences de régimes.

WARSZAWA, 11 SEPTEMBRE 1967

Kurier Polski, n° 215/1967.

Mieczysław F. Rakowski, rédacteur en chef de *Polityka*, dans son journal

— Gomulka est très satisfait de la visite de de Gaulle. Rien d'étonnant à cela, car ce que le général a dit à propos de notre frontière occidentale le conforte dans la conviction que sa politique dans cette affaire cruciale pour la Pologne est la bonne.

WARSZAWA, 12 WRZEŚNIA 1967

Mieczysław F. Rakowski, *Dzienniki polityczne, 1967-1968*, Warszawa 1999.

Stanisław Gajewski, ex-ambassadeur de la République populaire de Pologne en France, conseiller du Bureau de la Diète pour les relations

— De Gaulle [à l'automne 1956] était fasciné par le

personnage de Gomulka. Il disait : « C'est un vrai Polonais, c'est un homme qui s'oppose aux Russes, c'est un homme qui a libéré le cardinal Wyszyński, un homme qui, tout en maintenant le système et l'alliance actuels, veut de vrais changements. D'ailleurs, de Gaulle disait avec beaucoup d'admiration que les Polonais s'étaient montrés très raisonnables, au point d'avoir su éviter un bain de sang comme celui de Budapest.

De Gaulle ne découvrit qui était vraiment Gomulka qu'en 1967, lorsqu'il se rendit à Varsovie et le rencontra en personne. À ma connaissance, au cours de cette conversation Gomulka lui a longuement et minutieusement expliqué ce qui était dans l'intérêt national de la France. Et c'était une chose que de Gaulle ne supportait pas. En sortant de la réunion, il aurait dit à quelqu'un de son entourage : « *C'est une catastrophe !* » [en français dans le texte].

WARSZAWA

Jacek Kubiak, Iwona Kubiak-Burszta, *De Gaulle, Polska i dyplomacja epoki Października. Rozmowa ze Stanisławem Gajewskim in Zeszyty Historyczne*, cahier 92, 1990.

Jerzy Zabłocki dans son journal

— De Gaulle vient de quitter la Pologne aujourd'hui. Il est regrettable que, pendant son séjour d'une semaine dans notre pays, il n'ait pas rencontré le primat de Pologne [le cardinal Stefan Wyszyński]. Je pense que cela n'était pas dû à un manque d'intérêt de l'invité pour une telle rencontre, mais à la réticence de ses hôtes. En effet,

dans un contexte de conflit aigu entre l'État et l'Église, encore frais dans les mémoires après le Millénaire [du baptême de la Pologne], une telle initiative de la part du président français, en visite officielle, aurait été perçue comme une provocation, et je ne sais pas si elle a même été envisagée par les diplomates français chargés de préparer la visite.

WARSZAWA, 12 SEPTEMBRE 1967

Jerzy Zabłocki, *Dzienniki*, t. 2, 1966–1975, Warszawa 2011.

Stefan Wyszyński dans ses notes

— Il serait difficile d'organiser les choses de manière à ce que je ne rencontre pas nos dirigeants, c'est-à-dire des gens qui feront bonne figure devant un invité étranger, mais qui, à l'intérieur du pays, continueront à commettre des turpitudes dont regorge leur conduite à l'égard de l'Église. Je ne peux pas donner l'impression, par ma visite, que tout va bien.

WARSZAWA

Marian P. Romaniuk, *Życie, twórczość i postęga Stefana Kardynała Wyszyńskiego, Prymasa Tysiąclecia*, vol. III 1965–1972, Warszawa 2001.

Général Charles de Gaulle dans son discours après l'atterrissage à Paris

— Ce fut vraiment un voyage formidable : Warszawa, Kraków, Katowice, Gdańsk. [...] Je pense que ce voyage

aura un impact non seulement sur les relations bilatérales, mais aussi internationales. Ce voyage fut vraiment formidable.

PARYŻ, 12 SEPTEMBRE 1967

Trybuna Ludu, n° 255/1967.

Henryk Zdanowski, éditorialiste, dans *Polityka*

— La Pologne et la France ont des positions fondamentalement concordantes quant à la solution du problème de la sécurité européenne : celle-ci ne peut être trouvée qu'avec l'accord des pays concernés.

[...]

Les opinions du général et de ses interlocuteurs polonais sont-elles concordantes sur tous les points ? Pas du tout, les différences découlent presque automatiquement des différences géographiques et politiques. Cela n'empêche toutefois pas que les domaines d'entente et de coopération se multiplient, parmi lesquels il convient également de mentionner les relations bilatérales qui se développent dans les domaines économique, culturel et scientifique. En conséquence, ces visites permettront également de renforcer les relations politiques [...].

La Pologne et la France se sentent coresponsables du destin de l'Europe.

WARSZAWA, 16 SEPTEMBRE 1967

Polityka, n° 37/1967.

**Zygmunt Mycielski, rédacteur en chef du
bihebdomadaire *Ruch Muzyczny*, dans son journal**

— Il est possible qu'il ait voulu voir s'il était possible de discuter avec les souverains actuels de la Pologne populaire en tant que représentants de ce pays, soucieux des intérêts et des affaires de ce pays – ou non. [...]

Je l'ai vu deux fois. À Wilanów, j'ai échangé quelques mots avec lui lorsque l'ambassadeur français [Arnauld] Wapler m'a présenté. J'avais préparé quelques phrases pour cette occasion : avec le général Sikorski à Londres, lorsque nous avons appris [en 1940] que la France était présente là-bas, parce que de Gaulle était à Londres, nous avons été les premiers à comprendre *qu'il y avait de l'espoir*. Et ensuite : *lorsque nous, ici, disons la France, nous pensons liberté* [les fragments en italiques sont en français dans le texte]. [...]

Le vieil homme fatigué et visiblement résigné, qui se déplaçait dans la foule des gens que Wapler lui présentait utilisant des formules toutes faites, a eu un éclair dans les yeux – j'ai remarqué comme il s'est immédiatement

animé. Il a écouté attentivement et a répondu avec spontanéité : « *Ah, comme je voudrais parler avec vous* ». J'ai écarté les bras en signe d'impuissance – la conversation était close.

WARSZAWA, 18 SEPTEMBRE 1967

Zygmunt Mycielski, *Dziennik 1960-1969*, Warszawa 2001.

**Juliusz Mieroszewski dans *Kultura*,
revue parisienne**

— Le président français a été le premier homme d'État occidental à s'adresser aux Polonais sans texte « concerté », en toute liberté. Il a brisé l'isolement qui fait que les Polonais se sentent coupés de l'Occident. Les discours de de Gaulle ne sont pas calculés pour avoir un effet politique immédiat, aujourd'hui ou demain. Dans ses plans, comme au plus profond de lui-même, le sens de l'histoire l'emporte sur le sens politique.

PARIS, NOVEMBRE 1967

Kultura, n° 11/1967.

CHARLES
DE GAULLE
EN POLOGNE



Gdańsk, septembre 1967. Le président français, le général Charles de Gaulle, accueilli par des scouts devant le monument de Westerplatte

CRÉDITS : EUSTACHY KOSSAKOWSKI / FORUM

CHARLES
DE GAULLE
EN POLOGNE



*Cracovie, Nowa Huta, septembre 1967. Les habitants attendent
le passage du cortège du président de Gaulle*

CRÉDITS : BRUNO BARBEY / MAGNUM PHOTOS / FORUM



Mars polonais et Mai français

Le rassemblement de protestation dans la cour de l'Université de Varsovie, le 8 mars 1968, marque le début d'une vague nationale de manifestations d'étudiants et d'autres jeunes réclamant la démocratisation du système politique. Le régime ne cède pas et les grèves sont réprimées par les forces de sécurité. Lorsque, en mai de la même année, la crise politique s'empare de la France, les participants aux grèves étudiantes se réfèrent aux événements de mars en Pologne et les observateurs comparent les deux vagues de protestations. En réalité, les étudiants polonais ont des opinions, des objectifs et des moyens de les atteindre qui ne sont pas pareils à ceux des Français ; aussi les conséquences et les conclusions à tirer de ces deux explosions de mécontentement – de part et d'autre du rideau de fer – seront tout à fait différentes pour chacun de ces groupes.

Adam Michnik, étudiant en histoire à l'Université de Varsovie, journaliste, essayiste

— En janvier 1968, les bruits couraient selon lesquels la censure officielle avait interdit de jouer la pièce de théâtre d'Adam Mickiewicz, *Les Aïeux*, au Théâtre national [...]. La pièce de Mickiewicz est pour les Polonais ce que sont *Les Misérables* ou bien les romans de Stendhal ou de Balzac pour les Français. [...]

Écrite contre l'oppression tsariste en Pologne, elle porte sur l'arrestation d'un groupe d'étudiants contestataires de l'époque. Donc très à propos, car pouvant se

prêter à des rapprochements avec la situation de la Pologne d'alors. Nous sommes allés à la dernière représentation du 30 janvier 1968 qui s'est déroulée dans un climat fantastique. Séduit, le public applaudissait à tout rompre, le spectacle s'est terminé par une ovation debout, la salle scandait le slogan « l'Indépendance sans censure ». Elle était tout simplement euphorique. Cela posait un grand problème aux autorités communistes qui décidèrent de retirer la pièce de l'affiche.

Après la représentation du 30 janvier, nous avons organisé une grande manifestation devant la statue de Mickiewicz à Varsovie et y avons déposé des fleurs. Le lendemain, mon collègue [l'étudiant en économie] Henryk Szlajfer et moi-même avons rencontré le correspondant du *Monde* à Varsovie afin de lui faire part de ce qui s'était passé la veille lors de cette manifestation ; le lendemain, cette information a été publiée dans *Le Monde*, ce qui a bien sûr été relevé par les services communistes.

Le 4 mars, le ministre de l'Éducation [...], Henryk Jabłoński, a décidé de rayer de la liste des étudiants deux personnes : Henryk Szlajfer et moi-même. Cette décision constituait un véritable *casus belli*. Le ministre n'avait pas le droit de le faire, seule la commission de discipline le pouvait. Cette goutte a fait déborder le vase et l'impulsion a été donnée pour organiser dans la cour de l'université de Varsovie une grande manifestation, suivie par celles de l'École polytechnique, de l'Académie des beaux-arts, de l'Académie de médecine et dans d'autres centres universitaires

des grandes villes de Pologne. Pour la première fois, une révolte s'est propagée un peu partout dans le pays avec autant de force.

WARSZAWA

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

Karol Modzelewski, essayiste

— Il fallait des moyens de protestation plus puissants que ceux dont nous disposions et c'est alors que la première assemblée eut lieu. [...]

Bien sûr, l'effet ce furent des mobilisations massives qui ont atteint la stabilité du système, ses fondements, mais le renversement du système social n'était nullement le but de la jeunesse révoltée. Personne ne le percevait de cette manière. Nous ne pensions pas que c'était la révolution qui se préparait.

WARSZAWA

Pologne 1968. Entretien avec Karol Modzelewski, www.contretemps.eu

Teresa Bogucka, membre du Comité étudiant provisoire, leader de la grève à la Faculté de pédagogie de l'Université de Varsovie

— Les jeunes aiment croire qu'il est facile de faire avancer le monde vers le mieux – un seul élan, un seul changement – et que la vie collective prend désormais une nouvelle direction, meilleure. Car en Pologne et dans tout

le camp socialiste, quelque chose – à notre avis – avait mal tourné. La pauvreté, la peur, la tristesse, l'abrutissement par la propagande, la méfiance et la suspicion mutuelle régnaient partout. Nous voulions changer cela afin qu'il y ait moins de peur en Pologne, un peu plus de liberté, un peu plus de possibilités et de perspectives. J'ai honte de le dire, mais nous voulions que le parti communiste revienne à la raison et commence à tenir ses promesses politiques.

Dans le silence imposé à la société, chaque voix indépendante se faisait parfaitement entendre et équivalait à une remise en cause du pouvoir, qui fondait sa légitimité sur le postulat suivant : la domination du Parti ouvrier unifié polonais [PZPR] est à ce point évidente et juste qu'il est soutenu par 99 % de la population, n'ayant contre lui que ses ennemis soudoyés par l'Occident qui hait le POUP. Quiconque remettait en question ce dogme était considéré comme un ennemi par le pouvoir et comme un exemple surprenant pour le peuple, qui pouvait ainsi voir qu'il était possible de ne pas se soumettre en silence. L'art de la contestation, que le milieu étudiant de l'Université de Varsovie a commencé à mettre en œuvre, consistait dans cette situation à dénoncer haut et fort ce qui n'allait pas, tout en prouvant que nous le faisons par souci d'améliorer le socialisme, que nous n'étions pas des ennemis et que nous ne voulions pas du capitalisme.

VARSOVIE

Rok 1968 – 40 lat później. Marzenie o wykonalności zmiany, sous la direction d'Agnieszka Weseli, Warszawa 2008.

**Bernard Kouchner, étudiant en médecine
à l'Université de Paris, ancien membre
de l'Union des étudiants communistes**

— L'attitude que nous avions, nous et surtout la gauche, la jeunesse de gauche, envers les républiques populaires de l'Est était très fausse. C'était une attitude arrogante et erronée. [...] Elles appartenaient à la « mauvaise » Europe. Nous, nous avions plus de chance. Mais en même temps, nous ne voulions pas voir ni connaître la vie quotidienne de ces Européens de l'Est. Nous avons conservé trop longtemps après la guerre une indulgence, un assentiment morbide pour les régimes de ces pays de l'Est.

PARIS

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

**Pierre Vianson-Ponté, éditorialiste,
dans *Le Monde***

— Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde [...]. Rien de tout cela ne nous atteint directement : d'ailleurs la télévision nous répète au moins trois fois chaque soir que la France est en paix pour la première fois depuis bientôt trente ans et qu'elle n'est ni impliquée ni concernée nulle part dans le monde.

La jeunesse s'ennuie. Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique,

en Algérie, au Japon, en Amérique, en Égypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité, les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons [...].

Le général [Charles] de Gaulle s'ennuie. Il s'était bien juré de ne plus inaugurer les chrysanthèmes et il continue d'aller, officiel et bonhomme, au Salon de l'agriculture à la Foire de Lyon.

[...]

Seuls quelques centaines de milliers de Français ne s'ennuient pas : chômeurs, jeunes sans emploi, petits paysans écrasés par le progrès, victimes de la nécessaire concentration et de la concurrence de plus en plus rude, vieillards plus ou moins abandonnés de tous. Ceux-là sont si absorbés par leurs soucis qu'ils n'ont pas le temps de s'ennuyer, ni d'ailleurs le cœur à manifester et à s'agiter.

PARIS, 15 MARS 1968

Pierre Vianson-Ponté, *Quand la France s'ennuie...*, www.lemonde.fr

Adam Michnik

— La pratique idéologique du parti communiste avait été doublement anachronique : premièrement, le parti adoptait la logique du « dernier bastion » ; il voyait des ennemis

partout, parmi les intellectuels et les artistes. Deuxièmement, après le stalinisme, vient la « petite stabilisation », appellation commune de la période de Gomułka, qui représente une timide normalisation de la vie politique et économique. Au nom de la tranquillité et du confort, les gens étaient alors prêts à accepter le *statu quo* illusoire et provisoire, en renonçant au discours sur les valeurs, sur les aspirations à un idéal. Chacun devait cultiver son propre jardin tel Pangloss, le héros voltairien. Cependant, pour la génération de jeunes dont je faisais partie, ce n'était pas suffisant.

WARSZAWA

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

Daniel Cohn-Bendit, leader du Mouvement étudiant du 22 mars

— La fin des années 1960 a été marquée par une série de ruptures historiques qui, ensemble, ont formé ce que nous avons appelé à l'époque « la brèche ». [...] À Varsovie, par exemple, une partie de la jeunesse s'est opposée à la censure d'une pièce de théâtre et a revendiqué le droit d'écouter du jazz. Mais derrière ces revendications apparemment culturelles se cachait en réalité une lutte démocratique contre l'autoritarisme communiste.

[...]

En France, mai 1968 marque la rupture d'une société fermée sous le régime gaulliste-communiste.

Le communisme régnait parmi la classe ouvrière, tandis que le gaullisme dominait la France politique. Ce mouvement a marqué le début de la fin du gaullisme et du communisme occidental, qui a alors commencé à s'effondrer inéluctablement.

PARIS

Rok 1968 – 40 lat później. Marzenie o wykonalności zmiany, sous la direction d'Agnieszka Weseli, Warszawa 2008.

Bernard Kouchner

— On voulait tout remodeler, redécouvrir la vie, changer nos rapports avec les autres, encore une fois célébrer l'amour. La génération précédente avait connu la guerre et avait réagi par rapport à la guerre. Nous réagissions à notre manière contre elle. Certains, comme moi, regrettaient [...] de n'avoir pas connu cette épreuve de la guerre, de n'avoir pu s'engager dans la Résistance contre le nazisme.

PARIS

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

Daniel Cohn-Bendit pour le Magazine Littéraire

— Il y a trois objectifs fondamentaux : lutter contre la répression étatique, contre l'autoritarisme et contre la hiérarchie. Étant donné que ces trois éléments existent tant à l'Est qu'à l'Ouest, mon opposition aux formes d'organisation de la société [...] est totale.

[...]

Pour nous, il n'y a qu'un seul mouvement étudiant, c'est pourquoi il faut créer un internationalisme qu'aucun parti communiste, où que ce soit et à aucun moment, n'a osé susciter. Pour nous, la lutte des étudiants, mais aussi celle des autres, doit être menée à l'échelle européenne. À Varsovie, où le retour au stalinisme est évident, la situation est la même qu'ici.

[...]

Il faut s'appuyer sur une théorie qui permette l'action. Or, il est difficile de réfléchir à des actions en s'appuyant sur des penseurs d'il y a deux mille ans. C'est pourquoi on s'est appuyé sur [Karl] Marx et [Mikhaïl] Bakounine, aujourd'hui sur [Herbert] Marcuse ou [Leszek] Kołakowski.

PARIS, MAI 1968

Kultura, n° 6-7/1968

Wojciech Stankiewicz, correspondant de l'Agence polonaise de presse (PAP), dans une dépêche

— La France vit des moments dramatiques. Le conflit entre les autorités et les étudiants, qui semblait initialement pouvoir être apaisé, a explosé avec une violence inouïe, se transformant dans la nuit du 10 au 11 mai en une véritable bataille dans le Quartier Latin. [...] La manifestation étudiante, à laquelle se sont joints des lycéens, s'est terminée par une bataille sanglante. Le bilan est effrayant : 367 personnes ont été blessées, dont 102 étudiants

et 251 membres des forces de l'ordre. Quatre étudiants et 18 policiers sont dans un état très grave. Toute la ville s'est transformée cette nuit-là en un immense champ de bataille. 60 barricades ont été érigées. Des voitures brûlaient, on entendait des blessés gémir, mais les secours ne pouvaient pas les atteindre en raison du blocage des rues. Les combats ont duré jusqu'au petit matin.

PARIS, 12 MAI 1968

Francia: maj 1968, sous la direction de Kazimierz Biernat, Warszawa 1968.

Adam Michnik (arrêté le 6 mars 1968, condamné en février 1969 à trois ans de prison, libéré en septembre grâce à une amnistie)

— Vue de Pologne, la rhétorique des contestataires français semblait anachronique. Empreinte de radicalité révolutionnaire, elle choquait par son côté jusqu'au-boutiste. Lorsque j'observais les événements de Mai, je pensais qu'ils m'étaient très proches et très lointains à la fois. D'un côté, je sentais chez les contestataires parisiens la même passion, le même besoin de remettre en question le monde dans lequel nous vivions. De l'autre, leur rhétorique était pour nous, Polonais, inacceptable. Ils brandissaient lors des manifestations les photos de Castro, Mao, le Che ou Lénine, alors que moi, j'aurais brandi celles de Mickiewicz ou [le poète Czesław] Miłosz.

VARSOVIE

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

Teresa Bogucka (arrêtée fin mars 1968, en détention jusqu'en août 1968, condamnée en avril 1969 à un an et demi de prison – grâce à l'amnistie, elle n'a pas purgé sa peine)

— À nous, [...] la comparaison avec Mai 68 en France et d'autres révoltes semblait tirée par les cheveux. [...] Tout semblait nous séparer de la révolte étudiante à l'Ouest. La liberté, qui manquait cruellement à l'Est, était une évidence là-bas. Tellement évidente que, à notre grande consternation, nos camarades aspiraient à la révolution, alors que nous savions ce qu'elle impliquait.

VARSOVIE

Rok 1968 – 40 lat później. Marzenie o wykonalności zmiany,
sous la direction d'Agnieszka Weseli, Warszawa 2008.

Extraits d'une correspondance de l'agence PAP

— Le mouvement de grève se poursuit. Les agences occidentales continuent d'évaluer le nombre de grévistes à 7 millions, tout en précisant que même les syndicats ne sont pas en mesure de fournir de chiffre exact. Les douaniers de certaines sections frontalières se sont joints à la grève. La grève des employés de la radio et de la télévision parisiennes s'est étendue aux centres provinciaux. Le mouvement de grève a également touché des centres nucléaires. [...]

La vie à Paris est toujours paralysée. La population achète en masse des denrées alimentaires non périssables. Les tas d'ordures qui s'accumulent dans les rues en raison

de la grève des éboueurs commencent à menacer l'hygiène publique. Quinze mille chauffeurs de taxi se sont joints à la grève à Paris.

PARIS, 22 MAI 1968

Francja: maj 1968, sous la direction de Kazimierz Biernat,
Warszawa 1968.

Bernard Kouchner

— Nous faisons de grandes manifestations tous les jours, dans tout Paris et nous scandions « au revoir de Gaulle » [...]. On ne voulait plus de ces gens-là. Pour autant, j'observais ce bouillonnement avec une certaine distance. On s'amusait bien mais cela n'avait plus rien à voir avec le combat politique [...]. On n'allait pas tirer dans la rue contre les « CRS [Compagnies républicaines de sécurité] = SS » pour prendre le pouvoir avec la classe ouvrière. C'était immature !

PARIS

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

Président de la République française Charles de Gaulle dans un discours radiophonique

— Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple, je le remplirai. Je ne changerai pas le Premier ministre dont la valeur, la solidité, la capacité méritent l'hommage de tous. [...] Je dissous aujourd'hui l'assemblée nationale.

[...]

Quant aux élections législatives, elles auront lieu dans les délais prévus par la constitution [...]. La France [...] est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait alors évidemment et essentiellement celui du vainqueur, c'est-à-dire celui du communisme totalitaire.

PARIS, 30 MAI 1968

Allocution radiodiffusée du 30 mai 1968, www.fresques.ina.fr

Konstanty Jeleński, essayiste, dans la revue *Kultura*

— Pour la première fois depuis cinquante ans, la révolution était jeune, libre, indépendante des appareils, à la fois utopiquement intransigente et libérale, mais aussi complètement déconnectée de la réalité sociale et économique, dépourvue de tout programme concret, inévitablement vouée à l'échec de ses rêves [...].

Pour un Polonais, une difficulté supplémentaire s'ajoutait à cela. Chacun de nous a en mémoire les événements récents de Varsovie, au cours desquels les étudiants ont manifesté pour ce qui est accessible à tous ici : la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté de choix. En entendant parler des événements parisiens de loin, plus d'un d'entre nous a pu se demander : mais qu'est-ce qui anime ces jeunes fous ? [...] Comme à Varsovie, la révolte des fils contre leurs pères [...]. Cinq enfants de ministres du gouvernement de Gaulle se trouvaient sur les barricades

étudiantes à Paris. Mais personne n'a fait du chantage à leurs pères pour cela.

PARIS, FIN MAI-DÉBUT JUIN 1968

Kultura, n° 6-7/1968.

Adam Michnik

— 1968 signifiait un échec terrible. L'intelligentsia polonaise en est sortie brisée. Deuxièmement, la campagne antisémite a dominé la perception de 1968 en tant que mouvement de liberté contre la dictature communiste. Ainsi Mars 1968 est toujours et encore perçu dans le monde non pas comme une révolte de la jeunesse contre le totalitarisme, mais comme une vague d'antisémitisme brutal.

VARSOVIE

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

Bernard Kouchner

— Mai 1968 nous a fait très plaisir, c'était une fête inattendue, une parenthèse méritée, cette vague a changé les rapports entre les hommes et les femmes, les rapports hiérarchiques, sociaux. Dans le domaine politique, cela n'a pas changé grand-chose. C'était un épisode libertaire dans la vie de cette génération.

PARIS

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

**Daniel Cohn-Bendit (expulsé de France fin mai-
début juin 1968 en tant que citoyen de la RFA)**

— Mai 1968 a rapproché les sociétés civiles européennes. L'information a permis de relier les différents mouvements présents dans chacun de ces pays. Le slogan « Paris, Varsovie, Rome, Prague – même combat » a été lancé. Le mouvement a dépassé les frontières nationales.

PARIS

Rok 1968 – 40 lat później. Marzenie o wykonalności zmiany,
sous la direction d'Agnieszka Weseli, Warszawa 2008.

**Bernard Kouchner (à partir de septembre 1968,
médecin de la Croix-Rouge française en Afrique
de l'Ouest)**

— Les chars soviétiques sont entrés en Tchécoslovaquie [le 20 août] et ont écrasé, avec le soutien des forces du pacte de Varsovie, le Printemps de Prague sans provoquer de réactions chez les étudiants parisiens. Ils ne sont pas descendus dans la rue pour protester contre cette intervention. Où étaient ceux qui faisaient la révolution dans la rue depuis mai ? La cour de la Sorbonne était presque vide. [...] Quelques-uns protestaient

mais ils n'étaient pas nombreux. D'autres, qui ne voulaient pas rester inertes, sont partis pour Prague en voiture. [...] Les chars soviétiques, la mort des gens : horreur et indifférence ! Tous nos espoirs étaient anéantis ! Grande déception ! [...] Pour moi, Mai 68 s'est terminé avec Prague.

PARIS, FIN AOÛT 1968

Adam Michnik, Bernard Kouchner, *Mémoires croisées*, Paris 2024.

**Karol Modzelewski (arrêté le 8 mars 1968,
condamné à trois ans et demi de prison en 1969,
libéré en 1971)**

— C'était une année désastreuse. cela concernait aussi bien le Mars 1968 polonais que le Printemps de Prague, écrasé par l'invasion. Les conclusions que j'ai tirées de ces expériences étaient une sorte d'avertissement. Je savais, il est vrai, que nous n'avions pas pu faire autrement mais je regardais l'avenir avec plus de scepticisme.

VARSOCIE

Karol Modzelewski, *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, trad. Elzbieta Salamaka, Paris 2018.



*Paris, 6 mai 1968. Daniel Cohn-Bendit (au centre) chante L'Internationale
lors d'une manifestation étudiante devant la Sorbonne*

CRÉDITS : AFP / EAST NEWS



*Paris, 30 mai 1968. Homme brandissant le drapeau tricolore
sur la terrasse de l'Arc de Triomphe. Au loin, une foule
de manifestants rassemblée sur les Champs-Élysées*

CRÉDITS : BETTMANN ARCHIVE / GETTY IMAGES



Jean-Paul II en France

Le 16 octobre 1978, le Polonais Karol Wojtyła, archevêque métropolitain de Cracovie, est élu pape et prend le nom de Jean-Paul II. Pour les Polonais vivant dans un pays dominé par les communistes, ce choix apporte l'espoir d'un changement qui pourrait leur amener la liberté. À la fin du mois de mai et début juin 1980, le pape effectue un pèlerinage de quatre jours en France. Ce voyage fait sensation et rassemble dans les rues, les églises et autres lieux publics des dizaines de milliers de fidèles, dont une importante communauté polonaise. Même des politiciens de gauche participent aux rencontres officielles avec le pape. Cette visite marque également un tournant dans les relations franco-vaticanes, car Jean-Paul II est le premier chef de l'Église catholique à se rendre en France depuis près de 200 ans.

**Jean d'Ormesson, journaliste et écrivain,
dans le quotidien *Le Figaro***

— Partout où il s'est rendu, de l'Irlande à l'Afrique, de l'Amérique latine à sa Pologne natale, communiste et catholique – ou communiste, mais catholique –, le Pape a rassemblé des foules enthousiastes et ferventes. La France, à partir d'aujourd'hui, ne fera pas exception. Pourquoi ? D'abord, tous les commentateurs l'ont dit et redit, parce qu'il s'agit de la première visite d'un pape à Paris depuis Pie VII, le prisonnier de Napoléon [en France entre 1809 et 1814]. Mais aussi et surtout, de toute évidence, à cause de la personnalité exceptionnelle de ce meneur de peuples

qui est un pêcheur d'âmes. Ensuite, parce que ce serviteur de Dieu est un apôtre des droits de l'homme. Enfin, parce que, dans un monde angoissé et déçu, il incarne une bonne part de ce qui nous reste d'espérance.

Il ne s'agit pas de politique. Jean-Paul II ne représente ni le capitalisme ni le socialisme, ni l'Est ni l'Occident, ni le Nord ni le Sud. Il représente à la fois les deux réalités les plus méprisées et les plus menacées par les idéologies et par les nationalismes : la personne humaine et l'universel.

PARIS, 30 MAI 1980

Jean d'Ormesson, *Jean-Paul II, apôtre de la charité*, www.lefigaro.pl

**Extrait d'un reportage publié dans l'hebdomadaire
catholique polonais *Gość Niedzielny***

— Après un bref accueil, le pape est apparu à la porte de l'avion. Aucune cérémonie officielle n'était prévue à l'aéroport ; le Premier ministre Raymond Barre a accueilli le pape au nom des autorités de la République française. Surprise pour tous : environ 300 employés de l'aéroport ont interrompu leur travail pour souhaiter la bienvenue au Saint-Père, même de loin. Ils agitaient leurs bras et leurs mouchoirs en direction de l'illustre invité.

Avant de saluer les personnalités qui l'attendaient, le Saint-Père s'est agenouillé et a embrassé la terre française. Il a ensuite reçu des fleurs des mains de Karolina et Marek, deux enfants de neuf ans issus d'une famille de fonctionnaires et d'ouvriers. Marek a remis au Saint-Père

un album de dessins réalisés par les garçons de son école spécialement pour le pape. Après une brève conversation avec le Premier ministre, le pape s'est dirigé vers l'hélicoptère qui l'attendait. [...]

Dix minutes plus tard, « L'Arc de Triomphe » – c'est le nom de l'hélicoptère – atterrit sur les Champs-Élysées [...]. À ce moment-là, toutes les cloches de Paris se mirent à sonner.

PARIS, 30 MAI 1980

Gość Niedzielny, n° 24/1980.

Le président Valéry Giscard d'Estaing dans son discours de bienvenue

— Très Saint-Père, le peuple français vous souhaite la bienvenue sur le sol du pays qu'une longue tradition désignait comme la fille aînée de l'Église. L'honneur et la grande joie que je ressens à accueillir Votre Sainteté tiennent au pays d'où vous venez, à ce que vous êtes, et à ce que vous faites. Le pays d'où vous venez, comme premier Pape slave [...] de l'Histoire : la courageuse Pologne, amie fidèle et sensible de la France.

PARIS, 30 MAI 1980

Allocution de Valéry Giscard d'Estaing lors de la visite du pape Jean-Paul II en France en 1980, www.dioceseparis.fr

Jean-Paul II en réponse

— Je suis profondément heureux de te visiter en ces jours, et de te montrer mon désir de te servir en chacun de

tes Enfants. Le message que je veux te livrer est un message de paix, de confiance, d'amour et de foi. De foi en Dieu, bien sûr, mais également, si je puis m'exprimer ainsi, de foi en l'homme, de foi dans les merveilleuses possibilités qui lui ont été données, afin qu'il en use avec sagesse et dans le souci du bien commun, pour la gloire du Créateur. [...]

La France symbolise pour le monde un pays à l'histoire très ancienne, très dense aussi. Un pays au patrimoine artistique et culturel incomparable, dont le rayonnement n'est plus à décrire. Combien de peuples ont bénéficié du génie français, qui a marqué leurs propres racines, et constitue encore pour eux un motif de fierté en même temps, on peut l'affirmer, qu'une sorte de référence ! Le rôle de la France se poursuit dans la communauté internationale, au niveau qui est le sien, mais avec un esprit d'ouverture et un souci d'apporter une contribution à la fois aux principaux problèmes internationaux, et aux situations de contrées moins favorisées. [...]

Comment ne pas être touché de l'accueil que vous me réservez ici, dans votre capitale ?

PARIS, 30 MAI 1980

Arrivée de Jean-Paul II à Paris, www.dioceseparis.fr

Zygmunt Mycielski, compositeur, dans la revue *Kultura*

— Je passe devant les rangées de grandes bannières tricolores et blanc-jaune qui s'étendent depuis l'Arc de Triomphe.

Les premiers curieux se rassemblent près de l'obélisque. Il y a des policiers partout. [...] Des préparatifs comme je n'en ai jamais vus ici, alors que je connais cette ville depuis 52 ans et que j'ai été ici témoin [en 1929, en tant qu'étudiant de l'École normale de musique de Paris] des funérailles de [Ferdinand] Foch. [...] Je traverse le centre de cette grande ville. Une ville fière, ou peut-être simplement prétentieuse ? L'axe qui va de l'Arc à l'obélisque, en passant par le pont et le boulevard, débarrassé des gens et des voitures, a un aspect royal dans cet espace vide. [...]

Avant son arrivée, la presse parle déjà beaucoup du pape. Beaucoup de la « superstar », de l'Église triomphante, de l'Inquisition, du coût de ce séjour – ce serait pas moins de 6 millions – de la mobilisation policière et de la séparation de l'Église et de l'État. Mais aussi beaucoup de Lui, de la signification de ce voyage [...].

[...] Les autorités et le gouvernement s'attendent à un afflux massif de personnes, mais celles-ci ne semblent pas particulièrement préoccupées par cette visite. Les organisations catholiques collaborent, les autorités officielles de Paris ont fait tout leur possible, et la ville attend. [...] Les fenêtres et les balcons sont pleins, les trottoirs aussi. Sur les toits, on aperçoit des silhouettes – une sorte d'urgence. Ici, on a une peur panique des terroristes. Et le pape passe, debout, calme, à côté du cardinal [François] Marty [archevêque de Paris].

PARIS, 30 MAI 1980

Zygmunt Mycielski, *Le pape à Paris* in *Kultura*, n° 7-8/1980.

Extraits d'un reportage de Radio Free Europe

— 20 000 personnes ont reçu des cartes d'entrée et pourront [sur le parvis de Notre-Dame] [...] représenter l'ensemble des Parisiens. [...] Seuls les privilégiés entreront dans ce magnifique temple à cinq nefs pour rendre grâce à Dieu avec le Saint-Père, accompagné des cardinaux, des évêques, du gouvernement, du président, du corps diplomatique, des représentants du Parlement et de la société [...].

Il y a énormément de jeunes. Des scouts, des éclaireurs, également des Polonais, je vois bien sûr des prêtres polonais que je connais. [...] L'excitation est immense, certaines personnes ont franchi des barrières. [...] Il y a un instant, un vieux prêtre s'est évanoui. Les infirmières l'emènent [...] le tenant par les bras, de temps à autre nous voyons s'évanouir des scouts et des chanteuses.

[...]

Le Saint-Père, qui nous a d'ailleurs remarqués et nous a entendu crier en polonais : « Vive le Saint-Père », s'est retourné et a hoché la tête, car il réagit toujours très vite au son de la langue polonaise [...]. Au même moment, des religieuses sont arrivées en courant, ainsi que des jeunes Polonais nés en France, mais dès qu'un groupe de Polonais commence à crier, tout le monde se précipite automatiquement.

PARIS, 30 MAI 1980

Reportage audio du pèlerinage de Jean-Paul II en France,
www.polskieradio.pl

Jean-Paul II pendant la messe sur le parvis de Notre-Dame

— Aimes-tu ? Question fondamentale, question courante. C'est la question qui ouvre le cœur – et qui donne son sens à la vie. C'est la question qui décide de la vraie dimension de l'homme. En elle, c'est l'homme tout entier qui doit s'exprimer, et qui doit aussi, en elle, se dépasser lui-même.

M'aimes-tu ? Cette question a été posée, il y a un instant, dans ce lieu. C'est un lieu historique, un lieu sacré. Ici, nous rencontrons le génie de la France, le génie qui s'est exprimé dans l'architecture de ce temple il y a huit siècles et qui est toujours là pour témoigner de l'homme. L'homme, en effet, à travers toutes les formules par lesquelles il cherche à se définir, ne peut pas oublier qu'il est, lui aussi, un temple : il est le temple où habite l'Esprit Saint. Pour cette raison, l'homme a élevé ce temple qui lui rend témoignage depuis huit siècles : Notre-Dame.

Ici, en ce lieu, au cours de notre première rencontre, cette question devait être posée : « M'aimes-tu ? ». Mais elle doit être posée partout et toujours. Cette question est posée à l'homme par Dieu. Cette question, l'homme doit continuellement se la poser à lui-même.

PARIS, 30 MAI 1980

Messe dans la Cathédrale Notre-Dame de Paris. Homélie du Saint-Père Jean-Paul II, www.dioceseparis.fr

Extrait d'un reportage paru dans *Gość Niedzielny*

— Devant le palais [de l'Élysée], le pape a été accueilli puis

conduit à l'intérieur par le président Giscard d'Estaing. Des photos souvenirs ont été prises dans le salon, puis une rencontre privée a eu lieu entre le pape, le président et sa famille. Après cette rencontre, Jean-Paul II est passé dans la salle de réception où lui ont été présentés des hommes d'État et des dirigeants de partis politiques français, parmi lesquels le secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, et le secrétaire du Parti socialiste français, François Mitterrand, qui avait préalablement précisé qu'il participerait à cette rencontre à titre privé, son parti ayant refusé de prendre part à toute rencontre officielle avec le pape. Cela n'empêcha toutefois pas deux autres socialistes éminents, les maires de Marseille et de Lille, de venir à cette rencontre.

PARIS, 31 MAI 1980

Gość Niedzielny, n° 24/1980.

Jean-Paul II dans son discours aux Polonais rassemblés sur le Champ de Mars

— Cette rencontre a été le besoin de mon cœur en même temps que notre commun devoir envers notre Patrie. [...] Je désire donc dans cette rencontre rendre témoignage au Christ devant vous, je désire rendre témoignage à vous-mêmes, chers Frères et Sœurs, et à toutes les générations passées qui ont eu à vivre, agir, travailler, lutter et mourir ici, sur cette terre de France. Et je désire également accueillir ce témoignage du passé et votre témoignage du moment présent.

[...] Paris est un lieu d'où l'on voit le monde entier. Je puis dire ici qu'il est également un lieu d'où l'on voit d'une manière particulière la Pologne, son histoire, ou du moins, les grands épisodes de celle-ci, très dramatiques, où c'est son destin qui a été en jeu, son « être ou ne pas être » sur la carte du monde. Des moments dramatiques qui déchiraient le cœur des générations qui les vivaient, mais en même temps des moments qui fortifiaient et, parfois aussi, rendaient un sentiment de dignité. Ils consolidaient et creusaient le sens de l'identité nationale : ils ont été un appel lancé à nous-mêmes et aux étrangers pour le droit d'un peuple d'exister à l'intérieur des frontières légitimes et dans le cadre d'une existence étatique.

Le peuple français qui a toujours attaché un grand prix à sa propre liberté, a su être attentif aux autres lorsqu'ils se trouvaient dans des situations difficiles. [...] Ici trouvaient asile les réfugiés politiques, patriotes, penseurs, prophètes, écrivains, artistes. [...] Ici renaissait moralement l'émigration, en approfondissant la conscience de sa mission, afin de servir la Patrie. Il en fut ainsi à l'origine, il faut qu'il en soit ainsi toujours, car la pensée de l'émigration, son activité créatrice, son apport à la foi, à la culture et au développement de l'homme, de la Pologne..., du monde, sont un complément inestimable et nécessaire. Sans cela, sans cette voix et cet apport, c'est un élément essentiel qui aurait manqué à cette totalité si complexe et difficile. Et si la Pologne vit son existence

propre, si elle a conservé sa culture, sa souveraineté et son identité nationale, la liberté spirituelle, si elle a sa place au monde, et si aujourd'hui, ici à Paris, capitale de la France, c'est un Pape polonais qui vous parle, le mérite en revient également à tous ces hommes qui, avec la foi en la puissance des paroles du Christ : « L'Esprit donne la vie », ont su défendre et développer les valeurs humaines et divines qui sont le fondement de notre existence nationale et chrétienne.

PARIS, 31 MAI 1980

Discours du Pape Jean-Paul II à la communauté polonaise de Paris,
www.vatican.va

Extraits d'un reportage paru dans *Gość Niedzielny*

— Après avoir rencontré des Polonais sur le Champ de Mars, le pape s'est rendu en hélicoptère dans le quartier ouvrier de Saint-Denis. Dans la basilique locale, le Saint-Père a présidé une messe solennelle pour les ouvriers français et les immigrés qui ont massivement rempli les nefs de la grande église [...]. Le discours de bienvenue, interrompu à plusieurs reprises par des applaudissements, a été prononcé par l'évêque [de Saint-Denis] Guy Deroubaix. Lorsqu'il a cité les paroles d'un des ouvriers : « Nous ne sommes donc rien, puisque le pape est venu nous voir », une tempête d'applaudissements a éclaté. [...]

Malgré le mauvais temps, des milliers de fidèles attendaient devant la basilique [...]. Une toile rouge était tendue sur la façade de la basilique, sur laquelle on pouvait

lire « Un jeune ouvrier vaut tout l'or du monde ». La foule immense qui remplissait la place devant la basilique et les rues adjacentes manifestait sa sympathie par des cris : « Vive le pape ! ».

SAINT-DENIS, 31 MAI 1980
Gość Niedzielny, n° 24/1980.

Zygmunt Mycielski

— Pourquoi cet homme est-il venu ici ? Les jeunes du Parc des Princes lui posent des questions. Sur le bout de papier que j'ai reçu, après les recommandations de ne pas oublier d'apporter 2 francs et des sandwiches, je lis :

« Que comptez-vous faire pour l'unité des chrétiens ? »
« Comment prie le pape ? »

« Que pouvons-nous apprendre de la Pologne ? La Pologne peut-elle apprendre quelque chose de la France ? »

« L'Évangile peut-il répondre aux problèmes contemporains de l'homme ? »

Des questions sur la vie sexuelle, sur l'Église occidentale, peut-elle être asiatique, africaine ? Les jeunes font du bruit, chantent, acclament le pape lorsqu'il entre dans le stade plein à craquer. Ils sont 50 000. Puis ils se taisent et le pape répond longuement, point par point.

[...] Le niveau de ses paroles est surprenant. Le niveau et la simplicité, avec une douce fermeté.

PARIS, 1^{ER} JUIN 1980
Zygmunt Mycielski, *Le pape à Paris* in *Kultura*, n° 7-8/1980.

Jean-Paul II lors de la rencontre avec des jeunes au Parc des Princes

— Et vous demandez aussi ce que la France pourrait apprendre de la Pologne, et ce que la Pologne aurait à apprendre de la France. On retient habituellement que la Pologne a appris davantage de la France que celle-ci de la Pologne. Historiquement, la Pologne est plus jeune de plusieurs siècles. Je pense cependant que la France pourrait aussi apprendre diverses choses. La Pologne n'a pas eu une histoire facile, particulièrement au cours des derniers siècles. Les Polonais ont « payé », et pas seulement un peu, pour être Polonais, et aussi pour être chrétiens...

PARIS, 1^{ER} JUIN 1980

Dialogue de Jean-Paul II avec les jeunes réunis au Parc des Princes,
d'www.vatican.va

Extrait d'un reportage paru dans *Gość Niedzielny*

— La rencontre, longue de près de trois heures, s'est terminée par le chant commun du *Notre Père*, pendant lequel les jeunes et le Saint-Père ont levé les mains vers le ciel. Le cardinal Marty a qualifié cette rencontre de miracle, tandis que le commentateur [de la chaîne de télévision] Eurovision l'a qualifiée de grande catéchèse.

PARIS, 1^{ER} JUIN 1980
Gość Niedzielny, n° 24/1980.

Le cardinal François Marty pour Radio Vatican

— Lorsqu'il s'est adressé dimanche soir aux jeunes rassemblés au Parc des Princes, ce fut un véritable triomphe ; la visite du pape perdait peu à peu son caractère officiel et se transformait en une visite d'un père parmi ses enfants.

PARIS

Gość Niedzielny, n° 25/1980.

Jean-Paul II dans son discours au siège de l'UNESCO

— La Nation est en effet la grande communauté des hommes qui sont unis par des liens divers, mais surtout, précisément, par la culture. La Nation existe « par » la culture et « pour » la culture, et elle est donc la grande éducatrice des hommes pour qu'ils puissent « être davantage » dans la communauté.

Elle est cette communauté qui possède une histoire dépassant l'histoire de l'individu et de la famille. [...]

Je suis fils d'une Nation qui a vécu les plus grandes expériences de l'histoire, que ses voisins ont condamnée à mort à plusieurs reprises, mais qui a survécu et qui est restée elle-même. Elle a conservé son identité, et elle a conservé, malgré les partitions et les occupations étrangères, sa souveraineté nationale, non en s'appuyant sur les ressources de la force physique, mais uniquement en s'appuyant sur sa culture. Cette culture s'est révélée en l'occurrence d'une puissance plus grande que toutes les autres forces.

Ce que je dis ici concernant le droit de la Nation au fondement de sa culture et de son avenir n'est donc l'écho d'aucun « nationalisme », mais il s'agit toujours d'un élément stable de l'expérience humaine et des perspectives humanistes du développement de l'homme. Il existe une souveraineté fondamentale de la société qui se manifeste dans la culture de la Nation. Il s'agit de la souveraineté par laquelle, en même temps, l'homme est suprêmement souverain. Et quand je m'exprime ainsi, je pense également, avec une émotion intérieure profonde, aux cultures de tant de peuples antiques qui n'ont pas cédé lorsqu'ils se sont trouvés confrontés aux civilisations des envahisseurs : et elles restent encore pour l'homme la source de son « être » d'homme dans la vérité intérieure de son humanité.

PARIS, 2 JUIN 1980

Discours du Pape Jean-Paul II à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), www.vatican.va

Zygmunt Mycielski

— Il [le Pape] parle sans cesse de l'homme, car Dieu est simple. Et l'homme est terriblement compliqué et s'obstine à couper les branches sur lesquelles il est assis. [...]

Il croit au pouvoir de la Parole, de l'Esprit et de la Vérité. Ça nous rappelle beaucoup de choses. Nous savons que cela découle de notre parole, de la parole de quelques poètes et penseurs qui, dans d'étranges visions, ont prédit, rêvé et écrit des choses qui ne sont pas arrivées à traverser

JEAN-PAUL II EN FRANCE

le voile épais de la langue polonaise. Et soudain, un jeune prêtre, originaire de Wadowice, déchire ce voile. Le monde s'étonne, écoute, n'y croit pas, applaudit. Lui, il avance, accélère le pas.

C'est assez effrayant, assez étrange et difficile à comprendre à la fin du deuxième millénaire, dont on fixe le

commandement à partir du moment où, dans une ville provinciale intégrée à l'empire romain, un procès a eu lieu et où un jugement a été rendu concernant l'Homme venu pour sauver le monde.

PARIS

Zygmunt Mycielski, *Le Pape à Paris* in *Kultura*, n° 7-8/1980.

*19 août 1944. Combattants des Forces françaises
de l'intérieur durant les combats pour Paris*

CRÉDITS : IMANGO / VOTAVA / FORUM

JEAN-PAUL II EN FRANCE



*Paris, 30 mai 1980. Pèlerinage de Jean-Paul II en France.
Le pape salue les foules venues l'accueillir. À ses côtés dans la voiture,
l'archevêque de Paris, le cardinal François Marty*

CRÉDITS : TIM GRAHAM / CORBIS / GETTY IMAGES

JEAN-PAUL II
EN FRANCE



*France, entre le 30 mai et le 2 juin 1980.
Messe pendant le pèlerinage du pape Jean-Paul II*
CRÉDITS : FABIAN CEVALLOS / SYGMA / GETTY IMAGES

La France face à « Solidarność »



La décision prise en juillet 1980 par les autorités de la Pologne populaire d'augmenter les prix de la viande et de la charcuterie entraîne une vague de grèves ouvrières qui s'étend à tout le pays et donne lieu à des revendications politiques. Le parti doit faire des concessions : il signe des accords avec les grévistes et, le 17 septembre, le Syndicat indépendant et autonome Solidarność [« Solidarité »] voit le jour, première organisation de ce type dans le bloc communiste. Dès ses débuts, Solidarność suscite l'intérêt des journalistes occidentaux, notamment français, qui, tout au long de son existence légale, jusqu'à l'instauration de la loi martiale le 13 décembre 1981, rendent compte de tout ce qui se passe dans le pays en cette période de frénésie. Solidarność suscite la sympathie des syndicalistes français et de la plupart des Français. Une délégation du Syndicat, avec son président Lech Wałęsa en tête, effectue une visite officielle en France du 14 au 21 octobre 1981.

Bernard Guetta, correspondant du quotidien

Le Monde

— On pleure, on rit, on saute, on s'embrasse, jeunes, vieux, enfants, couples, familles entières : une transe collective. La plus longue grève (dix-huit jours) de l'histoire de la Pologne populaire, et sans doute aussi du monde communiste, vient de se terminer victorieusement sans qu'une goutte de sang n'ait coulé, sans même une vitre

cassée. Un miracle peut-être, comme on le dit : un tournant historique certainement.

GDĄŃSK, 31 AOÛT 1980

Bernard Guetta, *J'accepte, je signe !* in *Le Monde*, n° 11069, 1980.

Alain Touraine, sociologue

— La création de Solidarność n'était pas inscrite dans l'histoire, parce qu'elle fut une création originale et presque un miracle, que les réactions qui accompagnèrent sa création en Pologne et à l'étranger furent aussi enthousiastes et aussi émues. [...] Solidarność a été vécu par l'opinion française comme la réalisation d'un rêve que les Français eux-mêmes ont tenté quelquefois de réaliser, en particulier au moment du Front Populaire : justice sociale, libertés démocratiques et action menée contre des menaces étrangères.

Alain Touraine, *Solidarność*, in *Kaléïdoscope Franco-Polonais*, Paris-Varsovie 2004.

Edmond Maire, secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)

— Depuis un an, les regards de millions de travailleurs du monde entier se portent vers Gdansk, vers le mouvement ouvrier de Pologne, enfin remis debout. Et nous, syndicalistes de France, de la CFDT, nous avons Solidarność au cœur. [...] Les travailleurs français appuient pleinement votre volonté de totale indépendance et d'autodétermination, [...] volonté de conquête de la liberté d'expression

et [...] volonté d'unité si nécessaire face aux manœuvres de division.

PARIS

Marcin Frybes, *Dziękujemy za solidarność = Merci pour votre solidarité*, Warszawa 2005.

Bernard Guetta, correspondant du quotidien *Le Monde*

— Douze mois de liberté ont érodé la crainte de l'adversaire et, avec elle, l'unité. Dans le même temps, ce syndicat que la machinerie huilée de son congrès suffit à convaincre de sa propre existence n'en est plus à se battre pour être. Son futur est toujours aussi incertain, mais son présent maintenant assez réel pour qu'il faille penser le devenir, choisir une stratégie, ce qui ne se fait pas sans affrontements. Ce syndicat fort de dix millions de membres, de ses locaux, de ses journalistes, de la diffusion de ses cassettes et de ses bandes vidéo baptisées « radio et télévision de Solidarité », de son prestige international aussi, est une puissance. On peut y faire carrière, et cela commence à conditionner bien des attitudes.

PARIS, 1^{ER} OCTOBRE 1981

Bernard Guetta, *La direction de Solidarité est blâmée pour la façon dont elle a conclu le compromis sur l'autogestion*, www.lemonde.fr

Krzysztof Wyszowski, éditorialiste, dans *Tygodnik Solidarność*

— Lorsque la grève se poursuivait en août 1980 au chantier

naval de Gdańsk, le premier syndicat à soutenir les revendications des ouvriers polonais fut la Confédération française du travail (CFDT) qui envoya sur place son représentant. En décembre 1980, une délégation de la CFDT se rendit en Pologne afin d'établir des contacts permanents entre les syndicats. À cette époque, les syndicats français apportaient déjà leur aide à Solidarność, principalement sous forme de matériel d'imprimerie. Il fut alors convenu qu'une délégation de Solidarność se rendrait en France en mars 1981. Cependant, cette visite n'eut pas lieu en raison des tensions dans le pays [...].

Ce n'est que le 14 octobre, à l'invitation des cinq plus grandes centrales syndicales, qu'une délégation de Solidarność se rendit en France [...].

Le soir, sous l'immense chapiteau de la Porte de Pantin, au centre de Paris, rencontre avec les membres de la CFDT. Bien sûr, il y a une foule de Polonais. L'accueil frénétique rend notre passage sur le podium héroïque, au prix de nombreuses ecchymoses. Les applaudissements assourdissants s'éteignent lorsque Andrzej Seweryn, un acteur célèbre qui se trouve justement à Paris, commence à réciter le poème d'Adam Mickiewicz *Aux amis moscovites*.

PARIS, 15 OCTOBRE 1981

Tygodnik Solidarność, n° 31/1981.

Extraits d'un discours d'Edmond Maire

— En développant un formidable mouvement social contre la bureaucratie et la paralysie économique, les

travailleurs polonais ont démontré la continuité des aspirations fondamentales du mouvement ouvrier international à la libération et à l'autodétermination.

Si nous, militants de la CFDT, nous nous sentons si proches de nos camarades polonais, si nous leur apportons notre soutien sans réserve, c'est parce que nous trouvons dans Solidarność la confirmation du sens de notre action. Nous y trouvons également notre volonté de dépasser les barrières du mouvement ouvrier national et international. Nous trouvons également nos objectifs dans la volonté, si fortement affirmée par le congrès de Solidarność, d'autonomie pour que les travailleurs puissent réellement prendre en main leurs entreprises et assumer la responsabilité des problèmes économiques, sociaux et culturels auxquels ils sont confrontés.

[...]

Camarades et Amis, vous nous avez confortés dans notre conviction que le mouvement ouvrier est l'essence même des forces qui transforment le vieux monde à l'Est et à l'Ouest. L'essence même d'un socialisme qui se façonne librement, l'essence même de l'autonomie dans les entreprises et dans les villes.

Aux 10 millions de membres de Solidarność, au peuple polonais, les travailleurs français disent aujourd'hui : « Nous avons Solidarność dans nos cœurs ».

PARIS, 15 OCTOBRE 1981

Tygodnik Solidarność, n° 31/1981.

Krzysztof Wyszowski

— Enfin, Lech Wałęsa prend brièvement la parole et invite [l'auditoire] à poser des questions. Chaque réponse est accueillie par des applaudissements, et lorsque Wałęsa déclare que les ouvriers polonais ne demandent pas grand-chose, qu'ils ne veulent pas le pouvoir, mais seulement du pain et la liberté, le public scande avec enthousiasme : « So-li-dar-nochtch ».

[...]

Tard dans la soirée, nos amis de la CFDT nous invitent à dîner. Chez eux, nous nous sentons comme à la maison. Même dans le contexte très sympathique de la France, leur bienveillance inconditionnelle fait de la CFDT une véritable ambassadrice de la Pologne et de « Solidarność » auprès du gouvernement français et de l'opinion publique.

PARIS, 15 OCTOBRE 1981

Tygodnik Solidarność, n° 31/1981.

Wiktor Woroszyński, écrivain, dans son journal

— Janka [l'épouse de Woroszyński] et Ala étaient au rassemblement de la CFDT, la foule, le discours de Wałęsa – moyen, les réponses aux questions – meilleures, [Bronisław] Geremek traduisait, et la foule rassemblée a chanté *L'Internationale* à la fin.

PARIS, 16 OCTOBRE 1981

Wiktor Woroszyński, *Dzienniki*, vol. 1, 1953–1982, Warszawa 2017.

Krzysztof Wyszkowski

— Le retour de la délégation a été retardé par une grève du personnel de l'aéroport qui a commencé au moment où nous montions à bord de l'avion. Ils ont cru le moment opportun et ont exigé sans préavis une augmentation de 700 francs. Après un certain temps, en signe de solidarité avec « Solidarność », ils ont gentiment accepté de laisser partir uniquement l'avion polonais. Lech Wałęsa les a remerciés et a répondu aux questions des journalistes en disant que chacun se battait pour ses droits.

PARIS, 21 OCTOBRE 1981

Tygodnik Solidarność, n° 31/1981.

Jean Baisnée, directeur de l'Institut français de Cracovie

— Nous sommes arrivés à Cracovie [...], dans une Pologne en pleine effervescence. Les murs de la ville étaient couverts d'affiches pleines d'humour et de talent réalisées par les jeunes étudiants de l'Académie des Beaux-Arts. Il y en avait tant que la police n'arrivait pas à les arracher toutes. Le 6 décembre [...], les passants se rassemblaient en foule devant les clôtures multicolores, se moquant et plaisantant avec ravissement. Une bulle dans la bouche d'un Karl Marx dégouté

disait : « Prolétaires de tous les pays, pardonnez-moi ! », il y avait aussi des insultes à l'encontre des forces spéciales de la milice, les ZOMO : « Homo homini ZOMO ! », ainsi que des slogans radicaux : « La destruction du Parti tel est le programme du peuple ! ». Fiévreux, nous découvrions que Solidarność régnait dans toutes les têtes et que Moscou ne pourrait vaincre un tel peuple.

CRACOVIE, NOVEMBRE/DÉCEMBRE 1981

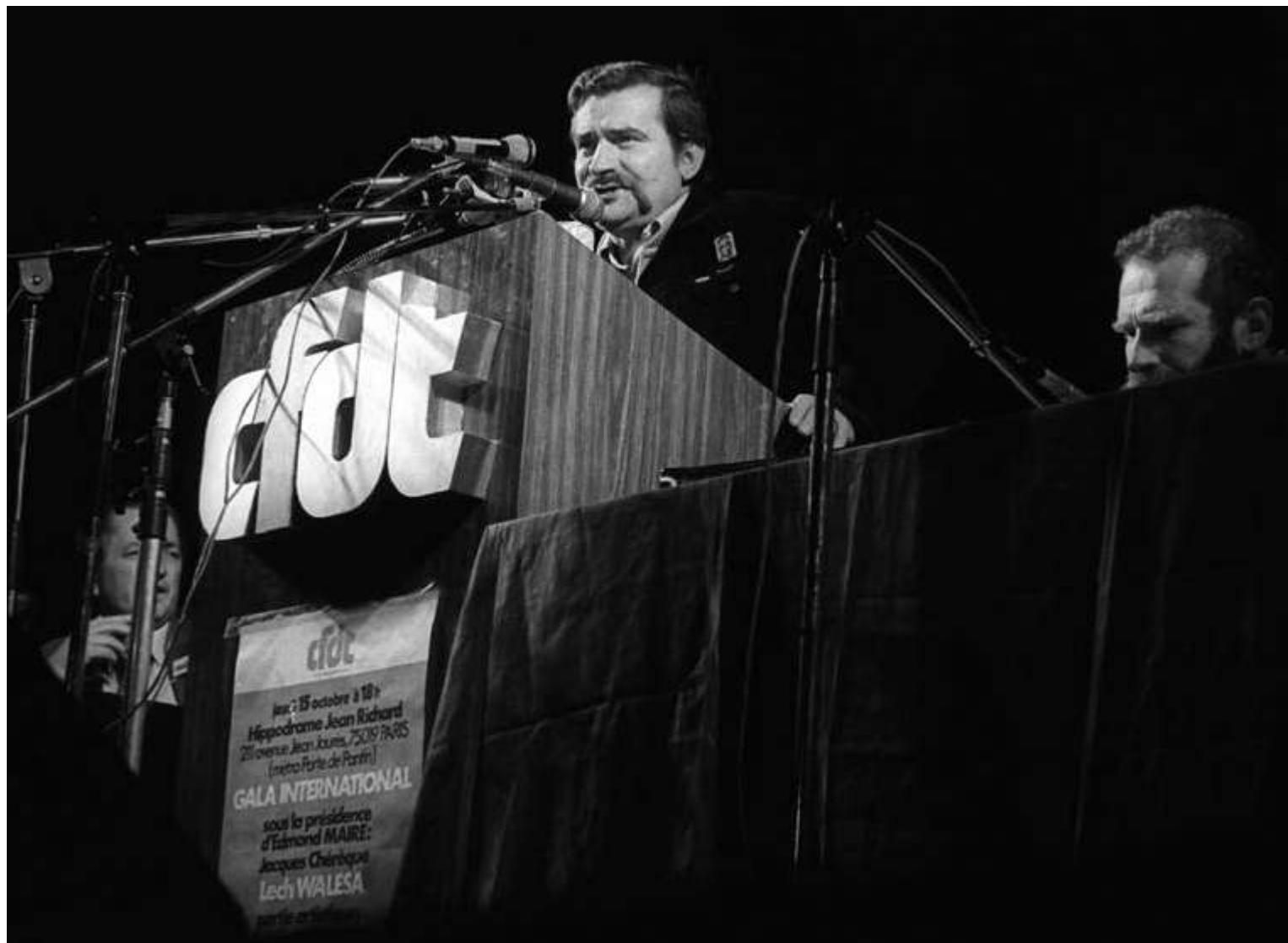
Jean Baisnée, *Działalność Instytutu Francuskiego w Krakowie 1981–1985*, in *Zagraniczne związki Solidarności*, sous la direction de Brigitte Gautier et Paweł Sowiński, Kraków 2020.

Bernard Kouchner, cofondateur de l'association humanitaire française Médecins du Monde

— Solidarność nous a appris la lutte non violente, le courage et la détermination. [...] Chacun d'entre nous s'est fortement engagé dans la cause de Solidarność. [...] Le mouvement de Solidarność a préparé le terrain pour l'Europe élargie d'aujourd'hui, même si nous n'en étions pas conscients à l'époque. [...] À l'époque, changer la Pologne signifiait changer l'Europe.

PARIS

Bernard Kouchner, *Niech pan napisze: kocham „Solidarność”* in *Gazeta Wyborcza*, n° 286/2008.



Paris, 15 octobre 1981. Délégation du syndicat NSZZ « Solidarność » en visite en France. Lech Wałęsa et Bronisław Geremek lors d'un rassemblement de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)

CRÉDITS : JERZY KOŚNIK / FORUM

LA FRANCE
FACE À
« SOLIDARNOŚĆ »



*Paris, 17 octobre 1981. Délégation du syndicat
NSZZ « Solidarność » en visite en France*

CRÉDITS : WOJTEK ŁASKI / EAST NEWS



La réaction de la France face à la loi martiale en Pologne

L'instauration de la loi martiale en Pologne le 13 décembre 1981 bouleverse l'opinion publique française qui, grâce à ses correspondants, est tenue au courant de l'intervention militaire. Diverses voix, depuis les communiqués officiels jusqu'aux déclarations de politiciens, en passant par des tracts d'information imprimés à la hâte relatent aux Français le caractère dramatique de la situation, façonnant leur solidarité et leur opposition à l'instauration de cette loi martiale souvent qualifiée de coup d'État. Le 14 décembre à Paris, 100 000 personnes manifestent contre ce qui se passe en Pologne. Les manifestations s'étendent d'ailleurs sur toute la France et rassemblent au total plus de 200 000 personnes exprimant leur opposition à la répression et leur soutien à Solidarność.

La France, qui a soutenu Solidarność depuis 1980, apporte à la Pologne une aide humanitaire, financière et politique. Après l'instauration de la loi martiale, les Français organisent des envois de produits alimentaires, de médicaments, de matériel médical, d'argent et de vêtements, coordonnés par des institutions telles que la Commission épiscopale polonaise ou l'Association Solidarité France Pologne. Il existe également un réseau d'aide individuelle – une famille française pour une famille polonaise – qui fait notamment des envois de colis et du courrier, ce qui débouche souvent sur des relations plus personnelles. Malgré leurs positions politiques divergentes, les Français s'unissent pour défendre la liberté des Polonais, allant initialement contre la position officielle du gouvernement français.

Extraits du tract de la CFDT « Déclaration de la CFDT à propos des événements en Pologne »

— Le Gouvernement polonais, en décrétant l'« état d'urgence », en arrêtant des dirigeants de SOLIDARITÉ et en occupant ses locaux, a pris une grave responsabilité.

LA C.F.D.T exprime son émotion et celle des travailleurs de FRANCE devant cette mise en cause des libertés fondamentales de tout un peuple.

Le coup de force contre SOLIDARITÉ est le début d'un processus qui peut conduire au pire. Les militants arrêtés ne sont pas des « extrémistes » : ce sont des responsables de premier plan de l'organisation syndicale démocratique qui s'est construite depuis les grands événements d'août 1980. L'arrestation de tel ou tel ancien dirigeant communiste ne saurait faire illusion.

La cause des travailleurs et du peuple polonais est celle de tous ceux qui, dans le monde, sont épris de justice et de liberté.

Devant l'évolution dramatique de la situation polonaise, le mouvement ouvrier français se mobilise.

POUR SA PART LA C.F.D.T SE REND DÈS AUJOURD'HUI, À 15 H 30, EN DÉLÉGATION À L'AMBASSADE DE POLOGNE, RUE TALLEYRAND.

Elle prend toutes les dispositions pour faire de la journée de demain une grande journée de solidarité marquée par des initiatives d'entreprises et de manifestations publiques.

Elle prend immédiatement contact avec les autres organisations syndicales – qui ont toutes reçu la délégation

de SOLIDARITÉ conduite par Lech WALESZA en octobre dernier – pour que le mouvement syndical se retrouve uni dans cette action solidaire.

PARIS, 13 DÉCEMBRE 1981

Archives de l'IBPP

Seweryn Blumsztajn, fondateur du Comité „Solidarność” en France

— La manifestation a été organisée par cinq centrales syndicales françaises : CFTC, CFDT, FO, FEN, CGC – ce qui constituait un précédent. Seuls les communistes de la CGT ont refusé d'y participer, mais dans le deuxième rang de la manifestation – le premier était occupé par les dirigeants syndicaux, Andrzej Seweryn, Zbigniew Kowalewski et moi-même – il y avait neuf membres du comité exécutif de la CGT qui avaient enfreint l'interdiction de leur centrale. Environ 100 000 personnes ont participé à la manifestation, tout Paris était à nous. C'était fantastique.

Devant le premier rang, qui était protégé par le service d'ordre des syndicaux, se sont placés ceux qui veulent [toujours] être en tête, généralement des gauchistes. Il y avait donc un groupe important de personnes devant nous. La manifestation s'arrêtait sans cesse. Il s'est avéré qu'en tête de cortège se trouvait un groupe folklorique polonais venu de Lille – aucun groupuscule gauchiste n'ayant osé se placer devant lui, car après tout, c'étaient des

Polonais. Et ces Polonais ont dansé de temps à autre tantôt la mazurka, tantôt l'oberek, freinant ainsi la manifestation.

PARIS, 14 DÉCEMBRE 1981

Stan wojenny. Ostatni atak systemu, choix des textes et coordination
Agnieszka Dębska, Warszawa 2006.

L'article éditorial *L'irréalisme socialiste* paru dans *Le Monde*

— Alors que l'état de guerre n'était pas encore décrété en Pologne, le directeur de l'Institut du marxisme-léninisme demandait au parti de renoncer au monopole du pouvoir. Il a été entendu, sans doute au-delà de ses vœux. [...] Quelles que soient les précautions de langage prises pour justifier l'événement, ce qui s'est passé à Varsovie est un véritable coup d'État, et le nouvel organisme que les militaires qualifient de « Conseil de salut national » est plus simplement appelé « junte » sous d'autres latitudes.

Le général Jaruzelski n'a certes pas tort quand il dit que « le pays est au bord de l'abîme », que « le chaos et la démoralisation ont atteint le niveau d'une débâcle ». Le premier ministre est moins convaincant quand il attribue la responsabilité de cette « catastrophe nationale » aux militants de Solidarité, à ceux du moins qu'il qualifie « d'extrémistes ».

[...]

La Pologne souffre d'être obligée de cultiver la fiction. Elle aspire à une souveraineté totale que la raison d'État interdit de revendiquer. Chacun affirme à Varsovie qu'aucune

puissance étrangère ne se mêle des affaires du pays, mais personne n'en croit mot. [...]

Le général Jaruzelski est probablement sincère quand il affirme que le pouvoir ne reviendra pas sur ce qui a été décidé en août 1980. [...] Si telle est son intention, force est de constater qu'il ne prend pas le meilleur moyen pour arriver à ses fins. Il traite en adversaires ses interlocuteurs éventuels, et dans le meilleur des cas, celui de M. Wale-sa, il semble lui donner le choix entre la coresponsabilité et la prison. Comment, dans ces conditions, envisager un dialogue libre et fructueux avec les diverses composantes de la société ? D'entrée de jeu, ce pouvoir militaire s'inscrit dans la tradition de l'irréalisme socialiste qui a si fortement marqué l'histoire polonaise depuis trois décennies.

PARIS, 15 DÉCEMBRE 1981

<https://www.lemonde.fr>

M. Pierre Mauroy, Premier ministre, dans sa déclaration à l'Assemblée nationale

— Rappel des mesures « graves » décidées en Pologne, que le gouvernement Organe collégial composé du Premier ministre, des ministres et des secrétaires d'État, chargé de l'exécution des lois et de la direction de la politique nationale français n'accepte pas-condamnation de toute «oppression intérieure» et souhait d'un retour aux libertés civiles et syndicales-soutien de la France à la Pologne (aide alimentaire) pour qu'elle retrouve, hors de toute

ingérence étrangère, « les voies de son redressement et de ses libertés ».

PARIS, 16 DÉCEMBRE 1981

<https://www.service-public.fr/>

Bernard Guetta, journaliste, correspondant pour *Le Monde* en Pologne en 1980-1981, dans son reportage intitulé *Gdansk en état de guerre*.

Les dernières heures de liberté au chantier Lénine

— « Comité national de grève », c'est vraiment trop dire. Il n'y a là, en fait, que les délégués d'atelier du chantier Lénine, des représentants de quarante-huit entreprises de Gdansk, une vingtaine de rescapés de l'appareil de Solidarité et un membre du présidium, M. Waszkiewicz. C'est peu, mais dimanche le chantier était vide et aujourd'hui — nous sommes le lundi 14 décembre — les ouvriers sont tous là, casque sur la tête et brassard blanc et rouge au bras, en grève. [...]

Il était clair pour ces hommes et ces femmes qu'on ne les avait laissés se regrouper que pour mieux les cueil-lir tous ensemble. Après un long débat, ils décident de quitter le chantier avant 22 heures, l'heure du couvre-feu décrété dans l'après-midi. Bien leur en prend : à 2 heures et 8 minutes la nuit de dimanche à lundi, la milice investit le chantier. Les forces de l'ordre brisent les ronéos et les machines à écrire qui leur tombent sous la main, circulent en colonnes entre les ateliers, arrêtent sept militants, leur passent les menottes puis repartent.

Le leitmotiv des communiqués du Conseil militaire de salut national est que tout est calme dans le pays et que chacun doit gagner son poste de travail. Faire occuper le chantier par les miliciens serait, dans ces conditions, maladroit. Lundi matin, premier jour ouvrable de l'état de guerre, les ouvriers affluent donc. Dans les faubourgs de Gdansk, l'armée stationne, mais dans la ville tout est calme, normal. Ce calme, c'est la carte maîtresse des autorités : montrer que la seule proclamation du « salut national » a suffi à normaliser la situation, comme si chaque Polonais n'attendait que cela. Les gens, de leur côté, ne songent nullement à dresser des barricades. Ils ont peur, oui. Mais en même temps ils ne croient pas, ils ne veulent pas croire, que la liberté c'est fini. [...]

Chaque heure, entre deux plages de musique classique, une voix métallique et rapide comme un ordre du jour écrase la Pologne : « Comme précédemment annoncé, le Conseil militaire de salut national s'est constitué sous la présidence du général Wojciech Jaruzelski... ». Et à chaque fois la voix enchaîne, pendant vingt minutes : « Il est interdit de... » Interdit de se réunir, de se déplacer dans le pays sans autorisation, de coller des affiches, de distribuer des tracts, de s'attarder dans les lieux publics, de sortir entre 22 heures et 6 heures, de se trouver dans la rue sans pièce d'identité pour peu qu'on ait plus de treize ans, interdit d'acheter de l'essence, de retirer plus de 10000 zlotys sur son compte bancaire, de porter des insignes, d'envoyer des colis, de faire des collectes, d'organiser des rencontres sportives,

de séjourner dans les zones frontalières, de porter des « armes blanches ». [...]

Dimanche soir, à 19h30, premier journal télévisé de l'état de guerre. Des hommes en uniforme lisent tout cela, le visage inexpressif, et ça dure. Étrange impression : toutes ces mesures font de ce coup d'état, qui ne veut pas dire son nom, une opération digne de généraux sud-américains. Et pourtant, dans les rues, la vie est normale si ce n'est cette manière de chuchoter furtivement. Il y a comme une ombre omniprésente qui a découpé la Pologne en villes et villages entre lesquels on ne peut ni communiquer ni circuler, et fait éclater une société tout entière qui n'est plus qu'une somme d'individus à la merci de tout. C'est formidablement efficace. Car si chacun sait que le refus de tous réduirait tout cela à néant, chacun se demande aussi si son frère, si son voisin, si son chef d'atelier va ou non refuser. La peur s'installe, grandit et paralyse. Et puis, trop c'est trop. À force d'assommer les consciences avec les mêmes communiqués, cette propagande finit par avouer la vérité : il n'y a rien d'autre que ces menaces toujours reprises. [...]

Lundi [...] 14 heures le même jour : une colonne de neuf chars blindés stationnés à la sortie de Gdansk sur la route de Varsovie. D'autres chars sont visibles sur les chemins parallèles à la route. [...] A cette heure-là, nul ne pourrait encore dire vers quoi va la Pologne.

GDANSK, 14 ET 15 DÉCEMBRE 1981

Le Monde, 18 décembre 1981

**L'article éditorial *La Pologne martyre*
paru dans *Paris Match***

— Ce sont les premières images bouleversantes de ce long cahier consacré à la Pologne martyre. Jaruzelski avec les pleins pouvoirs, Solidarité démantelé, ses principaux dirigeants arrêtés, Lech Walesa en otage, [...] ; l'armée à peine installée, voici que déjà la résistance s'organise. Devant ce coup de force, les Polonais ne céderont pas. Après l'été flamboyant de Gdansk, ils ne toléreront pas l'hiver des libertés perdues. L'ordre de grève générale a été lancé à toutes les entreprises du pays. C'est la réplique spontanée des rescapés de la Commission nationale de Solidarité. Le syndicat de Lech Walesa avait tout prévu. Appel aux ouvriers : « Si l'on vous force à travailler, il faut casser les cadences, retarder la production ». Appel aux paysans : « Les agriculteurs doivent tout faire pour cacher et protéger la nourriture avant les perquisitions ». Appel aux soldats : « Le devoir patriotique est de s'opposer aux ordres ». Les images exceptionnelles que *Paris Match* a réussi à faire passer à travers les mailles de la censure s'inscrivent comme le point final d'une longue bataille. Voici, en exclusivité, celles de Henri Bureau, de l'agence Sygma, qui a vécu sur place le drame du week-end dernier. Images d'autant plus déchirantes que l'Occident, mises à part quelques homélies et malédictions, reste passif devant le martyre de la Pologne.

PARIS, 25 DÉCEMBRE 1981

Paris Match, n°1700/1981

C.KY. dans l'article *Jaruzelski, un communiste en uniforme*, en *Libération*

— Étroit de carrure, le visage anguleux sur un cou rendu plus mince que nature par le col militaire, le visage inexpressif derrière ses habituelles lunettes noires, le général Jaruzelski entrera dans l'Histoire comme le premier militaire putschiste de l'histoire du communisme. On sait peu de choses de cet homme réputé timide. Et ce qu'on en sait dessine de lui en pointillé un portrait paradoxal.

Comment ce fils de la petite noblesse polonaise est-il entré au Parti communiste ? Comment cet homme dont une partie de la famille a trouvé la mort dans des camps soviétiques est-il devenu le dernier rempart du Pacte de Varsovie dans son pays, lui qui personnifiait une armée dont les Polonais aimaient à croire qu'elle incarnait la dernière chance d'une nation ? Comment cet homme, dont on dit qu'il s'était opposé à l'usage de la force contre les grévistes de Gdansk, en 1970 et en 1980, est-il devenu, un an plus tard, le responsable des morts de la mine de Wujek ? [...]

Le putsch de décembre est, sans doute, ce que ce militaire aura le mieux réussi. Depuis lors, l'homme Jaruzelski cherche à user de son image passée pour donner de ce coup de force l'image d'un sauvetage de la patrie menacée par l'occupation étrangère. Peut-être ce Pétain du marxisme-léninisme y croit-il lui-même ? Peut-être avait-il, même, comme l'autre, l'illusion de pouvoir éviter à son pays un bain de sang ? Qu'importe. Rien qu'à écouter les Polonais réutiliser, depuis quelques semaines, les mots

oublies du temps de l'Occupation, le général doit savoir à quoi s'en tenir.

PARIS, 4 JANVIER 1982

Libération, numéro hors série janvier-février/1982

F.G., journaliste, dans l'article *Quand des centaines de Polonais se trouvent bloqués en France...*

— Parmi tous les regards qui, dès le 13 décembre, se sont presque unanimement assombris face à la tragédie polonaise, certains étaient chargés d'une angoisse particulière. Il faut parler ici des ressortissants polonais séjournant temporairement à l'étranger, notamment en France, et qui, du fait de « l'état de siège », se sont retrouvés bloqués, coupés de leur famille et de leur pays natal.

Pour une raison ou pour une autre, ils étaient venus chez nous : touristes, étudiants, parents en visite familiale, travailleurs saisonniers...

Ces hommes et ces femmes – mais en majorité des hommes, âgés de moins de 35 ans – ne parlant souvent pas ou insuffisamment notre langue, ont basculé en quelque sorte dans un exil à échéance, pour l'instant, indéterminée.

Certains voudraient rentrer, mais se demandent, pour les étudiants, si on leur rouvrira la porte de l'université ; pour d'autres, membres de « Solidarité », s'ils ne risquent pas un adieu prolongé à la liberté...

PARIS, FÉVRIER 1982

Messages du secours catholique, n° 335/1982

Małgorzata Niezabitowska, journaliste

— Dès le premier jour [de la loi martiale], notre objectif était clair : montrer au monde ce qui se passait réellement dans notre pays. [...] C'est alors que se manifesta [le premier secrétaire de l'ambassade de France] Olivier de La Baume. [...] Il a immédiatement accepté de nous aider à faire passer des photos à l'Ouest. Tout ce qu'il recevrait de nous, a-t-il déclaré, serait mis dans la valise diplomatique [...] qu'un coursier transportait régulièrement de Varsovie au Quai d'Orsay où se trouvait, près de la Seine, le ministère des Affaires étrangères de la République française. [...] Grâce à Olivier, nous nous trouvions dans une situation exceptionnelle qui nous imposait maints engagements. Cette conscience nous stimulait. Nous travaillions avec une intensité presque maniaque. [...] Tout ce que nous envoyions était reçu là-bas et retransmis. [...] Le plus grand hebdomadaire catholique *La Vie* a fait du *Journal* l'article principal d'un numéro. [...] Mon texte était précédé d'une introduction : [...] il ne faut pas oublier la Pologne, il ne faut pas abandonner nos amis, proclamaient les rédacteurs, appelant à la solidarité avec l'héroïque peuple polonais. [...] Nos documents, imprimés en tirages massifs, parfaitement mis en valeur...

Małgorzata Niezabitowska, *W twoim kraju wojna!*,
Warszawa 2016.

**Jerzy Giedroyc et Zofia Hertz, rédacteurs
de *Kultura* et fondateurs de l'Institut Littéraire,
dans un commentaire paru dans *Kultura*
dans la rubrique *Observatoire***

— La visite du général Jaruzelski au président Mitterrand ne va sans doute pas perturber les relations entre la Pologne populaire et la France. En effet, l'invité n'avait rien à offrir à son hôte. Il voulait seulement être reçu et était prêt à avaler toutes les couleuvres qu'on lui servirait. Seule la rencontre comptait pour lui : la conquête de Paris. Comme l'écrit le journal *Trybuna Ludu*, tous les aspects protocolaires devaient être subordonnés à cet objectif stratégique. Ils furent donc sacrifiés avec une impitoyable rigueur militaire. Au départ, le général-touriste devait être accueilli à l'aéroport par le ministre des Affaires étrangères. Puis par le

sous-secrétaire d'État de ce ministère. Finalement, c'est le chef du protocole qui l'attendait. Difficile de faire moins. Le lendemain, le général a ouvert un nouveau chapitre dans la riche histoire de l'accueil des chefs d'État au palais de l'Élysée : avec ses courtisans, il a été renvoyé de la porte principale et admis par l'entrée du jardin. Les journalistes ayant été informés du changement, il est impossible que l'on ait oublié d'avertir les diplomates ; il s'agissait donc d'un affront délibéré. D'ailleurs ce ne fut pas le seul. Le président n'est pas sorti sur le perron pour accueillir son invité et ne l'a pas raccompagné, comme il le fait toujours. Les communiqués officiels ont souligné à l'envi que le général Jaruzelski avait été reçu à sa propre demande. Comme un requérant.

PARIS, 12 DÉCEMBRE 1985

Kultura, n° 1-2/1986

LA RÉACTION
DE LA FRANCE
FACE À LA LOI
MARTIALE
EN POLOGNE



*Paris, 13 décembre 1981. Manifestation de solidarité
avec la Pologne après l'instauration de la loi martiale*

CRÉDITS : SIPA PRESS / EAST NEWS

LA RÉACTION
DE LA FRANCE
FACE À LA LOI
MARTIALE
EN POLOGNE



Paris, 16 décembre 1981. Réunion fondatrice du Comité de coordination
du syndicat NSZZ « Solidarność » en France. Sont assis, de gauche à droite :
Zbigniew Marcin Kowalewski, Seweryn Blumsztajn, Georges Mink, Sławomir Czarlewski

CRÉDITS : ANDRZEJ MIETKOWSKI / FONDATION DU CENTRE KARTA

Les transports avec l'aide humanitaire



En réponse à l'instauration de la loi martiale en Pologne, une vaste campagne d'aide à la population polonaise et à l'opposition démocratique est lancée en France. Des convois chargés de dons (médicaments, nourriture, vêtements) prennent la route vers la Pologne. Ces initiatives sont prises par des syndicalistes, des étudiants, des médecins, des ecclésiastiques et des intellectuels qui créent partout en France des comités locaux de solidarité avec la Pologne. L'aide afflue sans discontinuer, notamment vers les hôpitaux, les monastères, les familles des internés et les structures de Solidarność, bien que les convois, qui transportent souvent de la presse « illégale », du matériel radio ou d'imprimerie, soient soumis à des contrôles minutieux et que leurs participants s'exposent à des arrestations. Pour beaucoup d'entre eux, c'est un moment d'engagement exceptionnel, qui donne un sens à leur vie et prouve l'existence des liens de solidarité entre les êtres humains, au-delà des frontières et des systèmes politiques.

Jacky Challot, convoyeur d'aide humanitaire

— Avec des copains, un couple de copains de la CFDT – j'étais à Versailles à l'époque, en région parisienne – nous décidons, en septembre 81, au lieu de partir en vacances, à ne pas savoir quoi faire, de partir rencontrer ceux qui allaient devenir nos amis polonais. Alors que c'était tout à fait privé comme voyage, nous avions quand même du matériel à transporter, genre des cartouches d'encre

pour offset, des pièces détachées de duplicateurs offset, des choses comme ça, avec des contacts précis dans des villes, à Szczecin, à Varsovie, à Gdansk. C'était donc mon premier voyage en Pologne et là, la première impression, ça été l'impression d'un pays de contrastes, c'est-à-dire, ce qui m'avait marqué au départ, c'était la grisaille au niveau architectural. Vous savez, vous traversiez des villes, ça avait l'air tout pareil. C'était d'un gris... Les devantures de magasins étaient vides etc. Et ça contrastait avec l'enthousiasme de nos amis, enfin ceux que nous avons rencontrés à Solidarność. Ils étaient vraiment très actifs, passionnés et passionnants. Et ne comprenant rien à la langue, vous ressentiez plus que compreniez que c'était l'histoire qui bougeait. Il allait se passer des choses importantes ici, et ça, ça m'a fasciné aussitôt. [...] Quelques mois plus tard, en décembre 1981, l'état de guerre est déclaré. Et là, problème, parce que dans un premier temps, les visas touristiques sont supprimés, donc, comment se rendre en Pologne ? Puis nous apprenons qu'on peut s'y rendre dans le cadre de convois humanitaires. Donc très vite, au niveau de la structure interprofessionnelle de la CFDT à Versailles, les gens se sont dit – une équipe de gens s'est dit – que c'est le seul moyen d'aller en Pologne, et qu'il faut y aller. Alors, on va organiser un convoi humanitaire. C'était vraiment frappant, parce que c'était une époque tellement folle que vous aviez des gens des entreprises privées qui vous donnaient, par exemple, une tonne de médicaments, qui finançaient non pas l'achat mais la location

de camionnettes, des choses comme ça. [...] Nous avons organisé un premier convoi assez rapidement, c'était fin janvier début février 1982, en plein hiver. [...] Une camionnette de location dont le chauffage ne fonctionnait pas. Il fallait se relayer pour la conduire avec le bonnet, les gants etc. Mais bon, ça faisait partie du charme de l'expédition, si on peut dire. Alors la partie la moins agréable, c'était la traversée de l'Allemagne de l'Est, évidemment, puisque les humanitaires qui partaient en Pologne étaient assez malvenus. Ce qui voulait dire tracasseries, des heures d'attente à la frontière. Mais bon, nous avions un but, donc il fallait l'atteindre, alors il fallait supporter. Donc, un détail : comme il se trouve que moi, j'étais déjà allé en Pologne, j'étais le seul parmi ce groupe qui est parti, parce que les deux copains qui étaient avec moi précédemment ne pouvaient pas repartir aussi rapidement, j'avais été chargé des contacts, disons, un peu plus discrets, essentiellement à Cracovie. Je devais rencontrer, en fait, quelqu'un de l'Académie des sciences de Cracovie, pour lui remettre à la fois une somme assez importante - de l'ordre de 700 ou 800 dollars, ce qui à l'époque valait quelque chose en Pologne - plus un petit document indiquant la création du comité de coordination de Solidarność en France. Et tout ça devait être organisé, évidemment, dans la plus grande discrétion.

1981-82

"Les années Solidarność : Jacky Challot", Institut Polonais de Paris, plateforme YouTube.

Jędrzej Bukowski, président de l'Amicale polonaise du Dauphiné

— La commission « Aide – Pologne 82 », créée lors de notre dernière Assemblée générale, s'est montrée très active. À ce jour, ce travail s'est traduit par l'envoi de trois camions de 26 tonnes de nourriture, de médicaments, de matériel médical et de vêtements destinés au camp de réfugiés polonais dans les environs de Vienne, à Częstochowa et à Tarnów. Dans une semaine ou dix jours, nous enverrons un nouveau convoi dont la destination sera déterminée prochainement. L'organisation de tels envois nécessite [...] un travail considérable et l'engagement d'un groupe de personnes qui y contribuent, sans parler bien sûr de l'énorme générosité des gens. [...] Il faut également souligner que cet effort a été remarqué et apprécié par de nombreuses organisations et institutions à Grenoble et dans notre région, en particulier par les autorités municipales et départementales. La mairie de Grenoble a alloué 100 000 francs pour l'achat de denrées alimentaires et de médicaments pour le deuxième camion [...]. Il convient également de mentionner les très nombreux dons en numéraire, pour lesquels le donateur – dont le nom et l'adresse sont connus – reçoit une lettre de remerciement personnelle et un reçu pour la somme donnée.

GRENOBLE, 27 MARS 1982

Archives de la Mission catholique polonaise en France, collection Józef Dwernicki, Action « Aide Pologne '82 » à Grenoble et dans le Dauphiné, www.pbc.uw.edu.pl.

**Alain Michel, fondateur de l'association
Amitié Pologne**

— Avant d'aller en Pologne, j'ai acheté une carte de ce pays en langue française. Sur place, je n'arrivais pas à obtenir le moindre renseignement, car les Polonais ne connaissaient pas les noms français : Varsovie, Cracovie, etc. [...] Nous sommes descendus et avons demandé à la première personne que nous avons rencontrée comment aller à Skawina et à la paroisse. Il s'est avéré que nous étions déjà à Skawina, juste devant l'église qui était notre destination. [...] Les Polonais se sont révélés être des gens très aimables et hospitaliers. Je me souviens de la première famille qui nous a accueillis. Ils ne voulaient pas montrer que l'approvisionnement en nourriture était un problème pour eux. Ils ont donc emprunté ce qu'ils pouvaient à leurs voisins et ont préparé un copieux repas.

SKAWINA, FÉVRIER 1984

Ciężarówka nadziei, film documentaire,
réalisation Piotr Augustynek (2015).

Wojciech Bonowicz, journaliste

— Alain tenait beaucoup à ce que les personnes qui soutenaient Amitié Pologne en France voient comment on vivait en Pologne. Les transports de dons ont donc commencé à être accompagnés par des cars remplis de « témoins ».

Wojciech Bonowicz, *Bogda* in *Tygodnik Powszechny* n° 20/2002.

**Bogdana Pilichowska, opposante au régime,
organisatrice de l'aide occidentale**

— J'étais pleine d'admiration pour ces gens – issus de différents milieux et professions – qui partaient pour un voyage éprouvant vers un pays totalement inconnu, supportaient des attentes humiliantes de plusieurs dizaines d'heures à la frontière, tout ça pour venir nous aider.

Wojciech Bonowicz, *Bogda* in *Tygodnik Powszechny*, n° 20/2002.

**Paul Kołodzieński, participant des convois
Amitié Pologne**

— Parmi les Français qui venaient ainsi en Pologne, il y avait des gens poussés par la curiosité, un peu effrayés par ce qu'ils allaient voir dans un pays communiste. Les voyages duraient parfois plus de 30 heures, car nous devions attendre longtemps à la frontière entre la RFA et la RDA.

Ciężarówka nadziei, film documentaire,
réalisation Piotr Augustynek (2015).

Janina Ochojska

— Une fois le camion déchargé, lorsque j'ai vu que tout était neuf, je me suis demandé quelle était la façon de procéder d'un tel organisme – où trouvaient-ils tout cela ? Est-ce qu'ils allaient dans une usine ? N'avaient-ils qu'à se servir ? Les gars d'Amitié Pologne m'ont alors expliqué comment ils fonctionnaient et que c'était les gens qui donnaient de l'argent. À l'époque, je n'arrivais même pas à imaginer que

des gens veulent donner de l'argent à une organisation qui aidait ensuite un pays dont ils ne savaient rien...

TORUŃ, 1984

Cieężarówki nadziei, film documentaire,
réalisation Piotr Augustynek (2015).

Alain Michel

— Un des Polonais m'a dit que lorsqu'un camion portant le logo Amitié Pologne passait devant chez lui, il avait le sentiment de ne pas être seul, que l'étincelle de l'espoir ne s'éteignait pas.

Szymon Łucyk, *Francuski łącznik* in *Tygodnik Powszechny*,
n° 14/2015.

Gilles Manchuel

— À chaque fois, il fallait demander un visa, c'est-à-dire indiquer pour quelle raison nous voulions aller en Pologne, chez qui (nous devions fournir son adresse) et pour combien de temps. Nous donnions bien sûr l'adresse d'une 'église ou d'un monastère et, comme nous demandions un visa dans le cadre de l'aide humanitaire, il nous fallait avoir une lettre officielle d'une organisation française qui confirmait qu'elle nous envoyait en Pologne avec un transport humanitaire (nous n'informions pas ces organisations que, outre cette aide, nous transportions également des objets interdits, mais ils s'en doutaient probablement...).

Francuska pomoc dla „Solidarności” podczas stanu wojennego
in *Nadwarciański Rocznik Historyczno-Archiwalny*, n° 18/2011.

J. Florian, participant d'un convoi humanitaire

— Le voyage commence vraiment à la frontière entre l'Allemagne de l'Est et la Pologne, quand le douanier polonais signifie, après deux heures d'attente, dans un allemand approximatif : «Contrôle à 100%.» Cela veut dire le déchargement du camion par le chauffeur et les deux médecins qui l'accompagnent, l'ouverture et la fouille de la centaine de colis transportés, par le douanier qui doit emprunter à ses «clients» l'outil de travail indispensable à l'exercice de son métier : le canif. La méticulosité de la douane s'exerce principalement sur tout ce qui pourrait ressembler à du matériel d'imprimerie. Comme nous n'en transportons pas, nous sommes autorisés à poursuivre notre route après avoir tant bien que mal rafistolé les paquets. [...] À Cracovie, les médicaments de notre chargement sont livrés directement à des services hospitaliers et à des pharmacies qui travaillent avec l'Église catholique. La nourriture et les vêtements vont en priorité aux plus démunis, personnes âgées, chômeurs, victimes de la répression... Nos interlocuteurs affirment qu'il est très important que l'aide humanitaire transite par des associations bénévoles et non par des circuits officiels d'une efficacité douteuse.

1984

J. Florian, *Une visite à la Pologne qui dit «non»* in *Le Monde*,
21 janvier 1985.

Gilles Manchuel

— Ces transports étaient également un prétexte pour transporter autre chose, des objets interdits : de l'encre pour les imprimeries clandestines, des pièces de rechange pour les machines à imprimer, des matrices pour les machines de la marque Gestetner et même, une fois, un appareil pour mettre la SB [le service de sécurité] sur écoute. C'est avec cet appareil que je suis arrivé à Gorzów. Il ressemblait à une radio, mais avait été modifié à l'intérieur. Nous l'avions reçu d'une personne du bureau de Solidarność à Paris. Nous l'avons transporté fixé sur le tableau de bord, car il ressemblait à une radio. Nous en avons caché les antennes dans la carrosserie. La milice a trouvé cet appareil quelques jours plus tard à Gorzów. Je me souviens qu'il y avait aussi un mini-magnétophone et des cassettes qui avaient été apportées aux détenus par leurs familles lors de leurs visites et sur lesquelles ils enregistraient des chansons interdites. Ces cassettes ont ensuite été apportées en France comme témoignage. Nous transportions également de l'argent.

*Francuska pomoc dla „Solidarności” podczas stanu wojennego
in Nadwarciański Rocznik Historyczno-Archiwalny, n° 18/2011.*

Alain Michel

— Nous transportions pour Solidarność de l'encre d'imprimerie, de la littérature interdite, des livres de la revue *Kultura* en format réduit. Nous les cachions dans le camion, à différents endroits. Dans les phares, dans la cabine du

conducteur. Et lorsque nous quitions la Pologne, nous emportions avec nous des documents de Solidarność.

*Ciężarówka nadziei, film documentaire,
réalisation Piotr Augustynek (2015).*

Jacky Challot

— Il y a eu plusieurs convois qui sont passés sans problèmes. Et la dernière fois, c'était en mars 84, je débarque donc par un froid vraiment intense etc. Tout se passe dans un premier temps comme prévu, c'est-à-dire que, comme à chaque convoi, j'avais prévu des cartouches de cigarettes et du café pour, comment dire, améliorer les contacts avec les douaniers. Et là, il s'est trouvé qu'il y avait des gardes-frontière qui étaient en renfort avec les douaniers. [...] Ils ont commencé à chercher et donc là, j'ai compris tout de suite. Ils ont cherché un certain temps, ils ne connaissaient pas le système d'ouverture de la cache. Ils ont fini par casser la paroi avec un pied-de-biche, en forçant. Je me souviens de la réaction du premier qui a vu ça. C'était... un langage pas très raffiné, « *O kurwa, reakcja* » [putain, les réacs]. Donc la réaction au sens politique. À partir de ce moment-là, alors que nous avions débarqué peut-être vers 9h, 9h30 du matin, commence une longue attente en plein froid. Moi dans un premier temps je n'en connaissais pas la raison, évidemment. C'était en fait pour faire venir à la fois une équipe de télévision de Szczecin – qui était quand même un peu éloigné - et surtout une équipe de la police politique, qui sont venus alors comme dans les

films, à bord d'une Volga - ces voitures soviétiques noires, vraiment comme dans John le Carré.

22 MARS 1984

"Les années Solidarność: Jacky Challot", Institut Polonais de Paris, plateforme YouTube.

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— Un citoyen français, M. Jacky Challot, a été arrêté le 22 mars dernier après avoir franchi la frontière polonaise à bord d'une camionnette où était dissimulé du matériel d'imprimerie. La camionnette, affrétée par une organisation d'aide à la Pologne constituée en Eure-et-Loir, transportait des appareillages médicaux, des médicaments et des vêtements, destinés au centre de distribution géré par l'Église à Cracovie. M. Challot a été arrêté à Swinoujście, dans le nord-ouest du pays, où il était arrivé à bord d'un ferry.

Sa famille, qui s'inquiétait de sa disparition, a entrepris des démarches pour le retrouver, et ce n'est que le 3 avril que les autorités polonaises ont averti le consulat de France à Varsovie de l'arrestation du jeune homme, actuellement incarcéré à Szczecin : le ministère français des relations extérieures a protesté contre ce manquement aux conventions internationales, qui prévoient que toute arrestation doit être annoncée dans les quarante-huit heures, et a reçu, sur ce point précis, les excuses de la partie polonaise. En revanche, les deux interventions du ministère français en faveur d'une libération de M. Challot n'ont donné aucun résultat.

M. Challot, qui est fonctionnaire du Trésor mis en disponibilité pour convenances personnelles, avait déjà assuré plusieurs transports d'aide caritative à la Pologne. Il risque une peine de six mois à cinq ans de prison. Le matériel qui aurait été découvert à bord de la camionnette comprenait notamment sept machines à photocopier, de l'encre d'imprimerie et diverses publications. C'est ce dernier chef d'accusation (transport de publications hostiles contenant, selon la terminologie officielle, de « fausses informations ») qui a été retenu contre M. Challot. [...] Selon le ministère français des relations extérieures, un autre citoyen français, M. Olivier Roux, est lui aussi emprisonné à Szczecin, après avoir été arrêté au moment où il remettait des documents à des Polonais. Ce type d'affaires impliquant des Français a été relativement fréquent au cours des derniers mois, mais, jusqu'à présent, les autorités polonaises se contentaient d'expulser les intéressés.

AVRIL 1984

Un Français est incarcéré pour avoir tenté d'introduire des publications "hostiles" in Le Monde, 20 avril 1984.

Extraits d'un appel des intellectuels français

— Deux Français sont emprisonnés en Pologne.

L'un depuis le 22 mars, l'autre depuis le 11 avril. L'un s'appelle Jacky Challot, il a vingt-huit ans ; l'autre s'appelle Olivier Roux, il a vingt-deux ans. Ils ne se connaissent pas. Le gouvernement polonais, qui avait gardé le secret sur ces arrestations, vient de les rendre publiques dans sa presse et

sur les écrans de sa télévision au point de les transformer en matériel de propagande.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est temps pour nous de prendre à notre tour la parole à propos de Jacky Challot et d'Olivier Roux. Ils ne sont pas des porteurs de bombes à la solde d'une propagande quelconque. Ils sont des voyageurs attachés à la libre circulation des hommes et des idées si chères aux signataires des accords d'Helsinki, et c'est pourquoi nous demandons et nous ne cesserons pas de demander qu'ils soient rendus à leur pays, à leur famille et à leurs amis.

Ce texte est signé par : Pierre Boulez, Pierre Bourdieu, Patrice Chéreau, Gérard Depardieu, Michel Foucault, Costa-Gavras, Françoise Giroud, André Glucksmann, Me Georges Kiejman, Bernard Kouchner, André Lwoff, Claude Mauriac, Ariane Mnouchkine, Yves Montand, François Périer, Claude Sautet, Simone Signoret, Bertrand Tavernier.

Un appel pour la libération de deux Français détenus en Pologne
in *Le Monde*, 30 avril 1984.

Extraits d'un reportage paru dans *Le Monde*

— Au stand Pologne de la Foire de Paris, la vitrine regorgeant de cristaux disparaît soudain sous une large banderole : « Libérez Jacky Challot ! » Il est environ 15 heures mardi 1er mai lorsqu'une trentaine de manifestants bloquent le stand. La surprise est totale. [...] Le

mystère est rapidement éclairci. Le jeune homme, militant cédétiste âgé de vingt-huit ans, est emprisonné à Szczecin, en Pologne. [...] Inculpé d'insultes aux autorités polonaises, Jacky Challot risque, selon ses amis, de six mois à cinq ans de prison. Le jeune homme venait de franchir la frontière lorsqu'il a été arrêté le 22 mars au volant d'une camionnette transportant du matériel sanitaire, sept machines à photocopier et des publications dites « interdites » par les autorités polonaises. Jacky Challot voyageait pour le compte de Thimerais-Pologne, une association humanitaire locale basée à Maillebois (Eure-et-Loir).

Agit'prop' au stand Pologne de la Foire de Paris, Le Monde,
3 mai 1984.

Extraits d'un reportage paru dans *Le Monde*

— On attendait une épopée, ce furent quelques borborrygmes : le récit de M. Olivier Roux, mercredi 13 juin, dès son arrivée à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle, après son séjour dans les prisons polonaises, n'est pas de ceux qui font les grands succès de librairie. On a appris que « les choses s'étaient passées correctement », que, pour autant qu'il le sache, il n'y a pas de sévices envers les prisonniers et que l'épreuve a été pour lui difficile « plus moralement que physiquement ». [...] « Solidarité existe toujours » [...] et « ses militants n'ont pas perdu espoir ». [...] Il n'a pas eu, en Pologne, de nouvelles de l'autre prisonnier français, M. Jacques Challot.

[...] Il ignore toujours les raisons de son arrestation :
« Je n'avais dans mes valises que du café et du chocolat et
je vous assure qu'elles étaient lourdes. »

*M. Olivier Roux ignore les raisons de son arrestation, Le Monde,
15 juin 1984.*

Extraits d'un reportage paru dans *Le Monde*

— M. Jacques Challot, citoyen français arrêté le 22 mars dernier à la frontière polonaise, a été condamné, mercredi 27 juin, à deux ans de prison ferme par le tribunal de Swinoujscie. [...] Cette condamnation n'exclut pas une prochaine libération : une décision à ce sujet devrait intervenir d'ici une semaine - délai de mise en application du jugement. En plus de sa peine de prison, M. Challot a été frappé d'une amende de 500 000 zlotys (4 500 dollars). [...] Jamais condamné en Pologne ni en France, M. Challot s'est vu accorder des « circonstances atténuantes » par le tribunal, qui a toutefois rejeté la demande de mise en liberté provisoire formulée par les avocats.

Au cours du procès qui s'était ouvert le matin même, M. Challot a plaidé coupable en ce qui concerne l'infraction douanière, mais il a affirmé ignorer que les publications qu'il transportait pouvaient avoir « le caractère mensonger, calomniateur et humiliant à l'égard de la République populaire de Pologne et de ses organes dirigeants » mentionné par l'acte d'accusation. Le chargement clandestin, a-t-il expliqué, lui avait été remis par un certain Serge, et lui-même n'a jamais eu connaissance du caractère exact de

son contenu. « J'ai pensé que les risques encourus étaient de type administratif », a-t-il dit. « Dans la mesure où la Pologne a signé les accords d'Helsinki sur la libre circulation des hommes et des idées, les publications me paraissaient seulement apporter un point de vue différent des ouvrages officiels », sans pour autant « nuire aux intérêts du pays ».

Son principal avocat, Me Tadeusz de Virion, réputé en Pologne pour assurer la défense des prisonniers politiques, a récusé l'acte d'accusation concernant le « caractère criminel » des publications. Un ouvrage rejeté par la censure, a-t-il expliqué, « ne contient pas forcément des écrits à caractère anti-État tombant sous le coup de la loi ». Le tribunal a cependant retenu tous les chefs d'inculpation.

*M. Jacques Challot a été condamné à deux ans de prison ferme Un
« rachat » reste possible, Le Monde, 29 juin 1984.*

Extraits d'un reportage paru dans *Le Monde*

— M. Jacques Challot, le jeune Français condamné le 27 juin dernier à une peine de deux ans de prison ferme pour avoir tenté d'introduire en Pologne du matériel d'imprimerie et diverses publications hostiles au régime, a été libéré, mardi 3 juillet, sa peine ayant, comme prévu, été commuée en amende. Il devra payer au total une somme de 1 180 000 zlotys (soit environ 90 000 francs) qui inclut une amende douanière de 500 000 zlotys. [...]

Avant de faire relâcher le jeune homme, le gouvernement polonais a cependant tenu à le faire passer en justice, ce qui est assez inhabituel dans ce type d'affaire :

il s'agit à l'évidence d'un avertissement destiné à dissuader les convoyeurs bénévoles d'introduire en Pologne, en même temps que des vivres et des médicaments, du matériel destiné à l'opposition clandestine.

M. Challot [...] au début de sa détention, a été en contact avec « plusieurs prisonniers politiques proches de Solidarité qui ont ensuite été transférés dans la ville voisine de Nowogard ». [...] M. Challot a remercié « tous les Français qui ont permis sa libération », en précisant qu'il ne s'était rendu compte que tout récemment de l'important mouvement de sympathie soulevé en France par son cas,

quand les autorités de la prison lui ont remis de nombreuses lettres restées bloquées pendant un certain temps.

M. Jacques Challot a été libéré, Le Monde, 5 juillet 1984.

Jacky Challot

— Pour un jeune qui, comme moi, rêvait d'aventure, c'était comme un film d'action. À la différence près que j'en étais le héros.

Szymon Łucyk, Kurierzy z Paryża in Tygodnik Powszechny, n° 30/2014.



Częstochowa, 1^{er} janvier 1982. Déchargement des dons apportés de France en Pologne dans le cadre de l'opération « Aide Pologne ». Michel Destot se tient près des colis

CRÉDITS : ARCHIVES DE LA MISSION CATHOLIQUE POLONAISE DE FRANCE / POLONIJNA BIBLIOTEKA CYFROWA



Lyon, 5 octobre 1986. Vente de bougies votives dans le cadre de l'action humanitaire « L'hiver en Pologne » organisée par Amitié Pologne. Les recettes de la vente seront destinées à l'achat et au transport de nourriture pour les enfants polonais

CRÉDITS : BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE LYON



**Lech Wałęsa
en France**

En décembre 1988, sept ans après l'instauration de la loi martiale, Lech Wałęsa obtient son premier passeport et peut enfin se rendre à l'Ouest. Sa visite à Paris, sur l'invitation du président François Mitterrand, est non seulement de nature officielle, liée à la célébration du 40^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais aussi symbolique. Wałęsa devient alors le visage d'une Pologne en quête de compromis et de réformes. Ses rencontres avec des politiciens, intellectuels et syndicalistes français, ses entretiens avec Andreï Sakharov, ainsi que l'accueil chaleureux que lui réserve la communauté polonaise de Paris montrent que Solidarność reste une référence importante non seulement au pays, mais aussi sur la scène internationale.

Les événements de ce voyage à Paris dépassent le stricte cadre diplomatique : ils sont un signe qui monte que le régime communiste commence à s'effriter et que la voix de Wałęsa est à nouveau entendue dans le monde.

Lech Wałęsa, leader de Solidarność

— L'iceberg, ayant rencontré des courants chauds, a commencé à progressivement rapetisser. Le premier signe de sa fonte a été la restitution de mon passeport, après sept ans, ce qui m'a permis, du 9 au 12 décembre 1988, d'accepter l'invitation du président François Mitterrand et de me rendre en France. Bronisław Geremek et Andrzej Wielowieyski m'ont accompagné, le but principal de notre escapade étant

de participer aux célébrations du 40^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

DÉCEMBRE 1988

Lech Wałęsa, *Droga do wolności. 1985-1990. Decydujące lata*, Warszawa 1991.

Extrait d'un reportage publié dans l'hebdomadaire clandestin *Tygodnik Mazowsze*

— « La compagnie aérienne PLL LOT a l'honneur d'accueillir Lech Wałęsa, qui n'a pas voyagé avec nous depuis longtemps. Nous espérons qu'il le fera plus souvent à l'avenir ». Une tempête d'applaudissements éclate et tout au long du trajet, une file de passagers se forme pour obtenir un autographe sur leurs billets d'avion ou leurs cartes de visite. C'est ainsi que commence le voyage triomphal de trois jours de Lech Wałęsa en France, où, sur l'invitation du président Mitterrand, le président du syndicat NSZZ « Solidarność » doit participer aux célébrations du 40^e anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen.

VARSOVIE-PARIS, 9 DÉCEMBRE 1988

Tygodnik Mazowsze, n° 275, 1988.

Piotr Moszyński, journaliste de la section polonaise de Radio France Internationale à Paris

— Wałęsa affirme avoir appris par Radio France Internationale qu'il pourrait finalement se rendre à Paris. [...]

Dans l'avion qui l'emmenait en France, il ajoutait encore que, compte tenu de l'urgence du départ, il n'était pas sûr d'être bien préparé et qu'il avait le trac.

C'était peut-être vrai, mais en tout cas, cela ne se voyait pas dans le salon d'honneur de l'aéroport d'Orly. Ni trac, ni manque de préparation. Je dirais plutôt qu'il semblait parfaitement préparé. Il est entré avec un large sourire, visiblement détendu, il a salué les personnes présentes, puis il a prononcé – sans notes, bien sûr – un bref discours de bienvenue qui contenait tout ce qu'il fallait. Il a remercié le président français pour son invitation, la France dans son ensemble pour ses sept années de solidarité avec « Solidarność », a exprimé l'espoir que cette solidarité perdure et que « l'Europe d'où je viens sera un jour une Europe unie ».

PARIS, 9 DÉCEMBRE 1988

Piotr Moszyński, *Mężczyzna z wąsem '88* in *Kontakt*, janvier–février 1989.

Lech Wałęsa, dans une interview pour le quotidien *Le Monde*

— Il semble que cela intéresse autant le pouvoir que Solidarité et moi-même d'avoir de bonnes relations avec la France. On peut imaginer aussi que le pouvoir désire réellement une ouverture vers l'Occident et que la France peut la favoriser. [...] Pour moi, cette rencontre est importante. Je voudrais, d'une manière ou d'une autre, pas forcément prendre la parole, mais dans les couloirs dire : Réfléchissez,

grands de ce monde, à comment précipiter la fin de l'ère stalinienne dans nos pays et fondez des systèmes basés sur ces droits dont nous célébrons l'anniversaire. Ces droits étaient très beaux, mais il faut réfléchir sur leur application plutôt que d'en créer des nouveaux.

J'étais très content d'être invité à cette rencontre, mais je n'espérais pas partir, et j'ai donc eu très peu de temps, je ne suis pas préparé. À Paris, je serai davantage Prix Nobel, je ne vais pas beaucoup mettre l'accent sur la situation en Pologne. Car elle est actuellement intéressante, certaines choses se dessinent. Il faut que j'aborde le moins possible les affaires polonaises pour ne pas gâcher ces chances. Ma situation est donc très délicate.

Le Monde, 9 décembre 1988.

Extrait d'un reportage paru dans *Tygodnik Mazowsze*

— Lorsque le convoi de Wałęsa file à toute allure dans les rues : quatre limousines, des policiers à moto – on voit dans les voitures des mains formant le signe « V ». Lorsque le véhicule de Wałęsa est bloqué dans un embouteillage, les gens accourent, demandent des autographes, scandent : « *Solidarité !* ». La rue parisienne reconnaît le président du syndicat NSZZ « Solidarność » et manifeste spontanément sa sympathie.

PARIS, DÉCEMBRE 1988

Tygodnik Mazowsze, n° 275, 1988.

Beata Pawlak, journaliste pour le magazine

***Kontakt* publié à l'étranger**

— Reculez avec la caméra ! Reculez ! Un pas en arrière, encore un. Trop tard. Une Renault 25 noire passe le portail, nous dépasse et freine juste devant l'entrée du bâtiment [du siège de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)]. En un clin d'œil, la foule se densifie autour de la voiture. Photographes, journalistes. Syndicalistes. La masse compacte cache la silhouette qui s'en détache et se déplace avec elle vers l'entrée. Poignées de main, bruit sec des appareils photo. « Dieu te bénisse, Lech ».

Couloir. Escaliers. « *Lech Waleza, Lech Waleza !* » – un jeune homme brandit un exemplaire d'*Un chemin d'espoir*. Il l'a entendu. Il se penche par-dessus la balustrade et fait signe de la main : « Euh, trop épais. Trop long à lire ».

PARIS, DÉCEMBRE 1988

Beata Pawlak, *Szampana dla Wałęsy!* in *Kontakt*, janvier–février 1989.

**Konstanty Gebert, journaliste et militant
de l'opposition**

— Après sept ans de loi martiale, après toute une campagne dirigée contre Lech Wałęsa, visant à le détruire, la manière dont l'Europe et les autorités politiques de ce grand pays accueillent Lech montre bien qui est Wałęsa... Tout ce cérémonial – j'avais la gorge serrée.

PARIS, DÉCEMBRE 1988

Konstanty Gebert, *Magia słów. Polityka francuska wobec Polski po 13 grudnia 1981*, Londyn 1991.

Piotr Moszyński

— À 12h30, une Renault 25 bleu marine transportant Lech Wałęsa, Bronisław Geremek et Andrzej Wielowieyski entre dans la cour de l'Assemblée nationale. « *Présentez... sabres !* » – après cet ordre, la longue haie d'honneur de la Garde républicaine se met au garde-à-vous. Tout le long du chemin menant aux marches du Parlement, une rangée de sabres brillants et dégainés apparaît des deux côtés. Ajoutez à cela les casques dorés avec leurs caractéristiques « queues de cheval » pourpres. Ajoutez également les fanfares solennelles jouées par l'orchestre de la Garde républicaine. Ajoutez Laurent Fabius [président de l'Assemblée nationale] et son épouse, descendant les marches du Palais Bourbon pour serrer la main de notre électricien des chantiers navals. Une fois que vous aurez additionné tout cela, vous aurez une image assez complète du faste avec lequel Lech Wałęsa a été accueilli à Paris. Et alors vous direz que c'était magnifique. Et qu'après tant d'années d'humiliations, cela lui était dû, à lui et à nous tous.

PARIS, 10 DÉCEMBRE 1988

Piotr Moszyński, *Mężczyzna z wąsem '88* in *Kontakt*, janvier–février 1989.

**Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale
française, après sa rencontre avec Lech Wałęsa**

— Lech Wałęsa m'a dit qu'il fallait renforcer la coopération économique avec la Pologne et soutenir le processus de réforme dans ce pays. La situation économique y est,

comme on le sait, très difficile. La différence fondamentale entre la Pologne et l'Union soviétique réside dans le fait qu'en Pologne, Wałęsa représente des millions de personnes – la réforme part donc d'en bas, tandis qu'en URSS, elle est imposée d'en haut. Il en ressort clairement que nos méthodes de coopération avec ces deux pays doivent être différentes. Wałęsa estime qu'il faut renforcer les contacts, et cela me suffit. Je ne pense pas que soutenir les réformes économiques en Pologne équivaut à soutenir le régime du général Jaruzelski. Je ne connais pas bien la situation en Pologne. Si Wałęsa me dit de soutenir le processus de changement, je le crois et j'agirai dans cet esprit.

PARIS, 10 DÉCEMBRE 1988

Piotr Moszyński, *Mężczyzna z wąsem '88* in *Kontakt*, janvier–février 1989.

Bronisław Geremek, historien, conseiller de Solidarność en clandestinité

— J'éprouvais de la fierté. C'était le moment où non seulement Solidarność, mais aussi la Pologne retrouvaient leur place en Europe et dans le monde. Je pensais que je ne regrettais rien de ce que j'avais dû sacrifier pour voir Lech Wałęsa accueilli comme un chef d'État par la Garde d'honneur française, discutant avec tous les plus éminents hommes politiques français et les principaux représentants de la politique mondiale.

PARIS, DÉCEMBRE 1988

Rok 1989. Geremek opowiada, Żakowski pyta, Warszawa 2008.

Piotr Moszyński

— Un sentiment d'encerclement n'a sans doute pas quitté le président de Solidarność pendant toute la durée de son séjour à Paris. [...] Après la foule de voitures dans la rue, une foule de gens à l'hôtel. [...] Sept ans d'absence à l'étranger font que tous ceux qui n'ont pas pu parler à Wałęsa pendant toute cette période veulent rattraper le temps perdu maintenant, en trois jours. [...] Je me souviens comment, dimanche [11 décembre] au soir, il est arrivé à l'hôtel après une longue série de réunions avec différentes organisations syndicales françaises. Il était littéralement vert pâle. [...] À 20h30, une rencontre avec la diaspora polonaise devait commencer. Les gardes au 28^e étage nous expliquent calmement : « M. Wałęsa doit aller aux toilettes, puis prendre une douche et s'allonger un moment. Comprenez-le. ».

PARIS, 11 DÉCEMBRE 1988

Piotr Moszyński *Mężczyzna z wąsem '88* in *Kontakt*, janvier–février 1989.

Lech Wałęsa

— Malgré les nombreux moments forts de cette visite, c'est la rencontre avec la communauté polonaise de Paris, le 11 décembre, qui m'a le plus marqué. J'ai alors dit entre autres que quelque chose de sensé avait commencé en Pologne, car les deux parties avaient compris qu'un compromis ne signifiait pas nécessairement un accord à genoux. Quand on m'a demandé quel était le programme de Solidarność pour que le pays retrouve son

indépendance, j'ai répondu qu'il fallait d'abord se sentir indépendant et libre.

PARIS, 11 DÉCEMBRE 1988

Lech Wałęsa, *Droga do wolności. 1985-1990 Decydujące lata*, Warszawa 1991.

Zdzisław Najder, journaliste en exil et militant politique

— Lors de la rencontre de Wałęsa avec des Polonais [...], j'ai remarqué au premier rang Jerzy Giedroyc et Zofia Hertz. Un peu à l'écart, donc plus accessible, était assis Gustaw Herling-Grudziński, que j'ai pu saluer immédiatement. Je lui ai dit que Geremek avait exprimé l'espoir que lui-même et Wałęsa pourraient faire la connaissance du rédacteur [en chef] de *Kultura*, qui critiquait alors assez sévèrement tant le président de « Solidarność » que la position du syndicat. [...] Il s'est avéré impossible de faire descendre Wałęsa de l'estrade pour le conduire dans la salle bondée, d'autant plus que ses gardes du corps s'y sont opposés. Je suis donc retourné vers M. Jerzy, lui ai expliqué la situation et lui ai demandé s'il accepterait de s'approcher lui-même. « Mais bien sûr ». Wałęsa l'a salué avec enthousiasme et lui a dit : « J'ai grandi avec vous, merci », mais ensuite [...] il lui a reproché à deux reprises « qu'on s'en prenait à lui ces derniers temps et qu'on ne lui donnait aucune chance ». M. Jerzy est resté silencieux, souriant poliment.

PARIS, 11 DÉCEMBRE 1988

Zdzisław Najder, *Jaka Polska. Co i komu doradzałem*, Kraków 1993.

Extraits d'un article paru dans la revue *Kontakt*

— Lundi, dix heures du matin, hall de l'hôtel « Concorde La Fayette », où réside Wałęsa. On nous informe que la conférence de presse aura lieu dans l'une des salles de réception, au 33^e étage. [...] Les fenêtres offrent une vue magnifique sur Paris. À 10h30, Wałęsa entre, accompagné de Geremek, Wielowieyski, des représentants des centrales syndicales françaises et, à la grande surprise de la plupart des personnes présentes, de Lev Timofeïev, célèbre militant de l'opposition russe.

P. K., *Konferencja prasowa in Kontakt*, janvier-février 1989.

Bronisław Geremek

— Je n'oublierai jamais mon échange avec Sakharov et ce moment très particulier où, lors de la conférence de presse qui clôturait ce voyage, Lev Timofeïev a déclaré : « Il n'y aurait pas eu Gorbatchev et il n'y aurait pas eu Sakharov à Paris sans Solidarność en Pologne ».

PARIS, 12 DÉCEMBRE 1988

Rok 1989. Geremek opowiada, Żakowski pyta, Warszawa 2008.

Lech Wałęsa à la conférence de presse clôturant sa visite à Paris

— Toutes les bonnes choses ont une fin. Je dois dire adieu à cette terre si belle, à cette belle ville. J'espère que ce ne sera pas pour sept ans cette fois-ci. La présence à mes

côtés de Lev Timofeïev me conforte dans cette conviction... Je remercie le président français pour son invitation, nous avons reçu un accueil formidable... Comme au cours des sept dernières années, on a fait montre d'une grande solidarité [vis-à-vis de nous] et, une fois de plus, on a pu voir combien cette solidarité était et est toujours nécessaire. Solidarité dans la lutte commune pour les droits, pour

la liberté, pour la dignité humaine... Nous invitons tout le monde à venir chez nous, dans un pays où les choses commencent à bouger... Nous mettons nos espoirs dans les réformes, dans la perestroïka, dans la glasnost, et nous voulons renforcer ces tendances.

PARIS, 12 DÉCEMBRE 1988

P. K., *Konferencja prasowa in Kontakt*, janvier-février 1989.

LECH WAŁĘSA
EN FRANCE



*Paris, 10 décembre 1988. Bronisław Geremek, Lech Wałęsa, Andreï Sakharov
avec sa femme Elena Bonner, accueillis par le Premier ministre
français Michel Rocard (au centre) devant l'hôtel Matignon*

CRÉDITS : BY YVES SIEUR / AFP / EAST NEWS



*Paris, 12 décembre 1988. Bronisław Geremek, Georges Mink et Lech Wałęsa
à la conférence de presse à l'hôtel Concorde-Lafayette*

CRÉDITS : ROGER VIOLLET / GETTY IMAGES



La France face aux changements en Pologne

Les années 1989–1990 marquent pour la Pologne un tournant qui sera le début des transformations dans toute l'Europe. La France, avec à sa tête le président François Mitterrand, devient l'un des principaux partenaires et avocats des changements qui s'opèrent en Pologne. Du côté polonais, les attentes vis-à-vis de Paris sont très élevées et comprennent non seulement un soutien symbolique, mais aussi une réelle aide économique et politique.

Les gestes français, tels que la visite de François Mitterrand à Varsovie et à Gdańsk, les actions menées au Club de Paris et au sein des Communautés européennes, prouvent que la France considère la Pologne comme un lieu où se joue l'avenir du continent. Le nouveau rôle de la Pologne sur la scène internationale se forme dans l'espace entre la vision d'une Europe des nations libres et la difficile réalité quotidienne des réformes – et dans cet espace, la France occupe la position d'un des partenaires majeurs.

Mieczysław F. Rakowski, Premier ministre polonais, dans son journal

— Notre entretien « en tête-à-tête », qui a duré une demi-heure, a commencé par la question suivante posée par le président français François Mitterrand : « Quoi de neuf en Pologne ? ». Je lui ai présenté mon appréciation de la situation politique et économique. Il l'a jugée très compliquée. Il a notamment constaté : « À l'Ouest, on ne

vous comprend pas. En étant à votre place, je ne sais pas si j'agis différemment ». À ma remarque selon laquelle nous aimerions voir la France s'engager davantage dans notre pays, Mitterrand a répondu qu'il partageait cet avis, qu'il jugeait opportun d'accélérer le développement des relations avec la Pologne, d'autant plus que la France avait un certain retard dans ce domaine. À ma proposition que la France se montre favorable à notre égard en matière de crédits et de financements et au sein du Club de Paris, il m'a assuré qu'il discuterait de cela avec le Premier ministre et le Ministre des finances. Il m'a également encouragé à profiter de mon séjour officiel à Paris pour présenter en détail notre position et nos propositions.

BONN, 20 JANVIER 1989

Mieczysław F. Rakowski, *Dzienniki polityczne 1987-1990*, Warszawa 2005.

Extrait d'un article paru dans *Le Monde*

— Quatre mois après l'échec des pourparlers sur la table ronde, Solidarité et le pouvoir polonais se retrouvaient face à face, vendredi 27 janvier, sous l'œil des représentants de l'épiscopat, pour une nouvelle tentative de sortir ensemble de la crise. Mais cette fois-ci, M. Lech Walesa et ses experts d'un côté, le général Czesław Kiszczak et M. Stanisław Ciosek, membres du bureau politique du POUP, et leur équipe, de l'autre, savent qu'un pas énorme a été franchi : le 17 janvier, la direction du parti a fait accepter au comité central, après des heures de débats aussi dramatiques que

laborieux, le principe de la légalisation de Solidarité, et donc du pluralisme syndical.

PARIS, 27 JANVIER 1989

Pologne : reprise des discussions entre le gouvernement et Solidarité.

La recherche d'un « compromis historique », in Le Monde, 28 janvier 1989.

**Bronisław Geremek, conseiller de Solidarność,
dans Le Monde**

— Une plateforme électorale commune est tout bonnement « impensable » [...] Pour tous, il s'agit de quitter la période de la loi martiale. Le pas le plus important vient d'être fait ; maintenant s'ouvre une période plus difficile encore. [...] La société civile veut être libre, elle demande des élections libres, le pluripartisme. Or le pouvoir voit là les moyens de son anéantissement.

27 JANVIER 1989

Pologne : reprise des discussions entre le gouvernement et Solidarité.

La recherche d'un « compromis historique », in Le Monde, 28 janvier 1989.

**Jerzy Baczyński,
journaliste, dans
l'hebdomadaire Polityka**

— « Je suis venu pour raviver le mariage franco-polonais », a déclaré le Premier ministre Rakowski à son arrivée à Paris. [...] Le premier interlocuteur parisien de M[ieczysław] Rakowski fut [...] Pierre Mauroy, aujourd'hui premier secrétaire du Parti socialiste au pouvoir. P. Mauroy n'a pas manqué de prévenir Mieczysław Rakowski que

« depuis 1981, la France regardait la Pologne à travers les yeux de Solidarność ». [...] Les informations provenant de la rue Solférino, où se trouve le siège du Parti socialiste, étaient assez surprenantes. Pierre Mauroy est sorti dans la cour pour accueillir son invité polonais, et l'entretien s'est prolongé au-delà du temps prévu. [...] Les derniers événements en Pologne, et en particulier la tentative de trouver une nouvelle formule politique lors [des négociations] de la « table ronde », ont beaucoup intéressé la direction du Parti socialiste français. P. Mauroy a même déclaré que « la Pologne était un laboratoire pour l'Europe de l'Est ».

14 FÉVRIER 1989

Jerzy Baczyński, Premier w Paryżu. Małżeństwo z rozsądku, in Polityka, 25 février 1989, n° 8.

**François Mitterrand, président
de la République française, dans
un entretien avec Mieczysław Rakowski**

— Quand je regarde la Pologne, ce n'est pas des schémas que je vois, mais un peuple avec son histoire et son patrimoine. Un peuple dont on a cherché à diviser le pays tout au long des siècles, mais qui ne s'est jamais laissé vaincre. Il a conservé son identité, ses racines profondes. [...] Je ne suis pas un polonophile, mais en tant que Français, je suis attaché à la Pologne. [...] La France peut vous aider en tant que pays membre de la CEE. La nouvelle qualité des relations entre la CEE et l'Europe de l'Est aura également

une influence favorable à cet égard. [...] Il est clair pour moi que la Pologne dispose de ressources humaines et intellectuelles suffisantes pour rembourser ses dettes, surtout si elle apaise ses problèmes internes. Nous pouvons attendre pour le remboursement.

PARIS, 15 FÉVRIER 1989

Mieczysław F. Rakowski, *Dzienniki polityczne 1987-1990*, Warszawa 2005.

Jerzy Baczyński dans l'hebdomadaire *Polityka*

— Officiellement, le but de la visite officielle de Mieczysław Rakowski en France était de participer à la première réunion de la Chambre de commerce et d'industrie franco-polonaise récemment créée. [...] L'annonce de la participation du Premier ministre polonais à la réunion inaugurale de la Chambre a donné à cette initiative une importance inattendue. Parmi près de la centaine de membres fondateurs figuraient des représentants des plus grandes entreprises françaises (Alcatel, Pechiney, Rhône Poulenc, Creusot Loire, Crédit Lyonnais, etc.), et la réunion au palais Potocki, actuel siège de la Chambre de Paris (près de l'Arc de Triomphe), a également rassemblé des hauts fonctionnaires de ministères, des responsables d'organisations patronales françaises (regroupant des propriétaires d'entreprises) et d'établissements de crédit, soit environ 200 personnes au total.

15 FÉVRIER 1989

Jerzy Baczyński, *Premier w Paryżu. Małżeństwo z rozsądku*, in *Polityka*, 25 février 1989, n° 8.

Bronisław Geremek dans *Le Monde*

— [Le pouvoir peut avoir deux stratégies]. Une stratégie de destruction : le pouvoir n'étant pas parvenu à détruire Solidarité par la répression, il va essayer de le faire par l'épreuve de la coresponsabilité. Et une stratégie tournée vers l'avenir : le parti veut s'engager dans la voie du renouveau démocratique, à condition de conserver le pouvoir ; il veut reconduire son pouvoir, mais dans un contexte démocratique. S'agissant de la première stratégie, nous acceptons la coresponsabilité pour les réformes à venir, mais certainement pas pour l'état de choses actuel. Le véritable défi pour nous, c'est la seconde stratégie, qui constitue une ouverture, même faible, pour le modèle de l'Est.

10 MAI 1989

Pologne : les enjeux des élections des 4 et 18 juin. Quel avenir pour Solidarité ? in *Le Monde*, 10 mai 1989.

Michał Boni, militant de l'opposition

— Nous sommes encore avant les élections qui seront victorieuses pour Solidarność. Dans une petite salle près de l'église Sainte-Geneviève [à Paris], se tient la rencontre de Polonais qui sont plus d'une trentaine. Certains vivent ici depuis une douzaine d'années, d'autres depuis quelques années [seulement]. Ils commencent à s'intégrer dans le monde parisien, dans la vie quotidienne française. [...] Ils sont conscients que quelque chose d'étrange, pas toujours compréhensible mais important se passe en Pologne. En écoutant les discussions et les questions qui me sont posées, j'arrive

à la conclusion que, quelque part dans leur subconscient, ils cessent d'avoir honte de la Pologne. Ils n'ont jamais appelé ce sentiment ainsi, car ils ont toujours agi et agissent encore pour la Pologne. Mais maintenant, à l'occasion des élections, leur identité polonaise se réveille de nouveau.

PARIS, JUIN 1989

Michał Boni, *5xParyż*, in *Tygodnik Solidarność*, 14 juillet 1989.

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— « C'est un peu comme si tu voulais prendre un morceau de tarte, et que tout le gâteau te tombe dans la main... » A l'image de cet électeur de Solidarité, les Polonais se sont frotté les yeux toute la journée, lundi 5 juin, tant l'étendue de la victoire du mouvement de Lech Walesa leur paraissait irréaliste. [...] Dès le début de la matinée jusqu'au soir tard, les habitants de Varsovie se sont agglutinés devant la porte des bureaux de vote, où les résultats sont affichés une fois le dépouillement achevé. Une petite foule, qui a atteint par moments quelques centaines de personnes, s'est massée devant la vitrine du siège électoral de Solidarité pour la capitale, dans un ancien café qui n'aura jamais autant mérité son nom : « Surprise » (« Niespodzianka »).

Là, des panneaux indiquant les résultats des sept circonscriptions de Varsovie, sans cesse remis à jour, provoquent des réactions d'étonnement émerveillé. [...] Une vieille dame ne parvient pas à détacher ses yeux de ces

panneaux où les candidats de Solidarité arrivent invariablement en tête avec 60 à 80 % des voix, et laisse les larmes couler le long de ses rides. L'œil rayonnant de satisfaction, un ouvrier s'en va en rigolant : « Jaruzelski, maintenant, fais ta valise et tire-toi ! » Mais les électeurs de Solidarité ont le plus souvent le triomphe discret. On se contente d'échanger de grands sourires complices, et, hormis un chant repris en chœur ou le nom de « Solidarność » scandé avec une énergie nouvelle, pas une invective ne fuse, pas un mot de revanche.

5 JUIN 1989

Après son triomphe aux élections législatives Solidarité se déclare prêt à « partager les responsabilités » à Varsovie, in Le Monde, 7 juin 1989.

François Mitterrand, dans une interview accordée à *Tygodnik Powszechny*

— La Pologne a pleinement droit à sa place en Europe. La Pologne est l'une des nations européennes les plus anciennes et les plus méritantes. Je voudrais que l'Europe soit une communauté de culture et de valeurs garantissant la liberté et la paix. [...]

La Pologne s'est engagée sur la voie du pluralisme politique. Les accords de la « table ronde » et les élections sont une grande victoire de la Pologne sur elle-même. C'est un acte de courage et de bon sens auquel je rends hommage, car il fait honneur à tous ceux qui l'ont rendu possible. Il est porteur d'espoir pour toute l'Europe. [...]

La France a défendu la Pologne lors des quatre cycles de négociations sur le rééchelonnement de la dette de votre pays. Nous continuerons à soutenir activement, en particulier dans les négociations qui viennent de s'engager avec le Fonds monétaire international, la position selon laquelle le problème de la dette de la Pologne doit être examiné dans le contexte de la situation économique globale et des capacités de paiement réelles du pays.

[...] Nos entreprises sont déjà présentes en Pologne. Des projets sont également prévus, non seulement dans le domaine des échanges de biens et de services, mais aussi dans celui des investissements réels. Cependant, la place que nous occupons aujourd'hui dans l'économie polonaise n'est pas comparable à la situation que l'on avait connu dans le passé.

Le voyage en Pologne que j'effectue en compagnie de ministres et d'industriels français sera l'occasion de donner un nouvel élan à notre coopération.

La France, consciente de la richesse de nos traditions communes, se sent tenue de répondre aux attentes des Polonais, en particulier des jeunes. Il existe un projet de développement de nos deux instituts culturels, déjà présents à Cracovie et à Varsovie. Je souhaite vivement que les autorités polonaises y répondent favorablement.

PARIS, 10 JUIN 1989

Prawo do miejsca w Europie. Z prezydentem Francji François Mitterrandem rozmawia dla „Tygodnika Powszechnego” Bogusław Sonik, in Tygodnik Powszechny, 18 juin 1989, n° 25.

Krzysztof Śliwiński, conseiller de Solidarność, dans Gazeta Wyborcza

— Le président Mitterrand avait parlé de « surmonter l'héritage de Yalta » à un moment où l'instauration de la loi martiale semblait éloigner la Pologne de l'Europe, avec la conviction que cette crise dangereuse pour le continent serait surmontée. Aujourd'hui, en se rendant en Pologne à un moment clé entre les deux tours des élections, François Mitterrand confirme l'importance de ce qui se passe chez nous pour l'ensemble du continent.

François Mitterrand vient non seulement en tant que président d'un pays lié à la Pologne par des traditions et des sympathies bien connues. Des sympathies qui accompagnent activement « Solidarność » depuis le moment de sa création. Il vient en tant qu'homme d'État, pleinement conscient de sa responsabilité non seulement pour l'avenir de la France, mais aussi pour celui du continent. Nous pouvons donc attendre de lui une confirmation claire de notre appartenance à l'Europe. Nous attendons des paroles et des actes concrets. La démocratie en Pologne a aujourd'hui de nombreux ennemis, mais le plus grand est la situation économique du pays.

Le président est accompagné de nombreux ministres lors de sa visite. Il est très rare que le gouvernement français se déplace en si grand nombre, et certainement jamais en Europe de l'Est. Nous souhaitons que, dans tous les domaines dont ces responsables politiques sont chargés, de réels progrès soient accomplis, permettant d'accélérer

et de consolider les processus qui se déroulent en Pologne pour la Pologne et pour l'Europe.

VARSOVIE, LE 14 JUIN 1989

Krzysztof Śliwiński, *Bonjour Monsieur le Président !*, in *Gazeta Wyborcza*, 14 juin 1989, n° 27.

François Mitterrand dans son discours prononcé lors du diner officiel au palais Radziwiłł à Varsovie

— Monsieur le Président, permettez-moi de vous dire, à vous-même, à vos convives, à tous les Polonais combien je suis heureux de me trouver pour la première fois en Pologne, à ce moment de son histoire et de l'histoire de l'Europe. [...] je suis venu renouer un lien exceptionnellement fort, trop longtemps distendu mais que rien n'a brisé. La véhémence des sentiments suscités chez mes compatriotes par les événements de Pologne à toute époque et aujourd'hui encore est à la mesure de l'intérêt passionné qu'ils nourrissent pour un pays plus cher à leur cœur que tant d'autres. [...] La France et la Pologne attendent beaucoup l'une de l'autre et elles sont à même, je le crois, d'inaugurer un nouveau modèle de relations entre les parties séparées de l'Europe.

VARSOVIE, 14 JUIN 1989

elysee.fr

Bogusław Sonik, militant de l'émigration, dans un commentaire paru dans la presse

— François Mitterrand a été le premier homme d'État à se rendre en Pologne après la signature des accords de la table

ronde. [...] La visite du président français n'était pas tant un soutien à l'équipe de Wojciech Jaruzelski, Rakowski ou Wałęsa. Elle était un soutien aux accords de la table ronde, dans lesquels, selon François Mitterrand, la Pologne avait remporté une victoire sur elle-même. Ce motif fut repris plusieurs fois au cours de sa visite. La Pologne s'est engagée sur la voie des réformes, dont le succès pourrait déterminer l'avenir de notre pays, mais aussi, et peut-être surtout, l'avenir de l'Europe. [...] La France a reporté de quatre ans le remboursement de notre dette, contractée à Paris. Cette dette s'élève à 4 milliards de dollars. De plus, la Pologne pourra à nouveau bénéficier de crédits français. François Mitterrand s'est également engagé à soutenir les efforts de la Pologne pour obtenir un échelonnement avantageux de sa dette auprès du Club de Paris. [...] Le dirigeant français a également rencontré Lech Wałęsa à Gdańsk. Cette rencontre était symbolique, car c'est précisément le voyage de Wałęsa à Paris en décembre 1988 qui avait marqué un tournant dans l'histoire de la Pologne. Wałęsa, alors accueilli comme un homme d'État, était revenu en Pologne plus fort et plus sûr de lui. Cette visite avait également montré à quel point les hommes d'État occidentaux comptaient avec l'électricien de Gdańsk. Aujourd'hui, Lech Wałęsa et François Mitterrand se sont retrouvés à Gdańsk, où ils ont déposé des fleurs devant le monument aux ouvriers des chantiers navals tués [lors des grèves de 1970].

VARSOVIE-GDAŃSK, 15 JUIN 1989

Bogusław Sonik, *Z prezydentem Francji w Polsce*, in *Głos Katolicki. Tygodnik polskiej emigracji*, 16-23 juillet 1989, n° 27 (1422).

**Krzysztof Turowski, journaliste et correspondant
du *Monde***

— L'édition de midi du journal télévisé de la première chaîne française a été interrompue pour diffuser les résultats du vote à la Diète polonaise. Des images en direct de la salle ont été montrées, accompagnées d'un extrait du discours du Premier ministre Mazowiecki.

À partir de 13h15, Radio France Inter a commencé chaque bulletin d'information par l'élection de Tadeusz Mazowiecki, rappelant qu'il était le premier chef de gouvernement non communiste depuis plus de quarante ans dans un pays sous domination soviétique.

Le correspondant de la Radio Europe 1, Bernard Margueritte, a été le premier à obtenir une interview du Premier ministre Mazowiecki. On a interrompu le programme pour la diffuser immédiatement. L'interview a duré 10 minutes, événement sans précédent. Tadeusz Mazowiecki a abordé presque toutes les questions relatives à la politique intérieure et étrangère. Il a souligné qu'il respecterait tous les engagements découlant de la participation de la Pologne au Pacte de Varsovie et au CAEM. Il a également évoqué l'importance de l'aide économique occidentale pour la Pologne, en soulignant le rôle de la France. Il a fait référence aux liens culturels franco-polonais, ainsi qu'à l'influence des penseurs français sur sa façon de penser.

24 AOÛT 1989

Po wyborze Tadeusza Mazowieckiego Świat Komentuje. Krzysztof Turowski telefonuje z Paryża, in Gazeta Wyborcza, 25/27 août 1989, n° 78

**Piotr Chruszczyński, directeur du bureau
de *Solidarność* à Paris**

— La diaspora polonaise en France compte près d'un million de personnes. En dehors des milieux intellectuels parisiens, cette communauté est passive et déconnectée de ses racines polonaises. La campagne électorale a montré qu'il était possible de changer cet état de choses. Avec le Congrès de la Polonia de France, nous avons notamment créé un comité électoral qui fonctionne avec efficacité. Pour éviter que cet effort ne reste pas ponctuel, un travail constant est indispensable. Ça vaudrait la peine de commencer à faire venir des théâtres polonais dans les communautés polonaises, d'organiser des expositions de peinture et des concerts de rock. Il serait bon que nos politiciens connus, tels que le professeur Geremek ou Jacek Kuroń, s'y rendent. Les Polonais de France sont en mesure d'aider leur pays, mais il faut d'abord créer une atmosphère propice et les organiser. Nous sommes prêts à y participer. J'ai récemment discuté avec des entrepreneurs polonais du nord de la France qui sont volontaires pour créer une association d'entrepreneurs. À Lille, où les Polonais représentent 13 % de l'électorat, les autorités locales ont décidé d'entamer une coopération culturelle et économique avec deux voïvodies : celle de Cracovie et celle de Katowice. Il serait bon que les commissions parlementaires s'occupent de la diaspora polonaise. Nous sommes prêts à apporter notre aide. En Pologne, on parle beaucoup de la restauration des collectivités locales.

Les Français ont une grande expérience dans ce domaine. Le bureau est en mesure de servir d'intermédiaire pour l'échange d'informations et l'établissement de contacts.

PARIS, 15 SEPTEMBRE 1989

Przyjechałem na trzy tygodnie. Z Piotrem Chruszczyńskim, kierownikiem Biura Solidarności w Paryżu rozmawia Wojciech Załuska, in Tygodnik Solidarność, 15 septembre 1989, n° 16.

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— Des personnalités occidentales, dont M. Dumas, ont réclamé, jeudi 14 septembre, une augmentation de l'aide à la Pologne. Le ministre français des Affaires étrangères doit se rendre lundi à Varsovie. De son côté, M. Giscard d'Estaing est intervenu sur le même sujet devant le Parlement européen. M. Andriessen, commissaire européen, a critiqué indirectement les Etats-Unis pour la faiblesse de leur aide à la Pologne. Washington a annoncé une aide alimentaire de 50 millions de dollars, ce qui est infime par rapport aux demandes de Solidarité. [...] M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, qui était jeudi à Copenhague, a déclaré pour sa part : « Il faut faire (pour la Pologne et la Hongrie) plus et mieux que ce qui a été projeté. »

M. Dumas doit se rendre les 18 et 19 septembre à Varsovie pour signer un accord commercial entre la CEE et la Pologne et pour discuter avec le gouvernement polonais de ses besoins et des moyens de les satisfaire. Le ministre français des affaires étrangères, qui ira aussi à Budapest, a précisé également qu'il avait suggéré à M. Jacques Delors,

le président de la Commission européenne, de l'accompagner lors d'un voyage ultérieur dans ces deux capitales. [...]

M. Mazowiecki avait récemment déclaré qu'il aspirait à ce que les relations entre Bonn et Varsovie soient à l'image de celles qui existent entre son pays et la France.

16 SEPTEMBRE 1989

Des interventions de MM. Dumas et Giscard d'Estaing. L'Europe appelée à accroître son aide à la Pologne in Le Monde, 16 septembre 1989.

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— Le président François Mitterrand a souhaité, mardi 19 septembre à Lisbonne, une plus grande coordination des Douze dans leur aide économique à la Pologne et a fait part de son intention de soumettre à ses partenaires de la CEE « une série de propositions » dans ce sens. Il a même évoqué la possibilité d'un « plan d'ensemble » tout en remarquant aussitôt que le terme de « plan est peut-être un peu ambitieux ».

Le président français, qui s'adressait à la presse à l'issue de ses entretiens avec le Premier ministre portugais, M. Cavaco Silva, a insisté sur la nécessité d'aider les Polonais à former des cadres dans tous les domaines. « C'est de cela que la Pologne a le plus besoin. Les Polonais devront se sauver eux-mêmes, mais il faut leur en apporter les moyens », a-t-il dit.

19 SEPTEMBRE 1989

En visite au Portugal M. François Mitterrand annonce « une série de propositions » pour coordonner l'aide européenne à la Pologne, in Le Monde, 21 septembre 1989.

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— L'ancien Premier ministre Jacques Chirac a proposé, jeudi 21 septembre, dans un texte publié par *Le Quotidien de Paris* et par *Gazeta* à Varsovie, un « sommet européen pour l'Europe de la liberté », rassemblant les pays de la CEE et le gouvernement polonais. M. Chirac suggère aussi la création d'un fonds d'aide spécial d'urgence pour la Pologne, un moratoire du service de la dette extérieure polonaise et une formule d'association de la Pologne à la CEE.

21 SEPTEMBRE 1989

M. Chirac propose un « sommet européen pour l'Europe de la liberté », in Le Monde, 22 septembre 1989.

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— L'aide à la Pologne mobilise la classe politique française. M. Pierre Méhaignerie, qui était dimanche 22 octobre à Gdansk, a entendu de fortes paroles de la part de M. Lech Walesa qui reproche aux Français de parler beaucoup mais d'agir peu. « Nous sommes les handicapés du communisme », a déclaré le président de Solidarité, affirmant que la Pologne ne pourrait pas s'en sortir sans l'aide de la France et des autres pays occidentaux. Le même jour, au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a, au contraire, exhorté les Polonais à prendre leurs affaires en main et à ne pas tout attendre de l'aide internationale. Cependant,

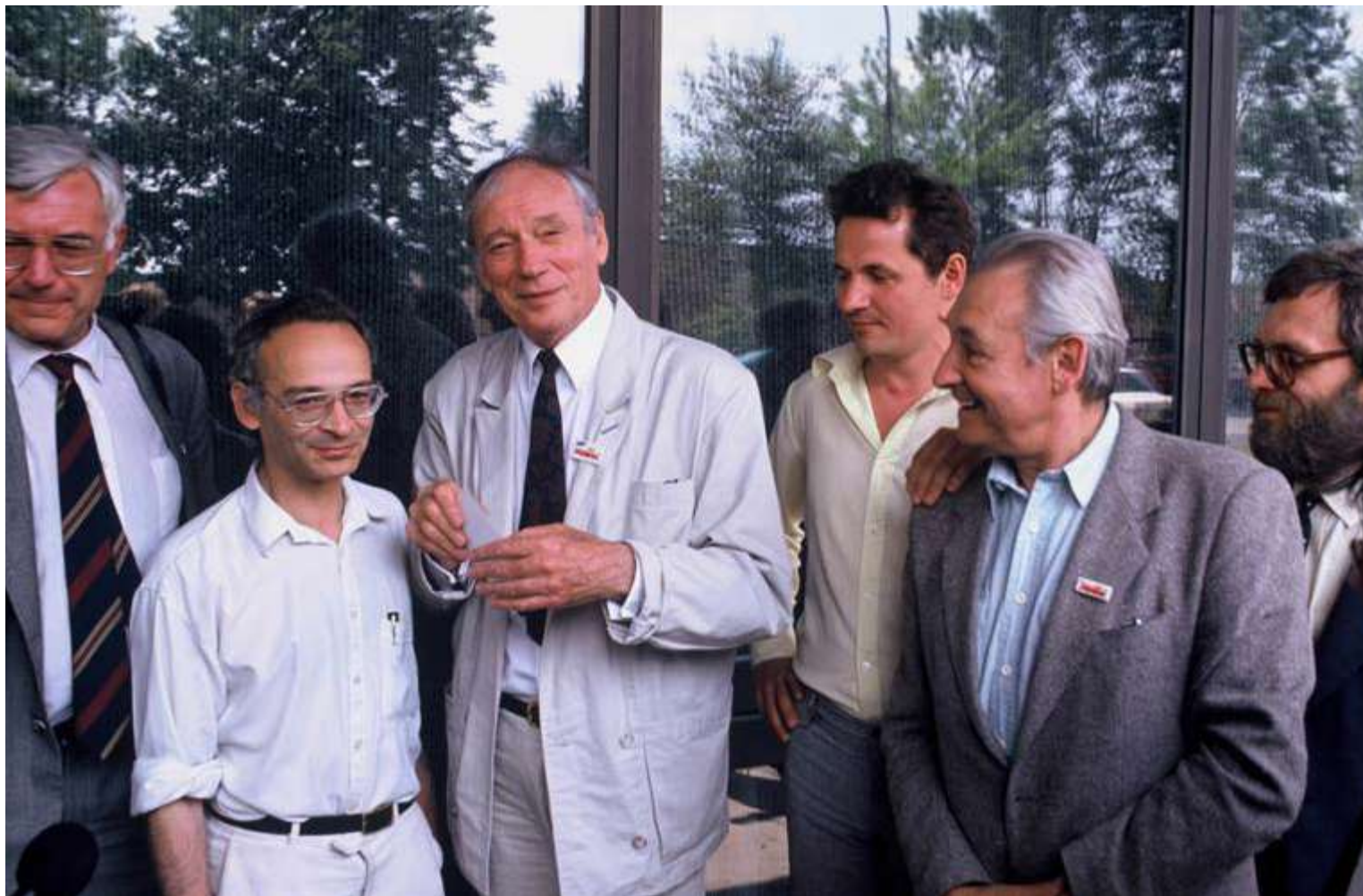
MM. Delors et Dumas, ministre des affaires étrangères, devraient se rendre prochainement en Pologne et en Hongrie pour « faire le point » sur la situation dans ces deux pays. Sous l'égide du Quai d'Orsay, plusieurs ministères français tentent de coordonner les mesures en faveur de Varsovie. [...] Le gouvernement Mazowiecki, chacun s'accorde à le reconnaître, sera d'abord jugé sur sa capacité à approvisionner les épiceries, notamment au moment de Noël. Si bref que soit le délai, cette aide d'urgence est pourtant celle qui pose le moins de problèmes, et soulève le moins de questions. Envoyer en Pologne des vêtements et des vivres, la France sait le faire. Accorder une aide d'urgence, comparable à celle débloquée par le chef de l'État lors de son voyage à Varsovie en juin dernier (500 millions de francs de crédits avaient été consentis) est également toujours possible. [...]

Encore l'argent n'est-il pas tout. En matière de formation des cadres, la France déborde de bonne volonté pour apporter à la Pologne une aide précieuse. Le groupe socialiste de l'Assemblée, par exemple, a invité un expert économique de Solidarité à venir suivre pendant une dizaine de jours la discussion budgétaire, pour apprendre comment se prépare le budget d'un grand État démocratique.

24 NOVEMBRE 1989

La France et l'aide à la Pologne. Un nouveau terrain pour la méthode Rocard, in Le Monde, 24 octobre 1989.

LA FRANCE
FACE AUX
CHANGEMENTS
EN POLOGNE



*Varsovie, 27 mai 1989. Visite d'Yves Montand en Pologne. De gauche à droite :
Krzysztof Śliwiński, Jan Lityński, Yves Montand, Zbigniew Bujak, Andrzej Wajda, Ryszard Bugaj*

CRÉDITS : WOJTEK ŁASKI / EAST NEWS



Gdańsk, 15 juin 1989. Le président français François Mitterrand et le leader du syndicat Solidarność Lech Wałęsa discutent avec des ouvriers des chantiers navals

CRÉDITS : DANIEL JANIN / AFP / EAST NEWS



Le chemin vers l'OTAN

La France est l'un des membres fondateurs du Pacte de l'Atlantique Nord de 1949. Dans les années 1960, cependant, un conflit croissant s'était déclaré entre la France et les États-Unis.

Le président Charles de Gaulle voyait d'un très mauvais œil le rôle dominant des États-Unis et souhaitait que la France disposât d'une plus grande indépendance en matière de politique étrangère. En 1966, de Gaulle décida de retirer la France de la structure de commandement militaire de l'OTAN. La France restait membre de l'Alliance, mais ne participait pas aux missions et opérations militaires de l'OTAN. Le retour progressif de la France à une participation active dans les structures du pacte commença en 1995, sous la présidence de Jacques Chirac. Les efforts simultanés de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie pour adhérer à l'Alliance furent d'abord accueillis avec beaucoup de réserve, mais finalement ils aboutirent le 12 mars 1999. La France, quant à elle, a pleinement réintégré les structures du Pacte nord-atlantique en 2009, sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

**François Léotard, ministre français
de la Défense**

— Frapper à la porte de l'OTAN [comme la Pologne le fait], c'est frapper à la porte de l'Amérique et demander des garanties américaines. C'est compréhensible, mais cela ne correspond pas à nos intentions. Nous souhaitons que la

demande de garanties de sécurité soit adressée aux États européens.

PARIS, AOÛT 1993

David S. Yost, *NATO Transformed: The Alliance's New Roles in international Security*, Washington 1998.

**Piotr Kasznia, correspondant à Paris,
dans le quotidien *Rzeczpospolita***

— La retenue de la France en matière d'acceptation de l'adhésion de la Pologne et d'autres pays à l'OTAN résulte de l'importance que la France accorde à ses relations avec la Russie. Lors de la dernière visite de Boris Eltsine en France en octobre 1995, le président de l'Assemblée nationale Philippe Seguin a déclaré que « la Russie était le problème numéro un en Europe ». Malgré l'effondrement du bloc communiste, pour la France elle reste une puissance. C'est pourquoi Paris estime, notamment, que la situation en Russie est fondamentale pour la stabilité de toute l'Europe. D'où les fréquentes déclarations des responsables politiques français, dans le cadre du projet d'élargissement de l'OTAN, sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations et les intérêts de Moscou.

PARIS, 11 SEPTEMBRE 1996

Piotr Kasznia, *Jak Paryż patrzy na Polskę* in *Rzeczpospolita*, 11 septembre 1996.

**Teresa Stylińska, journaliste, extraits d'un article
paru dans *Rzeczpospolita***

— Convocation d'un sommet de l'OTAN, préparé conjointement par la Pologne et la France, organisation d'une réunion des présidents et des premiers ministres des pays du Triangle de Weimar (Pologne, France et Allemagne), création d'une Conférence européenne (15 États membres et tous les candidats), et enfin le renforcement du rôle de l'OSCE – voici quelques propositions concrètes présentées hier [12 septembre 1996] à Varsovie par le président français Jacques Chirac. Les députés et sénateurs ont applaudi à plusieurs reprises les propos du dirigeant français, qui s'est exprimé jeudi matin lors d'une séance commune de la Diète et du Sénat. [...] « Notre coopération exemplaire, a-t-il déclaré, doit s'inscrire dans une perspective européenne. Nous devons construire l'Europe ensemble. [...] Dans cette grande entreprise, a souligné M. Chirac, la Pologne et la France doivent être des acteurs de premier plan. Je le dis avec force : la France soutient chaleureusement l'adhésion de votre grande nation à l'Alliance atlantique et à l'UEO. L'année 1997 doit marquer le début irréversible du processus d'adhésion de la Pologne à l'OTAN. Je souhaite que ces négociations aboutissent le plus rapidement possible ».

Chirac a ajouté que si l'ouverture de l'OTAN vers l'Est devait se faire, il ne fallait pas qu'elle soit perçue « comme un instrument de nouvelle division de notre continent ».

VARSOVIE, 12 SEPTEMBRE 1996

Teresa Stylińska, *Nieodwracalne otwarcie. Wizyta prezydenta
Jacquesa Chiraca w Warszawie in Rzeczpospolita*, 13 septembre 1996.

**Extrait de la conférence de presse
commune des présidents Jacques Chirac
et Aleksander Kwaśniewski**

— **Jacques Chirac** : J'ai toujours pensé qu'il y avait quelque chose de particulier dans le destin de la France et de la Pologne. On évoque volontiers le caractère millénaire de nos relations. Mais je ne pouvais pas m'empêcher de penser ce matin à quelque chose. Moi je suis un Corrèzien d'origine, mes parents sont Corrèziens, mes grands-parents le sont aussi et rien ne les prédisposait particulièrement à avoir un lien particulier avec la Pologne. Quand on regarde les choses, mon père, qui a fait la guerre de 14, en 1918 a été affecté à la division Haller. [...] Moi, quand je suis parti faire mon service militaire, j'étais jeune sous-lieutenant, je commandais un peloton, c'était en Algérie, et ce peloton était composé pour les trois quarts de jeunes Polonais qui faisaient leur service militaire en France pour acquérir la nationalité française, et j'ai commandé pendant deux ans et demi des garçons formidables. Il y a d'ailleurs de remarquables soldats qui étaient à la fois des Polonais et des Français. [...] Nous avons eu tout à l'heure, c'est ma deuxième réflexion, notre sommet bilatéral. Il y avait là l'ensemble de la délégation polonaise autour du Président, l'ensemble de la délégation française et nous avons travaillé pendant deux heures. [...] J'observais ce matin que ce sommet était un peu particulier. J'y retrouvais une ambiance amicale, franche, chaleureuse. [...] Ce qui me conduisait à dire que oui il y a quelque chose de particulier entre la

Pologne et la France. [...] La réforme de l'OTAN, la France n'était pas demandeuse dans ce domaine n'est-ce pas, mais la réforme de l'OTAN s'impose, ne serait-ce que par les conséquences de la disparition de la bipolarisation du monde. Cette réforme est très engagée. Je pense qu'elle devrait être conduite à son terme pour le sommet de l'Alliance de l'année prochaine. C'est la raison pour laquelle [...] l'adhésion de la Pologne et d'autres pays d'Europe centrale et orientale peut se faire tout naturellement, [...] les délais [...] ne semblent pas poser de problème. Enfin, je l'ai souvent dit, cet élargissement de l'OTAN ne doit en aucun cas être considéré par les Russes comme désobligeant, dangereux ou humiliant pour eux et par conséquent il faut que parallèlement s'engage entre l'OTAN et la Russie une discussion permettant d'aboutir là aussi à une charte ou à un accord qui permettrait d'éviter tout malentendu dans ce domaine. [...] Je crois qu'ils sont en voie de résorption. [...] Pour le français, je suis naturellement très soucieux de faciliter la progression du français partout dans le monde et notamment en Pologne où beaucoup de gens parlent ou comprennent le français. D'ailleurs, le ministre français de la francophonie va venir dans un mois, ici, pour discuter en particulier des conditions de l'adhésion de la Pologne à la francophonie. Ce dont je me réjouis et je n'ai pas besoin de dire que la France soutiendra activement cette candidature de la Pologne dans cet espace francophone qui comporte aujourd'hui 50 pays. [...]

— **Aleksander Kwaśniewski** : Il faut commencer à évoquer l'OTAN non en tant qu'une séquelle du passé

d'une Europe divisée, mais en tant que fondement de la nouvelle sécurité européenne et de la coopération. C'est pourquoi il est très important de créer un système de confiance réciproque. J'estime que, dans les discussions sur l'extension de l'OTAN, devraient participer tout le temps en tant qu'observateurs tous les représentants des pays qui veulent devenir membres de l'OTAN et en même temps j'estime qu'à ces discussions devraient participer les représentants de l'Ukraine et de la Russie parce que cela contribuera à créer ce climat de confiance, cela permettra d'éliminer tous ces clichés du passé, tous ces stéréotypes du passé. L'OTAN ne peut être et ne veut pas être orientée contre la Russie. - La Pologne ne veut pas être un pays du front, un pays tampon. La Pologne voit dans l'OTAN une garantie importante pour elle, mais nous voyons également l'OTAN étendue comme fondement de la sécurité européenne. C'est pourquoi j'ai demandé à M. le Président Chirac ainsi qu'au Chancelier Kohl qu'à ces entretiens des ministres de la défense qui porteront sur l'extension et les modifications au sein de l'OTAN puissent être présents tous les pays qui veulent adhérer à l'OTAN car ce sera un élément important de l'édification de la confiance réciproque. [...] Au cours des entretiens avec M. le Président, nous avons abordé des questions du système de sécurité dans son ensemble en Europe et cela comporte également une discussion sur la Russie, sur la place de la Russie dans un tel système de sécurité. J'ai répété la position de la Pologne que j'ai exprimée au départ : nous ne sommes

intéressés en aucune manière à ce qu'à la suite de l'extension de l'OTAN, à la suite de l'édification d'un nouveau système, nous redevenions un pays de front. Le Président Chirac a constaté qu'il ne fallait pas « humilier la Russie », c'est une formule tout à fait morale et fondamentale. C'est un grand pays qui a une grande importance et un grand potentiel, une population qui a souffert douloureusement, il faut maintenant réfléchir ensemble à un système de sécurité qui puisse assurer également l'intégration de la Russie dans ce système et que la Russie garantisse le soutien à la démocratie, aux valeurs des droits de l'homme et au développement économique également.

VARSOVIE, 12 SEPTEMBRE 1996

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République française, et M. Aleksander Kwasniewski, Président de la République de Pologne, sur les relations franco-polonaises, et sur l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN à la Pologne, elysee.fr

Strobe Talbott, secrétaire d'État adjoint américain

— Lorsque [...] j'ai rencontré [le président français Jacques] Chirac au palais de l'Élysée, il m'a dit que l'élargissement de l'OTAN avait été « mal mené, car ce processus avait débuté pendant la campagne électorale aux USA » et que les États-Unis « n'avaient pas tenu compte de la sensibilité russe », en particulier « de la peur traditionnelle de l'encerclement, mais aussi de la peur de l'humiliation ». [...] Chirac est arrivé

à la conclusion que nous devions passer un accord avec la Russie avant l'élargissement afin que les Russes n'aient pas l'impression qu'on leur dictait quelque chose.

J'ai demandé si cela signifiait que nous devions suspendre l'élargissement si nous ne parvenions pas à trouver un accord avec les Russes. « L'échec, a répondu Chirac, est impensable, pour autant que nous abordions la question avec finesse ». J'ai répondu que l'échec n'était pas seulement pensable, mais même certain, si nous signalions aux Russes que tout ce qu'ils avaient à faire pour empêcher l'élargissement était de s'obstiner à refuser. Cette réponse a confirmé l'opinion de Chirac selon laquelle « la France et l'Allemagne inspirent davantage confiance à Eltsine que les États-Unis dans ce dossier précis. C'est pourquoi les Russes se tournent vers nous, attendant que nous jouions le rôle d'intermédiaire impartial ».

PARIS, 14 JANVIER 1997

Strobe Talbott, The Russia Hand. A Memoir of President Diplomacy, New York 2002.

Hervé de Charette, ministre français des Affaires étrangères, pour le quotidien Rzeczpospolita

— La Pologne est un pays qui suscite un sentiment particulier de sympathie et d'amitié en France, à quoi contribuent nos liens historiques, mais aussi sa vision résolument européenne de l'avenir. [...] À notre avis, le souci de l'harmonie reste particulièrement important pour ce qui est de la gestion de l'élargissement de l'alliance atlantique. Les pays

candidats à l'adhésion à l'OTAN font partie de la grande famille européenne. Certains d'entre eux seront invités à participer aux négociations en vue de leur adhésion à l'OTAN dès le sommet de Madrid. Le président Jacques Chirac, lors de sa visite en Pologne en septembre [1996], a clairement réaffirmé le soutien enthousiaste de la France à la candidature de la Pologne à l'OTAN. [...] L'élargissement reste indissociable de l'établissement d'un partenariat crédible et stable entre l'OTAN et la Russie. [...] Il s'agit de reconnaître la Russie comme un partenaire qui n'est pas le continuateur de l'URSS, mais un nouvel État aspirant à la démocratie et à l'économie de marché et restant un élément clé de l'architecture européenne de sécurité. [...]

Les Français et les Polonais partagent la même vision d'une Europe unie et en paix avec elle-même. Cela est dans leur intérêt commun. Je souhaite à la France et à la Pologne de contribuer ensemble à la mise en place rapide d'une nouvelle architecture de sécurité, qui est l'objectif de tous les pays européens.

7 MARS 1997

Hervé de Charette, *Zobowiązanie moralne i polityczna konieczność in Rzeczpospolita*, 7 mars 1997.

Luc Rosenzweig, journaliste, dans *Le Monde*

— L'heure est aux cérémonies et aux congratulations officielles : un peu moins de dix ans après la chute du mur de Berlin, trois anciens membres du pacte de Varsovie (la Pologne, la Hongrie et la République tchèque) vont devenir,

vendredi 12 mars, membres à part entière de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). [...]

Ces adhésions, fermement souhaitées par les dirigeants des pays concernés, soutenues à des degrés divers par une majorité de leur opinion publique, ont fait l'objet d'après discussions entre les membres de l'Alliance, opposant notamment la France et les Etats-Unis sur l'ampleur de cet élargissement. Paris s'était fait l'avocat, mollement suivi par les autres membres européens de l'OTAN, d'un élargissement à cinq, incluant la Slovénie et surtout la Roumanie, ardemment soutenue par Jacques Chirac. [...]

Le débat sur la fameuse « identité européenne de défense et de sécurité » lancé par Jacques Chirac lors du Sommet de l'OTAN de Berlin en 1995 n'ayant guère avancé, Bill Clinton et Madeleine Albright pourront faire du jubilé de l'Alliance, en avril, une glorification sans nuage d'une organisation dont les Etats-Unis assument, depuis cinquante ans, le leadership politique et militaire.

12 MARS 1999

Luc Rosenzweig, *Dix ans après la chute du Mur, Varsovie, Prague et Budapest rejoignent l'OTAN* in *Le Monde*, 12 mars 1999.

Jan Krauze, journaliste, dans *Le Monde*

— « Ça vaut la peine de rêver, a remarqué le premier ministre Jerzy Buzek, car parfois les rêves se réalisent ».

Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne s'est pas réalisé sans mal. Plusieurs années après l'écroulement des régimes communistes en Europe de l'Est, l'adhésion

à l'OTAN d'anciens membres du Pacte de Varsovie restait considérée par la plupart des responsables, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, comme inopportune, voire dangereuse. [...]

À l'origine de ces efforts, et de beaucoup d'autres, il y avait, outre le besoin de sécurité, le désir d'aller jusqu'au bout d'un long processus, de consacrer de manière éclatante l'appartenance au monde occidental, de « rentrer à la maison », comme l'a dit récemment le président Kwasniewski. Certains, au début des années 90, ont cru que cette consécration viendrait de l'Union européenne. Mais c'est l'OTAN qui a pris, et de très loin, les devants. À terme, pourtant, expliquait récemment l'ancien secrétaire d'État américain Zbigniew Brzezinski dans *Polityka*, la situation de la Pologne risque de devenir « plus compliquée (...) parce qu'elle n'a pas seulement intérêt à être membre de l'Alliance, mais aussi à ce que se constitue une Europe politique et militaire dont elle serait un partenaire authentique et actif ».

Ce sera sans doute l'étape suivante, celle qui risque de se faire attendre beaucoup plus longtemps.

12 MARS 1999

Jan Krauze, *L'assouvissement d'un très vieux désir polonais* in *Le Monde*, 12 mars 1999.

Jacques Isnard, juriste, dans un commentaire paru dans *Le Monde*

— Pour répondre aux normes de l'Alliance atlantique, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie vont devoir

entreprendre un vigoureux effort de remise à niveau – tant organisationnelle que technique – de chacune des armées nationales et des industries d'armement concernées. Ce travail d'adaptation sera de longue haleine. En effet, les armées de ces trois pays, longtemps et exclusivement approvisionnées par l'ex-URSS au sein du défunt pacte de Varsovie, disposent aujourd'hui d'un équipement qui a besoin d'être modernisé sur les standards de l'OTAN pour mener, le cas échéant, des opérations communes. [...] Au profit de ces « programmes de sécurité » – autrement dit la mise en conformité et l'« interopérabilité » des forces –, l'OTAN a conçu un fonds d'investissement sur dix ans qui s'élève à 1,5 milliard de dollars (soit 1,4 milliard d'euros), dont quelque 40% pour la Pologne. [...] La chaîne hiérarchique [...] prévoit que les troupes polonaises et tchèques dépendront du commandement régional Nord de l'OTAN (avec son PC installé à Brunssum, aux Pays-Bas) et que les forces hongroises relèveront du commandement Sud (à Naples, en Italie). D'ores et déjà, la Pologne s'est engagée à mettre à la disposition de l'OTAN une division blindée, une division mécanisée, deux bataillons parachutistes, trois brigades d'hélicoptères, le tout étant placé sous le commandement d'un état-major de corps d'armée. [...] C'est d'abord la nécessité pour Varsovie, Prague et Budapest de revoir radicalement l'organisation opérationnelle, l'équipement et l'instruction de leurs armées respectives – longtemps structurées autour d'unités de chars et d'artillerie, sur le modèle ex-soviétique – pour en faire des forces moins

lourdes, aptes à davantage de souplesse d'emploi et douées d'une mobilité accrue. [...] Pour l'instant, l'urgence a été donnée à la mise sur pied d'une armée de l'air moderne, en Pologne et en République tchèque, qui soit équipée d'avions performants et dont les pilotes s'entraînent au rythme – 180 heures de vol par an – de leurs homologues occidentaux. [...] Le défi à relever tient au fait que le secteur de l'armement, dans ces trois pays, n'est pas au mieux de ses capacités

PARIS, 12 MARS 1999

La coûteuse « mise aux normes » des armées de l'Est. L'effort devra porter sur les matériels, l'organisation et les industries d'armement
in *Le Monde*, 12 mars 1999.

Bronisław Geremek, ministre des Affaires étrangères, dans un discours à la Diète

— Le 12 mars, la Pologne est devenue membre de l'OTAN. [...] Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de sécurité nationale. Aujourd'hui, la Pologne fait partie intégrante de la communauté euro-atlantique des États démocratiques.

[...]

Nous avons en la France, pays qui est un facteur extrêmement important d'équilibre et de stabilité en Europe et un membre influent de l'Union européenne, un partenaire bienveillant, favorable à la réalisation des objectifs stratégiques de notre politique étrangère et de sécurité. En 1999, nous nous efforcerons d'attribuer un rang plus élevé

à la France dans nos relations extérieures, dans tous les domaines clés. Nous souhaitons que la France conserve son rôle de promoteur de la politique de réforme et d'élargissement de l'Union européenne. Des contacts intensifs entre les gouvernements, les parlements, les partis politiques et au niveau local devraient y contribuer.

L'un des objectifs essentiels de notre action à l'adresse de la France sera de créer des conditions favorables à l'augmentation des investissements français en Pologne et à la croissance des échanges commerciaux [entre nos deux pays]. Nous ne perdons pas de vue la nécessité de réduire le déficit commercial présent qui nous est défavorable. Dans une mesure plus large qu'auparavant, et en veillant pleinement à nos intérêts, nous étudierons attentivement les propositions françaises de réforme institutionnelle de l'Union européenne. Elles semblent en effet correspondre dans une large mesure aux préférences de la Pologne.

Nous resterons également en contact étroit et permanent avec la France afin d'apporter notre contribution au débat sur l'Identité européenne de sécurité et de défense dans le cadre de l'OTAN et sur la défense européenne. Nous reconnaissons et apprécions le rôle politico-militaire croissant de la France en Europe et l'importance de son potentiel militaire modernisé.

VARSOVIE, 8 AVRIL 1999

Sprawozdanie Stenograficzne z 47 posiedzenia Sejmu Rzeczypospolitej Polskiej w dniach 8, 9 i 10 kwietnia 1999.

**Extrait des déclarations faites après
la rencontre du président polonais
Aleksander Kwaśniewski avec le premier
ministre français Lionel Jospin**

— **Aleksander Kwaśniewski** : Nous avons évoqué la coopération qui lie historiquement la Pologne et la France et qui a pris une dimension particulière ces dernières années. Nous sommes reconnaissants à la France pour le soutien qu'elle a apporté à la Pologne sur la voie de l'adhésion à l'OTAN et nous la remercions pour la bienveillance dont elle fait preuve dans les négociations sur les conditions d'adhésion à l'UE. J'apprécie beaucoup l'état des relations politiques, économiques et culturelles entre la Pologne et la France. [...] Je tiens à remercier le Premier ministre Jospin

pour la grande bienveillance qu'il témoigne à la Pologne et pour la façon dont il envisage l'avenir des relations franco-polonaises. [...]

— **Lionel Jospin** : Nous avons parlé d'histoire, d'amitié, d'économie et de coopération croissante. En parlant de l'OTAN, nous avons évoqué l'équilibre qui doit exister entre les partenaires américains et l'Europe. La France attend avec impatience une adhésion rapide de la Pologne à l'UE. Nos deux nations représentent une culture très riche, nous devons nous efforcer de la renforcer et veiller à ce qu'elle ne s'uniformise pas.

VARSOVIE, 16 JUILLET 1999

Premier Francji u Prezydenta RP, site officiel du président de la République de Pologne, prezydent.pl



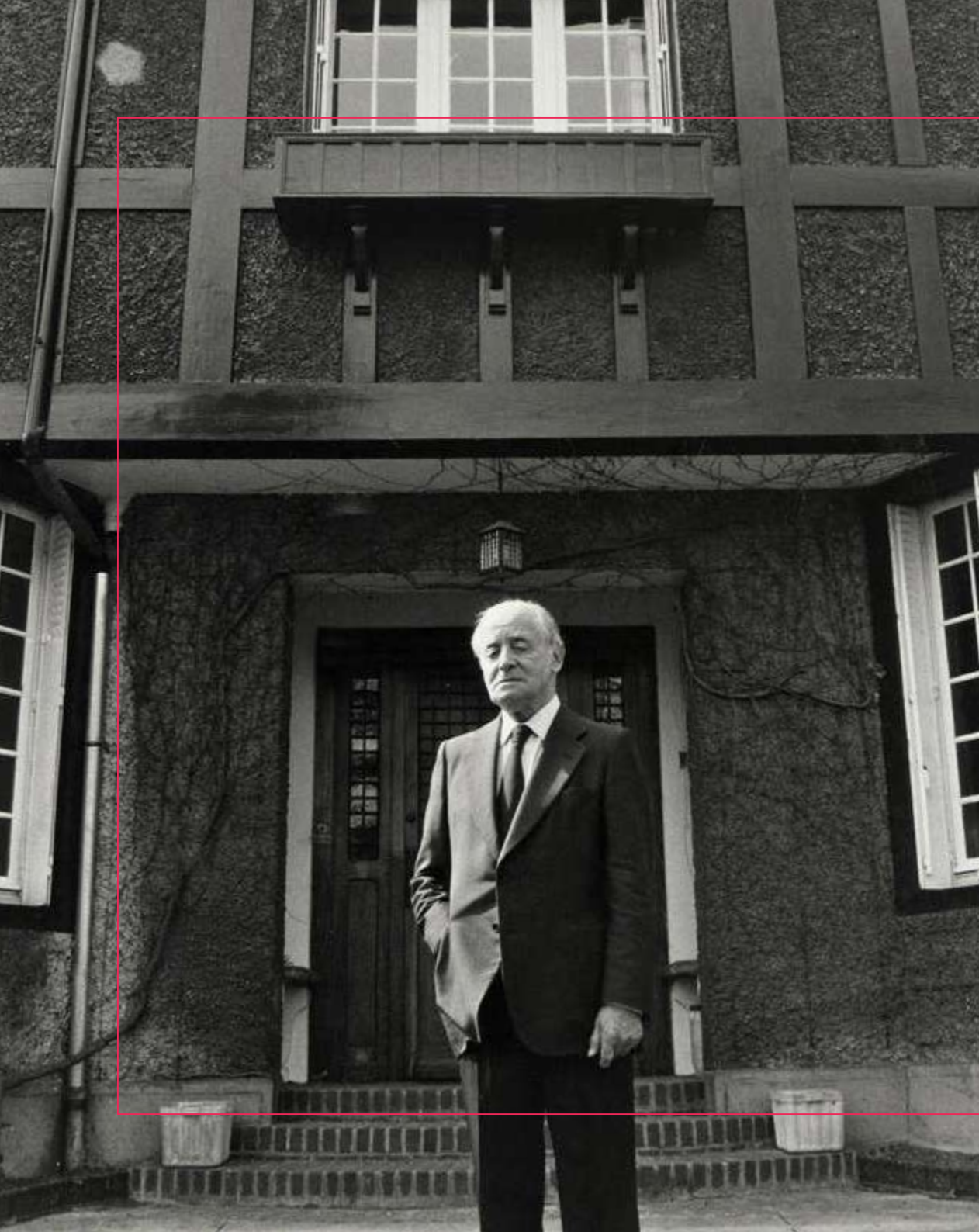
Varsovie, 13 septembre 1996. Visite d'Etat de Jacques Chirac, président de la République française, en Pologne. Conférence de presse commune des deux présidents de la République : Jacques Chirac et Aleksander Kwaśniewski

CRÉDITS : F. DE LA MURE / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



*Washington, 23 avril 1999. Cérémonie marquant le 50^e anniversaire de l'Alliance atlantique.
De gauche à droite : le président français Jacques Chirac, le président tchèque Václav Havel,
le président américain Bill Clinton, le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana,
le président turc Süleyman Demirel et le président polonais Aleksander Kwaśniewski*

CRÉDITS : RADEK PIETRUSZKA / PAP



Le dernier numéro de *Kultura*

Au cours de ses 53 années d'activité, l'Institut Littéraire devint pratiquement indissociable de la revue mensuelle *Kultura* qu'il publiait. L'année 1950 est particulièrement marquante dans l'histoire de l'Institut lorsque Juliusz Mieroszewski rejoint l'équipe d'essayistes et crée, avec le rédacteur en chef Jerzy Giedroyc, la vision politique propre à *Kultura*. Le concept de l'ULB (Ukraine, Lituanie, Biélorussie) sera développé par la suite avec la contribution des écrivains et des intellectuels de l'Est, pour finalement, près de 40 ans plus tard, définir les orientations de la politique étrangère polonaise et en devenir le fondement.

L'Institut Littéraire édite Miłosz, interdit en Pologne dans les années 1950, ainsi que Gombrowicz, écrivain controversé, ou Maria Czapska, en tout plus de deux mille auteurs, façonnant ainsi le paysage littéraire polonais. Son siège, situé à Maisons-Laffitte, est une maison ouverte par laquelle passeront pratiquement toutes les personnalités ayant une création digne d'intérêt durant la seconde moitié du XX^e siècle. L'Institut est un refuge sûr pour les émigrés, tout en conservant son identité et son autonomie.

Pendant plus de 50 ans, cet îlot de pensée indépendante, originale et sans censure fonctionne comme un centre stratégique posant un regard critique (notamment sur la politique nationale), une plateforme de débats où s'élabore la culture polonaise contemporaine.

À la mort de celui que l'on nomme le Rédacteur (2000) et conformément à ses souhaits, le mensuel cesse de paraître

tandis que l'Institut Littéraire fonctionne depuis 1999 comme une Association, toujours en activité aujourd'hui.

**Jerzy Giedroyc, rédacteur, juriste, éditeur,
homme politique et militant en exil,
fondateur de l'Institut Littéraire**

— Depuis plusieurs décennies, j'avais la conviction que l'empire soviétique ne pouvait que s'effondrer et que c'était pour nous la seule voie pour retrouver notre indépendance. J'avoue que je ne pensais pas que cela arriverait de mon vivant et de manière aussi soudaine. Ce qui m'a le plus frappé, dans un sens positif, c'était la réaction de la société qui s'est vraiment comportée de manière remarquable. Il y avait une unanimité contre le communisme, une volonté commune d'accepter des sacrifices.

En revanche, c'est l'élite de Solidarność qui a échoué ou plus précisément la nouvelle classe politique, qui n'était pas du tout préparée. Soit elle ne s'attendait pas à prendre le pouvoir, soit elle le redoutait, et s'est uniquement focalisée sur le dialogue avec les autorités, sur la discussion avec elles. C'est ainsi qu'elle a accepté toute une série de compromis inutiles [...]. Au moment de prendre le pouvoir... elle n'était absolument pas prête. Les cadres n'avaient pas été formés et, surtout, aucun programme n'avait été élaboré, aucune question n'avait été étudiée.

Il y a une quinzaine d'années, j'avais entrepris d'expliquer à des amis militants de Solidarność la nécessité de

s'y préparer. J'avais cité l'exemple du traité de Versailles. La délégation polonaise au traité de Versailles disposait de documents extrêmement précis sur bon nombre de sujets, y compris les plus modestes. Ici, il n'y en avait aucun. Je leur avais fait remarquer qu'il y avait une multitude d'intellectuels au chômage, de spécialistes dans divers domaines, et qu'il y avait même de l'argent. Il suffisait de répartir les sujets entre les personnes compétentes qui auraient planché dessus... Par exemple, quel type de relations économiques ou culturelles envisage-t-on entre la Pologne et l'Ukraine ou entre la Pologne et la Russie. On me répondait avec un haussement d'épaules qu'il fallait être complètement irréaliste pour y penser et on considérait mes questions [comme] une de mes multiples marottes.

MAISONS-LAFFITTE, 1991

Émission de RFI, enregistrement provenant des archives
de l'Association Institut Littéraire *Kultura*.

**Andrzej Mencwel, historien de la littérature,
anthropologue culturel, dans les motifs de la
proposition de la Commission du Conseil de la
Faculté de Polonistique concernant l'attribution
du titre honoris causa de l'Université de Varsovie
à Jerzy Giedroyc**

— Jerzy Giedroyc n'était pas un critique de la littérature polonaise, il était plutôt son metteur en scène. Il a inspiré les formes d'expression littéraire de Witold Gombrowicz et de Gustaw Herling-Grudziński, a apporté un

soutien inconditionnel à Czesław Miłosz, a été enfin le co-créateur des essais politiques de Juliusz Mieroszewski. Non seulement ses collaborateurs (Jerzy Stempowski, Konstanty Aleksander Jeleński, Andrzej Bobkowski), mais aussi des écrivains à part (comme Zygmunt Haupt, Leo Lipski, Czesław Straszewicz) ont des raisons de lui être reconnaissants. Visionnaire dans le domaine des idées et homme politique par vocation, il était un lecteur attentif et un rédacteur digne de confiance. Tant pendant la longue période de la « guerre froide » qu'à son apogée, au bord d'une « guerre chaude », il n'a jamais cédé aux pressions politiques et contraintes idéologiques. Lui-même et la revue qu'il dirigeait sont restés invariablement fidèles à l'art indépendant et à la « liberté mystérieuse » (l'expression est de Józef Czapski) de l'artiste. Les institutions qu'il a créées – *Kultura*, Institut Littéraire, Fonds d'aide à la littérature et à la science indépendantes polonaises – ont toujours publié et soutenu des écrivains et des intellectuels aux opinions diverses. Elles resteront dans l'histoire de la culture polonaise un modèle d'attitude créative et autonome.

PARIS, NOVEMBRE 1998

Andrzej Mencwel, *Książka o „Kulturze”*, Warszawa 2024.

**Jerzy Giedroyc dans son intervention
au Centre du Dialogue à Paris**

— [Pour la Pologne, le plus important est] le maintien de l'indépendance de l'Ukraine. À tout prix. Quelles que

soient les difficultés que pourrait rencontrer la situation politique, sociale et économique (qui est assez catastrophique en Ukraine), nous devons garder à l'esprit que sans l'Ukraine, la Russie n'est pas en mesure de mener la politique d'un Empire. C'est une question cruciale pour eux. C'est pourquoi le rôle de l'Ukraine est si important. C'est la première chose.

La deuxième, [ce sont] les pays baltes, tout autant menacés, qui ont besoin de sentir que nous sommes les défenseurs de leurs intérêts [consistant à] entrer dans l'Europe.

Et la troisième chose, également très importante, dont nous ne savons absolument pas apprécier la portée, c'est de rester actif du côté russe. Il nous faut à tout prix parvenir à un accord avec le peuple russe, avec la société russe. Et cela est possible.

Nous n'oublions pas que la Pologne dispose en Russie d'un important capital de sympathie parmi l'intelligentsia russe. Mais tout comme le Polonais moyen a une image déformée de la Russie, le Russe moyen ne sait rien de la Pologne et des Polonais.

C'est là que nous avons un rôle important à jouer, pour arriver à quelque chose, commencer à agir. Avant tout dans le domaine culturel, car c'est la méthode la plus efficace avec la société russe.

PARIS, DÉCEMBRE 1999

Archives de l'Association Institut Littéraire Kultura.

Jerzy Giedroyc pour RFI

— [L'intelligentsia polonaise] est tournée vers le passé, elle est absorbée... par les divertissements actuels, elle ne pense absolument pas à l'avenir. Il est très caractéristique que personne n'a vraiment envie de réfléchir à ce à quoi ressemblera la Pologne en l'an 2000, ni à la direction qu'elle devrait prendre. Tout ce qu'on fait c'est soit se replier sur le passé et y patauger, soit régler des comptes personnels et partisans qui ne concernent que le moment présent. [...] Si nous entrons dans l'Union européenne, que voulons-nous réformer ou faire et à quoi doit ressembler cette Europe pour nous ? Il ne s'agit pas d'obtenir des prêts et une aide financière, mais de savoir ce que nous devons à l'Europe et quelle Europe nous voulons. Il n'y a aucune [proposition] dans tout ce débat qui se déroule dans la presse internationale ou mondiale sur l'avenir de l'Europe, sur la manière dont elle devrait fonctionner ou à quoi elle devrait ressembler – il n'y a pas de voix polonaise.

Avant tout, nous devons nous efforcer d'appartenir à l'Europe unie, d'y entrer. Nous devons définir notre attitude vis-à-vis des États-Unis. [...] Il existe en Pologne un culte de l'Amérique, à juste titre. L'Amérique est notre plus grande alliée. Mais nous sommes en Europe, nous ne pouvons donc pas nous retrouver dans une situation où nous serions une sorte d'enclave des États-Unis ou un cheval de Troie américain en Europe.

PARIS, DÉCEMBRE 1999

Archives de l'Association Institut Littéraire Kultura.

**Bronisław Geremek, ministre des affaires
étrangères de la République de Pologne
dans une interview pour RFI**

— C'est justement maintenant que les idées de Jerzy Giedroyc et du milieu de *Kultura* constituent le fondement de la politique étrangère polonaise. [...] Le fait que l'ULB ait de l'importance, que l'Ukraine, la Lituanie et la Biélorussie désignent l'horizon de la politique étrangère polonaise et que cela correspond aux préconisations qui ont toujours été celles du cercle de *Kultura*, nous le savons tous. En revanche, beaucoup ne savent pas que l'idée d'une Pologne enracinée dans la nouvelle réalité européenne où il doit y avoir une place pour l'Allemagne et pour la Russie vient également de *Kultura*. Et si j'ai parlé de réconciliation, c'est parce que c'est un élément qui permet la transition vers l'Ukraine. [...] Je pense qu'il a fallu un énorme effort pour que la Pologne soit le premier pays au monde à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Et je considère qu'il est primordial de reconnaître l'importance particulière de l'Ukraine. Ensuite, il m'a été facile de penser à la Lituanie et au Grand-Duché de Lituanie comme à une certaine idée d'intégration. [...]

N'oubliez pas qu'il y a aussi la Biélorussie. Moi, indépendamment des relations actuelles entre la Pologne et la Biélorussie et indépendamment de la politique actuelle de la Biélorussie, je suis convaincu que ce que dit *Kultura* sur l'importance de la Biélorussie correspond à une vision à long terme et que nous ne devons pas perdre de vue

cette perspective ni [nous égarer] dans de petits conflits, ni lorsque la Biélorussie semble se rallier à la Russie et reconstruire une structure très datée. [...]

Nous visons l'adhésion à l'Union européenne et nous voulons y entrer. Et je pense que lorsque Jerzy Giedroyc voit que nous menons une telle politique – européenne – tout en tenant compte de l'horizon de l'ULB, il a des raisons d'être satisfait ou [...] de ressentir un certain bonheur, que lui-même, Monsieur le Rédacteur, ne veut peut-être pas admettre.

PARIS, 17 DÉCEMBRE 1999

Radio France Internationale, conférence « Le Rôle des élites »
de l'IFRI à Paris organisée en hommage à *Kultura*.

**Krzysztof Pomian, philosophe, historien,
essayiste, extraits du texte *Modernizacja
polskiej umysłowości: pisarze jako wychowawcy*
(« La modernisation de la pensée polonaise :
les écrivains dans le rôle d'éducateurs »)**

— Au cours de près d'un demi-siècle d'existence, *Kultura* a publié les textes d'environ 2 500 auteurs. Beaucoup d'entre eux n'ont écrit qu'une seule lettre à la rédaction. D'autres ont envoyé leurs articles de manière sporadique. D'autres encore ont été présents dans chaque numéro pendant de nombreuses années. Au total, ils représentent au moins cinq générations ; les plus âgés sont nés dans les années 1880, les plus jeunes dans les années 1960, voire plus tard. Ils représentent également toutes les positions, tous les

courants et sentiments qui se sont manifestés depuis la fin de la guerre en Pologne et en exil, à l'exception de deux : à gauche, le communisme orthodoxe fidèle à Moscou, et à droite, le nationalisme catholique radical. Dans ces limites, Giedroyc s'est toujours montré prêt à publier les opinions les plus diverses, même contradictoires, pourvu qu'elles soient exprimées avec talent.

Krzysztof Pomian, *W kręgu Giedroycia*, Warszawa 2000.

Jerzy Giedroyc

— Notre maison à Maisons-Laffitte était un phalanstère, selon la formule de Kot Jeleński. Mais il existe une différence fondamentale entre un phalanstère et un monastère. Dans un monastère, la solitude est possible. [...] Les dominicains ne se rencontraient que pour les prières et les repas, et même cela n'était pas indispensable, car on pouvait prendre ses repas dans sa cellule. On était à la fois seul et en contact avec les autres, mais sans la discipline qui oblige à vivre ensemble, à former un phalanstère.

Il se trouve que j'ai toujours mené une vie active. Malheureusement, je me suis laissé entraîner dans bon nombre de sujets collatéraux, au lieu de me concentrer uniquement sur l'écriture, ce qui m'aurait certainement été bénéfique. Mais il y a toujours des choses qui m'absorbent et détournent [mon attention]. J'ai donc le sentiment d'avoir gâché ma vie. Je ne parle pas d'ambitions, mais de ma vie purement personnelle. Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait au

détriment de ma vie personnelle, inexistante. C'est parfois assez pénible. Mais je suppose que je ne saurais pas vivre autrement.

Jerzy Giedroyc, *Autobiografia na cztery ręce*, sous la direction de Krzysztof Pomian, Warszawa 1994.

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— Jerzy Giedroyc, né le 27 juillet 1906, à Minsk, en Pologne dans ce qui est aujourd'hui la Biélorussie, est mort le 14 septembre à Maisons-Laffitte (Yvelines), sa ville d'adoption, dans sa quatre-vingt-quinzième année. Il fait ses études de droit à Varsovie, entre au ministère de l'agriculture puis au ministère de l'industrie. Dès 1930, il commence la publication d'une revue littéraire, culturelle et politique, *Polityka*. Lorsque la Pologne est envahie par l'Allemagne en 1939, il émigre vers la Roumaine, où il devient le secrétaire de l'ambassadeur de Pologne avant de s'occuper des affaires polonaises au Moyen-Orient, puis est transféré en Palestine, où il travaille pour le journal du II^e Corps polonais. À la fin de la guerre, il rejoint Rome, où, en 1946, il fonde sa maison d'édition, la Casa Editrice Lettere. Il crée, l'année suivante, une nouvelle revue, *Kultura*. Quelques mois plus tard, il s'installe à Maisons-Laffitte, où *Kultura* devient une institution et un forum pour la diaspora polonaise. Il y publie, entre autres, Witold Gombrowicz et le futur Prix Nobel Czesław Miłosz. C'est à partir de 1953 qu'il commence à éditer des livres, polonais bien sûr, qui ne trouvaient plus d'éditeur en Pologne, mais aussi des traductions en

polonais comme *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne. Pendant quarante ans, Jerzy Giedroyc a lutté pour la survie de la littérature et de la culture polonaises et a été l'un des maîtres à penser de l'opposition démocratique polonaise en France. Il n'a jamais voulu retourner en Pologne ni accepter la moindre distinction.

Paris, 21 septembre 2000

Zofia Hertz et Henryk Giedroyc dans l'avant-propos au dernier numéro de *Kultura* intitulé *Aux Lecteurs et Amis*

— « Je n'ai jamais réfléchi à qui pourrait me succéder. Toutes les rumeurs à ce sujet sont infondées. Après ma mort, *Kultura* cessera de paraître. En revanche, l'Institut Littéraire restera en tant que fonds d'archives et bibliothèque. Il sera dirigé par Zofia Hertz et mon frère Henryk. Il serait bien de trouver des fonds pour financer des bourses qui permettraient de mener des recherches ici et de soutenir la création artistique. Peut-être que j'arriverai à régler cette question avant que je parte. »

Jerzy Giedroyc a confirmé cette déclaration contenue dans *L'Autobiographie à quatre mains* dans plusieurs interviews et notes, qui constituent ses dernières volontés. C'est pourquoi le présent numéro de *Kultura*, préparé par le Rédacteur, est le dernier. [...]

Kultura fut une revue exceptionnelle, car elle était dirigée par un seul homme entouré d'une poignée de

personnes qui avaient commencé avec Lui. De nombreux lecteurs et amis disent que *Kultura* devrait être préservée, mais pourrait-on trouver quelqu'un qui soit capable la diriger dans le même esprit que Jerzy Giedroyc ? C'est vraiment impossible.

MAISONS-LAFFITTE, OCTOBRE 2000

Kultura, n° 637, 2000.

Krzysztof Pomian

— *Kultura* n'a jamais été une publication d'adulation mutuelle. Elle n'a pas été épargnée par des conflits internes dramatiques et des séparations douloureuses. [...] Elle admettait des opinions diverses, parfois contradictoires. Elle ne laissait de côté que les porte-parole du PZPR [Parti communiste polonais], les anticommunistes fanatiques et des *endeks* [nationaux-démocrates]. Grâce au Rédacteur pour qui cette position a toujours été capitale, *Kultura* est la seule revue polonaise qui n'ait jamais chanté à l'unisson.

Son indépendance rigoureusement respectée et la polyphonie qui lui est inhérente ont permis à *Kultura*, au cours de ses quarante premières années d'existence, d'être bien plus qu'une simple revue. Elle a également été un lien entre les communautés polonaises, une source d'informations sur la vie en Pologne et en exil, une bibliothèque et un fonds d'archives, une maison d'édition, un salon littéraire, un centre politique s'adressant au début

exclusivement à l'émigration, puis, après 1956, de plus en plus au Pays. [...]

Durant la période Mieroszewski [1950-1972], *Kultura* a aussi défini sa position vis-à-vis du futur régime politique de la Pologne, se prononçant en faveur d'une démocratie de type occidental. Dans ce domaine également, la Pologne devait faire partie de l'Europe. Cela équivalait à rejeter toute forme de pensée totalitaire et autoritaire : communiste, bien évidemment, mais aussi traditionaliste et national-démocrate, qui comptaient encore des adeptes très influents parmi les émigrés. La démocratie telle que l'ont conçu Giedroyc et Mieroszewski ne doit être ni « populaire », ni « nationale ». Elle doit reposer sur la reconnaissance du conflit politique comme un phénomène normal et, par conséquent, sur la reconnaissance de l'opposition comme une composante inaliénable de la vie publique et sur l'acceptation du principe selon lequel l'opposition d'aujourd'hui peut devenir le gouvernement de demain.

Krzysztof Pomian, *Jerzy Giedroyc w historii Polski* in *Kultura*, n° 637/2000.

Andrzej Mencwel dans son essai *Głos w debacie nad rolą myśli Jerzego Giedroycia* (« Une voix dans le débat sur le rôle de la pensée de Jerzy Giedroyc »)

— L'essence même de la pensée et de l'action de Jerzy Giedroyc, donc l'essence même de toute son œuvre réside dans sa vision d'une Pologne libre dans un monde libre. Une Pologne libre dans un monde libre doit bien sûr être

une Pologne de gens libres, cela ne se discute pas. Cependant, ces vérités, formulées de manière si solennelle, sont trop déclaratives et doivent être passées au crible de l'approche si particulière de Jerzy Giedroyc à l'égard de toutes les vérités générales. Si les concepts abstraits peuvent être indiscutables, les voies et les moyens de les concrétiser prennent toujours des formes variables. Jerzy Giedroyc a tracé sa propre voie et l'a balisée si nettement que nous devons toujours la garder à l'esprit. En bref, son approche est la suivante : pour être libre dans un monde libre, il faut d'abord être libre parmi ses proches [voisins] libres. Voici en gros le concept de l'ULB, l'Ukraine, la Lituanie et la Biélorussie étant nos voisins les plus proches, tant sur le plan géographique qu'historique. Le premier facteur détermine la situation géopolitique, entre deux puissances occupantes [référence au partage de la Pologne] dont la domination n'a pas pris fin avec l'indépendance. Le second signifie que nous avons [avec ces pays] plus de points d'intersection nationaux, sociaux, religieux et culturels qu'avec la Tchéquie et la Slovaquie. On peut dire qu'il s'agit ici autant d'identification nationale que de cuisine familiale.

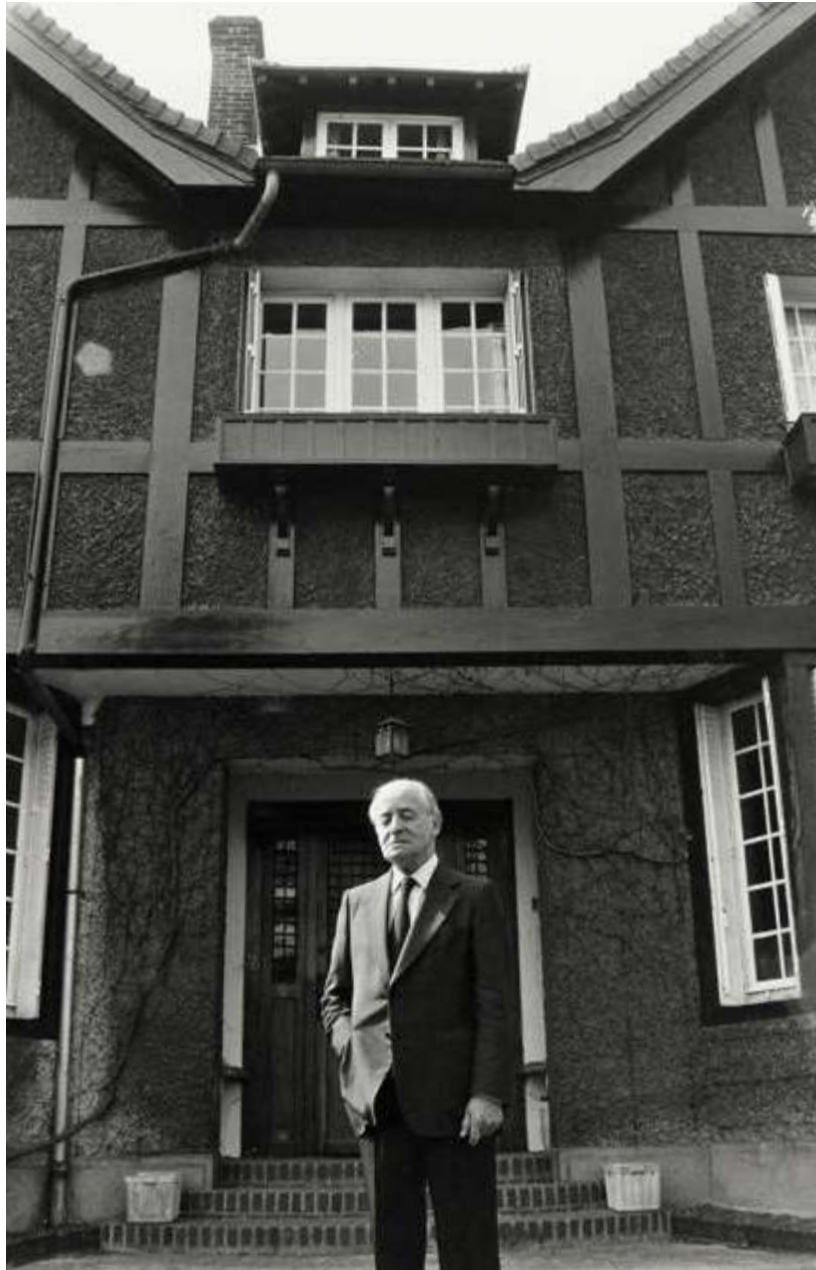
Le renversement des priorités dans la tradition culturelle et politique polonaise, consolidées au fil des siècles et souvent purement décoratives, constitua un tournant : ce n'est plus Paris, Londres, Vienne ou Berlin, mais Vilnius, Minsk et Kiev. La puissance mondiale des États-Unis était reconnue et appréciée par *Kultura*, de nombreuses sources

et études sont là pour le prouver. Dès le début, on a aussi visé l'unification de l'Europe et la réconciliation avec l'Allemagne et la Russie, mais l'introduction dans notre façon de penser et de sentir le monde des pays de l'ULB comme pays de premier plan restera son mérite impérissable. C'est peut-être là la dimension principale de cette « réforme de

l'ordre polonais » que Giedroyc et Mieroszewski ont voulu réaliser et à laquelle ils ont œuvré.

LUBLIN, DÉCEMBRE 2006

Andrzej Mencwel, *Aktualność przesłania paryskiej „Kultury” w dzisiejszej Europie. Zbiór studiów*, sous la direction de Łukasz Jasina, Jerzy Kłoczowski, Andrzej Gil, Lublin 2007.





Maisons-Laffitte, 1997. Le siège de l'Institut Littéraire au 91, avenue de Poissy
CRÉDITS : JERZY RUCIŃSKI / PAP



Vers
l'élargissement
de l'Union
européenne

Pour la Pologne, les années qui ont précédé l'élargissement de l'Union européenne - survenu en mai 2004 - sont une période de préparatifs intensifs et de réformes ambitieuses, ainsi qu'un moment de redéfinition des relations avec ses principaux partenaires occidentaux. Dans ce processus, la France avec son président d'alors Jacques Chirac, joue un rôle particulier, associant la tradition d'amitié historique avec les réalités d'une nouvelle géopolitique. Du point de vue polonais, Paris reste l'un des principaux avocats de l'intégration, dont on attend un soutien politique et une compréhension de l'expérience spécifique de l'Europe centrale et orientale.

Gestes symboliques, visites au plus haut niveau, références à l'histoire commune, sont entrecoupés d'importants désaccords, comme lors de la crise irakienne où des visions divergentes de la sécurité et du rôle de l'Amérique en Europe révèlent de profondes tensions entre Paris et Varsovie. Pourtant, malgré des crises passagères, la Pologne et la France entrent dans le XXI^e siècle en tant que partenaires dont la voix est censée cocréer le visage d'une Europe unie.

Marek Rapacki, correspondant de *Gazeta Wyborcza*

— La Pologne sera le premier pays d'Europe centrale et orientale visité par Jacques Chirac, parce qu'il s'agit du plus grand pays de cette région et le plus proche du cœur des Français. Il est difficile de trouver des mots plus flatteurs que ceux prononcés par la porte-parole du

président Chirac. Les autres circonstances de cette visite inspirent également des sentiments dits « élevés », notamment le fait que la visite du président gaulliste aura lieu exactement 29 ans après celle, mémorable, du général de Gaulle lui-même qui avait alors essayé de nier la division de notre continent en deux blocs opposés. Il est également agréable d'entendre que la chute du mur permet les retrouvailles de deux vieilles amies que sont la Pologne et la France.

PARIS, 11 SEPTEMBRE 1996

Marek Rapacki, *Bliscy sercu Francuzów* in *Gazeta Wyborcza*,
11 septembre 1996.

Teresa Stylińska, journaliste, dans *Rzeczpospolita*

— Le président français [lors de sa visite en Pologne] a exprimé son souhait de voir la Pologne devenir membre de l'Union européenne aux alentours de l'an 2000. Il a rappelé qu'il avait déjà proposé l'admission de notre pays en 1989, et fut le premier homme politique d'Europe de l'Ouest à le faire. Il a souligné cependant qu'avant que l'élargissement puisse avoir lieu, il est indispensable d'approfondir la coopération au sein de l'Union et de renforcer les institutions de celle-ci, afin que les nouveaux pays „soient accueillis dans une maison ordonnée».

VARSOVIE, 12 SEPTEMBRE 1996

Teresa Stylińska, *Nieodwracalne otwarcie. Wizyta prezydenta Jacquesa Chiraca w Warszawie* in *Rzeczpospolita*,
13 septembre 1996.

**Hervé de Charette, ministre des Affaires
étrangères de France, dans *Rzeczpospolita***

— La Pologne est un pays qui suscite en France un sentiment de sympathie et d'amitié particulier, auquel contribuent nos liens passés, mais aussi sa vision résolument européenne de l'avenir. [...] Les objectifs de la France sont clairs et précis : nous souhaitons que la recomposition de la famille européenne se fasse de manière harmonieuse. Elle doit prendre en compte les préoccupations de toutes les parties. Il n'est dans l'intérêt de personne que, dans une Europe de la coopération et de la solidarité à laquelle nous aspirons, certains se sentent exclus de la réalisation de ce grand projet. [...] Les Français et les Polonais partagent la même vision d'une Europe unie et réconciliée au niveau interne. Ils y ont le même intérêt. Je souhaite à la France et à la Pologne de contribuer ensemble à la création rapide d'une nouvelle architecture de sécurité qui est l'objectif de tous les pays européens.

7 MARS 1997

Hervé de Charette, *Engagement moral et nécessité politique* in *Rzeczpospolita*, 7 mars 1997.

Alain Juppé, ancien premier ministre français

— Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un double problème d'identité. Nous devons définir ce qu'est l'Europe vis-à-vis du monde extérieur. L'Europe est confrontée à un choix : soit elle se fige, ayant pris la forme d'une sorte d'organisation humanitaire non gouvernementale [...], soit

elle devient une puissance internationale au sens plein du terme. La question qui se pose aux membres actuels et futurs de l'Union européenne est de savoir s'ils veulent que l'Union s'impose réellement sur la scène internationale. Le général de Gaulle disait que ce choix était celui entre une Europe européenne et une Europe américaine.

Nous devons créer une politique étrangère européenne commune et un système de sécurité européen. C'est difficile et cela prend du temps. L'OTAN ne suffit pas à elle seule, il faut que soient créées dans son cadre des possibilités d'action pour l'Europe.

12 DÉCEMBRE 1998

Adam Michnik, Robert Sołtyk, *Rozmowa z Alainem Juppé* in *Gazeta Wyborcza*, 12 décembre 1998.

**Extrait des déclarations des présidents Jacques
Chirac et Aleksander Kwasniewski lors d'une
conférence de presse commune**

— **Jacques Chirac** : Je suis heureux de recevoir en visite officielle le président Aleksander Kwasniewski, qui est un ami de longue date, un véritable ami. Je garde un souvenir ému de ma dernière visite en Pologne. Les contacts entre la Pologne et la France sont très intenses dans le domaine politique. Ils prennent une importance particulière au moment où la France exercera au second semestre la présidence de l'Union européenne et où la Pologne fait de très grands efforts pour aligner ses normes sur les normes européennes. La France a devant elle une

tâche immense qui est celle d'opérer une réforme institutionnelle au cours de sa présidence. J'ai confirmé que la France, soutiendra, sans aucune réserve, les efforts de la Pologne pour parvenir à ses objectifs. Au cours de la réunion, nous avons discuté des problèmes internationaux ainsi que des questions de la défense européenne. Nous avons constaté que la France et la Pologne étaient du même avis et que l'on pouvait dire qu'elles étaient sur la même longueur d'onde. [...]

— **Aleksander Kwaśniewski** : La détermination avec laquelle le président Chirac a parlé des tâches qui attendent la France au cours de sa présidence prouve que ce sera un bon moment pour l'élargissement de l'Union européenne. Après notre entretien d'aujourd'hui, je pense que ces deux processus : les grandes réformes institutionnelles préparant l'Union européenne à l'élargissement ainsi que nos réformes peuvent être achevées en 2003. Ce ne sont pas des tâches faciles, mais si nous sommes très déterminés et si nos efforts se révèlent efficaces, nous atteindrons nos objectifs que sont l'élargissement de l'Union européenne et l'adhésion de la Pologne à l'UE.

PARIS, 15 MAI 2000

Visite officielle du Président de la République de Pologne
en République française, prezydent.pl

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— L'avertissement lancé par le président français, Jacques Chirac, aux pays de l'Est qui ont fait allégeance

aux Etats-Unis a fait, mardi 18 février, l'effet d'une bombe au sein de l'Union européenne (UE). [...] Les anciens pays de l'Europe communiste avaient manifesté un fort mécontentement après les vives déclarations du président français, Jacques Chirac, leur reprochant leur alignement sur Washington à propos de la crise irakienne. Le président Chirac avait estimé, lundi soir à Bruxelles, que les anciens pays de l'Europe communiste aspirant à entrer dans l'UE, avaient « manqué une bonne occasion de se taire » en annonçant leur soutien à la politique américaine. « Ces pays ont été à la fois, disons le mot, pas très bien élevés et un peu inconscients des dangers que comportait un trop rapide alignement sur la position américaine », avait déclaré M. Chirac, après un sommet extraordinaire censé rapprocher les Européens. La querelle sur l'Irak a dominé mardi à Varsovie une rencontre des ministres de la défense français, polonais et allemand qui devaient se pencher sur leur coopération à trois dans le cadre du « Triangle de Weimar ». [...] Le ministre polonais des affaires étrangères, Włodzimierz Cimoszewicz, a critiqué « cette rhétorique qui ne mène à rien ». « Les émotions ne sont pas les meilleures conseillères des politiques », a-t-il estimé. [...] Le ministre belge des affaires étrangères, Louis Michel, a ainsi souligné que le sommet de Copenhague aurait pu se terminer tout autrement si les Quinze avaient su que les pays candidats se comporteraient face aux Etats-Unis comme ils l'ont fait. Le président de la Commission européenne, Romano

Prodi, s'est déclaré « très triste (...) parce que j'ai appris qu'ils n'avaient pas compris l'importance de l'Union ». « Ceci n'est pas seulement une union économique ou douanière, a-t-il ajouté. C'est une vraie Union, où nous partageons (...) notre destin politique. » [...] Tony Blair [...] a écrit mardi personnellement aux treize premiers ministres pour les assurer de son soutien et de l'importance des relations transatlantiques. « Les gens qui veulent séparer l'Europe de l'Amérique jouent le jeu de politique internationale le plus dangereux que je connaisse », a-t-il souligné lors d'une conférence de presse. Les pays d'Europe de l'Est ont également reçu le soutien du commissaire européen aux relations extérieures, Chris Patten, qui a estimé que l'Union européenne « n'est pas le pacte de Varsovie ». Il faut « faire preuve d'une certaine générosité lorsque certains ne sont pas d'accord avec nous », a-t-il ajouté.

18 FÉVRIER 2003

Querelle entre M. Chirac et les treize pays de l'Est candidats à l'Union
in *Le Monde*, 18 février 2003.

Aleksander Smolar, politologue, dans une interview

— La France, mais aussi l'Allemagne et d'autres pays de l'UE doivent apprendre la nouvelle géographie et la nouvelle histoire de l'Europe. De nombreux pays ne comprennent pas, par exemple, l'obsession polonaise pour la sécurité. Ni l'attachement à la souveraineté des nations qui l'ont récemment retrouvée. Ils n'ont pas notre expérience

historique. Ce qui nous attend c'est un apprentissage similaire et même encore plus intense, parce que nous entrons dans le monde occidental, où les principes fondamentaux ont été établis depuis longtemps par les pays qui le composent. [...] Quand on lit les déclarations de Chirac sur l'Union, on est frappé par le naturel avec lequel il identifie les intérêts de la France à ceux de la Communauté. [...] Aujourd'hui, dix nouvelles nations entrent dans l'Union et cela aura un impact important sur son caractère futur. Tout le monde, y compris la France, doit en tirer les leçons.

7 AOÛT 2003

Pępek Europy. Z Aleksandrem Smolarem, politologiem, rozmawia
Cezary Lewanowicz in *Tygodnik Powszechny*, 7 août 2003.

Dominique Moïsi, politologue français, dans une interview pour *Rzeczpospolita*

— Nous ne nous rendions pas compte du fait qu'un pays qui vient d'entrer en Europe modifie immédiatement les jeux d'influence de l'Union européenne dans sa globalité. D'un point de vue diplomatique, l'adhésion de la Pologne à l'Union a été spectaculaire. En outre, elle a coïncidé avec les succès de l'économie polonaise. Globalement, la vision de votre pays à l'Ouest est positive. La France commence seulement à prendre pleinement conscience des effets de l'élargissement de l'UE.

1^{ER} MARS 2005

Jędrzej Bielecki, Ciepłej między Warszawą a Paryżem in
Rzeczpospolita, 1er mars 2005.

Jędrzej Bielecki, journaliste, dans *Rzeczpospolita*

— C'est un événement historique – c'est ainsi que le président Aleksander Kwasniewski a résumé hier l'ambiance et les résultats du premier sommet franco-polonais qui s'est tenu à Arras. [...] La Pologne a rejoint les rangs des partenaires européens majeurs avec lesquels la France mène des consultations annuelles au plus haut niveau. « Cher ami, nos pays se sont vraiment retrouvés », a déclaré le président polonais à Jacques Chirac. Le président français, quant à lui, s'est déclaré heureux de la rencontre d'Arras et a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une simple formule diplomatique de sa part. [...] Une large place a été consacrée à la ratification de la Constitution européenne. Ce n'est pas un hasard : hier, l'Assemblée nationale et le Sénat ont

adopté ensemble des amendements à la loi fondamentale française, ouvrant ainsi la voie à un référendum en France sur cette question. Comme l'a dit Aleksander Kwasniewski, son résultat sera également d'une grande importance pour les Polonais. [...] Malgré un froid pénétrant, l'atmosphère de la réunion d'Arras était réellement chaleureuse, grâce à l'accueil réservé au président polonais par la communauté polonaise locale dès le début de la rencontre. Il y avait des costumes folkloriques, du pain et du sel [coutume ancienne de bienvenue] et un « Joyeux anniversaire » chanté en chœur. Le quotidien local *La Voix du Nord* a écrit en première page en polonais : « Witamy » [Bienvenue].

ARRAS, 28 FÉVRIER 2005

Jędrzej Bielecki, *Warszawa i Paryż znowu razem*, in *Rzeczpospolita*, 1^{er} mars 2005.



*New York, 25 septembre 2003. 58^{ème} Assemblée générale des Nations Unies,
entretien de Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères français,
avec Włodzimierz Cimoszewicz, son homologue polonais, hôtel Plaza*

CRÉDITS : F. DE LA MURE / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Toulouse, 2005. Campagne avant le référendum sur la Constitution européenne en France. Des étudiants italiens, néerlandais, polonais et finlandais encouragent les passants à voter « oui »

CRÉDITS : AOP PRESS / CORBIS / GETTY IMAGES



La Pologne et la France face aux défis du XXI^e siècle

Le début du XXI^e siècle marque la relance du Triangle de Weimar, dans le cadre duquel la Pologne, l'Allemagne et la France tentent de coordonner leur politique de sécurité. Les années 2008–2014 sont une période d'une coopération dynamique. Après son retour dans les structures militaires de l'OTAN en mars 2009, la France s'engage dans l'élaboration d'une politique européenne de défense, tandis que la Pologne, lors de sa présidence du Conseil de l'Union européenne en 2011, est reconnue comme un organisateur efficace et un partenaire crédible.

Les années suivantes apportent toutefois un refroidissement des relations. La rupture du contrat pour les hélicoptères Caracal en 2016 et les différends autour de l'État de droit, de la politique migratoire et des droits des personnes LGBT font que la Pologne est souvent écartée des initiatives d'intégration entreprises par Paris et traitée avec une réserve croissante. La visite d'Emmanuel Macron à Varsovie et à Cracovie en février 2020 offre une chance de réinitialiser et de relancer les activités du Triangle de Weimar, même si la pandémie et les tensions politiques qui s'ensuivent limitent ces possibilités.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022 marque un nouveau tournant. La Pologne devient alors une plaque tournante logistique essentielle pour l'aide occidentale, et la France, outre le renforcement de la présence de l'OTAN sur le flanc est, s'engage dans les actions de l'UE en faveur d'un soutien militaire à Kiev. Les mois suivants sont marqués par des gestes symboliques de solidarité. La réunion du Triangle de Weimar à Poznań en mai 2023 et les discours

d'Emmanuel Macron à Bratislava confirment que, face à la guerre, la coopération franco-polonaise au sein de l'Union et de l'OTAN revêt une importance croissante.

Les relations actuelles montrent que sans la France, on pourrait difficilement parler d'une politique européenne efficace, et sans la Pologne, de la stabilité du flanc oriental de l'OTAN.

Radosław Sikorski, ministre des Affaires étrangères, dans son discours devant les membres du gouvernement britannique

— La Pologne souhaite être le partenaire de l'Allemagne et de la France et, avec elles, être à la tête d'un espace politique et économique européen fort et démocratique. Nous ne voulons pas servir de tampon entre l'Europe occidentale et la zone politique et économique eurasiennne, moins démocratique et dominée par la Russie.

BLENHEIM, 21 SEPTEMBRE 2012

Radosław Sikorski, *Polska może być lepsza*, Kraków 2023.

Radosław Sikorski

— La réunion du 1^{er} avril 2014 à Weimar [...] avec Frank-Walter Steinmeier et Laurent Fabius a été particulièrement fructueuse, à l'exception de la conférence de presse. Un journaliste allemand m'a demandé quelle présence militaire de l'OTAN je souhaiterais en Pologne en réponse à l'agression russe en Ukraine. J'ai répondu en

toute sincérité que mon rêve serait de [disposer de] « deux brigades lourdes ». Mes hôtes n'étaient pas ravis et m'ont probablement pris pour un militariste incorrigible.

WEIMAR, 1^{ER} AVRIL 2014

Radosław Sikorski, *Polska może być lepsza*, Kraków 2023.

Artur Nowak-Far, juriste et économiste

— La politique étrangère française est connue pour son approche relationnelle ou transactionnelle envers ses partenaires, ou encore pour son attente du respect des règles de la diplomatie (qui exigent fondamentalement le respect de l'État partenaire). [...] Les membres du gouvernement de la Droite unie [Zjednoczona Prawica] à plusieurs reprises – et sans nécessité objective – ont agi de telle sorte que les attentes des Français découlant des préférences susmentionnées ont dû être déçues, et ce dans des circonstances dramatiques. Le premier événement de ce type a certainement été la rupture par la Pologne, en 2016, [de négociations] du contrat d'achat de 50 hélicoptères de combat [...]. Cela a été pris comme une offense si grave qu'elle a entraîné l'annulation de la visite du président français [François Hollande] en Pologne. [...] L'administration française a proposé à plusieurs reprises des projets visant à approfondir l'intégration [européenne], mais la Pologne les a accueillis avec réticence. Cela a entraîné des changements dans la configuration

des alliances intra-européennes créées par la France, desquelles la Pologne était tout simplement évincée. [...]

Une constante est apparue dans le rapport du gouvernement polonais vis-à-vis de la France, consistant à user régulièrement des relations extérieures pour atteindre certains objectifs de politique intérieure. C'est précisément à cela qu'a servi le fait de présenter [...] la France comme un pays déstabilisé et en proie à une grave crise provoquée par les « immigrants illégaux ». [...] La politique menée par le gouvernement polonais, interprétée en France comme très hostile au respect des droits des personnes LGBT [...], a conforté l'opinion de la diplomatie française selon laquelle les relations avec la Pologne (et ce à tous les niveaux) devaient être traitées avec beaucoup de prudence.

2016–2020

Artur Nowak-Far, *Trudne trwanie w demokratycznych wspólnotach. Polska polityka zagraniczna 2015-2023*, in *Polska polityka zagraniczna w latach 1918-2023*, Warszawa 2024.

Radosław Sikorski

— La France souffre d'un traumatisme post-impérial, aggravé au cours du dernier quart de siècle par une insuffisance économique et les difficultés d'assimilation de la minorité musulmane, et, sur le plan géopolitique, par la réunification de l'Allemagne, l'effondrement de l'URSS et l'élargissement de l'Union européenne. En même temps, elle est aujourd'hui

le seul pays ayant une vision, des ambitions et le potentiel politique nécessaires pour conduire l'Union européenne au statut d'une superpuissance. La France considère notre partie de l'Europe comme une ressource économique de l'Allemagne, et l'affaiblissement de la Russie lui complique la tâche face aux États-Unis. Au cours des quelques courtes années de la décennie actuelle, la France a tenté de savoir si la Pologne méritait d'être considérée comme un partenaire sérieux, en particulier dans le domaine de la sécurité. Elle a commencé à nous récompenser pour notre participation aux missions de paix de l'ONU et de l'UE dans ses anciennes colonies en Afrique par la participation de ses importantes forces terrestres aux exercices de l'OTAN en Pologne et par des visites d'avions français capables de transporter des armes nucléaires. La France était prête à voir la Pologne jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de la politique européenne de défense. Elle voyait également une place pour l'industrie polonaise de l'armement dans des consortiums européens. Malheureusement, nous nous sommes discrédités par des décisions hâtives prises sur un mode offensant en matière de commandes publiques dans le domaine de la défense. Mais il n'y a pas d'Union européenne sans la France, qui sera toujours l'un de ses leaders idéologiques et politiques. Au lieu de rivaliser avec la France ou, pire encore, de la sous-estimer ou de l'offenser, nous devrions la convaincre que la Pologne est à la partie orientale de l'UE ce que la France est à son

Sud. Des réformes économiques réussies peuvent rétablir le statut de la France en tant que partenaire équivalent de l'Allemagne au sein de l'UE et lui donner un nouvel élan d'intégration, tant sur le plan économique que celui de la défense. Ce n'est qu'avec l'accord de la France que nous pourrions entrer dans le directoire de l'Union.

2023

Radosław Sikorski, *Polska może być lepsza*, Kraków 2023.

Aleksander Smolar, politologue, dans un commentaire de presse

— [Le président] Macron, qui, dans ses déclarations précédentes sur la Pologne provoquant la colère de Varsovie soulignait l'aspect de l'État de droit, des tribunaux ou du non-respect des valeurs de l'Union, et reprochait au gouvernement PiS sa politique écologique ou migratoire désastreuse, modère désormais le ton. [...] La visite en Pologne s'inscrit également dans le cadre d'une tentative de réorientation de la politique étrangère française.

Le rêve d'une Europe puissante devient tout au plus un objectif à long terme. C'est là qu'intervient l'évolution de la politique française à l'égard de l'Europe centrale, et pas seulement de la Pologne. Récemment, le ministre français des Affaires étrangères s'est rendu à Prague, où il a fait un discours manifestement ouvert à la politique de la région, que la France critiquait auparavant. Dans une interview, il a même exprimé l'espoir qu'Orbán, jusqu'à présent

considéré en France comme un ennemi de l'Europe, serait en mesure de convaincre Varsovie d'adopter une politique plus ouverte envers la Russie.

Macron a été le plus grand opposant parmi les dirigeants de l'UE aux gouvernements populistes de droite, tant en Pologne qu'en Hongrie. Et maintenant, nous voyons des gestes amicaux et plus que des gestes.

3 FÉVRIER 2020

Aleksander Smolar, *Rząd PiS dostał „argument Macrona”. Prezydent Francji szuka porozumienia*, OKO.press, 3 février 2020, oko.press

Józef Maciej Fiszer, historien et politologue

— La visite officielle du président français Emmanuel Macron en Pologne les 3 et 4 février 2020 a été un bond en avant vers la reprise des activités du Triangle de Weimar. Évoquant les « malentendus dans les relations polono-françaises », il a déclaré qu'ils concernaient principalement le rôle de l'OTAN et le concept de défense européenne, et a rappelé que la France remplissait son obligation de défendre le flanc oriental de l'Alliance atlantique. [...] Le président Andrzej Duda a quant à lui reconnu qu'après le Brexit, la France était une puissance en Europe et que Paris et Varsovie devaient coopérer pour créer une nouvelle architecture de l'UE, telle que personne ne voudrait plus la quitter.

3-4 FÉVRIER 2020

Józef Maciej Fiszer, *Perspektywy renesansu Trójkąta Weimarskiego i jego działalność po agresji Rosji na Ukrainę*, in *Polityka i Społeczeństwo*, n° 3(22), 2024.

Clément Beaune, secrétaire d'État aux Affaires européennes, dans une interview

— Les autorités polonaises étaient opposées à ma visite dans l'une des zones « sans LGBT ». Je tenais à maintenir le dialogue, je n'y suis donc pas allé. J'ai souligné mon engagement en faveur des droits de l'homme en rencontrant des militants. [...] Il ne s'agit pas pour un pays de donner des leçons à un autre, mais de rappeler que nous parlons de nos valeurs communes. J'ai l'intention de retourner en Pologne, il y aura donc sans doute d'autres occasions, et je ne compte pas abandonner. Il ne s'agit d'ailleurs pas de provoquer, de s'opposer ou de stigmatiser un pays donné. Il s'agit de promouvoir de manière positive les valeurs sans lesquelles notre communauté n'existerait pas. [...] Jusqu'à présent, nous n'avons pas pris soin de ces relations [polono-françaises] comme il se doit. Nous n'avons pas approfondi la coopération là où cela était possible, par exemple dans le domaine de l'énergie nucléaire, du commerce ou de la politique européenne de la concurrence, où nos visions sont assez proches. Mais aussi en matière de taxation des géants du numérique ou de taxe carbone aux frontières de l'UE. Il existe de nombreux sujets communs comme ceux-là.

10 MARS 2021

Maria Pankowska, Magdalena Skajewska, *Francuski minister: „Zamierzam wrócić do Polski i odwiedzić strefy wolne od LGBT”* (interview), OKO.press, 10 mars 2021, oko.press

**Paweł Jabłoński, sous-secrétaire d'État
au ministère des Affaires étrangères,
dans un discours à la Diète**

— Il est nécessaire de soutenir nos voisins, nos partenaires, nos frères en Ukraine. [...] Les mesures que nous prenons se proposent en réalité avant tout d'assurer l'unité des alliés. Nous partons du principe que personne individuellement, aucun État individuellement, que ce soit l'Allemagne, la France, la Pologne ou même les États-Unis, n'est en mesure de stopper Poutine. En revanche, si nous sommes unis en tant qu'Occident, si nous sommes unis et déterminés, nous sommes vraiment plus forts, nous disposons vraiment d'instruments que nous pouvons utiliser.

VARSOVIE, 24 FÉVRIER 2022
sejm.gov.pl

**Jean Castex, Premier ministre français, dans son
allocution à l'Assemblée nationale**

— Nous avons toujours été clairs et nos amis ukrainiens l'ont d'emblée compris : un pays comme la France ne peut recourir à la force que s'il est directement attaqué, ou dans le cadre des systèmes d'alliance dont il fait partie. L'Alliance atlantique dont nous sommes membres est une alliance défensive. Elle se défend lorsque l'un de ses membres est agressé et l'Ukraine, vous le savez, n'est pas membre de l'OTAN. Il n'y a aucun doute que nous serions amenés à nous engager militairement dans la protection de

nos alliés de l'est de l'Europe si le conflit devait connaître des extensions au-delà du territoire ukrainien, dans les pays membres de l'Alliance. Le Président de la République a d'ores et déjà décidé de renforcer notre participation au dispositif de l'OTAN dans les pays baltes, en Pologne et en Roumanie. Tout en restant engagée dans l'approfondissement de l'Europe de la défense, la France tient sa place de membre actif, solidaire et impliqué dans l'Alliance atlantique.

PARIS, 1^{ER} MARS 2022
assemblee-nationale.fr

**Florence Parly, ministre française des Armées,
dans son allocution à l'Assemblée nationale**

— Il s'agit donc d'un pas historique pour l'Europe qui a su agir vite et fort. À l'heure de la présidence française de l'Union européenne, nous sommes déterminés à aller encore plus loin pour donner à l'Europe de la défense tous les outils dont elle a besoin. Nous avons décidé hier, avec l'ensemble des ministres de la défense européens, des moyens de coordonner nos aides bilatérales à l'Ukraine. L'état-major de l'Union européenne a été désigné pour répondre aux demandes ukrainiennes en matière d'équipements de protection, d'armements et de munitions. L'Union européenne va également pouvoir s'appuyer sur un hub logistique en Pologne. Vous le savez, la France est un contributeur majeur à la sécurité de ses alliés.

Au lendemain de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, en 2014, les chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance s'étaient accordés sur le déploiement d'une présence avancée renforcée dans les États baltes et en Pologne. Il s'agissait de montrer à tout agresseur potentiel que le territoire des pays baltes et de la Pologne était bien couvert par la garantie de l'Alliance. Nous y avons pris notre part depuis le début, et nous continuerons de le faire, mais la situation créée par l'agression russe nous a conduits à décider du renforcement de ces dispositifs, non pas dans le sens d'une escalade, mais tout simplement pour défendre et rassurer nos alliés de l'Est.

PARIS, 1^{ER} MARS 2022
assemblee-nationale.fr

Radosław Sikorski

— Dieu merci, l'invasion russe a entraîné un redémarrage immédiat et une coopération étroite en faveur de l'Ukraine. Contrairement à la Hongrie, qui a interdit le transit sur son territoire, la Pologne est devenue une plaque tournante logistique essentielle pour l'aide américaine et européenne. Alexandre Loukachenko a raison lorsqu'il dit que la guerre est la faute des États-Unis et de la Pologne, car sans ces deux pays, l'Ukraine aurait déjà été vaincue. Si à la fois la Pologne avait une position forte au sein de l'Union européenne et si le triangle de Weimar – France, Allemagne, Pologne – fonctionnait comme auparavant, nous ferions

partie du cercle décisionnel mondial au moins pour les affaires de l'Est post-soviétique.

2022

Radosław Sikorski, *Polska może być lepsza*, Kraków 2023.

Frédéric Billet, ambassadeur de France en Pologne, lors des célébrations de la fête nationale française

— La France et la Pologne, unies par un partenariat stratégique, sont confrontées au même défi de la guerre en Ukraine et ont plus que jamais besoin de coopérer et de renforcer leur dialogue. [...] Il y a une heure à peine, des soldats polonais, ainsi que des soldats du groupe B9, qui réunit les pays du flanc oriental de l'OTAN, ont participé au défilé militaire à Paris sur les Champs Élysées pour célébrer notre fête nationale. Quoi de plus beau que ce symbole de solidarité, d'unité et de fraternité d'armes entre alliés, alors que la guerre fait rage à quelques centaines de kilomètres de là. Qu'est-ce qui pourrait être plus éloquent que notre devise – liberté, égalité, fraternité – qui nous unit aujourd'hui alors que l'Europe est confrontée à cette guerre cruelle en Ukraine, que la Russie a déclenchée il y a quatre mois. [...] L'histoire européenne a montré à plusieurs reprises que c'est la Pologne qui nous donnait l'exemple de la résistance et comment se libérer du joug de l'occupant. De même qu'il y a 40 ans la France était solidaire de Solidarność en Pologne, aujourd'hui nous sommes solidaires de l'Ukraine. [...] J'ai

entendu parler des Polonais pour la première fois lorsque mon père [résistant dans le massif du Vercors] avait parlé de leur héroïsme et de leur courage. Il m'a dit : « *Quand ils se battent, ils ne lâchent jamais, quand ils fêtent, on ne peut pas les suivre !* » Il y a beaucoup d'histoires et de souvenirs dans mon cœur sur ces événements dans le Vercors qui ont coûté la vie à plusieurs jeunes Polonais. Nous sommes les héritiers de ceux qui, dans des combats sanglants, ont construit les bases de l'amitié franco-polonaise. C'est une source essentielle, intarissable, qui doit nous inspirer et dans laquelle nous pouvons puiser de l'énergie. Et c'est particulièrement important en ce moment, alors que l'ordre en Europe est remis en cause par la guerre en Ukraine. La France et la Pologne, unies par un partenariat stratégique, sont confrontées au même défi de la guerre en Ukraine et ont plus que jamais besoin de coopérer et de renforcer leur dialogue.

[...]

Sur le plan sécuritaire et militaire, nous, Français, travaillons activement pour renforcer la présence de l'OTAN sur le flanc est. [...] Ce sont des avions français qui, chaque jour, assurent la sécurité de l'espace aérien polonais. [...] Trois cents de nos soldats ont récemment participé à un exercice militaire de l'OTAN en Pologne. [...] La Pologne joue un rôle clé afin de renforcer l'Alliance sur le flanc est, avec la France à ses côtés.

VARSOVIE, 14 JUILLET 2022

<https://pl.ambafrance.org/Discours-de-l-Ambassadeur-14-juillet-2022>

Extraits d'un article paru dans *Le Monde*

— Les militaires français devraient s'installer en Pologne, où ils dispenseront des entraînements de cinq semaines dans des camps militaires dédiés. [...] Si le contenu de la mission EUTM Ukraine est encore en gestation et ne devrait pas être dévoilé avant mi-octobre, l'UE souhaiterait, selon nos informations, se concentrer sur la « formation d'unités constituées » aptes à remplacer les blessés ou les morts au combat. L'UE envisage aussi de spécialiser son offre en répondant à des demandes de formation plus spécifiques des forces armées ukrainiennes, notamment en matière de déminage, de soutien médical en opération ou de logistique. « Les Ukrainiens n'ont pas besoin d'entraînement au combat en zone urbaine, où ils ont sans doute aujourd'hui plus d'expérience que les Occidentaux. Ils veulent des formations en spécialités très pointues », approuve François Heisbourg, conseiller pour l'Europe de l'International Institute for Strategic Studies. La Pologne et la Slovaquie se sont portées candidates pour accueillir ces formations sur leur sol. [...] Cette mission EUTM est aussi un moyen pour l'UE de répondre au Royaume-Uni, qui a lancé dès juillet un important programme d'entraînement des troupes ukrainiennes. [...] Si elle devait être approuvée par Bruxelles, la mission tricolore en Pologne marquerait un engagement fort de Paris. Jusqu'à présent, la contribution de la France en matière de formation se limitait à l'instruction, au camp militaire de Canjuers (Var), d'artilleurs ukrainiens au maniement des canons Caesar.

[...] « Le soutien militaire apporté par la France à l'Ukraine se distingue par les formations réalisées en accompagnement de l'équipement et de l'armement fournis (...). Cette singularité des cessions françaises est particulièrement appréciée du partenaire ukrainien », assure l'entourage d'Emmanuel Macron.

27 SEPTEMBRE 2022

Elise Vincent, Cédric Pietralunga, Jacques Follorou,
La France envisage de former des soldats ukrainiens en Pologne,
27 septembre 2022.

**Jan Emeryk Rościszewski, ambassadeur
de Pologne en France, lors du Gala
du Business Polonais**

— Aujourd'hui, la Pologne est non seulement un partenaire économique attractif pour la France, mais aussi un allié important dans la construction de l'autonomie industrielle et technologique européenne, un projet absolument stratégique pour l'Union européenne dans le difficile contexte géopolitique actuel.

PARIS, 23 NOVEMBRE 2022

gov.pl

**Emmanuel Macron, président de la
République française**

— Il n'y a qu'une Europe. Une seule trame faite d'histoires mêlées, de diversités, mais avec cette volonté d'unité

géographique, géopolitique et de bâtir au fond un récit commun. [...] Je pense que c'est une Europe large, puissante, avec des pays comme le vôtre, comme la Pologne et beaucoup d'autres qui doivent prendre leur part dans cette Europe de la défense mais qui assume sa propre sécurité de manière croissante et ses questions de voisinage.

BRATISLAVA, 31 MAI 2023

<https://cz.ambafrance.org/Discours-de-cloture-du-President-Emmanuel-Macron-au-Sommet-GLOBSEC-a-Bratislava>

**Agata Tatarenko, historienne, chercheuse
en histoire culturelle**

— Autant Emmanuel Macron considère actuellement la Russie comme une menace pour l'ensemble de l'UE, en particulier pour les pays baltes, la Roumanie et la Pologne, autant une grande partie des élites politiques françaises ne partage pas cet avis. [...] Les pays d'Europe centrale, quant à eux, sont très sceptiques à l'égard des propositions du président français. Cela s'explique en partie par le manque de confiance de la région dans les propositions d'Emmanuel Macron, notamment dans le contexte de l'instabilité en France et du faible soutien populaire dont bénéficie son gouvernement, et en partie par le fort attachement de l'Europe centrale aux garanties de sécurité offertes par les États-Unis.

16 MAI 2024

Agata Tatarenko, *Architektura bezpieczeństwa w Europie w myśl założeń Emmanuela Macrona*, in *Komentarze Instytutu Europy Środkowej*, n°1123, 2024.



Królewo Malborskie, 29 avril 2014. Des soldats français feront leur service à la 22^e base aérienne tactique en l'absence de soldats du contingent militaire polonais Orlik 5, participant à la mission militaire de surveillance de l'espace aérien de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie dans le cadre de l'opération Baltic Air Policing menée par l'OTAN

CRÉDITS : WOJCIECH STRÓŻYK / REPORTER



Paris, 29 août 2022. Le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki lors de la conférence de presse précédant leur rencontre à l'Élysée

CRÉDITS : MUSTAFA YALCIN / ANADOLU AGENCY / GETTY IMAGES



Le renforcement des liens

La signature du traité de Nancy le 9 mai 2025 devient l'un des événements les plus importants des relations franco-polonaises de ces dernières années. Dans le cadre symbolique de la ville qui fut la résidence du roi de Pologne Stanislas Leszczyński, le Premier ministre Donald Tusk et le président Emmanuel Macron annoncent le renforcement de la coopération entre la Pologne et la France dans les domaines de la sécurité, de la défense, de l'économie, de l'éducation et de la culture. Cet événement s'inscrit dans un contexte politique plus vaste : la Pologne vient de prendre la présidence du Conseil de l'Union européenne à l'heure de tensions internationales et de l'agression russe contre l'Ukraine. La France, quant à elle, recherche de nouvelles alliances dans le cadre de la politique européenne de sécurité, affaiblie par l'incertitude quant au rôle des États-Unis et par des crises internes. Le traité de Nancy marque un nouveau chapitre dans le partenariat polono-français et fait partie d'une stratégie plus large de renforcement de la souveraineté européenne et de la défense commune. Le 9 mai 2025, Nancy redevient le lieu de rencontre entre l'histoire et le présent. L'Europe, bien qu'elle reste divisée dans ses opinions, tente de trouver un langage commun en matière de sécurité, de solidarité et de mémoire.

Virginie Malingre, journaliste au *Monde*

— L'année 2025 sera déterminante pour le premier ministre polonais, Donald Tusk, que ce soit sur le front intérieur ou la scène européenne. [...] La victoire de Donald Tusk sur le PiS aux élections législatives d'octobre 2023 a sans conteste marqué le retour de la Pologne en Europe. Depuis, la Commission a mis fin à la procédure (dite « article 7 ») qu'elle avait engagée contre Varsovie pour violation systématique de l'Etat de droit. [...] Quant à l'agenda communautaire, il peut aussi être porteur politiquement pour Donald Tusk. La Pologne est, en effet, l'un des pays de l'Union qui dépense le plus pour sa défense et, fait-on valoir dans l'entourage de Donald Tusk, cela lui donne une certaine crédibilité pour les discussions à venir entre les Européens et Donald Trump au sein de l'OTAN. [...] Donald Tusk a placé cette présidence du Conseil de l'UE sous le signe de la sécurité, avec une priorité revendiquée : la hausse des dépenses militaires. [...] Sur les questions migratoires, elle défend aussi une ligne dure, avec l'Italie de Giorgia Meloni et la Hongrie de Viktor Orban. [...] le 11 décembre [2024], la Commission entérinait sa demande, en cas d'« instrumentalisation » des migrants aux frontières de l'UE, notamment avec la Russie et la Biélorussie.

1^{ER} JANVIER 2025

La présidence polonaise de l'Union européenne s'annonce très politique, in Le Monde, 1^{ER} janvier 2025.

Extraits d'un reportage paru dans *Le Monde*

— Ironie de l'histoire, la Pologne a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE), mercredi 1^{er} janvier, pour six mois, dans un contexte à la fois tragique et propice. La guerre russe qui dévaste l'Ukraine, aux portes de ce pays si souvent piétiné et dépecé par les puissances rivales, est devenue un sujet primordial pour l'Europe.[...] La Pologne joue aujourd'hui un rôle crucial dans la logistique de l'aide à l'Ukraine et travaille d'elle-même à fortifier sa frontière orientale, rempart de l'Europe contre le danger venu de l'est.

[...] Donald Tusk a cependant d'autres défis à affronter avec l'UE : le processus d'élargissement, en particulier à l'Ukraine et à la Moldavie, dans des conditions plus complexes que celles dont a bénéficié la Pologne il y a deux décennies ; la transition écologique, dont le pays, encore dépendant du charbon et soucieux de son électorat rural, est loin d'être à l'avant-garde. [...] Une autre ironie de l'histoire veut que la Pologne prenne cette présidence à un moment particulier où la France et l'Allemagne, les deux principaux moteurs de la construction européenne, partenaires de Varsovie dans le triangle de Weimar, sont affaiblies par leurs difficultés internes.[...] Mais cette situation inédite offre aussi l'occasion historique à la Pologne de montrer sa maturité.

4 JANVIER 2025

La Pologne au diapason de l'Europe, in Le Monde, 4 janvier 2025.

**Izabela Bodnar, députée du groupe parlementaire
Polska 2050 – Trzecia Droga, dans un discours
prononcé à la Diète**

— La Pologne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne dans une période de turbulences et d'inquiétudes au niveau mondial. L'Union, en tant que communauté, est confrontée à l'invasion russe en Ukraine, à la crise migratoire et à la guerre hybride. Nous ressentons le poids de l'incertitude quant à l'orientation que prendra la politique des États-Unis. Nous observons le chaos politique en Allemagne, en France, en Autriche, les changements au sein de la Commission à Bruxelles, ainsi que les élections présidentielles qui approchent chez nous. La sécurité commune désigne non seulement le renforcement des capacités de défense de l'Europe, mais aussi une série de défis essentiels pour son avenir, tels que la transition énergétique, numérique, alimentaire, sanitaire et informationnelle. Face à ces défis, la Pologne est censée guider l'Union européenne avec une vision claire et un sens aigu de l'objectif commun.

Un moment historique vraiment important commence pour nous [...]. Les attentes envers la Pologne sont très élevées. Nous devons tout faire pour que la communauté européenne soit une réalité et non un slogan vide de sens. Aujourd'hui, nous assumons la responsabilité de l'Europe dans laquelle nous nous réveillerons dans quelques mois. Le slogan de l'année dernière nous vient à l'esprit : « Allez, la Pologne ! ».

VARSOVIE, 8 JANVIER 2025

sejm.gov.pl

Donald Tusk, Premier ministre polonais, lors d'une conférence de presse conjointe avec le chancelier allemand Friedrich Merz, à propos du traité polono-français

— Nous vivons un moment historique pour le renforcement de la sécurité de la France et de la Pologne. Vraiment historique. [Cela s'applique aussi] au traité dans lequel nous nous assurons une aide réciproque en cas de menace ou d'agression. Compte tenu des capacités de la France dans certains domaines de la défense, il s'agit véritablement, de notre point de vue, d'un changement radical, très attendu et positif.

VARSOVIE, 7 MAI 2025
tvn24.pl

Amanda Dziubińska, spécialiste de la politique française à Polski Instytut Spraw Międzynarodowych (Institut polonais des affaires internationales)

— Les deux domaines de coopération les plus importants sont la sécurité – principalement la sécurité dure – et le secteur de l'armement. La coopération dans ce domaine pourrait prendre un nouvel élan, notamment en raison de la demande croissante de la Pologne en systèmes de défense modernes. Depuis des années, des discussions sont en cours entre les grandes entreprises des deux pays au sujet des commandes et d'une production commune. Le traité pourrait accélérer ces processus. Mais ce n'est pas tout. Il s'agit également d'accroître l'interopérabilité des

forces armées, de soutenir les industries de défense et de mener des actions communes en matière de cybersécurité. Les menaces hybrides et la désinformation russe revêtent ici une importance particulière.

8 MAI 2025
ifrancja.fr

Paweł Zerka, expert en relations internationales du bureau parisien du Conseil européen, pour l'hebdomadaire *Newsweek*

— Le choix de la Pologne comme partenaire stratégique de la France en Europe centrale confirme l'importance croissante de notre pays du point de vue de la sécurité en Europe. Ce choix résulte bien sûr du fait que nous sommes voisins à la fois de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine, et que la menace russe est donc très élevée pour nous. Les Français apprécient également le fait que nous soyons devenus une base logistique à partir de laquelle l'aide est envoyée à l'Ukraine. Le facteur humain aussi est important : Macron a vu en Donald Tusk et Radosław Sikorski des partenaires avec lesquels il peut s'entendre sur les questions de sécurité, avec lesquels il est possible d'essayer de relever ensemble les défis qui se posent à l'Europe, par exemple de plaider ensemble pour une plus grande coopération européenne en matière de sécurité et pour le développement des capacités de production et de défense européennes. [...]

Je doute que le traité de Nancy fasse une mention directe de l'arme nucléaire française comme une sorte de garantie pour la Pologne, mais la signature de ce document est un signal envoyé à la Russie, lui indiquant que jouer avec la sécurité de la Pologne pourrait lui coûter beaucoup plus cher qu'il n'y paraît.

VARSOVIE, 8 MAI 2025

Jacek Pawlicki, *Czy w razie wojny Francja użyje broni atomowej w obronie Polski? Ekspert analizuje traktat z Nancy*, Newsweek, 8 mai 2025

**Emanuel Macron, président de la France,
dans un post sur le réseau social X**

— Bienvenue à Nancy, cher ami @DonaldTusk. Cette ville de mémoire, qui symbolise les liens profonds qui unissent la Pologne et la France, devient aujourd'hui le théâtre d'un nouveau chapitre de notre amitié : un partenariat plus fort au service d'une Europe plus souveraine.

NANCY, 9 MAI 2025

Compte du président de la République française sur le réseau social X, x.com/EmmanuelMacron

**Clément Lecourt, journaliste,
dans l'Est Républicain**

— Journée historique pour la France, la Pologne et Nancy. Ce vendredi 9 mai, la cité ducale accueille le Sommet franco-polonais à l'Hôtel de Ville. Le Premier ministre polonais Donald Tusk et Emmanuel Macron seront ici à Nancy

pour signer un traité d'amitié et de coopération entre les deux États. Défense, nucléaire, coopération scientifique, linguistique et culturelle... La volonté annoncée par l'Elysée est de « sceller des liens encore plus forts entre nos deux pays », selon les propos d'Emmanuel Macron lors de sa visite à Varsovie en décembre 2024. Ce traité s'inscrit dans la continuité des accords bilatéraux que la France a signé avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Pourquoi Nancy ? D'abord pour lui [Stanislas Leszczyński]. Avant de devenir le duc bien connu, Stanislas était roi de Pologne. D'ailleurs à sa mort, le duché de Lorraine est rattaché au royaume de France. Politiquement, Nancy a aussi servi de théâtre à des sommets franco-germano-polonais, le fameux Triangle de Weimar, en 1999 et 2005. Et pour couronner le tout, Nancy et la ville polonaise de Lublin sont jumelées depuis 1988. Un moment d'Histoire donc, d'autant plus que c'est la première venue d'Emmanuel Macron dans la cité ducale.

NANCY, 9 MAI 2025

[estrepublicain.fr](https://www.estrepublicain.fr)

**Transcription en direct de la rencontre entre
le président français Emmanuel Macron
et le Premier ministre polonais Donald Tusk
sur le site de L'Est Républicain**

— 10:00

La place Stanislas est aujourd'hui l'une des places les plus célèbres et plus belles de France, voire d'Europe. La statue

de Stanislas Leszczyński, qui trône en son centre, rappelle l'importance qu'a eu l'ancien roi polonais pour la ville.

12:00

La place Stanislas se remplit petit à petit. Les badauds affluent place Stanislas et se placent derrière les barrières, certains en quête du meilleur emplacement. [...]

13:09

Emmanuel Macron est arrivé place Stanislas. La foule est très calme, pas d'euphorie, mais chacun essaie d'avoir sa photo du président, qui est à environ 40 mètres des barrières les plus proches. Alors que le président est toujours avec les élus, on sent un peu de déception dans la foule. « En fait on ne distingue rien, c'est comme les matchs de foot, on les voit mieux à la télé. »

13:27

Le soleil brille ce vendredi à Nancy, et les terrasses de la place Stanislas sont une place de choix pour en profiter ! Alors que les badauds venus voir Emmanuel Macron et Donald Tusk tendent leurs téléphones portables pour tenter d'immortaliser la scène, des gens prennent leur déjeuner comme si de rien n'était.

13:59

Donald Tusk est arrivé place Stanislas. Emmanuel Macron a accueilli Donald Tusk, le Premier ministre polonais, sur la place Stanislas. Les deux hommes d'Etat ont traversé la place Stanislas et ont marché jusqu'au pied de la statue de Stanislas Leszczyński, allant ensuite à la rencontre de la foule.

14:09

Aux côtés du Premier ministre polonais Donald Tusk, Emmanuel Macron s'est exprimé quelques minutes devant la foule amassée place Stanislas. « Un roi polonais fut duc de Lorraine ici », rappelle-t-il. Interrogé par les journalistes, Emmanuel Macron a réagi à l'élection du pape Léon XIV, à la situation nucléaire de la Pologne, et à la proposition de Donald Trump d'un cessez-le-feu de 30 jours en Ukraine. Selon le programme initial, les deux hommes sont maintenant en déjeuner de travail puis en entretien bilatéral. Viendra ensuite la cérémonie de signature du traité de Nancy, suivie de la conférence de presse.

15:49

Pendant ce temps-là, des gens sont encore postés place Stanislas. Ils attendent la sortie du président de l'hôtel de ville. Noémie, 18 ans, et Raphaël, 20 ans, étudiants en première année à Sciences Po, n'ont pas pu être à l'heure pour voir l'arrivée d'Emmanuel Macron à 13 h. Mais il espèrent l'apercevoir à sa sortie, initialement prévue vers 16 h, après la signature du traité. « C'est une chance que Nancy soit au centre des relations diplomatiques entre la France et la Pologne », estime Raphaël.

Un traité signé alors qu'à Moscou, la traditionnelle parade du 9-Mai a eu lieu ce vendredi matin.

16:24

Une galette moelleuse aux oignons caramélisés au pavot ou cebularz lubelski, une glace à la bière et son szarlotka razowa, un dessert à la pomme... Ces spécialités polonaises,

plus précisément de Lublin, sont à déguster jusqu'à ce dimanche au restaurant À la table du bon roi Stanislas, rue Gustave-Simon à Nancy. Le chef polonais Lukasz Porowski est l'invité du chef du restaurant nancéen, Yvain Rollot, dans le cadre du printemps franco-polonais organisé par la Ville et le Grand Nancy et la signature du traité de Nancy. Jusqu'au 28 juin, la culture polonaise sera mise à l'honneur à travers une programmation artistique, gastronomique, sportive et patrimoniale qui invite les Grands Nancéiens à voyager sans quitter la cité ducal. Quelques rendez-vous sont encore au programme : une soirée cinéma-débat autour de *L'Homme du peuple* d'Andrzej Wajda [...] et le match de rugby Nancy-Seichamps/Lublin [...]. Samedi 10 mai à 10 h, une visite flash de la place Stanislas est programmée au départ de l'office de tourisme (sur inscription). « Des Polonais à Nancy, trois siècles d'amitié » sont « une série de portraits [...] de Polonais qui ont marqué l'histoire de la ville » sur galeries.limedia.fr

NANCY, 9 MAI 2025
estrepublikain.fr

Extraits de la conférence de presse après la signature du traité franco-polonais

— **Président Emmanuel Macron** : L'amitié franco-polonaise est une alliance de cœur qui plonge ses racines à travers les siècles et qui est, au fond, constitutive de l'histoire européenne. [...] La Pologne assume ce semestre

la présidence du Conseil de l'Union européenne. Et avec la Pologne et nos partenaires européens, nous avons décidé d'assumer une plus grande part de notre responsabilité pour notre propre défense. Cette indépendance, cette autonomie stratégique ne passeront que par une capacité accrue des Européens à produire leurs propres instruments de défense, leurs propres armes, leurs propres munitions, à développer une culture commune, à procéder à des opérations conjointes, mais également dans tous les domaines de dépendance, qu'il soit de recherche technologique, industrielle, devraient renforcer l'autonomie européenne. C'est en cela que le traité de Nancy contribuera grandement à renforcer celle-ci, puisqu'il fonde une coopération bilatérale sur chacun de ces points. Dans ce traité de Nancy, nous avons décidé d'envoyer un signal très clair également, en intégrant une clause de défense et d'assistance mutuelle dans le prolongement de nos engagements communs dans le cadre de l'OTAN et de l'Union européenne. C'est un partenariat de défense véritablement intégré que nous voulons construire. Ça ne se substitue ni à l'OTAN ni à l'Union européenne, mais cela vient renforcer, opérationnaliser ce lien qui existe déjà. [...] Avec Monsieur le Premier ministre, nous avons voulu ce traité parce que nous sommes tous deux convaincus de la nécessité de hisser notre relation bilatérale à un niveau stratégique inédit et de mettre en place un dialogue étroit entre nos gouvernements, nous-mêmes, tous les acteurs de notre relation, pour mettre en œuvre avec détermination les engagements qui sont pris

aujourd'hui. [...] mesdames et messieurs, nous venons avec ce traité sceller, reconnaître une amitié profonde qui s'est nourrie de ces échanges, de ces vies croisées et parfois de ces destins augustes. Mais nous venons sans doute aussi ouvrir une nouvelle page qui seule rendra possible l'histoire européenne de demain, en fermant une page sombre qui s'est ouverte dans les années 30 du siècle passé. Lorsqu'à l'ouest de l'Europe, on a cru un moment que la progression nazie ne nous touchait pas et que nous ne sommes pas intervenus, y compris lorsqu'une ville qui vous est chère, Monsieur le Premier ministre, Gdańsk, était attaquée. Puis, un deuxième temps, lorsqu'en 1947, nous avons laissé tomber un rideau de fer qui a séparé l'Europe et qui a privé l'Europe centrale de la prospérité à laquelle elle avait droit. C'est pourquoi, même si ce rideau était tombé depuis 1989, même si la Pologne et beaucoup d'autres avaient rejoint le cours naturel de leur Europe, et même si depuis plus de 20 ans, vous avez rejoint l'Union européenne, il faut bien le dire, il y avait toujours un doute, il y avait toujours des différences. Peut-être ne voyions-nous pas la Russie comme un risque existentiel. Les dernières années nous ont réconciliés. [...] Avec ce traité, nous ouvrons une nouvelle page, celle par laquelle nous bâtissons une solidarité irréversible, une confiance bâtie à travers les crises, et en particulier celles de ces dernières années, et une volonté d'assumer à l'égard de nos peuples et pour l'Europe le fait que, de Brest à Cracovie, l'Europe se tient ensemble. Et ce traité d'amitié, c'est aussi ça. Nous sommes très fiers, en

tout cas, qu'à Nancy, ce traité soit ainsi signé et qu'une nouvelle page de notre histoire bilatérale et européenne puisse ainsi s'ouvrir.

— **Premier ministre Donald Tusk :** Nous avons travaillé [...] pour que ce traité ne soit pas qu'un énoncé de bonnes intentions et de bons sentiments, mais pour qu'il devienne un événement marquant de notre histoire. Il ne s'agit pas seulement de répéter ces belles paroles sur l'amitié, sur l'histoire commune – oui, tout cela est vrai. Entre les Polonais et les Français, entre la Pologne et la France, ces relations ont toujours été marquées par quelque chose de particulier et de positif. Mais l'histoire nous a appris, non seulement en ce qui concerne nos pays, mais aussi l'Europe, nos voisins, que les bons sentiments, les bonnes intentions, l'amitié et la confiance entre les dirigeants, entre les politiciens, doivent s'accompagner de mesures concrètes. [...] Nous parlons aujourd'hui d'un événement historique : à partir d'aujourd'hui, la France et la Pologne pourront vraiment compter l'une sur l'autre dans toutes les situations, bonnes ou mauvaises, en ces temps difficiles. Nos deux nations le méritent. Je tiens également à remercier personnellement Monsieur le Président. C'est vous qui avez décidé que cette cérémonie se tiendrait à Nancy, la ville la plus polonaise de France. [...] J'ai rencontré des compatriotes qui vivent ici. Leur accueil chaleureux et enthousiaste montre qu'aujourd'hui, nous faisons quelque chose qui n'est pas seulement important pour les politiciens, mais aussi pour nos électeurs, pour les citoyens de nos pays.

Je suis vraiment très ému, je ne m'attendais pas à trouver ici, à Nancy, des centaines, des milliers de personnes qui croisent les doigts pour que nous réussissions. C'est vraiment une belle journée. [...] Sans notre coopération très étroite et sans l'amitié et la solidarité authentiques entre la Pologne et la France, il ne serait pas question d'une Europe unie. [...] Je sais que ce n'est pas seulement à Paris et à Varsovie que l'on regarde avec espoir notre amitié confirmée par le traité et notre coopération renforcée. Nous avons également établi quelque chose de très symbolique et, comme vous le savez, les symboles sont importants en politique. Les symboles et les émotions peuvent conduire à la catastrophe, comme ce fut le cas il y a 86 ans, et les symboles et les émotions peuvent conduire à de belles choses telles que la solidarité, l'amitié ou la sécurité. [...] Le traité ne clôture pas, il ouvre un nouveau chapitre. Nous continuerons à coopérer pour une paix équitable et aussi rapide que possible en Ukraine. Je vous remercie sincèrement, Monsieur le Président, pour votre engagement. La Pologne s'est chargée de lourdes responsabilités. Consciemment, avec conviction, pour aider les Ukrainiennes et les Ukrainiens pendant cette guerre cruelle. Mais votre engagement, cher Président, est inestimable et donne l'espoir que cette guerre tragique et inutile trouvera enfin son dénouement, tant attendu par tous en Ukraine et partout en Europe. Je tiens à vous remercier chaleureusement pour votre travail acharné. Je suis convaincu que les mois et les années à venir seront aussi beaux que

cette journée et que le soleil brillera très fort, au sens symbolique, sur nos nations. Vive la Pologne, vive la France, vive notre amitié !

NANCY, 9 MAI 2025

*Konferencja prasowa Premiera Donalda Tuska i Prezydenta Francji
Emanuela Macrona, Cabinet du Premier ministre, plateforme
YouTube (youtube.com).*

**Trancrption en direct de la rencontre entre
le président français Emmanuel Macron
et le Premier ministre polonais Donald Tusk
sur le site de *L'Est Républicain***

— 17:34

Les deux hommes d'État ont paraphé le « traité d'amitié et de coopération renforcée entre la France et la Pologne ». Le document, de 17 pages, porte sur des thématiques de sécurité, de défense, d'éducation, d'économie, de politique migratoire ou encore de développement durable. [...]

18:43

Une petite cinquantaine de personnes assistent au rassemblement de RESF 54 (Réseau éducation sans frontières) place Charles-III pour manifester contre la politique de la Pologne en matière de droits humains. « La Pologne bafoue les droits humains des personnes LGBT, des femmes, des migrants », dénonce RESF 54. Des militants rencontrés au cours du rassemblement se questionnent sur la pertinence du traité signé ce jour entre la France et la Pologne alors que ce pays « bafoue les droits humains ».

« Est-ce que cette coopération va mener la France à peser sur la Pologne pour qu'elle infléchisse sa politique ? Ça m'étonnerait », dit une militante.

NANCY, 9 MAI 2025

estrepublikain.fr

**Étienne de Poncins, ambassadeur de France
en Pologne, dans une interview**

— Tant la Pologne que la France partagent une vision d'Europe forte et compétitive. Cette aspiration est au cœur du traité de Nancy. Nous avons le même objectif : une Europe plus sûre, plus souveraine, plus démocratique et plus unie, afin de relever les défis mondiaux auxquels la France et la Pologne sont confrontées. Notre ambition c'est une Europe capable de se défendre contre les menaces et les tentatives d'ingérence. Cela nécessite de construire une Europe de la défense, c'est pourquoi nous avons décidé d'envoyer un signal très clair en incluant dans le traité une clause de défense et d'assistance mutuelle « y compris par des moyens militaires ». Cela s'inscrit dans le prolongement de nos engagements communs au sein de l'OTAN

et de l'Union européenne. Le traité prévoit également une coopération accrue entre nos industries de défense, afin de construire un véritable partenariat intégré en matière de défense. [...] Les relations franco-polonaises reposent sur des liens historiques solides, sur une « fraternité d'armes », comme l'a récemment souligné le Président français. Elles doivent être durables et s'approfondir à la suite du traité de Nancy. [...] La confiance mutuelle et les partenariats sont déjà une réalité. Sur le plan économique, la France est le quatrième investisseur et le troisième employeur étranger en Pologne, et nos échanges commerciaux ont doublé au cours des dix dernières années pour dépasser aujourd'hui les 30 milliards d'euros. De même, dans le domaine de la culture et des sciences, il existe déjà entre nos deux pays plus de 60 cursus universitaires communs, plus de 300 partenariats de coopération décentralisée et de nombreux programmes linguistiques, cinématographiques ou musicaux.

11 JUILLET 2025

Marcin Prynda, *Traktat z Nancy to nowy rozdział w naszym bliskim i trwałym partnerstwie. Wywiad z Etienne de Poncins*, kapitalpolski.pl, 11 juillet 2025 (kapitalpolski.pl)



La Celle-Saint-Cloud, 12 février 2024. Conférence de presse avec les ministres des Affaires étrangères du Triangle de Weimar : Annalena Baerbock (Allemagne), Stéphane Séjourné (France) et Radosław Sikorski (Pologne)

CRÉDITS : KIRA HOFMANN / AA / PHOTOTHEK.DE / IMAGEBROKER / FORUM



Nancy, le 9 mai 2025. Le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre polonais Donald Tusk sur la place Stanislas, se rendant à la réunion au cours de laquelle sera signé le traité franco-polonais pour une coopération et une amitié renforcées

CRÉDITS : CHRISTOPHE PETIT TESSON / POOL / AFP / EAST NEWS

POLOGNE FRANCE

– ENTRELACS DE
L'HISTOIRE

*Cent ans de curiosité
réciproque*

© Fundacja Ośrodka KARTA, 2025

CONCEPTION Zbigniew Gluza

CHOIX DES TEXTES ET COORDINATION Aleksiej Rogozin
avec Justyna Avcı, Konrad Szelest, Mikołaj Świerkula,
Emilia Wileńska-Skwarzec

ICONOGRAPHIE Ewa Kwiecińska

COLLABORATION AU CHOIX DE TEXTES ET D'IMAGES
Mariusz Olczyk, Dominik Szymański

TRADUCTION EN FRANÇAIS
Agata Kozak, Mariola Guzy, Andrzej Jakubowski

GRAPHISME  RZECZYOBRAZKOWE

COMPOSITION ET PRÉPARATION DE PHOTOS Tandem Studio

PHOTO DE COUVERTURE Paris, 3 février 1921. Visite de Józef
Piłsudski en France. Accueil devant le palais de l'Élysée

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES Bibliothèque nationale de France

Mission publique financée par le Ministère des Affaires
étrangères de la République de Pologne dans le cadre du concours
« La diplomatie publique 2024-2025 – dimension européenne
et lutte contre la désinformation »



Ministère des Affaires étrangères
République de Pologne

La présente publication n'engage que son auteur et ne peut
être assimilée à la position officielle du Ministère des Affaires
étrangères de la République de Pologne.

PARTENAIRE DE LA PUBLICATION

Biblioteka Polska w Paryżu



Instytut Literacki Kultura



Warszawa 2025

ISBN 978-83-67820-38-7

ÉDITEUR

Fundacja Ośrodka KARTA
ok@karta.org.pl
ksiegarnia.karta.org.pl
www.karta.org.pl

Osrodek
Karta